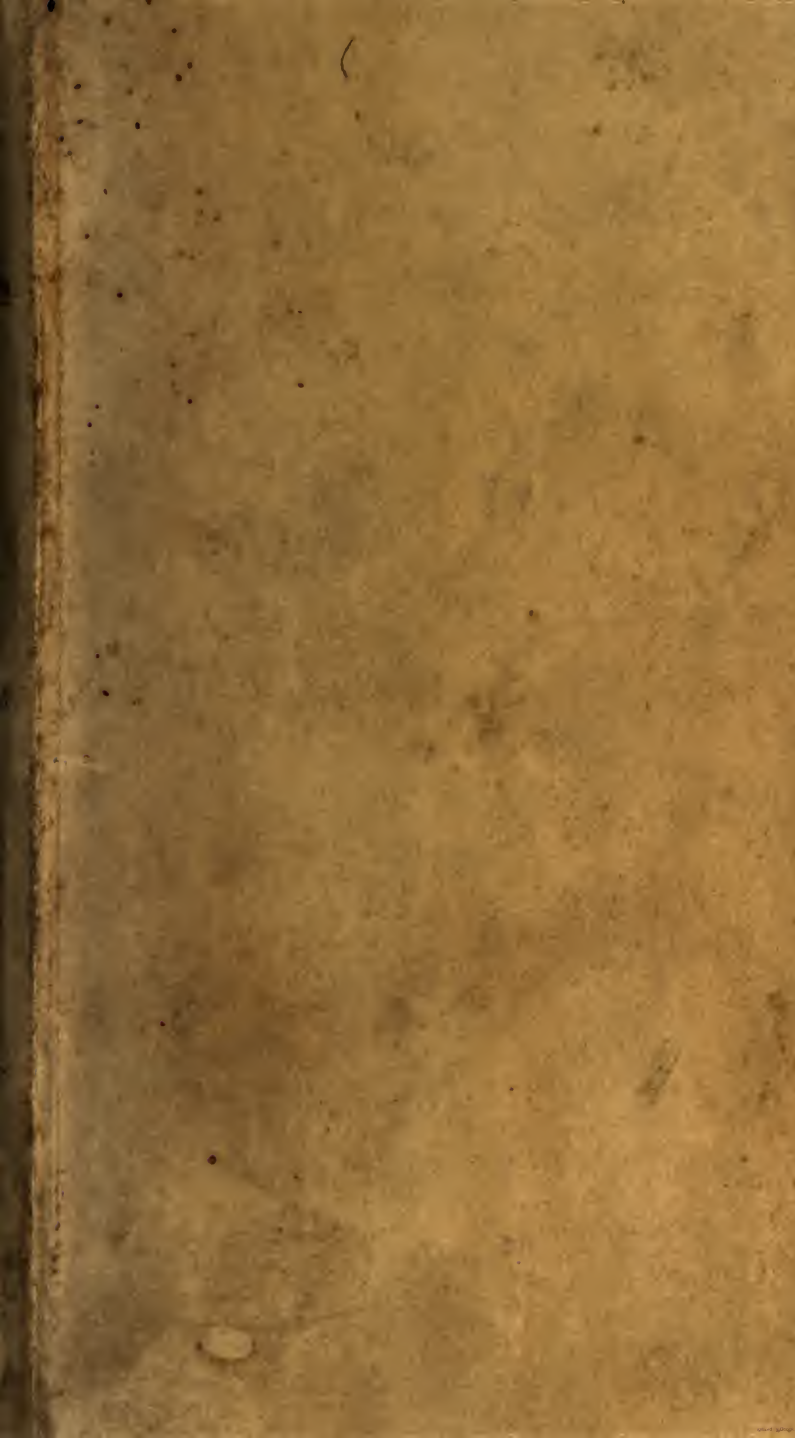
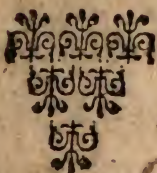




J. Can D 1041

TRAITE'
DE LA
PUISSANCE
DU
PAPE
SUR
LES PRINCES
SE'CULIERS.

*Rendés à César, les choses qui sont à César;
& à Dieu, celles qui sont à Dieu.*



*L'abbé de la Haye
L. B. à Paris*

A COLOGNE,
CHEZ PIERRE DU-MARTEAU.

M. DC. LXXXVII. ★

BIBLIOTHECA
REGIA
MONACENSIS

AVER TISSEMENT

D. U

S I E U R D'H*****

IL n'est personne , pour peu qu'il connoisse les Auteurs, qui ne sache quel a été le mérite de feu Monsieur Barclai. Sa naissance étoit illustre, mais les vertus dont il a fait pendant sa vie une fort exacte profession, l'étoient beaucoup davantage: Comme il avoit beaucoup d'érudition & de talent pour écrire , il a aussi composé plusieurs Ouvrages excellens. Les louanges que j'avois ouï donner par de Savans Hommes

à son *Traité de la Puissance du Pape sur les Princes Séculiers*, me donna, il y a quelque tems, la curiosité de l'avoir. Je le trouvai heureusement dans la Bibliothèque de Monsieur de N*****. je le vis avec bien de la satisfaction, étant écrit d'une manière fort nette, fort intelligible & fort claire ; mais ce qui me donna de la douleur, fut de voir qu'il manquoit quelque chose à ce *Traité*, & d'apprendre que la mort avoit empêché ce savant Homme de donner la dernière main à ce dernier fruit de sa vieillesse. Il auroit été à souhaiter

ter

ter, que sa vie eût été plus
longue, soit pour finir ce Trai-
té, soit pour exécuter les au-
tres desseins qu'il avoit formés:
le Public en auroit sans doute
retiré de grans avantages.
Comme j'ai fû qu'il y avoit
assés de peine de trouver des
Exemplaires de ce Livre, qui
fut composé au commence-
ment de ce Siécle, * j'ai crû que
ce ne seroit pas une chose inu-
tile au Public, que de tirer cét
Ouvrage de l'oubli ou de la
poussière où il est depuis quel-
que tems, & de le faire paroî-
tre en nôtre Langue: mais ce
qui me porta avec plus d'êfet à

* 3

* Et imprimé à Pont-à-Mousson, l'année 1610.

en entreprendre la Traduc-
tion, fut la dernière Déclara-
tion de l'Assemblée du Cler-
de France, où l'on void que
c'est une Doctrine constante
que le Pape n'a aucune
Puissance temporelle ni di-
recte, ni indirecte sur les
Rois. Le Public pourra voir
dans ce Traité les raisons &
les preuves de ce sentiment.
Je souhaite, mon cher Lec-
teur, que vous en tiriez tous
les avantages que vous me-
rités. Je n'ai pas traduit la Pré-
face Latine qui est à la tête de
cet Ouvrage, non plus que l'E-
pitre Dédicatoire que l'Auteur
adref-

adressa au Pape Clement VIII.
J'ai cru que cela n'étoit pas
fort nécessaire. Mais comme
la dernière feuille ne se trou-
ve pas remplie, j'ai jugé à pro-
pos d'y mettre l'Epître Dédi-
catoire en Original, que l'on
verra à la fin. Ce qui plaira peut-
être mieux aux Curieux, étant
presque impossible, de représen-
ter au juste, par une Tra-
duction, le Caractère & le gé-
nie d'une Pièce de cette na-
ture.

admirable du Pape Clement VIII.
I'ai eu que cela n'étoit pas
fort nécessaire. Mais comme
la dernière feuille ne se trou-
voit remplie, j'ai dû écri-
re d'y mettre l'Article Dedi-
cation en Original, que son
auteur a fait. Ce qui paraît pour-
être mieux aux Curieux, étant
presque impossible de répu-
blier au juste, par une Tra-
duction, le Caractère de la pié-
té d'une Pièce de cette na-
ture.

TRAITE

TRAITE'
DE LA
PUISSANCE
DU
P A P E
SUR
LES PRINCES
SE' CULIERS.
CHAPITRE I.

PLusieurs personnes ont écrit sur cette question, principalement dans nôtre Siècle. Et comme ils n'ont pas eu les mêmes motifs, leur manière d'écrire a aussi été toute différente. Mais personne n'a traité ce sujet avec plus d'érudition & de clarté, que le célèbre Bellarmin dans son *Traité du Pontife Souverain ou Romain*; & si ce Prélat avoit établi dans cet ouvrage la Puissance temporelle indirecte du Pape avec autant de solidité & de force qu'il y a soutenu les intérêts

2 De la Puissance du Pape

de la Puissance spirituelle ou Ecclésiastique, il n'y auroit rien à y désirer ou à y reprendre. Puis donc que tant de Théologiens & de Jurisconsultes éclairés ont bien voulu travailler les uns après les autres, à développer cette matière, & que l'opinion des premiers n'a pas empêché leurs Successeurs d'avoir aussi leurs sentimens. Ne puis-je pas, à leur exemple, donner mes pensées sur ce sujet au public, ayant employé beaucoup de tems à m'éclaircir sur les difficultez qui s'y peuvent rencontrer?

Mais avant que de découvrir ce que je crois sur cette matière, j'ay une précaution à prendre, pour ne point donner de scandale à ces Esprits foibles, qui s'imaginent, pour me servir
In re- de l'expression de Gerson, *Que le Pa-*
sol. cir- *pe est une Divinité qui a toute sorte de*
ca ma- *puissance dans le Ciel & sur la Terre ;*
teriam. Et afin de n'aider pas aux calomnies
excôm. dont quelques Novateurs tâchent de
confi- noircir le Siège Apostolique pour ôter
der. 11. à ce Souverain Pasteur des Ames toute sorte d'autorité. Je souhaite avant toutes choses, que le Lecteur sache, que j'ay toute sorte de respect & d'attachement pour le Saint Siège, & que je n'ay dessein de retrancher quoy que ce soit de la juste autorité, & de la dignité légitime du Vicaire de JESUS-CHRIST, & du Successeur de S.

Sur les Princes Séculiers. §

Pierre & de S. Paul , qui me font la grace de m'honorer de leur protection. Mon intention n'est que de montrer sans déguisement & sans fard , & avec un esprit dégagé de toute sorte d'affection & de haine, qu'elle est la Puissance que les Chrétiens doivent reconnoître dans le Pape , & jusqu'où elle doit aller. Et comme je suis exempt de ces passions qui déterminent le penchant des hommes , je puis protester sincèrement , que je n'ay que Dieu & l'intérêt de la vérité devant les yeux , & que je n'entreprends cet ouvrage que pour prévenir le reproche que le Sauveur me pourroit faire, quand il reviendra sur la Terre , d'avoir employé à des choses inutiles le talent dont il m'avoit honoré , ou de l'avoir enfoüi dans une oisiveté criminelle.

Je prie donc ceux , qui ont écrit de bonne-foy avant moy , de n'avoir ni chagrin , ni colère de ce que je me suis détaché de leur sentiment. En effet , Nous ne devons pas , pour parler avec S. Augustin , avoir pour les vres quelques Catholiques & quelques estimés qu'en soient les Auteurs , le même respect que nous avons pour les vres Canoniques ; & il nous doit être permis , en conservant pour leurs personnes la considération qui leur est due , de

Ep. iij. ad Fortunat. Episc. de viden- do Deo reser- dist. 9. can. 10.

4 De la Puissance du Pape
censurer ou rejeter dans leurs ouvrages, les choses que nous y pourrions trouver n'être pas conformes à la vérité que Dieu nous a révélée, & qu'il a fait connoître aux autres. Je veux bien qu'on fasse à mes écrits, ce que je fais aux écrits des autres, c'est-à-dire, qu'on les approuve de bonne grace ou qu'on les censure avec raison : Mais venons à la question.

Les Catholiques, qui sont les plus attachés au Pape, ont deux opinions différentes sur cette matière. La première est celle des Docteurs qu'on appelle Canonistes, qui estiment que le Pape a par une concession divine tous les droits de l'Empire céleste & terrestre, & que tout ce qu'il y a de puissance dans le monde, soit temporelle & civile, soit spirituelle, & Ecclésiastique, a été donnée par JESUS-CHRIST, à S. Pierre & à ses successeurs, & ils ajoutent à ce principe une infinité de choses qu'ils fondent incessamment sur ce principe, lorsqu'il survient quelque dispute sur la Puissance absolue du Pontife, ou comme ils parlent, sur la plénitude de sa Puissance. L'autre opinion est de ceux qu'on appelle Théologiens, qui rejettent l'opinion des Canonistes, parce qu'en effet elle n'est appuyée ni sur l'autorité de l'Ecriture, ni sur la Tradition des Apô-

tres ni sur la pratique de l'Eglise Primitive, ni sur la doctrine & les témoignages des Anciens Pères. Aussi la renversent-ils, par des raisons très-solides ; Mais pourtant en la détruisant ils n'ôtent rien au Pontife, ni de son droit, ni de sa puissance temporelle ; au contraire, ils lui en conservent les privilèges tout entiers. Car ils établissent que le Pape tant que Pape, n'a directement aucune puissance temporelle, qu'il n'a qu'une puissance spirituelle ; mais qu'il a pourtant indirectement & à raison de cette puissance spirituelle, une absolue & Souveraine puissance sur le temporel de tous les Chrétiens. Ainsi ces derniers Docteurs donnent au Pape indirectement & obliquement, les prérogatives que les autres luy ont données directement & sans détour ; & il n'y a en cela de différence que les moyens, le fond & la substance de la chose étant la même.

Pour moy lorsque j'ay examiné cette question, je n'ay rien trouvé de solide, ni dans l'un ni dans l'autre de ces sentimens sur la puissance temporelle des Papes. Néanmoins si on compare ces opinions l'une avec l'autre, j'estime que celle des Canonistes peut être plus facilement soutenüe, puisqu'au-moins elle ne choque pas l'or-

6 *De la Puissance du Pape*

Orde de la nature , par lequel une personne a droit d'exercer l'autorité qu'elle a reçüe sur les autres , au lieu que le sentiment des Théologiens , de la manière qu'il est allégué par ceux qui en sont les défenseurs , renverse l'ordre naturel des choses , qui ne permet pas à un homme d'user de quelque puissance ou de quelque empire sur les autres , si cét empire & cette puissance ne luy ont été expressement donnez , ou s'ils ne sont pas nécessaires pour exécuter les choses qui ont été commises à ses soins. Ainsi ces Théologiens refutent aussi-bien qu'il se puisse l'opinion des Canonistes , mais je puis dire , avec leur permission , que leur sentiment n'est pas meilleur , ce qui fait voir qu'il est beaucoup plus facile de remarquer des erreurs dans les opinions des autres , que d'établir la vérité de ses sentimens par des raisons fortes & solides.

Ces Théologiens mêmes ne sont pas d'accord entr'eux sur ce sujet. Il y en a plusieurs qui se sont joints aux Canonistes , soit parce qu'ayans un attachement aveugle pour le Siège de S. Pierre qui mérite toute sorte de loüanges, ils ont voulu luy donner cette souveraine autorité , soit parce qu'ayans reçü plusieurs bien-faits des Papes , ils ont eu dessein de se les ren-

être encore plus favorables par cette marque de leurs reconnoissances, pour ne pas dire, par des loüanges excessives & des flateries outrées. C'est dans ce rang, qu'il faut, comme je croy, mettre le Docteur Bozius, qui s'étant élevé depuis peu dans la Congrégation de l'Oratoire, a parû beaucoup plus ardent qu'aucun autre à défendre le party des Canonistes. Aussi un des plus illustres & des plus doctes Prédicateurs qui soit parmi les Jésuites, lors que je luy demandois ce qu'il pensoit de l'opinion de Bozius, l'appelloit le flateur & le parasite des Papes. En éfet dans les Livres que ce Docteur a mis au jour, il n'oublie rien pour prouver que le Pape a de droit divin une souveraine puissance sur tout ce qui se voit sur la terre, & que tout ce que les Roys & les Princes soit fidèles, soit infidèles, ont d'autorité, procède de luy, & qu'elle n'est passée de luy à eux que pour l'exécution. De sorte que le Pape comme l'arbître & le maître de tout le monde, peut donner & ôter quand il luy plaît, & à qui bon luy semble les Royaumes & les Principautez de la Terre, sans que personne se puisse informer du sujet qui le fait agir: *C'est pourquoy, dit-il, il a pû adjuger & assi-*

8 De la Puissance du Pape

gner les Indes Occidentales aux Roys de Castille , & les Indes Orientales aux Princes de Portugal, quoi qu'on ignorât les motifs de ce jugement.

Ce Docteur se confiant sur les raisons qu'il avance pour l'appui de son sentiment , censure avec quelque aigreur & traite de nouveaux Théologiens plusieurs grands Hommes , au nombre desquels est le Cardinal Bellarmin ce fameux Docteur , à qui l'on ne sauroit donner assez de louanges ; Il dit mêmes , qu'ils enseignent des doctrines évidemment fausses, parce qu'ils disent que JESUS-CHRIST , entant qu'homme n'a pas été un Roy temporel , qu'il n'a eu aucun domaine temporel dans le monde & qu'il n'y a exercé aucune puissance de Roy; quoy que ces propositions qui détruisent entièrement les principaux fondemens des rêveries de ce Docteur , ayent été confirmées par le témoignage même du Sauveur du Monde dans l'Evangile, où il dit , que les renards ont des tanières, & les Oiseaux des Cieux leurs nids , au lieu que le fils de l'homme n'a pas où reposer sa tête , Où est donc l'Empire que ce Docteur luy attribue, où est le domaine temporel qu'il luy assigne ? Qui peut concevoir qu'il y ait un Roy sans Royaume & un Seigneur sans Seigneurie ? Il est vray que

JESUS-CHRIST, tant que Fils
Eternel de Dieu est le Roy de gloire,
le Roy des Roys, le Maître du Ciel
& de la Terre & de toutes choses, &
qu'il régne éternellement avec son Pé-
re, & le S. Esprit, mais cela prouve-t-il
son Royaume temporel? Cela peut-il
établir une domination temporelle?
J'ay lû avec quelque exactitude ce que
Bozius a publié sur ce sujet, mais je n'y
ay rien trouvé de solide pour la con-
firmation de son sentiment, il ne cher-
che qu'à tromper, & surprendre les
gens, & il n'apporte aucun témoigna-
ge de l'Antiquité qu'il n'ait corrom-
pus par de fausses interprétations.
Henry Cardinal d'Ostie fût autrefois
dans la même erreur, & l'on peut dire *Henri-*
re que ce fût cette opinion, dont on *cus* *Se-*
n'avoit pas encore entendu parler, *gustia-*
qui excita dans le cœur de Boniface & *nus*,
des mouvemens d'ambition pour la
gloire dont il étoit si avide. Mais
les choses vont bien autrement main-
tenant. L'opinion de ce Prélat, suivie
par les Canonistes, & par Bozius est
hautement condamnée par les Théo-
logiens, & nous avons encore le bon-
heur de voir dans l'Eglise de Dieu un
Pontife souverain dont la piété & le
savoir, l'humilité, la justice, la charité
& toutes les vertus d'un Souverain
Pontife si distinguées dans le Monde.

10 De la Puissance du Pape

me laissent peu craindre qu'un si grand Pape trouve mauvais que je combatte une opinion qui n'est appuyée que sur des subtilitez frivoles, ni qu'il veuille jamais s'attribuer des prérogatives qui ne luy sont pas dûës. Et même ce Pape est si raisonnable & si Saint, que sans doute Bozius n'auroit jamais pris la liberté de luy dédier ses propositions téméraires, si l'impudence ne se croyoit tout permis. Il faudroit avoir bien du loisir pour réfuter ses erreurs en détail; mais afin qu'il ne soit pas dit que je censure un homme sans raison, je proposeray une de ses rêveries & de ses subtilitez, afin que le Lecteur puisse mieux juger du reste par cet endroit.

CHAPITRE II.

IL faut savoir en premier lieu que ces deux Puissances par lesquelles le monde est retenu dans son devoir; savoir l'Ecclésiastique & la Politique, sont tellement distinctes & séparées par les *Rom. 3.* Loix Divines, qu'encores qu'elles ayent toutes deux Dieu pour Auteur, elles ont leurs bornes particulières; en sorte que l'une ne peut rien entreprendre sur l'autre, ni luy commander quoy que *duo sūt*, ce soit, comme *b* S. Bernard l'enseigne *Can. cū* d'une manière belle & délicate; & *ad Verū* comme parmy les Théologiens Mo-

Sur les Princes Séculiers. II

dernes c Jean Driedo le fait voir. Le 96. dist.
célèbre Hozius Evêque de Cordouë, cap. no-
montre aussi clairement cette distin- vit. de
ction, lors qu'écrivant à l'Empereur Judic.
Constance Arrien, il explique ainsi cap. per
son sentiment. Dieu, dit-il, a com- vene-
mis l'Empire aux soins de vôtre Majesté, rabilé,
& à nous ceux de l'Eglise; & comme qui filii
celuy qui a la hardiesse de reprendre sint le-
avec malignité la conduite de vôtre gitim.
Gouvernement, résiste à l'ordre de Dieu, b Lib. 1.
vous devez aussi prendre garde que vous de Con-
attirant la Jurisdiction de l'Eglise, vous siderat-
ne tombiez dans un grand crime. * Ren- ad Eu-
dez à Cesar, dit la Parole Eternelle, ce genium
qui appartient à Cesar, & à Dieu ce cap. 6.
qui appartient à Dieu. Il ne nous est c. Lib.
donc pas permis d'usurper les Droits de 2. de li-
vôtre Empire, ni à vous de nous ravir ber.
la Jurisdiction de nos Eglises, ni de nos Christ.
Autels. De la distinction de ces deux cap. 2.
Puissances, Innocent & le célèbre Abbé
de Panorme concllient, que les Lai- * Matt.
ques ne sont point tenus d'obéir au 22.
Pape, dans les choses qui ne sont pas Marc.
spirituelles; ou comme ils s'expriment, 12.
qui ne regardent pas l'ame, si ce n'est
peut-être qu'ils habitent dans les Etats In cap.
qui reconnoissent la Jurisdiction tem- Inquisi-
porelle du Pape. Et c'est à cela qu'il tioni de
faut rétraindre le serment de fidélité sent. ex-
contenu dans la Bulle de Pie IV. quand com.
c'est un Laïque qui le fait, Je promets

12 De la Puissance du Pape

Et jure d'obéir véritablement au Pontife Romain, &c.

Toutefois Bozius n'admet point la distinction de ces Puissances, soutenant avec autant de hardiesse que d'imprudence, que la Puissance Temporelle est contenuë sous l'Ecclésiastique, & qu'elle luy est soumise directement. Il s'est pourtant apperçû qu'il étoit fort ment pressé par la claire confession du Pape

D. Can. Nicolas I. qui dans la Lettre qu'il adresse à l'Empereur Michel enseigne, *verum* que quoy qu'autrefois les Pr. nces Payens 96. dist. se dissent Souverains Pontifes, néanmoins lors qu'on est venu à celui qui est véritablement. *Et* Roy *Et* Pontife, l'Empereur ne s'est plus attribué les droits du Pontificat, *Et* le Pontife n'a plus usurpé le nom d'Empereur, parce que le Médiateur de Dieu *Et* des Hommes, savoir Jesus-Christ Homme, a tellement séparé ces deux Puissances par les devoirs particuliers, *Et* les fonctions distinctes qu'il leur a assignées, voulant qu'on s'élève par son humilité au Ciel, *Et* non pas qu'on se précipite dans l'Enfer par son orgueil, que depuis ce tems-là les Empereurs qui ont suivy la Loy de Christ, ont eu besoin du secours des Papes pour acquérir la gloire *Et* l'éternité du Ciel, *Et* que les Papes ont eu besoin pour l'heureux succès de leurs affaires temporelles, des Loix *Et* des Ordonnances des Empereurs.

Comme le discours de ce Souverain Pontife distingue & sépare absolument les actes, la dignité & les devoirs de ces deux Puissances ; en sorte que la Temporelle ne peut sans injustice usurper les droits de la Spirituelle, ni la Spirituelle ceux de la Temporelle. Bozius pour éluder avec esprit une autorité si pressante, recourt à cette interprétation inouïe, qui le fait paroître ridicule, & qui fait connoître qu'il a été moins subtil à l'imaginer, que téméraire à la proposer, *Il faut remarquer, Lib. r. dit-il, dans ces paroles de Nicolas premièrement, qu'il n'assure pas que la Puissance Laïque soit si fort séparée de la Spirituelle, que les Ecclesiastiques n'ayent point cette Puissance Temporelle, mais qu'il veut seulement que les Personnes Séculières n'ayent pas la Puissance Ecclesiastique. C'est pour cela qu'il avance que ces deux Puissances sont séparées, non pas absolument comme si l'une n'étoit point subordonnée & soumise à l'autre, mais il dit qu'elles sont séparées par leurs devoirs, par leurs actes & par leur dignité. A quoy ce Docteur ajoute cette remarque que Nicolas I. ayant dit que l'Empereur n'a pas usurpé les droits du Pontife, n'a pas dit que le Pontife ne s'est pas attribué les droits de l'Empereur, comme Navarre l'a allegué fausement, ou plutôt comme je crois sans*

14 De la Puissance du Pape

y prendre garde, mais seulement qu'il n'en doit pas usurper le nom.

Que faire avec un homme qui s'attache si fort aux mots ? Ne diroit-on pas que ce Docteur n'a dessein que de faire voir que Nicolas I. n'a point été un vray Pasteur, mais un Imposteur, & qu'il s'est voulu moquer de l'Empereur, plutôt que de l'enseigner ? Car enfin s'agissoit-il dans le discours du Pape & de l'Empereur, des paroles & non pas des choses ? s'agissoit-il du vain nom de Puissance, & non pas des droits & de l'effet de cette Puissance ? Le Pape a-t-il écrit cette Epître à l'Empereur pour le surprendre & le tromper par l'ambiguïté & l'équivoque d'un terme ? N'a-ce pas été plutôt pour l'instruire en luy disant la vérité ? Chacun fait que les Ordonnances ne se font pas pour les paroles, mais pour les choses, & l'Epître de ce Pape est comme une Loy Ecclésiastique. Ce qu'il a donc avancé que le Pontife ne s'est point attribué le nom de l'Empereur, c'est comme s'il avoit dit qu'il n'en doit point usurper le droit ou les droits ; & c'est la remarque de Navarre, très-savant Canoniste & Théologien, & de tous les Docteurs, qui dans tous les âges de l'Eglise, ont tous pris les mots de Nom & de Droits, dont le Pape s'est servi dans cette Epître, pour la même

*Lib. 2.
Cod.
summ.
de le-
gat.*

chose. Ainsi c'est ou par ignorance ou par malice, que cét éplucheur de mots a voulu corrompre & détourner à un autre sens, les paroles de Navarre; mais *L. Scire* qu'il apprenne que savoir les Loix, n'est *leg. 7.* pas en avoir retenu les paroles; mais *Dig. de* d'en connoître le sens, l'esprit & la *legib.* force.

Mais ce qui détruit l'interprétation ridicule de Bozius, c'est que le Pape dans ces paroles, *que les Empereurs Payens se disoient*, c'est-à-dire, *se nommoient Souverains Pontifes*, n'a pas entendu parler d'un nom vain & inutile, comme si les Empereurs n'avoient eu que le simple nom de Pontifes, mais il a voulu enseigner qu'ils en avoient aussi les fonctions & tous les véritables droits, & qu'ils jouissoient de tous les avantages, & de toute la dignité de ces deux Charges, de même qu'ils avoient accoutumé d'en prendre le nom. Ce qui étant une chose que Bozius n'oseroit nier, il faut nécessairement conclurre, ou que dans les paroles, Nicolas ne met pas une parfaite différence entre les Pontifes & les Empereurs anciens, & les Pontifes & les Empereurs de son tems, ou que par *le nom d'Empereur*, il a entendu les droits de l'Empire. De sorte que de même qu'après l'établissement du Christianisme, les Empereurs ne se sont plus attribuez les droits des

Pontifes , aussi les Pontifes ne se sont plus attribuez les droits de l'Empire. Enfin si ce Pape a eu dessein dans cét endroit de rejeter seulement le nom d'Empereur , & de se réserver tous les droits & toute la puissance de l'Empire, l'Empereur ne luy auroit-il pas répliqué , qu'il se soucioit moins du nom d'Empereur , que du droit & des avantages de l'Empire ; que le nom d'Empereur luy seroit absolument inutile , si un autre en avoit les prérogatives & l'autorité : Il se seroit sans difficulté exprimé de cette manière, & il n'auroit jamais souffert une si grande injure , s'il avoit crû qu'on pût tirer cette conséquence des paroles de Nicolas.

Mais ce Pape n'a point avancé , dit Bozius , que ces Puissances sont entièrement distinguées : Il ne l'a pas dit , il est vray ; mais s'il s'en est tû , c'est par une judicieuse prévoyance , afin de ne donner pas de prise aux flateurs des Papes , ou à quelques personnes mal-sensées. Car Bozius auroit soutenu que cela s'entend quant à l'exécution seulement ; mais ce Pape est allé bien plus avant , & il a parlé d'une manière bien plus expresse , car il a dit que ces Puissances sont distinguées par leurs fonctions , par leurs devoirs , & par leur dignité , pour montrer qu'elles ne sont en aucune manière liées ensemble , &

que l'une n'est point soumise à l'autre, quoy que toutes deux puissent être réunies en une même personne : Car le même homme peut être en même tems Prince temporel & Pontife, mais il ne pourra pas tant que Pontife s'attribuer les fonctions, les actes, la dignité, & toutes les autres prérogatives des Princes temporels ; de même qu'en qualité de Prince temporel, il ne pourra point s'attribuer les fonctions, les actes, la dignité, & les autres privilèges des Princes Ecclésiastiques. Or si ces Puissances sont distinguées par leurs fonctions, par leurs actes & par leur dignité, que Bozius nous dise donc ce qu'elles ont de commun : S'il dit que c'est en ce que l'une est subordonnée & soumise à l'autre, je le nieray ; car si cela étoit vrai, il s'ensuivroit nécessairement que ces Puissances ne seroient distinguées ni par la dignité, ni par les fonctions, mais seulement par les actes ; & par conséquent que le sentiment de Nicolas seroit faux. Car la dignité qui est dans la Puissance inférieure & subordonnée, se doit rencontrer dans la Puissance supérieure, puisque c'est de cette Puissance supérieure qu'elle passe à la Puissance subordonnée ; de là vient qu'un Prince se croit offensé quand ses Ministres sont empêchez dans les fonctions de leurs Emplois ; & que le Pape

estime que luy & le Siège Apostolique sont méprisez, quand on ne considère pas assez les Légats qu'il a envoyez; or il est constant que toutes choses sont présumées libres & indépendantes, jusques-à-ce qu'on ait prouvé le contraire. Cela étant, c'est une chose ridicule, & une pure imagination de ce Docteur, de soutenir que des premières paroles de Nicolas, il paroît que ce Pape n'a point eu intention de dire, *que la Puissance temporelle n'est pas tellement distinguée de la spirituelle, qu'un Ecclesiastique n'en ait point, mais qu'il veut dire seulement que les Princes Séculiers n'ont point de puissance Ecclesiastique.* Car sur quoy est-ce que cette imagination peut être fondée? y-a-t-il aucune parole dans cette Epître, d'où ce sentiment puisse être tiré par quelque raison vray-semblable? Mais c'est assez parler de l'erreur de Bozius, car je ne pense pas qu'on ait si peu de sens, que d'embrasser plutôt les sentimens de ce Docteur, qui nie la distinction de ces Puissances, que ceux du célèbre Hosius.

CHAPITRE III.

J'Ajoûterois icy les autres choses que Bozius a rapportées pour l'établissement de son erreur, si je ne savois que cet-

Sur les Princes Séculiers. 19

te opinion qu'il s'efforce de renouveler & de tirer du tombeau, paroît si absurde aux personnes doctes, & se trouve combatuë par tant de raisons claires & pressantes, qu'on ne doit plus appréhender qu'elle surprenne personne. Car il est certain que ni Bozius, ni ceux qui le suivent, quelque torture qu'ils donnent aux paroles de la Sainte Ecriture, & des Pères, ne pourront jamais tirer aucun passage pour prouver cette Jurisdiction & cette Puissance temporelle des Papes sur les Princes, & sur les Peuples du monde.

Mais il n'y a pas même aucune trace d'une telle Puissance temporelle dans la tradition des Apôtres, & de ceux qui ont été leurs Successeurs jusqu'au septième Siècle, pour ne pas dire jusqu'au dixième. C'est pourquoy le très-docte Bellarmin se sert pour la réfutation de cette erreur, de ce puissant argument. *S'il étoit certain, dit-il, que le Pape fût le Monarque temporel de tout le monde, la preuve s'en devroit tirer ou de la Sainte Ecriture, ou de la tradition des Apôtres; or dans l'Ecriture nous n'y lisons autre chose, si ce n'est que le Pontife a reçu les Clefs du Royaume des Cieux; mais pour ce qui est des Clefs de l'Empire de la terre, il n'y en est fait aucune mention, & nos Aversaires ne peuvent point rapporter de tradition des*

*Lib. 1.
de Rom.
Pontif.
cap. 3.*

20 De La Puissance du Pape

Apôtres. Ce défaut de preuves joint aux contestations des Théologiens & des Canonistes, les uns admettant la puissance temporelle directe, les autres la puissance temporelle indirecte, fait que cette question touchant la véritable Puissance du Pape est fort douteuse & incertaine, & paroît dépendre de l'opinion qu'en ont les hommes, & par conséquent qu'il en faut chercher la vérité, par les lumières de la raison, puis que ce n'est pas un point de Foy comme on parle, d'avoir sur le sujet de cette puissance, telle ou telle opinion. Car si c'étoit un point de Foy il faudroit que tous les Chrétiens la crussent d'une même manière.

Pour ce qui est de moy, quoy que je confesse & du cœur & de la bouche que le Souverain Pontife Evêque de Rome, en qualité de Vicaire de JESUS-CHRIST, de légitime successeur de Saint Pierre & de Pasteur suprême & universel de l'Eglise, possède une Jurisdiction spirituelle sur tous les Roys & les Monarques Chrétiens, & qu'ils n'ont n'y ne peuvent qu'avec injustice exercer sur les consciences cet Empire spirituel & ce droit Sacré de lier & de délier que l'Ecriture Sainte témoigne avoir été donné à Saint Pierre. Toutefois je ne saurois me persuader que le Pape tienne soumis à sa

puissance temporelle les Roys & les Princes Séculiers, ni que lorsqu'ils offensent ou Dieu ou les hommes, ou qu'ils abusent de leur pouvoir & de leur Empire, il puisse en aucune manière que ce soit les renverser de leur Trône, leur enlever leur Diadème, & faire un présent de leur Couronne à qui bon luy semble, ni qu'enfin il ait quelque droit temporel sur les personnes laïques de quelque ordre & de quelque condition qu'elles soyent, s'il n'a aquis ce privilège par des moyens légitimes. Et je puis d'autant moins me ranger à la pensée de ceux qui donnent au Pape ces grands avantages qu'elle ne me paroît appuyée d'aucune preuve solide, quoy que plusieurs ayent entrepris de la prouver, au lieu que le sentiment contraire est soutenu de plusieurs raisons beaucoup plus fortes & plus pressantes. Mais entrons en matière.

Il est faux que le Pape ait sur les Roys & sur les Princes aucune puissance temporelle, & la raison en est, qu'il est également absurde & injuste de dire ou que les Empereurs Payens ayent été reçûs dans l'Eglise sous des conditions plus dures & plus désavantageuses que les moindres personnes de leurs peuple, ou que le Pape a présentement sur les Roys Chrétiens une puissance plus é-

22 De la Puissance du Pape

tenduë que celle qu'avoit autrefois Saint Pierre & les autres Apôtres sur les personnes privées de l'Eglise, or est-il que ni Saint Pierre ni les autres Apôtres n'ont eu aucune puissance temporelle sur les personnes laïques de l'Eglise, d'où il s'ensuit que le Pape n'a aussi aucune puissance temporelle sur les Princes Séculiers. La seconde de ces propositions se prouve de ce qu'il est très-certain quoy qu'en veuille dire Bozius, aux impertinences duquel je ne me dois pas arrêter présentement, qu'au tems des Apôtres la puissance Ecclésiastique étoit entièrement séparée de la puissance politique, & que cette puissance politique qui résidoit en toute la personne des Princes Payens étoit absolument hors de l'Eglise, de sorte que les Apôtres eux-mêmes reconnoissoient la puissance temporelle de ces Princes, ce qui a été avoué par Pigghius, par le Cardinal Bellarmin, & par plusieurs autres Théologiens fort célèbres. En effet le Sauveur du Monde n'y est point venu pour abolir la Loy mais pour l'accomplir; Il n'y est point venu pour anéantir les Loix de la nature ni le droit des Gens ou pour ôter à qui ce soit la propriété des choses dont il étoit maître sur la terre. Ainsi comme avant la décente de JESUS-CHRIST, les

Piggh.
lib. 5. c.
7. Hierar.
Eccl.
Bellar.
lib. 2. de
Rom.
Pontif.
cap. 29.

Rois avoient une puissance politique sur leurs sujets, aussi après sa venue, & ensuite après son ascension au Ciel, ils ont retenu cette même autorité que la doctrine des Apôtres a confirmée & qui n'a reçu depuis aucune atteinte ni aucune altération. S'il est donc vray que Saint Pierre & les autres Apôtres ses collègues avant qu'ils suivissent J. CHRIST, étoient assujettis à l'Empire & à la juridiction des Princes Payens, ce qui ne peut être contesté, & s'il est vray que le Fils de Dieu ne les a jamais dégagé de l'obligation où ils étoient d'observer le droit naturel, & le droit des gens, ne s'ensuit-il pas nécessairement qu'après qu'ils ont été honorés de l'Apostolat ils ont demeuré sous les mêmes Loix & dans la même obligation, puisque cette sujétion n'a pû être un obstacle à la prédication ni à l'avancement de l'Evangile? En effet quand ils auroient été delivrez de cette obligation par la parole de leur Sauveur, dequoy auroit servi cette exemption pour faire recevoir dans le monde la doctrine de l'Evangile, où qu'auroit pû faire ce petit nombre de pauvres dont la conscience auroit été affranchie des liens de la puissance temporelle, n'auroient-ils pas été contraints de retourner à leur première condition, & d'obéir puis-

24 De la Puissance du Pape

que cette liberté, s'il est vray qu'ils l'eussent, leur auroit été absolument inutile, à cause de la grande, quoy qu'injuste autorité des Princes Payens & des peuples infidèles, Mais il paroît par leur doctrine, & par leurs actions qu'ils n'étoient pas moins soumis à leurs Princes, que leurs autres Concitoyens, & l'on ne peut pas leur faire le même reproche que JESUS-CHRIST faisoit aux Scribes & aux Pharisiens d'avoir fait une chose, & d'en avoir enseigné une autre; Or il est certain qu'ils ont enseigné qu'il falloit avoir pour les Roys & pour les autres Princes de la Terre la soumission & l'obéissance dont nous parlons. C'est

Rom. 13. pourquoy S. Paul luy même appella à
1. Petr. Cesar, & ordonna à tous les Chrêtiens
 2. d'être soumis à la puissance temporelle

des Princes Payens non seulement pour la colere, mais encore pour la conscience; Car c'est une pure chicane & une réponse indigne d'un Savant, & d'un Théologien ce que quelques-uns avancent que Saint Paul ne parle point en cet endroit de la puissance temporelle des Princes Séculiers, mais de la puissance en général, pour signifier que chacun doit être soumis à ses supérieurs, le Laïque à la puissance laïque, l'Ecclesiastique à celle de l'Eglise, puisque les hommes ne reconnoissoient
 point

point alors d'autre puissance que la temporelle, & la politique. Et le Saint Apôtre dont la plume étoit conduite par le Saint Esprit, a composé ses Epîtres non seulement pour instruire les nouveaux Fidèles de ce qu'ils devoient croire & pratiquer, afin qu'ils ne s'imaginassent pas que ceux que JESUS-CHRIST avoit rachetés n'étoient plus tenus d'obéir aux Puissances séculières, comme quelques-uns se l'étoient mis, quoy que sans raison, d'as l'esprit, se fondans sur la dignité & sur la liberté des Chrétiens; Mais aussi pour faire connoître aux Payens & aux autres Infidèles que la Loy de JESUS-CHRIST n'ôte à personne son droit & qu'elle n'est en aucune manière contraire à la puissance temporelle des Princes ni aux intérêts & à l'autorité des Roys. Il est donc constant, que ce que l'Apôtre a avancé dans cet endroit se doit seulement entendre de la puissance temporelle, parce que comme on l'a remarqué, on n'en reconnoissoit point d'autre en ce tems-là. Et c'est dans ce sens que les Saints Pères ont toujours interprété ce passage de Saint Paul. C'est ainsi que Saint Augustin expliquant ces paroles de l'Apôtre, confesse ingénument que luy & en sa personne tous les Prélats de l'Eglise sont sujets à la puissance temporelle. Je

rapporterai les paroles de ce Saint Docteur, parce qu'elles peuvent donner beaucoup de lumière à cette dispute.

In lib. Ce que l'Apôtre allégué, dit-il, que toute personne soit sujette aux Puissances

quar. supérieures, car toute puissance est de

Prop. Dieu, nous apprend très-bien qu'un

Ex E-homme qui a été fait Chrétien, ne doit

pist. ad pas s'élever par orgueil, parce que le

Roman. Seigneur l'a appelé de la servitude à la liberté, ni s'imaginer que pendant le

cours de cette vie mortelle il ne doit

plus tenir le rang qu'il occupoit, & qu'il

ne doit point se soumettre à l'autorité

de ceux à qui le gouvernement des E-

tats a été commis. Car comme nous som-

mes tous composés de corps & d'ame, &

que tandis que nous sommes en vie nous

avons besoin, pour nous entretenir, du se-

cours des choses temporelles, il faut aus-

si qu'à l'égard de la partie qui appar-

tient à cette vie, que nous soyons soumis

aux Puissances, c'est-à-dire, à ces personnes

élevées en dignité, qui ont le soin des af-

fares du monde. Et à l'égard de la

partie par laquelle nous croyons en Dieu,

& par laquelle nous sommes appelés à

la gloire & à la félicité de son Para-

dis, nous ne devons être assujettis à au-

cun homme qui voudroit détruire en nos

coeurs la Foy que Dieu nous a fait la

grace d'y produire. Si donc quelqu'un

s'imagine parce qu'il est Chrétien

qu'il n'est plus obligé de payer ni

les impositions niles tribus aux Puissances qui ont droit de les exiger ; Il se trompe tres grossièrement , mais celuy qui à l'égard de sa foy se croit être assujetti aux Puissances temporelles est dans une erreur bien plus grande, Mais il faut observer ce juste milieu que le Sauveur du Monde nous a prescrit qui est de rendre à César ce qui est dû à César , & à Dieu ce qui est dû à Dieu.

Ce grand Saint renferme dans ce peu de paroles plusieurs importantes vérités qui appuyent la plupart des propositions que j'ay dispersées dans ce Traitté. Car il enseigne en premier lieu ce que j'ay déjà avancé que la profession de la Religion Chrétienne n'arrache personne à l'autorité des Puissances temporelles, d'où se tirent nécessairement ces deux vérités. La première, que les Apôtres & tout le reste des Chrétiens étoient soumis à l'Empire temporel des Princes & des Magistrats Payens , & par conséquent que ni Saint Pierre ni aucun des autres Apôtres n'avoit aucune puissance temporelle sur les Chrétiens, puisque les Payens l'avoient toute entière comme je l'ay montré dans ce Chapitre; La deuxième vérité est, qu'il n'a pas été permis aux premiers Chrétiens de se revolter contre leurs Princes

28 De la Puissance du Pape

quoy qu'infidèles , & de s'établir d'autres gouvernemens & d'autres Roys , quand mêmes ils l'auroient pû très-aisément comme le croit fausement le Cardinal Bellarmin , parce

Lib. 5. qu'ils n'étoient point affranchis du
de Rom. joug de la puissance temporelle au-
Pontif. quel ils étoient attachés avant qu'a-
Cap. 7. voir embrassé la Religion de J E S U S-
 CHRIST ; Ce que je montreray fort au long dans le ch. 25. de ce Traité. En troisième lieu Saint Augustin entend ce passage de l'Apôtre , de la seule puissance temporelle ; de même que nous. En quatrième lieu lorsqu'il parle en général de l'obéissance & qu'il n'excepe personne se comprenant avec les autres , dans le terme dont il se sert , il découvre assés clairement que les Clercs de même que les Laïques sont pendant leur vie soumis à l'autorité de la puissance temporelle. Enfin ce Savant Prélat nous enseigne une importante vérité des deux devoirs que les hommes qui relèvent de quelque Prince Séculier sont tenus de rendre , l'un à Dieu , & l'autre à leur Prince , & nous montre clairement de quelle manière ils les doivent servir l'un & l'autre , & leur rendre ce qui leur est dû. Et c'est la doctrine que j'ay suivie dans ce Traité , & dans les Livres que j'ay composés touchant la Monarchie. Il faut

donc tenir pour constant que S. Paul dans le passage dont il est parlé cy-dessus, n'a entendu parler que de la Puissance temporelle ; mais je ne nie pas aussi que cet ordre d'obéir à la Puissance temporelle, ne se puisse aussi étendre à la Puissance Ecclésiastique, parce que la Puissance Ecclésiastique a un parfait rapport avec la Puissance temporelle : Et que les mêmes raisons qui obligent d'obéir à la Puissance temporelle, peuvent s'appliquer à la Puissance Ecclésiastique.

*Arg. l.
illud.
Dig. ad
l. Aquil.*

Si donc les Apôtres n'ont eu aucune Puissance temporelle sur les personnes privées, qui ont été reçues dans l'Eglise, & qui en sont devenus les Enfants; comment se pourroit-il faire que les successeurs de ces mêmes Apôtres, eussent acquis cette autorité sur les Princes qui ont embrassé l'Evangile; car à l'égard des Successeurs des Apôtres, il est absurde que par la force de la puissance Ecclésiastique, ils aient eu plus de droit sur leurs Enfants spirituels, que les Apôtres, à qui ils succèdent, n'en ont jamais eu pendant leur vie sur les leurs ? Et à l'égard des Princes, est-il rien de plus déraisonnable & de plus injuste que de dire, qu'ayant embrassé la véritable Religion, ils soient d'une condition pire que celle des Personnes privées qui sont entrées dans l'Eglise?

Or ces Personnes privées qui se soumettoient à la Puissance Ecclésiastique, ne perdoient aucune chose de leur Patrimoine, ni de leurs droits temporels, si ce n'est ce qu'elles avoient offert & donné volontairement pour les besoins communs de l'Eglise; comme cela paroît au Livre des Actes, où l'on peut voir que Saint Pierre voulant punir de mort le menfonge d'Ananias, luy fait cette censure; N'étois-tu pas le maître des biens qui te seroient restez, & pour ceux que tu as vendus, n'étoient-ils pas en ton pouvoir? De la même manière les Princes qui embrassoient le Christianisme, conservoient dans leur entier tous leurs avantages temporels, je veux dire leur Empire & leur puissance politique. Et il ne sert de rien aux Adversaires de dire, que si les Apôtres n'ont eu aucune puissance temporelle sur les Princes de leur Siècle, c'est parce que ces Princes n'étoient pas encore devenus Chrétiens, selon ce que dit S. Paul: Qu'ay-je à faire de juger de ceux qui sont de dehors? Mais que le Pape a présentement sur eux cette puissance, parce qu'ils sont les Enfans de l'Eglise, dont il est le Chef & le Monarque visible, & qu'il est luy-même le Père de tous les Chrétiens, l'ordre de la nature & de la raison voulant que les Enfans soient assujettis à leur Père; & non le

Act. 5.

*Quid
mihi de
iis qui
foris sūt
judica-
re. 1.
Cor. 5.*

Père aux Enfans ; Il ne sert, dis-je, de rien de raisonner ainsi, puisque ce raisonnement est si pitoyable, qu'on peut s'étonner avec justice qu'il ait été employé par des hommes Doctes. En effet cette obéissance spirituelle par le moyen de laquelle les Princes sont devenus les Enfans du Pape, est tellement distincte & séparée de l'obéissance temporelle, que l'une n'est point une suite de l'autre. Car comme parmi les Romains le Gouverneur d'une Province ou un Consul, peut pendant sa Charge se faire adopter par un autre, & ainsi passer dans la Famille & sous la puissance de son Père adoptif, sans que par cet acte de justice, il ait soumis à ce Père ni l'autorité du Consulat, ni la puissance du Gouvernement, ni aucun des droits qui leur appartenoient par les privilèges de sa Charge. Aussi les Roys & les Princes qui se jettent dans le sein de l'Eglise, & qui se font adopter par le Pape comme par leur Père spirituel, ne lui transfèrent ni l'autorité de l'Empire, ni les droits de leurs Jurisdictions & de leurs Patrimoines, mais ils les conservent libres & entiers comme ils étoient ; & ainsi le Pape par cette adoption spirituelle, n'acquiert pas plus de puissance sur les Fidèles, qu'il en avoit sur eux auparavant. Ce que je prouverai plus amplement dans la suite.

*L. 3. D.
de a-
dopt.*

*Inf.
cap. 14.*

32 *De la Puissance du Pape*

Il faut ajoûter à cela , que lors que la République de JESUS - CHRIST s'est renduë florissante , soit par le nombre de ceux qui la composoient , soit par la sainteté de ses Pontifes , soit par le savoir & les bons exemples de ses Docteurs , & lors qu'elle a été inquiétée & troublée par les Empereurs , que le Baptême avoit rendu ses Enfans , bien loin que les Ecclesiastiques ayent parlé hautement de cet Empire temporel du Pape sur les Séculiers , jamais ils n'en ont fait aucune mention. Or il est certain que si cette Puissance temporelle eût été donnée par le Seigneur à S. Pierre , & si elle eût appartenu en quelque manière aux Successeurs de ce grand Apôtre, quoy qu'ils ne l'eussent pas exercée réellement & de fait comme on parle, tant de grands & tant de saints Hommes , qui n'avoient rien de plus à cœur que la cause de Dieu & de son Eglise, n'auroient jamais manqué d'en parler hautement. En effet , si les Pontifes d'alors qui étoient tous brûlans de zèle & d'affection pour les intérêts & l'autorité de l'Eglise , avoient crû que cette Puissance temporelle eût fait partie de leur devoir Pastoral , est-il croyable qu'en tant de démêlez importans qu'ils ont eu avec des Empereurs Hérétiques, ils ne se fussent point prévalu d'une Puissance que les Papes suivans regardoient

comme un fort rempart pour la défense de la Foy. Cependant il n'est aucun de ces anciens Papes qui ait déclaré par ses paroles ou par ses Ecrits, que de Droit Divin, il fût au dessus des Empereurs. Au contraire, plus ces Papes ont eu de science & de Sainteté, plus ils ont eu de respect pour les Empereurs, & plus ils se sont reconnus leurs serviteurs & leurs sujets. L'exemple du grand Saint Grégoire en vaut plusieurs: Voicy de quelle manière il écrivit à l'Empereur Maurice; *Moy qui suis le* Lib. r.
plus indigne des serviteurs de vôtre Epist.
Piété. Et plus bas il dit, *que Dieu a* 61. in-
donné à ses Maîtres la Puissance Souve- dict. II.
raïne sur tous les hommes. Il se sert du terme de Maîtres au pluriel, pour comprendre & l'Empereur & l'Impératrice, qui avoit porté l'Empire pour sa dot à l'Empereur Maurice son Epoux. Remarquez comme ce Saint Pape témoigne que l'autorité Souveraine & absolue, a été donnée du Ciel à l'Empereur sur le Pape même. *Sur tous les hommes,* dit-il, donc aussi sur le Pape s'il est homme: Or il n'importe point pour comprendre la pensée & le sens de cet Auteur, de savoir s'il a écrit comme Pontife & comme Evêque, ou comme Personne privée, puis qu'on doit se persuader qu'il les a eues & écrites en l'une & en l'autre qualité. Il suffit

pour mon dessein , de voir de quelle manière les Papes de ces premiers Siècles ont traite les Empereurs : Car je ne dois pas craindre que les Doctes me répondent que Grégoire dans cette Epître , a par un effet d'humilité élevé l'autorité de l'Empereur , & qu'il luy a témoigné une soumission qui ne luy étoit pas dûë. Que si pourtant quelque demi-Savant me fait cette petite objection , je luy répondrai qu'il fait une tres-grande injure à un si Saint Pape , en disant qu'il a menti par humilité , & qu'il a menti au grand préjudice de sa dignité Pontificale , & des intérêts de l'Eglise : ce qui ne peut pas être appelé un mensonge officieux , mais plutôt un détestable & un pernicieux mensonge. Que l'Auteur de cette objection injurieuse , écoute le grand S. Augustin,

Serm. Lors que par un mensonge , dit-il , tu te
 29. de confesses pécheur , si tu ne l'es pas a-
 verb. vant ton mensonge , ce mensonge te donne
 Apost. la qualité funeste de pécheur , que tu
 Tom. 10. voulois éviter. Or que Grégoire le
 Grand ait parlé ingénûment & en vérité , & non point par complaisance , ce qu'il dit sur la fin de cette Lettre au sujet de sa soumission à l'Empereur , & de l'obéissance indispensable qu'il luy devoit , le prouve très-clairement. Maurice avoit donné une Loy que Grégoire avoit envoyé en plusieurs Pro-

vances pour y être publiée, après en avoir reçu le commandement de l'Empereur, quoy qu'elle fût fort injuste & fort désavantageuse aux libertez de l'Eglise. Voicy de quelle manière il finit sa Lettre ; *Par l'obéissance que je dois à vos Commandemens, j'ay fait publier vôtre Ordonnance en plusieurs Provinces de vôtre Empire ; & parce que cette Loy blesse les intérêts de Dieu, je n'ay pû m'empêcher d'en faire par cette Lettre, mes remontrances à vos Majestez de qui je dépens : Ainsi je me suis acquité en toute manière de ce que je devois à l'Empereur en obéissant exactement à ses Ordres ; & de ce que je devois à Dieu, en ne trahissant pas sa Cause par mon silence.*

O Saint, & véritablement divin Pontife ! ô paroles qui devoient avoir été imprimées bien avant dans l'esprit des Papes de tous les Siècles qui ont suivi ; Mas, ô Dieu ! où trouve-t-on dans nôtre Siècle des Papes qui aient des pensées si humbles ? Maintenant qu'on ose Ex Bul- prononcer ces paroles orgueilleuses & la Pii V. pleines de menaces contre les Empe- advers- reurs & les Roys. Nous qui sommes Reg- assis sur le Trône Souverain de la Justice, Angl. & qui tenons, non des hommes, mais de & Sixtè Dieu, la Souveraine Puissance sur tous V. cōtra les Roys & tous les Princes, sur tous les Regens Peuples, & sur toutes les Nations de la Trācie.

36 *De la Puissance du Pape*

terre, nous déclarons, commandons & ordonnons &c. Paroles qui sont absolument fausses & chimériques, puisque le Pape n'a aucune puissance temporelle ou spirituelle sur les Princes & les peuples infidèles, qui sont en plus grand nombre que les Chrétiens, ce que Bellarmin a établi d'une manière très-forte.

Eib. 5.

c. 2. de

Rem.

Pontif.

Un changement si considérable dans l'Etat & dans la Jurisdiction Pontificale n'est-il pas bien surprenant, ou pour mieux dire, ne donne-t-il pas un juste sujet de demander, d'où vient que les Papes précédens, ont dans l'âge le plus florissant de l'Eglise pris la qualité de serviteurs, & de sujets des Empereurs, & obéi fort exactement à leurs ordres dans les choses temporelles, quoy que les Empereurs fussent dépendans des Papes dans les choses spirituelles; au lieu que les derniers Pontifes se sont orgueilleusement qualifiés les Maîtres de tous les Princes & de tous les peuples du Monde? Certainement cela donne sujet à plusieurs personnes qui tiennent un rang considérable & dans l'Eglise & parmi les gens de Lettres, de douter de la Justice de ce changement, & mêmes de croire, que cette vaste & absoluë puissance temporelle des Pontifes ne tire point son origine de la puissance de Dieu, mais de l'or-

gueil de quelques hommes superbes,
& qu'elle n'a point été conférée à Saint
Pierre, par JESUS-CHRIST, mais qu'elle
à été usurpée après plusieurs Siècles
par les successeurs de ce grand Apôtre.
Et en éfet il est certain que cela a com-
mencé par quelques Pontifes qui ayans
acquis de grandes richesses, & s'abandon-
nans entièrement aux mouvemens de
leur orgueil & de leurs ressentimens,
se sont peu à peu attribué la puissance
d'ôter & de donner les Monarchies. Ils
étoient hommes, & comme les autres
hommes ils étoient ambitieux & fort
avides de la gloire; & tel fût ce Ponti-
fe Souverain qui par la seule haine qu'il
portoit à Philippe le Bel Roy de France *Cap..*
publia cette célèbre constitution, *Cleric.*
qui produisit tant de scandales & de *de im-*
malheurs qui obligèrent Boniface suc- *munit.*
cesseur de ce Pontife de la condamner, *Eccl.*
& de l'abroger. Mais ce qui augmenta *in 6.*
& qui entretint dans les Papes ce grand *Clemēt.*
orgueil, & cette démesurée présomp- *de im-*
tion, ce fût la funeste & extraordinaire *mun.*
re flatterie de quelques personnes, qui par *Eccl.*
leurs folles propositions, telles que sont *ubi gl.*
les réveries de Bozius, soutenoient *id na-*
que de droit divin toutes choses *rat.*
sont permises au Pontife, & que tout
Juy est soumis; De sorte qu'il ne faut
pas s'étonner que quelques-uns de ces
successeurs de Saint Pierre ayent telle-

38 De la Puissance du Pape

ment oublié la modestie & l'humilité des Apôtres & des Anciens Pontifes, que pour augmenter leur puissance ils aient entrepris sur celle d'autrui. C'est de ceux-là que le Docte & dévôt Ga-

Lib. 10. guin parle quand il condamne cette
Hist. vaste & immense autorité qui n'est
Franc. que l'effet d'une usurpation sacrilège,
in vita Leur grandeur, dit-il, & leur éléva-
Caroli. tion sont parvenues à un si haut point
7. que ne faisant aucun état des Roys de

la Terre, ils se glorifient de pouvoir tout ce qu'ils veulent, & personne dans ce Siècle n'est parvenu au Pontificat, que d'abord après il n'ait donné à ses Neveux une grande abondance de richesses avec quelque Principauté. C'est ce que

Lib. 3. le célèbre Saint Bernard avoit reconnu
De Cōf. long-tems auparavant quand il disoit,
ad Eu- l'orgueil & l'ambition n'éclatent-ils
gen. pas plus dans la Chaire de Saint Pierre, que la piété & l'humilité? De là vient que Platine parle en ces termes. C'est ainsi que mourut ce Boniface, qui s'efforçoit d'inspirer aux Princes, & aux Peuples de la terre, la terreur plutôt que la Religion & la piété. Et qui employoit toute sa puissance à ôter & à donner des Couronnes, à excommunier les peuples, & à leur ouvrir le sein de l'E-

L. 7. inglise selon sa fantaisie. Et c'est ce que
vit. Gaguin explique fort bien en un autre
Pulchr. endroit par ces paroles, telle fut, dit-il,

La mort de ce Pontife ambitieux, qui regardoit avec mépris tous les autres hommes, & qui ayant oublié les préceptes de J. CHRIST, faisoit tous ses efforts pour ôter & donner les Couronnes à qui bon lui sembloit, quoy qu'ils n'ignorât pas qu'il tenoit sur la terre la place de JESUS-CHRIST, dont le Royaume n'est point de ce monde ni les choses terrestres, mais des Célestes ; qui étoit monté sur le Siège Pontifical par la fraude, & par des pratiques criminelles, & qui en fin eût la cruauté de faire emprisonner Célestin, (Cét homme dévot & pieux,) de qui il tenoit le Pontificat, & de le retenir dans les fers jusques à sa mort.

CHAP. IV.

IL me semble qu'il y a principalement deux choses qui ont fourni aux Pontifes une occasion de s'attribuer une puissance si étendue & si vaste. La première est ce grand respect, qui étoit rendu avec justice au Souverain conducteur des ames par les Princes & les peuples Chrétiens. Cette opinion de Sainteté que tout le monde avoit du Siège de Saint Pierre & de Saint Paul, qui surpasse en dignité & en autorité spirituelle tous les autres, & qui a aussi de plus grandes richesses. Par cette considération, tout le monde

40 *De la Puissance du Pape*
étoit persuadé que le Pape à cause de
cette Sainteté dont on le croyoit ré-
vêtu n'avoit aucune pensée de s'em-
parer de ce qui ne luy appartenoit pas,
& qu'il n'étoit pas permis à des Chrê-
tiens de s'opposer en quelque maniè-
re que ce fût aux ordres, qui éma-
noient d'un Siège où l'on croyoit
que la justice ne résidoit pas moins
que la piété. Ce grand respect & cette
inclination qu'on avoit pour les Papes
en poussèrent plusieurs des plus ambi-
tieux d'usurper sur les Roys un Em-
pire qui avoit été inconnu aux pre-
miers successeurs des Apôtres. Il faut
ajouter à tout cela les grands préjugés
qu'avoit en leur faveur le peuple igno-
rant, qui avoit une si haute opinion
de la Sainteté des Papes, qu'il croyoit
qu'ils ne pouvoient pas errer ni dans
leurs discours ni dans leurs actions. Il
faut encore ajouter les écrits des Ec-
clésiastiques, & des Canonistes qui par
une ignorance grossière, ou par une
flatterie criminelle, ont donné au Pa-
pe de qui seul ils dépendoient toute la
puissance qui étoit répandue & disper-
sée dans le monde. Ce fût par ces fla-
teries comme par autant de flambeaux
funestes que les Pontifes naturellement
ambitieux se sentirent embrazer. En
effet on peut dire que si tous les Papes
qui ont légitimement occupé le S. Siège,

ont eu la même autorité que S. Pierre pour la conduite de l'Eglise, tous ne l'ont pas gouvernée avec le zèle & l'affection de Saint Pierre. Au contraire, & je ne le puis dire qu'avec douleur, Il y en a eu quelques-uns qui ne se sont élevés à une dignité si Sainte que par la violence & par le crime ; on en a vû d'autres qui après avoir été les injustes usurpateurs de la chaire Apostolique l'ont souillée & deshonorée par la corruption & l'infamie de leurs meurs. On en a vû aussi d'autres, qui quoy que parvenus à cette haute dignité par les voyes légitimes, avoient une si grande passion de dominer, qu'à l'imitation des Roys & des Princes ils employoient toute sorte d'artifices pour étendre leur autorité, qui au commencement étoit purement spirituelle, en y joignant une autorité temporelle & Séculière. Il est vray que cette augmentation de puissance parût au commencement à quelques personnes être nécessaire à la gloire & à la Majesté du Vicaire de JESUS-CHRIST, & du successeur de Saint Pierre. Mais quelques Pontifes étant devenus assés hardis pour s'imaginer qu'ils avoient droit de renverser les Roys de leurs Trônes, & de donner leurs Etats au premier qui les conquerroit ; on n'a vû aucune personne sage qui n'ait condamné

cet orgueil, qui n'en ait versé des larmes & qui n'ait conçu une colere toute Sainte contre une ambition si injuste & si criminelle : Qui est-ce qui ne fût saisi de douleur, & qui pût s'empêcher de s'emporter, lorsque ce fier & orgueilleux Pape dôt nous venons de parler voulut avec autât de hauteur que d'impudence ôter à Philippe le Bel la Couronne qu'il portoit si glorieusement, & la donner avec l'Empire à Albert Duc d'Autriche ; Et cela seulement parce que son Légat qui avoit eu l'impudence de faire des menaces à ce grand Roy avoit été emprisonné par ses ordres ; comme si par un emprisonnement semblable les Roys de France, qui selon la déclaration d'In-

Cap. per venerabilem qui filij sint legit. nocent 3. ne reconnoissoient aucun supérieur dans le temporel, pouvoient perdre leur Royaume, comme s'ils étoient des vassaux du S. Siège & comme s'ils ne tenoient leurs Etats que de sa faveur & de sa libéralité. Car ce Pape fit signifier par l'Archidiacre de Narbonne au Roy que sa Couronne étoit acquise à l'Eglise Romaine, parce qu'il avoit été rebelle & desobeissant à ses ordres & qu'il avoit violé le droit des gens en la personne d'un de ses Légats. Ce qui ne peut signifier autre chose, si ce n'est que ce Royaume qui dans le sentiment de chacun n'est pas moins libre

que florissant ; & à son exemple tous les autres Royaumes Chrétiens ne sont que des Fiefs & des Bénéfices qui dépendent de l'Eglise , & par conséquent du Pape, puisqu'ils ne peuvent retourner à l'Eglise que par la rebellion, ou comme l'on parle , par la *felonnie* de ceux qui en sont les Maîtres, si ce n'est que le Domaine direct temporel en appartienne à l'Eglise.

La seconde chose qui a fait prendre une si grande autorité temporelle aux Papes , c'est le glaive de l'Excommunication ; ce puissant rempart de la puissance Ecclésiastique , lequel paroïssoit si formidable , que personne n'osoit mépriser ou témoigner de l'indifférence pour les menaces des Pontifes, qu'on tâchoit de rendre terribles en les munissant soit justement , soit injustement de ce foudre de l'Excommunication. Il n'étoit point mêmes de Prédicateur qui ne fit retentir dans ses Sermons ces Maximes , *qu'on doit révéler toutes sortes d'Excommunications, quelque injustes qu'elles soient, qu'il n'y a que le Pape qui ait le droit de juger, si elles sont Can. si-justes ou si elles ne le sont pas, & qu'il eût can. ne faut prendre aucun repas, ni entre-tenir aucun commerce avec ceux que le muni-Pape a excommuniés.* C'est par la crainte de ces censures & de ces menaces, *II. q. 3.* que les sujets de ces Princes que l'E-

44 *De la Puissance du Pape*

glise avoit frappez d'Excommunication & d'Anathême, se départoient du service & de la fidélité à quoy leur naissance & leurs sermens les engageoient; Et ce qui étoit de plus fâcheux & de plus terrible dans ces malheurs, c'est que le Pape par la terreur de ses Anathêmes, & puis par ses flateries & par ses présens, excitoit les autres Princes contre celui qu'il avoit excommunié. Ainsi ces Princes qui étoient l'objet de la jalousie & de l'aversion des Papes, se voyans en danger de tous côtez, & exposez à plusieurs accidens fâcheux, aimoient mieux appaiser la colère du Pape, & racheter les effets de son indignation, en luy soumettant leur Sceptre, que d'allumer des guerres civiles dans leurs Royaumes, & remplir leurs Etats de désordre, de confusion & d'horreur, en voulant soutenir leur autorité. Voilà la methode aisée dont les Papes se sont servis pour donner de la terreur aux Roys & aux Princes, & pour gagner sur eux des victoires importantes presque sans combattre: Quelques-uns d'eux néanmoins, dont le courage a été plus ferme, se sont oposés avec tant de force aux entreprises du S. Siège, que les malheurs qui en sont nés ont été beaucoup plus funestes aux Papes qu'aux Princes. Mais il faut avertir icy le Lecteur, que cette maxime cé-

lèbre , qu'il faut revérer toutes sortes d'Excommunications , ne doit s'entendre qu'avec cette limitation, *si ce n'est que l'injustice en soit sensible & éclatante* ; car alors les personnes qui sont ainsi excommuniées , ne doivent pas se soucier ni craindre l'Excommunication , pourvu qu'il n'y ait en eux aucun sentiment de mépris , de présomption & de vanité ; car il est certain qu'une Excommunication injuste ne frappe & n'offense pas tant celuy sur qui elle est lancée, que celuy des mains duquel elle est partie. C'est dans cet ordre d'Excommunications injustes qu'il faut mettre celle dont on frappe les sujets d'un Prince excommunié , lesquels luy continuent leur obéissance & leurs respects dans les choses qui dépendent de sa Jurisdiction temporelle, & qui ne choquent point la Loy de Dieu , comme je le prouveray ailleurs en son lieu. J'ajoute encore que cette maxime , *qu'il ne faut point prendre de repas avec une personne excommuniée, ni avoir aucun commerce avec elle*, ne doit pas être généralement reçûe , car elle n'est point véritable, lors qu'il y a un danger visible que cette séparation n'attire de grands malheurs à l'Eglise, comme il arrive lors que les sujets d'un Prince excommunié renoncent à l'obéissance qu'ils luy doivent,

Chap. I.

46 De la Puissance du Pape

& ne veulent plus avoir aucun commerce avec luy. Car quelque malheureux que soit un Prince , il trouvera toujours des sujets fidèles , & des amis généreux , qui quelque injuste que soit la cause , la deffendront courageusement par leurs efforts & par leurs armes , au grand préjudice de ses Etats , & des interêts de l'Eglise ; Et c'est dequoy nous & nos Pères avons vû plusieurs exemples funestes dans les Royaumes Chrétiens. Or quand de tels malheurs sont à craindre , ces sortes de séparation à l'égard des choses temporelles , ne sont point du tout nécessaires ; mais *il suffit* , comme l'enseigne admirablement bien S. Augustin , *d'être séparé de coeur & d'affection des personnes excommuniées , & d'être distingué d'elles par sa vie & par ses moeurs , & cela pour la conservation de la paix & de l'unité & pour le salut des foibles*. D'où il semble qu'on doit tirer cette conséquence , que le Pape interdisant aux sujets le commerce avec leur Prince , fait une action fort imprudente , lors que de cette séparation il peut naître du trouble & de la confusion dans l'Eglise & dans l'Etat : Ces sujets mêmes ne sont point tenus dans cette rencontre d'obéir au Pape , qui défendrait absolument toute sorte de commerce ; mais nous en parlerons plus amplement dans la suite.

*Lib. 3.
contra
Epist.
Parm.
cap. 2.*

De toutes ces choses & de plusieurs autres semblables , il paroît que les Pontifes , ainsi que je l'ay déjà dit , se sont attribué peu à peu sur les Princes cette puissance temporelle , qu'aucun Pape n'a reconnu ni dans les premiers âges de l'Eglise , ni dans les Siècles qui leur ont immédiatement succédé. Et j'estime que ce fut Grégoire VII. qui irrité en partie de l'offense publique de l'Empereur Henry IV. & en partie de celle qu'il avoit reçu en son particulier , fut le premier qui déclara expressément qu'il avoit le droit de donner & d'ôter les Royaumes ; comme il paroît par ce qu'il déclare , *que JE- Petrus-CHRIST a donné l'Empire à Saint Pierre , & que c'est Saint Pierre qui l'a donné à Rodolphe.* Mais qui ne sait que le procédé de Grégoire ne fit qu'exciter de sanglantes & d'horribles Tragédies , & qu'on l'arrêta si bien par les armes qu'on luy opposa , qu'il ne pût jamais achever les malheureuses résolutions qu'il avoit formées. Or que l'Eglise n'ait jamais eu dans les premiers Siècles cette Puissance absolue , ni mêmes crû de l'avoir , il paroît par l'Epître d'Hosius que nous avons déjà rapportée , & qu'il écrivit à l'Empereur Constance Arrien qui tourmentoit le Pape Liberius , & les autres Evêques Orthodoxes , par des exils , & de vio-

Petra dedit Petro, Petrus Diadema Rodolpho.

48 De la Puissance du Pape

lentes persécutions ; car ce grand hom-
 me y parle, non pas au nom d'un simple
 particulier qui fait profession de l'E-
 vangile, ni même au nom d'un simple
 Evêque, mais au nom de tout l'Ordre
 Ecclésiastique, & par conséquent au
 nom du Pontife aussi bien que des au-
 tres. Or ce qu'il en dit est ou vray ou
 faux ; s'il est vray, il s'ensuit donc que
 l'Eglise de ce tems-là n'avoit aucune
 puissance temporelle sur les Roys Chrê-
 tiens, non pas mêmes pour cause
 d'Hérésie, quelque grand & perni-
 cieux que soit ce crime. Mais si ce qu'il dit
 dans cette Lettre est faux, pourquoy
 le dit-il ? Etoit-ce pour flater l'Empe-
 reur, il n'y a point d'apparence, puis
 qu'il pouvoit dire véritablement avec
 le Psalmiste ; *Je parlois hardiment de*
vos témoignages en présence des plus
grands Rois, & je n'en rougissois pas.
 Etoit-ce parce qu'il ignoroit les véri-
 tables sentimens de l'Eglise ? je ne pense
 pas qu'on puisse faire ce reproche à un
 homme qui non seulement a égalé ceux
 de son tems par sa science & par son
 éloquence, mais qui les a surpassez par
 cette expérience consommée que son
 grand âge luy avoit aquisé ; & l'on ne
 peut pas avec justice accuser un Docteur
 célèbre qui a souvent assisté dans les
 Conciles & dans les Assemblées des
 Saints Pères, & qui leur a ouï prononcer
 leurs

Psalm.
119. Van.

leurs sentimens touchant le droit & la puissance de l'Eglise, d'avoir ignoré ce qu'ils avoient décidé au sujet des méchans Princes, & de la juridiction que l'Eglise avoit sur eux. A quoi j'ajoute une chose essentielle & fondamentale, c'est que le sentiment que cét illustre confesseur de JESUS-CHRIST a déclaré à l'Empereur Constantius, ayant été approuvé de Saint Athanasie, & n'ayant été réjetté d'aucun des Saints Pères de ce Siècle ni des suivans, c'est un préjugé infailible que ce sentiment est orthodoxe.

CHAP. V.

J'Ay assez parlé de l'opinion ridicule qu'ont eu Bozius & les Docteurs Canonistes, qui estiment que l'Empire de tout le monde a été donné de droit divin au Pape, n'étant pas fort nécessaire de perdre ma peine à refuter une pensée condamnée depuis long-tems par tous les Théologiens: Passons donc à l'Examen de l'opinion que les Théologiens ont embrassée, & voyons si elle est plus conforme à la vérité que celle que nous venons de combattre. Cette opinion est, *que le Pape a la puissance temporelle non pas directement, mais indirectement, c'est-à-dire, à raison de sa Monarchie spirituel-*

le. Et qu'il a même de cette manière le droit Souverain & absolu de disposer du temporel de tous les Chrétiens. De sorte que si ce sentiment est véritable, tout ce qui est ôté au Pape par le retranchement de la puissance directe, luy est entièrement rendu par cet empire oblique & indirect. Mais je crains bien que cette opinion ne soit fausse, & qu'elle ne soit combatuë par les mêmes raisons qui détruisent le sentiment des Canonistes. Car les Théologiens, & particulièrement le Cardinal Bellarmin, qui a traité cette question plus savamment, que tous les autres, ne pouvans s'accommoder du sentiment des Canonistes qui croient que le Pape est le maître de tout le monde, & que les Roys & les Princes Séculiers empruntent du Pape tout l'exercice de leur puissance, le refusent par cette raison que les Papes eux-mêmes confessent ingénûment en plusieurs de leurs Epîtres, que l'Empire & les Monarchies de la terre ont été données de Dieu aux Princes & qu'ils tiennent de JESUS-CHRIST, tout ce que les Roys & les Empereurs ont de puissance & de droit pour la met-

Lib. 5. tre en usage. D'où vient que le Cardinal Bellarmin oppose contre l'opinion des Canonistes ce dilemme vicieux: Où le Souverain Pontife, dit-

il, peut ôter aux Roys & aux Empe-
reurs l'exécution de leur puissance, com-
me le Monarque independant & abso-
lu de la terre, ou il ne le peut pas. S'il
le peut, donc il est plus grand que JE-
SUS-CHRIST. S'il ne le peut pas, donc
il n'a pas véritablement l'Empire & la
puissance Royale. Pourquoi ne me se-
ra-t-il pas permis de me servir de ce
même raisonnement pour combattre
l'opinion des Théologiens, & dire que
les Royaumes & les Empires sont
donnés de Dieu, comme plusieurs
Saints Pontifes l'ont déclaré. C'est
ainsi qu'en use Saint Grégoire qui é-
crivant à l'Empereur Maurice, com-
mence ainsi sa Lettre, Nôtre Monar-
que plein d'une extrême piété, & tenant 3. Epist.

son Empire de Dieu, & dans une autre 32.
Lettre, qu'il adressa à l'Imperatrice Di-
constance, il luy parle en ces termes; Lib. E-
Que vôtre Pieté, que Dieu a élevée pist. 34
avec l'Empereur sur le Trône de l'Em-
pire pour commander à tous les Peu-
ples de la Terre, rende à Dieu de qui
elle a reçu une si grande puissance, les
hommages & les services qui luy sont
dûs. Mais qu'est-il nécessaire de
rapporter encore des preuves de cette
vérité incontestable. La Sainte Ecri-
ture même ne témoigne-t-elle pas que
les Roys & les Empereurs tiennent
leur puissance de Dieu dont ils sont

Lyranus. les Vicaires & les Lieutenans, comme dit un Docteur célèbre, écrivant sur ce

Sap. 6. passage de la Sapience, *Votre puissance vous a été donnée de Dieu, & votre force vient du Tres-haut, qui examinera vos actions* ; qui empêche donc qu'on ne puisse emprunter le dilemme de Bellarmin pour réfuter son sentiment? & qui empêche qu'on ne puisse luy demander, le souverain Pontife peut-il par sa puissance directe ou indirecte ôter les Royaumes & les Empires à ceux à qui ils appartiennent légitimement pour les conférer à d'autres, ou ne le peut-il pas? S'il le peut, donc il est en quelque manière plus grand que Dieu, puis qu'il ôte ce que Dieu a donné. Car une puissance moindre ou égale ne peut point ôter ce qui a été donné par une puissance ou plus grande ou égale. Le Vicaire même ou le Lieutenant de celui qui a accordé quelque grace ne peut la révoquer sans un pouvoir exprés de son Maître. Et l'on ne peut point repliquer que le Pape le fait, en tant que Vicaire de JESUS-CHRIST, puis-qu'on ne voit en aucun endroit qu'il en ait reçu du Sauveur aucun pouvoir ni exprés ni tacite. Comme il paroîtra fort clairement par les choses que nous dirons dans la suite. Mais aussi si le Pontife de Rome n'est pas revêtu de ce grand pouvoir dont

nous venons de parler, c'est donc fausement qu'on dit qu'il a indirectement la puissance de disposer souverainement du temporel de tous les Chrétiens, de détrôner les Empereurs & les Roys & d'en mettre d'autres en leur place: que les adversaires voyent comment leur propre argument les presse. Mais ce n'est pas le seul dont je les combas. Il y en a un autre extrêmement convainquant; que nous Cap. 3. avons puisé cy-dessus du même Livre de Bellarmin. Nous l'appliquerons ainsi à ce sujet: s'il est vrai que le Pape ait indirectement la faculté de disposer du temporel de tous les Chrétiens, il l'a ou de droit Divin ou de droit humain. S'il l'a de droit Divin, *cela paroîtroit ou par l'Ecriture ou du moins par la tradition des Apôtres; or on ne trouve rien dans l'Ecriture, si ce n'est que les clefs du Royaume du Ciel ont été données au Pontife, mais pour ce qui est des clefs des Royaumes de la terre, il n'y en est fait aucune mention. Et quant à la tradition Apostolique, les Canonistes non plus que les Théologiens n'en peuvent rapporter aucune preuve qui les favorise: Si le Pape a de droit humain cette puissance, que les Auteurs de ce sentiment nous produisent ce droit afin que nous nous rangions à eux. Que s'ils nous di-*

sont qu'ils n'ont besoin ni de l'Ecriture, ni de la tradition pour l'appuy & la confirmation de cette puissance, puis-qu'elle n'appartient au Pape qu'indirectement & par une suite nécessaire, comme un accessoire & une dépendance inséparable de cet Empire spirituel, que le Souverain Pasteur des hommes possède sur les troupeaux de JESUS-CHRIST. Nous demanderons de nouveau à ces Docteurs, qu'il nous prouvent ou par l'Ecriture ou par la tradition Apostolique, que la puissance temporelle soit un accessoire de la spirituelle, & qu'elle marche avec elle ; nous leur demanderons qu'ils nous fassent voir dans l'Ecriture ou dans la tradition Apostolique, que la puissance temporelle soit une dépendance & une suite nécessaire & inséparable de la puissance spirituelle qu'a le Souverain Pontife, & que le droit de disposer des affaires temporelles de tous les Chrétiens, appartienne en quelque manière, c'est-à-dire, indirectement, à sa charge de Pontife, n'étant point du tout vray-semblable, que si une si grande autorité, au dessus de laquelle il n'y en auroit point sur la terre, avoit été attachée à la dignité du Pape, JESUS-CHRIST, ses Apôtres & leurs successeurs n'en eussent point parlé durant tant de Siècles. En effet

si l'une de ces puissances est séparable de l'autre, c'est-à-dire, ou la temporelle de la spirituelle, ou la spirituelle de la temporelle, il faudra rejeter cette maxime, qu'on ne peut pas faire indirectement ce qui est défendu directement. Cependant qu'est-il de plus constant parmi les plus sages & les plus judicieux Jurisconsultes, que cet usage qu'une chose qui est défendue directement ne peut être faite indirectement & en conséquence ; si ce n'est que la chose défendue dépende nécessairement d'une autre qui est permise, en sorte que la chose permise & la chose prohibée ne puissent marcher l'une sans l'autre, & si ce n'est que ces deux choses soyent tellement mêlées & confonduës ensemble qu'elles ne se puissent pas séparer, d'où vient qu'on tient communément que celui qui n'a pas la liberté d'acquiescer une chose, ne peut pas consentir aux contestations & aux procès qui sont intervenus sur ce sujet, parce que ce seroit une alienation oblique & indirecte. Si donc le Pape entant que Pape n'a directement aucune puissance temporelle sur les Chrétiens, ce que les adversaires confessent ; il s'ensuit par la maxime de droit que nous venons d'alléguer, qu'il ne l'a pas indirectement. C'est pourquoy afin de nous persuader

leur opinion, ils l'a doivent fonder ou sur l'Ecriture ou sur la tradition Apostolique, ou du moins ils doivent prouver que la puissance temporelle dont ils parlent est tellement jointe & liée à la temporelle, qu'elle n'en peut point être détachée & séparée, & que la Puissance spirituelle ne peut subsister en aucune manière sans la temporelle. Ce que n'ayans pû faire on peut dire qu'ils n'ont eu que des opinions incertaines, & leurs raisons ne prouvent point ce qu'ils ont dessein de prouver : comme nous le ferons voir en son lieu.

CHAPITRE VI.

Cette puissance temporelle qu'on dit que les Papes ont d'une manière indirecte sur les Roys est puissamment combatuë par cette raison, que pendant environ mille ans on ne voit pas qu'elle ait été en usage dans l'Eglise, ni mêmes qu'aucun pendant tout ce temps-là en ait dit un seul mot, quoy que plusieurs Princes Chrétiens abusoient souvent de leur autorité souveraine & faisoient beaucoup de maux à l'Eglise, par leurs impiétés, leurs méchancetés & leurs cruautés. Car de-là il s'ensuit nécessairement l'une de ces deux choses, ou que les Papes de ces premiers Siècles ont manqué à leur devoir, ou que les Papes

des derniers Siècles ont gouverné & gouvernent encore l'Eglise avec plus d'autorité que les précédens, puis qu'ils se sont attribué ouvertement une Puissance temporelle , & qu'ils se sont efforcé de l'exercer sur les Roys & sur les Princes : au-lieu que les Papes des dix premiers Siècles n'ont jamais fait connoître ni par leurs paroles ni par leurs actions, qu'une pareille Puissance leur appartient.

Je n'ignore pas quelles sont les réponses qu'on a accoutumé de faire pour justifier ces premiers Pontifes , mais je fay aussi, que si on les examine de près, il n'est point de personne dont l'esprit soit équitable qui ne les rejette absolument. Voyons donc en quoy ces raisons consistent.

Nous avons vû paroître un Livre imprimé à Rome en l'année 1588. sous le nom supposé de François Romulus, & intitulé, *Réponse aux principaux Chefs de l'Apologie faussement appelée Catholique, pour la succession d'Henry de Navarre au Royaume de France.* L'Auteur de ce Livre, qui n'est pas inconnu à Bellarmin, & pour qui ce Cardinal a de l'amitié, tâche de résoudre cette puissante objection, par la considération du changement de l'Etat Ecclésiastique, & par celle de la diversité des personnes & des tems, parce que cette diversité

varie tr s-souvent le cas. Pour venir
presentement, dit-il, à ce que nôtre Ad-
versaire nous objecte en quatrieme lieu,
au sujet de la pratique de nos anciens
Papes, qui ont souffert plusieurs Hereti-
ques sur le Trône, comme un Constance
& un Valens engagez dans les impietez
d'Arrius, un Anastase tombé dans l'He-
resie d'Eutyches, un Heraclius Mono-
thelite; & s'il y en a quelques autres
semblables, je dis qu'aucun de tous ces
exemples ne fait rien contre mon senti-
ment; car l'Eglise ne doit pas se servir
de son pouvoir temerairement & im-
prudemment. Il arrive fort souvent que
la puissance des Princes est jointe à tant
de malice & de cruauté, que l'Eglise ne
sauroit les reprimer par la severité de
ses censures, & qu'au contraire elle nuit
fort aux Peuples, sur qui ces Princes ir-
ritez font eclater leur colere avec plus
de fureur & de cruauté. Qu'auroit-il
servi autrefois à l'Eglise, si elle eût ex-
communié dans l'Italie les Roys Ostro-
gots, ou dans l'Espagne les Visigots, ou
dans l'Afrique les Vandales, & si elle
leur eût ôté leurs Couronnes comme il
étoit en son pouvoir de le faire. C'est ce
qu'on peut appliquer aux Empereurs
Constance, Valens, & aux autres qui
ont été nommez cy-dessus. Car dans le
Siecle où ces Princes ont regné, les Evê-
ques pensoient plus à endurer le Mar-

tyre , qu'à punir les violences & les impietex des Empereurs : Mais lors que l'Eglise a vû , qu'elle pouvoit se servir de sa Puissance avec quelque avantage spirituel pour les Princes , ou du moins sans aucun prejudice pour les Fidèles, elle n'a pas manqué à son devoir , comme le temoignent les exemples que j'ay alleguez cy-dessus. Car c'est ainsi que les Papes ôterent à l'Empereur Leon Isaurien une partie de ses Etats , à Henry IV. tout l'Empire , & à Childeric le Royaume de France ; de sorte qu'ensuite l'Empereur Leon , l'Empereur Henry IV. & le Roy Childeric , furent effectivement sans les Etats, dont les Papes les avoient depouillees. Ainsi l'Eglise n'a pas souffert sur le Trône les Empereurs Constantius, Valens & les autres , par cette raison qu'ils avoient legitimement succedé à l'Empire : C'est une imagination de mon Adversaire , autrement l'Eglise auroit souffert Leon , Henry IV. & Childeric, parce qu'ils n'avoient pas succedé moins legitimement; mais elle les a soufferts seulement par cette raison, qu'elle ne pouvoit exercer son pouvoir contr'eux , qu'en attirant de grands maux sur les Peuples , au-lieu qu'elle l'a pû faire sans crainte à l'egard de ceux-cy.

C'est ainsi que ce Docteur s'est expliqué, & dans ces paroles nous voyons

qu'il rapporte deux choses qui font voir la différence de la conduite des Papes, & la cause pourquoy ils ont toléré les Empereurs Constantius, Valens, Valentinien le jeune, Heraclius & les autres Princes Hérétiques, plutôt que Leon Isaurien, Henry IV. Childeric, & les méchans Princes des Siècles suivans: La première de ces raisons est, que les tems étoient alors si fâcheux, que les Evêques pensoient plus à endurer le Martyre qu'à réprimer les Princes; & l'autre, que l'Eglise ou le Souverain Pontife ne pouvoit sans un grand péril pour les peuples, s'opposer à la puissance de Constantin, de Valens, & des autres qui ont été nommez cy-dessus, au lieu qu'elle pouvoit sans aucun danger reprimer Leon, Henry, Childeric & leurs Successeurs, ce qui a fait qu'elle a souffert les premiers, & qu'elle s'est élevée contre les autres: Mais examinons si l'une & l'autre de ces raisons ne sont point fausses, & si elles ne sont point fondées sur des impostures & des faussetez. Car quelques méchantes que soient ces raisons, on n'en a point avancé jusques-icy de meilleures, on ne peut pas même si je ne me trompe, en avancer aucune bonne si ce n'est celle-cy, qui détruit entièrement la cause des Adversaires. Savoir que l'Eglise a souffert les premiers Empereurs.

parce qu'on ne voyoit point encore dans l'Eglise cette malheureuse ambition qui a poussé les Papes des derniers Siècles , avides de la gloire des s'attribuer une puissance temporelle ; au-lieu que les anciens Papes contents de l'Empire spirituel qu'ils exerçoient également sur toutes sortes de personnes , s'abstenoient entièrement de la Jurisdiction temporelle , qu'ils savoient ne leur appartenir pas , & recommandant la cause & les intérêts de l'Eglise au Jugement & à la Providence de Dieu , ils attendoient avec autant d'humilité que de patience , la conversion ou la destruction des Empereurs , comme il lui plairoit d'en ordonner : Mais je reviens aux raisons de nôtre Auteur , pour montrer combien elles sont mauvaises.

Pour ce qui est de la première de ces raisons , elle me semble indigne de tout Catholique , beaucoup plus d'un Théologien , même je ne puis la lire sans larmes. Car sommes-nous dans un tems où les Evêques doivent être plutôt Soldats que Martyrs , & où la Loy de Dieu & son Eglise doivent être plutôt défendus par les combats que par la Prédication ? Mais quel qu'un dira que ce n'est pas la pensée de cet Auteur : Qu'est-ce donc ? car ou il ne dit rien , ou il dit ce que nous venons

d'avancer. En effet il veut que la différence de la conduite de l'ancienne Eglise, à l'égard des Princes, ne consiste qu'en ce que les Evêques de ce tems-là ont dû plus penser à endurer le Martyre, qu'à ranger les Empereurs à leur devoir. Or cela étant, qui est-ce qui par les seules lumières de la raison, ne conclurra pas, ou que ce raisonnement ne vaut rien, ou qu'il faut dire ce que nous venons d'alléguer? Car on peut assurer avec hardiesse, que jamais depuis le grand Constantin, les Evêques n'ont eu des tems plus propres pour souffrir le Martyre: Le Lion regarde sa proie de tous les côtez, le Loup est auprès de la Bergerie, les Roys & les Princes les plus puissans, un grand nombre de Nations & de Peuples tournent leurs armes contre le Troupeau de JESUS-CHRIST, & ce Docteur ne veut pas que les Evêques exposent leurs personnes au Martyre, & qu'ils donnent leur vie pour leurs Brebis. Quoy pendant la prospérité de l'Eglise; & en des tems où elle étoit répandue par tout le monde, les Evêques ne devoient attendre que le Martyre? & présentement que nous sommes dans un tems où cette même Eglise est extraordinairement agitée, & où elle est réduite à un petit coin de l'Europe, les Evêques, comme s'ils n'avoient rien à craindre,

ne s'appliquent qu'à réprimer les Princes , & ne pensent plus au Martyre. Ont-ils donc maintenant des troupes & des armées nombreuses , pour défendre leur vie , & pour garentir l'Eglise del'oppression & des armes des Princes & des Peuples qui la désolent ? N'est-ce pas plutôt qu'il y en a fort peu qui montent à l'Episcopat pour souffrir ces douleurs du corps , & ces tourmens de l'esprit , qu'il falloit autrefois que les bons Pasteurs souffrissent dans le tems des persécutions , puisqu'au-contraire personne n'y arrive que dans le dessein de passer sa vie dans la mollesse & dans les plaisirs , & d'enrichir ses parens du bien des pauvres & du patrimoine de JESUS-CHRIST ; n'est-ce pas enfin que dès que les Pasteurs ont été des mercenaires & des intéressés, ils croient que le Loup venant pour dévorer leurs Troupeaux , il leur est permis de prendre la fuite & d'éviter le Martyre ? Je ne dis point cecy pour deshonorer & pour outrager l'Ordre Ecclesiastique , pour lequel j'ay eu toute ma vie beaucoup de respect & d'attachement , étant fortement persuadé qu'il y a plusieurs Pré-lats qui ont un soin très-particulier des ames qu'ils ont sous leur conduite , & qui sont prêts , quoy qu'il en puisse arriver , d'exposer leurs propres personnes pour la défense de leurs Brebis , &

de sceller la doctrine de JESUS-CHRIST par leur sang ; mais je dis cecy pour montrer l'erreur & la fausseté de la raison que je combas , & pour faire en même tems honte à ceux qui aspirent aux plus hautes Dignitez de l'Eglise, non par aucun amour pour la vie Ecclésiastique , mais pour vivre avec plus de magnificence & d'éclat , & pour employer , au grand scandale de l'Eglise, à des usages peu nécessaires & mêmes deffendus , les richesses que la pureté de la vie Ecclésiastique s'est acquise. Où en sommes-nous , ô Dieu ! En quel tems sommes-nous venus ? Il y a environ cent ans que la plus grande partie de la République de JESUS-CHRIST est perdue , parce que la plupart des Evêques & des Prêtres étoient plus disposez à faire la guerre qu'à endurer le Martyre ; ils ont suivi le sentiment du Docteur que je combas , & ils ont crû , quoy que sans raison , qu'ils pouvoient facilement détruire l'Hérésie par les armes , & continuër cependant de vivre comme ils avoient commencé , c'est-à-dire , dans leur première mollesse : Ainsi ils voyoient venir le Loup , & ilss'enfuyoient ; il y en a eu mêmes un grand nombre qui se sont rangez du party des Loups , ce sont des veritez connues à tout le monde. L'Ecosse , l'Angleterre , & plusieurs

autres Pays qui ont embrassé l'Hérésie, peuvent me servir de témoins ; car encore qu'il y ait eu des personnes qui aient courageusement résisté , la plus grande partie des Ecclésiastiques n'a pas seulement soutenu le premier choc, ayant par une honteuse trahison abandonné l'Eglise de Dieu, en partie pour vivre dans la liberté que les Novateurs permettent , en partie pour conserver leurs commoditez , & n'être pas obligez à mandier ; de sorte qu'ils sont cause que ce monstre a fait des progrès si considérables, au-lieu qu'ils l'auroient vû étouffer dès sa naissance , si comme les anciens Pères, ils s'étoient courageusement disposez au Martyre.

Il se peut faire que l'Auteur que je refute ait allégué de bonne foy ces impertinences, mais il est certain que dans l'état où est aujourd'huy l'Eglise , il n'est pas possible qu'elles soient de quelque force & de quelque considération. Car ce Docteur dit que le tems auquel presque toute la terre étoit soumise à l'Empire de JESUS-CHRIST, étoit un tems auquel les Evêques devoient plutôt penser au Martyre , qu'à mettre les Princes à leur devoir ; mais que les Evêques ne sont pas dans la même nécessité aujourduy , qu'en partie les Infidèles, en partie les Hérétiques, occupent l'Asie , l'Afrique & même toute

l'Europe, si l'on en excepte un ou deux Royaumes, & que l'Eglise est reduite aux plus grandes extrémités. En vérité c'est prendre bien peu de soin de rechercher la vérité, & c'est se donner beaucoup de liberté que de décider de cette manière; & un Théologien aussi habile qu'est nôtre Docteur, ne devoit point avoir montré aux Prélats, un chemin si aisé pour vivre à leur aise dans le tems qu'ils sont le plus battus de l'orage, en leur découvrant qu'ils ne sont pas tant appelez à endurer le Martyre, qu'à faire la guerre à ces mauvais Princes, qui ne peuvent être mis à leur devoir, ni dépouillez de leurs Royaumes que par les armes. Combien plus doit-on approcher la conduite de ces Religieux, qui se présentoient dans la Ville de Rome aux Cardinaux, & les voyant passer avec un équipage pompeux, leur reprochoient aigrément leur mollesse, leur luxe, & le peu de soin qu'ils prenoient de l'Eglise, en un tems où l'opinion de Luther qui faisoit tant de ravage dans sa naissance, leur demandoit une autre vie & des mœurs plus saintes. De tout ce que je viens de dire, il paroît très-clairement que l'Auteur de la Réponse que j'ay dessein de réfuter se trompe grossièrement, quand il fait consister la raison de la différente conduite des Prélats anciens

& des modernes , dans la différence des tems à l'égard des devoirs , de l'état & de la condition de l'Eglise & de ses Evêques.

C H A P. V I I.

LA seconde raison de nôtre Docteur n'est pas meilleure. Savoir que l'Eglise à souffert Constance, Valens & les autres, non pas à cause qu'ils eussent succédé plus légitimement à l'Empire que Leon, Henry & Childeric, mais parce qu'elle n'a pû les réprimer sans un péril manifeste des Fidéles , au-lieu qu'elle s'est pû élever contre les derniers sans aucun danger. Cette raison est très-fausse , & je m'étonne que le Cardinal Bellar- *Lib. 5.* min l'ait employée quelque part dans *de Rom.* ses ouvrages. Je dis qu'il est faux que *Pontif.* l'Eglise n'ait pû réprimer Constance, *cap. 7.* Valens & les autres aussi aisément que Leon, Henry & Childeric, pour ne pas dire qu'à l'égard de ceux-là il luy a été beaucoup plus facile de le faire, & mêmes avec moins de danger qu'à l'égard de ces derniers , soit que pour cela elle eût voulu employer les Armes , soit qu'elle se fût voulu servir de l'adresse de quelque personne attachée à ses intérêts. Car sous l'Empereur Constance tout le monde avoit déjà embras-

68 De la Puissance du Pape

Euseb. fé le Christianisme, comme il paroît par
Lib. 3. de une Epître écrite à l'Eglise par l'Em-
vita pereur Constantin le Grand , qui est
Constã- rapportée par Eusebe & par Nicepho-
tini. Ni- re , & même la plus grande partie
ceph. du monde étoit orthodoxe. De sor-
Lib. 8. te qu'elle avoit alors assés de forces
cap. 25. pour accabler l'Empereur si elle avoit
 crû qu'il fût permis de faire la guerre
 à un Prince légitime , & certes il est
 croyable que Dieu auroit donné un
 succès heureux à des soldats qui au-
 roient entrepris cette guerre , non par
 des motifs de haine ou d'ambition ,
 mais par le seul intérêt de conserver
 les droits de l'Eglise. A quoy je puis
 ajoûter qu'il y avoit dans l'Egypte
 & dans la Lybie une grande multitu-
 de de Moines , & dans l'Asie & dans
 l'Europe un nombre innombrable de
 personnes pieuses , qui n'avoient pas
 sans doute moins de zèle que ce scé-
 lérat qui assassina Henry 3. Roy de
 France , mais qui ayans plus de con-
 noissance , & une plus grande abon-
 dance de grace , réprimoiént les mou-
 vemens qu'un zèle téméraire , & in-
 considéré leur auroit pû donner. Ces
 gens-là auroient bien pû, s'il eût été
 permis, assassiner l'Empereur sans venir
 à faire la guerre & à donner des com-
 bats , & l'Eglise auroit pû sans aucun
 danger pour ses enfans exercer ses droits

contre luy , si elle en avoit eût quelques-uns.

Que dirons-nous de Julien qui succeda à Constance? l'Eglise ne pût elle pas le reprimer sans exposer les Fidèles ; puisque cét Apostat le plus infame & le plus méchant Prince qu'on ait jamais vû régner parmi les Chrétiens , avoit son armée presque toute composée de soldats Chrétiens. Car l'Empereur Jovinien qui fût élu à sa place incontinent après sa mort, ayant publié à haute voix qu'il étoit Chrétien , & que par cette raison il ne vouloit pas commander à une armée de Payens ; l'Histoire dit que les soldats *Ruffin.* luy répondirent , & luy crièrent tous *Lib. 2.* d'une voix , *Ne craignés point , grand Hist.* Prince, de nous avoir pour Sujets , & *Eccl.* ne refusés point l'Empire que nous vous *cap. 1.* offrons ; vous commanderez à des Chré- *Socrat.* tiens élevés dans l'École de la pieté. *Lib. 3.* Nous reconnoissons l'Evangile de Iesus- *cap. 22,* Christ ; Les plus âgés d'entre nous , ont *Theod.* appris cette Doctrine de l'Empereur *Lib. 4.* Constantin , & les plus jeunes y ont été *cap. 1.* instruits sous Constance. La domination tyrannique de l'Empereur, qui vient de mourir n'a pas été assés longue , pour triompher de nôtre foy par ses tromperies. Que l'Auteur du Livre que je réfute , de même que le Lecteur de cét ouvrage examinent plus d'une fois si

l'Eglise appuyée de tant de troupes n'auroit pas bien aisément détrôné ce Prince impie sans aucun péril pour le Peuple, sur tout puis que les Empereurs étoient alors créés par les soldats, qui dans ces premiers âges de l'Eglise comme chacun fait, avoient une grande déférence pour leurs Prélats, qui leur enseignoient la volonté de Dieu. S'ils avoient appris dans l'Ecole des Saints Pères, que l'Eglise avoit en main le pouvoir d'ôter l'Empire à un Prince impie & que ses Sujets étoient revêtus du droit de s'en défaire, ou par force ou par adresse, rien ne leur auroit été plus facile que d'ôter l'Empire ou la vie à Julien, & d'en éléver un autre sur le Trône, sans bruit, sans péril, & sans causer aucun préjudice à l'Etat, d'autant plus qu'on estimoit que par une ancienne coutume le droit de nommer les Empereurs appartenoit à l'Armée, comme en effet ce fut elle qui après la mort de Julien éleva à l'Empire premièrement Jovinien & ensuite Valentinien, qui eurent tous deux l'honneur d'être des Confesseurs de JESUS-CHRIST. A quoy il faut ajouter que quand toute l'Armée n'auroit pas conspiré contre cet ennemi du Sauveur, les seuls soldats dont nous

Tract. avons parlé quelque part après Grégoire de Nazianze, accompagnés de
no. Lib. 4. cap. 5.

Jovinien auroient pû sans peine chasser l'Empereur. En effet si on demande de la hardiesse & du courage, ils n'en manquoient pas, c'étoient des troupes aguerries depuis long-tems. S'il falloit une occasion favorable, la facilité qu'il y avoit en ce tems-là d'aborder le Prince, leur en présentoit à tout moment, enfin si on à égard à leur volonté & à leurs souhaits l'ardeur extrême avec laquelle ils recherchoient le Martyre, & avec laquelle ils s'efforçoient par tous moyens de défendre la Religion, ne les eût-elle pas poussés à l'affranchir de la tyrannie & des infidélités d'un Prince le plus impie & le plus cruel qui fût jamais, par quelque action éclatante & glorieuse? Ne se seroient-ils pas portés par ce motif à cette entreprise avec autant de résolution & de courage, que des moins furieux s'y sont portés par une folle témérité? D'ailleurs les Chrétiens de ce tems-là n'avoient-ils pas de célèbres Docteurs qui leur expliquoient l'Evangile, n'avoient-ils pas les Athanasés, les Basiles, les Gregoires, les Cyrilles, les Epiphanes, les Hilaires, les Hosius & plusieurs autres Pontifes fameux par leur érudition & par leurs vertus? & se peut-on persuader que des hommes si savans ignorassent le droit des Ecclesiastiques.

72 *De la Puissance du Pape*
sur les Princes, & s'ils la connoissoient
croira-t-on qu'étans aussi saints & aus-
si intrépides qu'ils étoient dans les
souffrances, ils ayent eu la lacheté de
se taire & de dissimuler les droits de
l'Eglise dans une occasion si favorable,
& où il étoit si nécessaire qu'ils s'ex-
pliquassent? Mais ces saints Prélats n'a-
vertissoient-ils pas sans cesse leurs peu-
ples, qu'il n'y avoit point d'autre ré-
mède aux maux que cét Empereur
Apostat leur faisoit souffrir, que la pa-
tience & les larmes? C'est ainsi que

Orat.

in Iu-

lian.

Grégoire de Nazianze parlant des des-
seins que ce cruel Apostat préparoit
contre l'Eglise, s'en explique quelque
part dans ses ouvrages. *Iulien*, dit-il,
formoit ces desseins, comme ses confidens
& les témoins de ses intentions se-
cretes l'ont publié, mais il fût retenu
par la bonté de Dieu envers son Eglise
& par l'abondance extraordinaire des
larmes, qu'une infinité de Chrétiens
verserent, & qui étoient le seul remé-
de contre ses persecuteurs. Considérés,
mon cher Lecteur, & examinés avec
soin les paroles de ce Saint Père. Il
assure que les Chrétiens, c'est-à-dire,
l'Eglise de JESUS-CHRIST, n'a point
eu d'autre remède pour arrêter les per-
secutions de *Iulien* que les larmes,
bien qu'il soit certain, qu'ils avoient
pour eux toute l'Armée de ce Prince.

Le

Ce Docteur qui est appelé le Théologien par excellence, ne croyoit donc pas que l'Eglise eût le droit d'exciter les soldats Chrétiens contre cet Impie, autrement il seroit faux, que les Chrétiens ou l'Eglise n'avoient point alors d'autre remède à leurs souffrances que les larmes & le deuil, puis qu'ils avoient toute une armée, qui au commandement de l'Eglise, auroit pû pour les intérêts de Dieu, se revolter contre Julien?

Ce que nous venons de dire à l'égard de Constance & de Julien, savoir que l'Eglise pouvoit avec beaucoup de facilité les mettre à la raison, & leur ôter ou le Royaume ou la vie, sans attirer aucun malheur sur leurs Peuples, se verra avec encore plus d'évidence à l'égard de Valens & de Valentinien le jeune. Car pour ce qui est de Valens, il est certain que les Généraux & les Lieutenans de ses armées, qui faisoient la guerre, pendant qu'il se plongeoit dans la mollesse & dans les délices, étoient fort bons Catholiques; savoir Terentius, Trajan, Arintheus, Victor, & plusieurs autres qui paroissoient extraordinairement attachez à la Religion Catholique, & qui reprochoient avec courage à l'Empereur même, son hérésie & ses persécutions: Mais avec une si grande liberté, ils n'ont jamais

attenté à la vie de leur Prince, toute leur indignation s'étant terminée à de simples remontrances, parce qu'ils fa-voient qu'il étoit de leur devoir de dire à leur Prince ses manquemens, mais non de les punir eux-mêmes. Ain-si dans toutes les choses qui apparte-noient à la juridiction séculière, ils obéïssent à un Prince hérétique, à qui ils pouvoient aisément ôter la vie, & donner l'Empire, dont il étoit en pos-session, à Valentinien Prince Catholique au grand avantage de l'Eglise. Tous les Généraux d'armée ne pouvoient-ils pas se liguier contre leur Prince at-teint d'hérésie, si cela eût été permis? N'étoit-il pas avantageux à l'Eglise qu'un Prince hérétique n'eût aucune Souveraineté sur les Catholiques? Ou l'Eglise étoit-elle destituée en ce tems-là de Prélats savans & vigilans? igno-roit-elle ses droits temporels, ou les né-gligeoit-elle, puis que jamais on n'a vû les Chrétiens plus obéïssans à leurs Pré-lats, que dans les tems dont nous par-lons? Si l'Eglise avoit eu le droit de commander à tous les Princes, & que seulement elle eût été privée de la li-berté de mettre en usage sa puissance temporelle, est-il croyable que le peu-ple & l'armée eussent été si long-tems à l'affranchir de la tyrannie de Constan-ce, de Julien & de Valens? Saint Au-

gustin est un bon garant de cette vérité; *In Psal.*
 voicy ses paroles qui sont dans les Ca- 124.
 nons : L'Empereur Julien n'étoit-il pas
 un Infidèle ; ne fût-il pas Apostat , ne C. II. q.
 fût-il pas un méchant & un Idolâtre? 3. can.
 cependant les soldats Chrétiens obeis- 98.
 soient à cet Empereur. Quand il s'agis-
 soit de la cause de JESUS-CHRIST,
 ils ne reconnoissoient aucun Souverain,
 que celui qui est dans le Ciel. Quand
 leur Prince leur ordonnoit d'adorer les
 Idoles , & de leur faire brûler de l'en-
 cens , ils prefoient à ses ordres les
 Commandemens de Dieu : Mais quand
 il leur commandoit de se mettre en ba-
 taille , & d'aller attaquer quelque Peu-
 ple , ils luy obeïssent incontinent. Ils
 distinguoient le Prince Eternel du Tem-
 porel , & néanmoins ils étoient soumis
 au Prince Temporel à cause de l'Eternel.
 Qui est-ce qui ne remarque pas dans
 ces paroles qu'il auroit été facile à l'E-
 glise de reprimer Julien, si elle avoit eu
 quelque puissance temporelle sur luy,
 puis que par ce moyen elle auroit sou-
 tenu la cause de JESUS-CHRIST , auquel
 cas les Soldats devoient préférer JESUS-
 CHRIST à l'Empereur, c'est-à-dire , le
 Prince Eternel au Temporel ; car la
 cause de l'Eglise est celle de JESUS-
 CHRIST? Il faut donc de deux choses
 l'une , ou que les Pontifes Romains,
 & par conséquent toute l'Eglise, ayent

76 *De la Puissance du Pape*

tenu comme un principe certain, qu'ils
 n'avoient aucune juridiction, aucune
 puissance temporelle sur les Princes Sé-
 culiers, ou qu'ils ont bien manqué à
 leur devoir, & qu'ils ont eu beaucoup
 moins de soin du Troupeau, que Dieu
 avoit commis à leur conduite, que les
 Pontifes modernes, qui prétendent que
 c'est une partie de leurs fonctions Pa-
 storales de reprimer par des peines tem-
 porelles tous les Princes & tous
 les Monarques, & de leur ôter à leur
 fantaisie leurs Principautez & leurs
 Royaumes; non seulement pour cause
 d'Hérésie ou de Schisme, mais encore
 pour d'autres sujets: Cependant il s'en
 faut bien que ces Pontifes modernes
 puissent être comparez soit en sainteté,
 soit en doctrine aux anciens. Il s'en
 faut aussi beaucoup que le peuple Chrê-
 tien de nos jours puisse être comparé
 aux premiers, à l'égard de la soumis-
 sion pour les Prélats: C'est pourquoy
 si la vérité nous est chère, nous devons
 dire que personne ne peut ni accuser ni
 excuser les Pontifes anciens & moder-
 nes; car sans prévarication ou sans ca-
 lomnie, la loüange des uns seroit la re-
 prehension des autres; mais poursui-
 vons.

CHAPITRE VIII.

PArmy ceux qui jusqu'à nos jours ont été Empereurs, Roys ou Princes, il n'y en a point eu dont l'Eglise ait pû modérer la Puissance avec plus de facilité que du jeune Valentinien. Car non seulement il pouvoit être chassé de l'Empire par le commandement du Pape, mais mêmes par les seuls ordres de Saint Ambroise, les propres Soldats de l'Empereur, & ceux qui étoient employez à sa garde, le pouvoient abandonner & le réduire à la condition d'un homme privé. *Ad Soror. suã Marcellinam Epist. 33.* Etant sorti à la pòinte du jour, dit S. Ambroise, *Liv. 5.* incontinent le Palais fut occupé par les Troupes qui l'environnoient; & l'on assure que les Soldats dirent à l'Empereur Valentinien, que s'il étoit dans le dessein de sortir, il en avoit la liberté; mais qu'ils seroient prêts de le suivre, s'ils voyoient qu'il s'accordât avec les Catholiques, autrement qu'ils passeroient à l'Assemblée que Saint Ambroise convoqueroit. Or aucun Arrien n'eût l'assurance de sortir, parce qu'il n'y en avoit plus parmi les Citoyens. Il y en avoit très-peu dans la Maison Royale, & il n'y avoit que quelques Gots qui avoient quitté leurs chariots pour se venir ranger à l'Eglise. Et

78 *De la Puissance du Pape*

après il continuë ainsi parlant de soy; *le suis appellé un Tyran, & mêmes un Tyran fort violent; car comme quelques personnes prioient l'Empereur d'aller à l'Eglise, disans qu'ils le faisoient à la prière des Soldats, il répondit, si Ambroise vous le commandoit, vous me livreriez lié.* Que pourront répondre à cela les Adversaires? ce seul passage ne leur fermera-t-il pas à tous la bouche. Je ne veux pas relever ce que fit Maxime, lors qu'après avoir ramassé quantité de Troupes dans l'Angleterre & dans les Gaules, il vint en Italie, pour empêcher, à ce qu'il disoit, que la Religion Catholique ne pût plus à l'avenir recevoir d'outrage, & pour faire rétablir en leur premier état les Eglises que Valentinien avoit profanées, ce qu'il écrivit mêmes à l'Empereur Valentinien, bien que ce ne fût pas-là son vray but; car il n'employoit cette apparence & ce prétexte de piété, que pour cacher son ambition demesurée de régner; ce qui a été fait en ce siècle par plusieurs personnes. En effet après avoir sçu que Gratien avoit été tué à Lyon, il avoit résolu d'envahir l'Empire de Valentinien; mais cet Empereur craignant l'arrivée de Maxime, s'éfuit d'Italie en Illyrie, auprès de Theodose qui gouvernoit l'Empire d'Orient. Ce qui est très-digne de remarque, qu'un Hérétique mis en fuite par un

Catholique, va chercher de l'assistance & de l'appuy chez un Prince Catholique, qui en luy faisant une forte reprehension à cause de son hérésie, le reçût fort civilement par la considération qu'il faisoit de sa Majesté Royale, & qui le remit sur son Trône. Mais parce que l'Eglise n'a point approuvé la rebellion dans laquelle Maxime s'étoit engagé sous prétexte de Religion contre un Prince légitime, il n'a été appelé, ni réformateur de l'Empire, ni restaurateur de l'Eglise, mais tyran, & rebelle.

Sozom.

lib. 7.

cap. 13.

Niceph.

lib. 12.

cap. 20.

Cela étant ainsi posé, je souhaiterois que nos Adversaires cessassent de nous imposer par leurs imaginations fausses, ou qu'ils nous dissent d'où ils les ont puisées. Ont-t-ils lû dans quelque Auteur digne de foy, que les Chrétiens se sont tellement défié de leurs forces, & de leurs troupes, qu'ils n'ont pas eu le courage d'entreprendre, ce qu'ils auroient achevé avec autant de facilité que de bon-heur, ou du moins qu'ils l'ont tenté, mais qu'ayant éprouvé les rigueurs de la fortune, & les disgraces de la guerre, ils ont succombé sous les Armes & sous l'impiété de leurs Princes? Ont-ils ainsi perdu le courage & la volonté de deffendre l'Eglise opprimée? Avoient-ils si peu d'ardeur pour la

80 *De la Puissance du Pape*

Religiō & de zèle pour la maisō de Dieu dans leurs cœurs, étoient-t'ils si destitués de Savans Prédicateurs que d'ignorer le droit que les Pontifes & les Peuples avoient sur les Roys ? Que les adversaires ouvrent toutes les annales, qu'ils feuilletent tous les Autheurs tant Ecclésiastiques que profanes, ils ne trouveront pas que l'Eglise des Siècles dont nous parlons, quoy qu'elle fût beaucoup plus puissante qu'elle n'est presentement, ait jamais rien entrepris contre l'intérêt de ses Princes, quelques méchans qu'ils ayent été, ou qu'elle ait fait la moindre entreprise pour leur ôter leurs Couronnes, comme je l'ay montré fort au long & avec beaucoup d'évidence dans mon traité de la Monarchie. Au-contrain-

Lib. 3. il résulte des choses que nous lisons
cap. 5. dans les écrits des Saints Pères, au su-
et Lib. jet de la puissance des Princes Sécu-
4. cap. 5 liers, qu'en ce tems-là chacun croyoit, que la puissance temporelle n'appartenoit en aucune manière, & pour aucun sujet, ni à l'Evêque de Rome ou au Souverain Pontife, ni à l'Eglise Universelle: mais ces Princes étoient laissez à l'égard des peines temporelles, à la vengeance divine. Et c'est, ce me semble la raison pourquoy les Saints Pères ne parlent que

Sur les Princes Séculiers. Si rarement & en passant de la liberté & de l'impunité des Princes, parce qu'alors elles n'étoient pas disputées, chacun étant dans ce sentiment, qui depuis le tems des Apôtres s'étoit conservé dans l'Eglise par une succession continuelle, que dans les choses temporelles, les Princes ne reconnoissoient pour juges que Dieu, quoy que dans les choses spirituelles ils reconnussent le tribunal de l'Eglise, & qu'ils luy fussent assujettis.

Je produis en premier lieu pour témoin de cette vérité le célèbre Tertullien, qui parlant des Empereurs dit, *qu'ils estiment qu'il n'y a qu'un Dieu In* *Ar* *en la Puissance duquel seul ils sont, pol.* *qu'il tient le premier rang sur eux, adv.* *mais qu'ils sont les premiers apres luy, Gent.* *qu'ils sont devant tous les Dieux, &* *au dessus de tous les hommes.* Et ailleurs *Ad Sc.* *il dit, nous honorons l'Empereur comme putam* *nous le devons honorer, & comme il Præs.* *est à propos qu'il le soit, c'est-à-dire, Carib.* *comme un homme qui est second apres* *Dieu, & qui ne voit rien dans le mon-* *de au dessous de luy que Dieu.* *A quoy* *le Prince ne fait pas difficulté de con-* *sentir, car en déclarant qu'il est au* *dessus de Dieu seul il fait connoître* *qu'il est au dessus de tous les hommes.* Ce sont les paroles de ce Docteur qu'il n'allégué pas comme une opi-

S2 De la Puissance du Pape

nion particulière, mais comme le sentiment universel & certain de toute l'Eglise. Et qu'on ne prétende pas enlever la force de cet argument, en disant, que les Empereurs étoient alors hors de l'Eglise, & par conséquent qu'ils ne luy étoient pas assujettis, car la Loy de Dieu, comme les Adversaires en conviennent, ne dépoüille personne de son droit, de sorte que les Empereurs & les Roys n'ont rien perdu de leur puissance temporelle, pour être entrés dans l'Eglise.

Cap. 3. *In Libro* Je propose en second lieu le témoignage de Saint Ambroise, qui écrivant *qui inf-* sur l'homicide & l'adultère de David, *cribitur* dit ces paroles. *Apolog.* Il étoit Roy, il n'étoit *David.* assujetti à aucune Loy, parce que les Roys sont affranchis des peines des crimes, les hommes n'ont aucun droit de les punir, leur Sceptre les en garantit.

Lib. 5. Le troisième témoin est Saint Gre-
Hist. goire Archevêque de Tours, lequel
cap. 7. s'adressant à Chilperic Roy de France,
Ai. qui persécutoit injustement les Ecclé-
moin. siastiques, & qui leur faisoit beaucoup
Lib. 3. d'outrage, luy parle ainsi. *Si quelqu'un*
cap. 26. *de nous veut violer la justice, vous*
pouvez le châtier. Mais si c'est vous
qui la violiez, qui est-ce qui vous cha-
tiera. Nous nous adressons à vous,
vous nous donnez audience, si vous
voulez, mais si vous nous la refusez,

qui est-ce qui vous jugera , si ce n'est celui qui a solennellement déclaré qu'il étoit la Justice?

Gregoire le Grand qui vécut presque au même tems que Gregoire de Tours, est le quatrième témoin que j'employe. Bien que ce saint Homme occupât le Siège Apostolique, il ne fit pas néanmoins difficulté de confesser qu'il étoit le serviteur de l'Empereur, & qu'il luy étoit soumis, & de reconnoître avec douceur & humilité, que l'Empereur avoit reçu des mains de Dieu sa Puissance sur tous les hommes, comme nous *Cap. 3.* l'avons déjà dit.

Le cinquième est un Prélat fort célèbre, c'est Otton Evêque de Frise; *Les Epist. ad* seuls Roys, dit-il, *Freder.* comme étans au dessus des Loix, & réservés au jugement *Oeno-* de Dieu, ne sont point punis par les *barbarum* Loix du Siècle; D'où vient que le Profète Royal dit en s'adressant à Dieu; C'est contre vous seul que j'ay peché. Et un peu après il ajoûte: Car puisque suivant le témoignage de l'Apôtre, c'est quelque chose d'horrible aux hommes, que de tomber entre les mains d'un Dieu Eternel; Il doit être d'autant plus terrible aux Princes, qui ne voyent au dessus d'eux aucune personne, dont ils redoutent la justice, qu'ils peuvent pécher avec plus de liberté que les autres hommes.

Matth.
18. Je pourrois icy rapporter un grand nombre d'autres Auteurs , mais pourquoy le ferois-je ? *tout est confirmé par l'autorité de deux ou trois témoins.*

Que si ceux qui soutiennent l'opinion contraire peuvent rapporter autant de témoignages des Saints Pères , que dis-je , s'ils en peuvent seulement produire un seul, ou il soit expressément dit, que l'Eglise ou le Souverain Pontife son Chef , ont quelque puissance temporelle sur les Roys & sur les Princes Séculiers , & qu'ils les peuvent punir directement ou indirectement , en leur imposant des peines temporelles , ou en les privant de leurs Royaumes , en tout ou en partie , je consentiray que ce différent soit jugé sans appel en leur faveur ; car il n'est rien que je souhaite avec tant d'ardeur , que de trouver quelque solide raison pour appuyer l'opinion que je réfute ; mais pendant que je suis dans cette attente inutile , la vérité m'entraîne dans le sentiment opposé.

Je demande donc présentement à mes Adversaires , s'il est vray-semblable que tant de Saints Pères qui ont écrit de la souveraine autorité des Roys & de leur impunité , ont été si négligens de n'avertir pas les Princes de leurs Siècles, de cette puissance temporelle du Pape, ou qu'ils n'en ayent

point parlé dans leurs Ecrits ; afin que les Princes n'eussent pas seulement à redouter les secrets Jugemens de Dieu, mais encore la juridiction Ecclésiastique & Pontificale , qui les peut faire descendre de leur Trône , & le leur ôter lorsque l'Eglise, ou le Pape qui est son Chef , le juge utile & nécessaire, soit à la Religion soit à l'Etat? Certes si les Pères ont demeuré dans le silence à cet égard, n'ont-ils pas trompé les Roys & les Princes , à qui ils persuadoient par leurs Lettres & par leurs Sermons, que dans les choses temporelles, ils ne pouvoient être jugez que de Dieu. Où seindrons-nous , qu'ils ont tellement ignoré les droits de l'autorité Ecclésiastique , qu'ils n'ayent pas sù que l'Eglise jouissoit de cette puissance temporelle ? Ou bien pourrons-nous nous imaginer qu'ils aient été assez lâches & assez timides , pour n'avoir pas osé déclarer ouvertement ce qu'ils savoient? Si on ne peut rien imputer de semblable aux anciens Pères , pourquoy serons-nous obligez de croire présentement une nouvelle Puissance, qui n'est fondée ni en raison, ni en autorité, mais qui a été imaginée dans les derniers Siècles , & qui a été proposée au peuple par quelques personnes dévouées & attachées servilement aux Papes ? Et pourquoy, en recevant cette

86 De la Puissance du Pape
Puissance nouvelle, imposerions-nous
un nouveau joug aux Roys & aux
Princes?

CHAP. IX.

I'Ay montré évidemment que la première partie de la seconde raison de nos Adversaires est fausse, savoir que *l'Eglise a été obligée de souffrir Constance, Julien, Valens, & les autres Princes heretiques*, parce qu'elle n'a pu les reprimer sans attirer de grands malheurs sur les Peuples. Je vay maintenant prouver, que la seconde partie de cét Argument n'est pas moins fausse; savoir que l'Empereur Henry IV. & les autres Princes sur lesquels les Papes des derniers Siècles se sont attribuez la puissance temporelle, ont pu être réprimés sans aucun danger des Peuples. Mais avant que de commencer, je prie & je conjure non seulement mes Lecteurs, mais aussi mes Adversaires, qu'examinant cette question ils présentent dans leur esprit, & qu'ils jugent équitablement & de bonne foy, s'il n'a pas été bien plus facile à l'Eglise de punir

Philippe le Bel. par les moyens dont nous venons de parler, les premiers Princes de l'Empire, que de ramener à son devoir Henry IV. par Rodolphe Roy de Suède, ou *Gaguin & autres.* Philippe le Bel, par Albert Duc d'Au-

triche ; l'un desquels se moqua & se vangea de l'orgueil du Pape, & l'autre après plusieurs batailles données de part & d'autre avec un avantage égal, défit enfin l'ennemy que le Pape luy avoit mis sur les bras, & chassa le Pape de Rome de qui il avoit été excommunié, & l'enbannit pour toujours.

Othon de Frise, que Bellarmin appelle avec beaucoup de justice, un homme célèbre par sa naissance, par son érudition & par la sainteté de ses mœurs, témoigne combien l'entreprise du Pape sur Henry IV. attira de malheurs sur les Peuples : Car parlant de l'Excommunication & de la déposition de ce Prince, ordonnées par le Pape Grégoire VII. il s'explique ainsi ; Je relis l'Histoire des Empereurs, & je n'en puis trouver aucun devant Henry IV. qui ait été excommunié & privé de son Royaume par le Pape, si ce n'est peut-être qu'on prenne pour anathème le traitement qu'un Pontife fit à Philippe, l'ayant mis pour quelques jours parmi les Pénitens, ou la severité que Saint Ambroise exerça contre Theodose, luy ayant interdit l'entrée de son Eglise, à cause du sang qu'il avoit fait verser injustement dans Thessalonique. Dans lesquelles paroles il faut remarquer qu'Othon déclare formellement, qu'il n'avoit trouvé dans aucun des Siècles

Maria.

Scotus

in Chr.

ann.

1080.

Lib. 1.

cap. 4.

de trās-

lat. Imp.

l. 4.

de Rom.

Pontif.

cap. 13.

Lib. 6.

Chron.

cap. 35.

88 De la Puissance du Pape

précédens, aucun exemple d'un Roy privé de son Trône & de ses Etats, bien qu'il eût trouvé ces deux exemples d'excommunication, qui ont quelque apparence d'être véritables, s'il ne le sont pas en effet : Mais voicy comme il s'explique un peu après dans la suite;

Cap. 36. Combien de malheurs, combien de guerres, combien de desordres en a-t-on vû arriver ? Il seroit trop ennuyeux de décrire combien de fois la malheureuse ville de Rome a été assiegée, prise & desolée, parce qu'un Pape étoit contre un autre Pape, & un Roy contre un autre Roy. Mais je puis dire en un mot, que ces orages causerent tant de maux, tant de Schismes, & la perte de tant d'ames & de tant de corps, qu'une seule personne tirée de cette longue & horrible persecution, suffiroit pour prouver cōbien les hommes étoient malheureux. D'où vient qu'un Ecrivain Ecclesiastique compare ce triste & pitoyable état, aux épaisses tenebres qui furent autrefois répandues sur l'Egypte ; car le Pape Gregoire fut chassé de Rome par le Roy, & Gibert Evêque de Ravenne fut mis à sa place ? Enfin on dit que Gregoire qui demouroit à Salerne, sentant approcher le tems de sa mort, dit ces paroles ; J'ay aimé la justice, j'ay haï l'iniquité, c'est pourquoy je meurs dans l'exil : Mais parce que l'Etat qui avoit été séparé de

*L'Eglise avoit été extrêmement ébranlé.
L'Eglise ayant perdu un Pasteur qui
avoit eu une grande autorité & un zèle
extraordinaire pour ses intérêts, reçut
une affliction tres-sensible.*

Se conduire de cette manière, est-ce réprimer un Prince sans causer des malheurs à ses sujets ? Ceux qui ont écrit que le Pape (par lequel on entend l'Eglise) n'a pas souffert cét Empereur, parce qu'il pouvoit réprimer ce Prince sans porter du préjudice aux Peuples, ou n'ont jamais jetté les yeux sur cét Auteur, ou ne se foucient point du tout de leur honneur & de leur réputation, en proférant de si grands mensonges : Mais si jusqu'icy ils ont ignoré cette vérité, qu'ils apprennent du moins à présent de cét Auteur célèbre, que ce qu'ils propoisoient avec tant d'ignorance, comme une vérité certaine, est une fausseté grossière. Qu'ils pensent aussi, & qu'ils jugent équitablement, s'il n'étoit pas plus raisonnable de supporter les défauts & la vie déréglée d'Henry IV. comme l'Eglise souffrit autrefois Constance, Julien, Valens & les autres Empereurs ses persécuteurs, & de demander à Dieu par des prières & avec des larmes, la conversion ou la mort de cét Empereur, que de causer tant de Schismes & tant de meurtres, tant de désolations de Villes & de

Pays , tant d'outrages au Saint Siège, tant de guerres contre les Pontifes, & tant d'autres funestes tragédies, pour une chose extraordinaire, inouïe, & qui n'étoit point nécessaire ; & après avoir excité tous ces horribles malheurs, de les nourrir & entretenir au grand préjudice de l'Eglise. Il se peut faire que Gregoire a fait toutes ces choses de bonne foy, (car il n'y a que Dieu qui puisse juger de l'intention des hommes,) mais on ne sauroit dire, que sa conduite ait été régulière, prudente & charitable, & qu'il n'ait commis une grande faute en s'attribuant un droit qui ne luy appartenoit pas, & en prenant sans raison la liberté de priver un Empereur de son Trône, & d'y élever un autre à sa place, comme si cet Empire temporel luy eût appartenu en propriété, ce qu'il prétendoit, comme cela paroît par un Vers rapporté par Othon, & que nous avons déjà cité, dont le sens est, que la Pierre a donné l'Empire à S. Pierre, & que S. Pierre l'avoit donné à Rodolphe. D'ailleurs il est tres-certain, que ce qui se fait par une ferveur de zèle & par des hommes mêmes d'une vie irréprochable, n'est pas toujours bon, & conforme à la volonté de Dieu. Moyse pécha, lorsque pour déffendre un Hébreu, il tua par un effet de son zele l'Egyptien

qui luy vouloit ôter la vie. Oza commit un grand crime qui fut cause de sa mort , lors qu'emporté du même zèle , il voulut retenir l'Arche qui étoit sur le point de tomber. Lors que Saint Pierre , dans l'ardeur & dans l'empressement qu'il avoit de deffendre son Seigneur & son Maître, coupa l'oreille à Malchus, cette action fut pareillement condamnée. Et c'est par cette raison que S. Ambroise disoit à l'Empereur Theodose ; *Je say que vous Lib. 5. avez de la pieté. de la clemence , & Epist. de la douceur , j'ay reconnu que vous 29. avez de la foy & de la pieté, dans le cœur : mais quelquefois nous nous trompons ; quelques-uns ont du zele pour Dieu, mais il n'est pas selon la science. Un zele inconsidéré conduit fort souvent au crime.* Rom. 12.

Je trouve donc qu'en cette rencontre le Pape Gregoire est tombé dans une très-grande faute , lorsqu'il n'a pas voulu prendre garde, qu'il étoit de son devoir de laisser le crime du Prince impuni , plutôt que d'envelopper dans le péril une grande multitude d'innocens pour se vanger : & par conséquent il ne devoit pas même excommunier cet Empereur qui avoit un si grand nombre de complices , qu'il ne pouvoit être séparé de l'Eglise sans rompre son unité & faire un Schisme. C'est dequoy

92 De la Puissance du Pape

Lib. 3. Saint Augustin , cette grande lumière
cap. 2. de l'Eglise , a donné il y a plusieurs
contra Siècles un saint & sage avertissement,
Epist. lequel il appuye fortement sur plusieurs
Parmë. passages de Saint Paul : Et l'Eglise a
tellement agréé & approuvé ce senti-
ment , qu'elle l'a enregistré dans ses
Can. nō Canons. Il mérite donc d'être rappor-
potest. té icy tout au long , & mêmes d'être
23. q. 4. écrit, non avec de l'encre , mais en ca-
ractères d'or, non sur du papier fragile,
mais sur le rocher ou sur le diamant,
ou sur quelque matière plus solide &
plus durable. *La correction* , dit-il , *ne*
peut être salutaire , si ce n'est lorsque
celuy qui est corrigé n'a pas une grande
multitude de complices ; mais lorsque
le mal s'est saisi du plus grand nombre,
tout ce que les gens ont à faire , c'est de
s'affliger & de gémir ; afin que par ce
Ezech. signe qui fut revelé à Ezechiel , ils puis-
9. sent éviter les maux qui menacent les
autres ; & ils doivent prendre garde
que voulans cueillir l'yvroye ; ils n'ar-
rachent en même tems le froment , ou
qu'étans soigneux de nettoyer le blé du
Seigneur , ils ne soient eux-mêmes mis
au rang des ordures & des immondices.
C'est pourquoy le saint Apôtre qui avoit
déjà trouv parmi les Corinthiens plu-
sieurs personnes souillées par la luxure
& par les voluptez criminelles , n'or-
donne point dans la seconde Lettre qu'il

écrit à ce grand Peuple , de ne manger pas avec ces pecheurs , car il y en avoit un grand nombre , & on ne pouvoit pas dire d'eux , que si celuy qui est 1. Cor. 5. *du nombre de vos frères est fornicateur , ou idolâtre , ou avare , ou souillé de pareils crimes , on ne mange point avec luy ; Mais il dit , j'apprehende* 2. Cor. 12. *qu'arrivant encore vers vous , Dieu ne m'humilie , & que je n'en pleure plusieurs , qui étans tombez dans les impuretez , les fornications , & les déréglémens infames , n'en ont point fait pénitence. En disant qu'il pleurera plusieurs , il les menace des justes vengeances du Ciel ; mais il ne leur commande pas de se separer absolument de leur commerce. Et un peu plus bas , il ajoute , si le mal s'est saisi de la multitude , le relâchement de la severité des Loix Divines est tout-à-fait necessaire , alors les separations , c'est-à-dire , les Excommunications , sont inutiles , pernicieuses & sacrileges , parce qu'elles se font avec impiété & avec orgueil , & qu'elles ébranlent plus d'innocens foibles , qu'elles ne corrigent de méchans emportez.*

Cela étant , il n'est à mon avis , aucune personne , qui ne voye tres-clairement en comparant la doctrine de S. Augustin , qui est celle de l'Eglise , avec le procédé du Pape Gregoire envers

94 De la Puissance du Pape

Henry, que ce Pape a extrêmement erré en excommuniant un grand Empereur, qui avoit dans son parti une grande multitude d'Ecclésiastiques & de Laiques, dans un tems où il y avoit un grand Schisme à appréhender; & sur-tout en privant, par un jugement tout-à-fait odieux, ce Prince de son Empire, sur lequel il n'avoit aucun droit; de sorte qu'on ne doit pas être étonné, si comme Sigebert l'a rapporté dans ses Livres, ce Pape fit un peu avant sa mort pénitence de tout ce qu'il avoit fait contre l'Empereur.

Il ne sera pas hors de propos, ce me semble, de décrire cet endroit de Sigebert, puis qu'il ne rapporte pas ce sentiment comme sien, il seroit suspect à nos Adversaires, parce qu'il suivoit le parti & les intérêts de l'Empereur, mais il le rapporte comme le récit d'un autre Auteur. Le Pape Hildebrand, dit-il, qui fut appelé Gregoire VII. mourut dans la Ville de Salerne où il avoit été relegué. Voici ce que j'ay trouvé écrit de luy : Nous voulons que vous appreniez, vous à qui le soin de l'Eglise est confié, qu'Hildebrand, qui est aussi appelé Gregoire, tant à l'extrémité de sa vie, appella un des douze Cardinaux, pour qui il avoit plus d'affection, & confessa à Dieu, à Saint Pierre & à toute l'Eglise, qu'il avoit commis beau-

InChro-
nogra-
ph.ann.
1085.

coup de fautes dans l'administration de la charge Pastorale, qui luy avoit été donnée pour le gouvernement des Chrétiens, & qu'à la persuasion du Demon, il avoit excité contre les hommes beaucoup d'orages & de guerres : Apres quoy il envoya son Confesseur à l'Empereur, & à toute l'Eglise, afin qu'ils luy pardonnassent, parce qu'il sentoit approcher sa fin.

CHAPITRE X.

IE reviens présentement à l'Evêque de Frise, qui a été fort célèbre dans le monde par sa naissance, par sa piété, & par son savoir, & qui a été un témoin presque oculaire de tout ce que nous venons de dire. Dans l'endroit que nous avons rapporté, & dans plusieurs autres, il témoigne ouvertement qu'il n'approuve point le Decret du Pape Gregoire, pour l'abdication de l'Empereur, mais qu'il le trouve nouveau & injuste. Car pour ce qui est de la nouveauté du fait, voicy ce qu'il en a dit: *Je lis & relis l'Histoire des Rois & des Empereurs Romains, & je n'en puis trouver aucun avant celui-cy qui ait été excommunié & privé de son Royaume par un Pape.* Et dans le premier Livre de l'Histoire de Frederic il dit, que *Gregoire VII. qui tenoit alors le Ponti-*

Cap. 1.

96 *De la Puissance du Pape*
ficat, anathématisa l'Empereur, comme
s'il avoit et abandonné de ses sujets,
& que la nouveauté de cette action
luy donna d'autant plus de colere, qu'on
n'avoit point vû jusqu'alors de pareils
Decrets contre un Empereur. Et pour
montrer l'injustice de ce procedé, il
dit plusieurs choses. Premièrement,
parmi les malheurs & les désordres
ausquels ce Décret du Pape donna nais-
sance, il met celuy du changement &
de la rejection du Pape & du Roy : Un
Pape, dit-il, en vit mettre un autre à
sa place, de même que le Roy avoit vû
donner son Trône à un autre : Par les-
quelles paroles il fait voir que l'un &
l'autre avoient été élevez à ces digni-
tez par un droit égal, ou pour mieux
dire, avec une pareille injustice ; c'est-à-
dire, que comme le Pape avoit élu sans
aucun droit un autre Empereur à la
place de celuy qui regnoit, de même
le Prince avoit fait une injustice, en
mettant un Pape sur celuy qui occu-
poit le Saint Siege. Ensuite quand il
dit, que parce que l'Empire qui avoit
été separé de l'Eglise, avoit été fort
ébranlé en la personne de l'Empereur,
&c. Que veut-il signifier par ces pa-
roles, si ce n'est que l'Eglise avoit été
outragée en la personne du Pontife,
parce que l'Etat avoit été offensé en la
personne de son Prince, ou que l'Eglise
avoit

avoit été ébranlée en la personne de son Chef, parce que l'Empire avoit été ébranlé en la personne du sien : car il n'y a aucune raison pour condamner l'un , & pour louer l'autre ; l'un & l'autre procédé sont pleins d'injustice. D'ailleurs , il appelle ouvertement & absolument rebellion , la désertion de Rodolphe que le Pape avoit créé Empereur , & le soulèvement du fils d'Henry ; ce qu'il n'auroit pas fait sans doute , s'il avoit cru qu'Henry eût été privé de son Royaume avec justice : Car on n'appelle rebellion , que lorsqu'elle a été commise contre le Prince légitime & Souverain , & ce n'en auroit pas été une à l'égard d'Henry , s'il avoit été justement privé du Trône ; parce qu'il est certain qu'il auroit perdu sa qualité de Souverain. *Lib. 1.* Voicy comme il parle de Rodolphe : *de gest. Vn peu après ces deux Chefs , savoir Frider. Guelphe & Rodolphe , s'étans par je ne cap. 6. say quels motifs revoltez contre leur Prince , se joignirent aux Saxons.* Après quoy il continuë en ces termes : *Mais Gregoire , qui , comme il a été dit , excitait les Princes contre l'Empereur , cri-voit à tous secrettement & ouvertement d'élever un autre Prince sur le Trône de l'Empire.* Or il faut savoir que ce qu'il dit ici , *par je ne say quels motifs ,* s'entend de quelque sujet particulier,

semblable à ceux qui arrivent fort fréquemment entre un Roy & les grands Seigneurs de son Royaume ; comme furent ces démêlez qui arriverent de nos jours entre Bourbon & François I. entre Guise & Henry, entre le Prince d'Orange & Philippe Roy d'Espagne. Il est vray que Guelphe & Rodolphe alléguoient pour prétexte, des choses qui étoient publiques ; savoir les mœurs débordées d'Henry, son Excommunication fulminée par un Pape, & la dé-

Albert. Schaf- nasbur- gensis de reb. Germ. Ottofri- sing. l. 7. chron. cap. 8. position de l'Empire, comme un Auteur l'a rapporté ; mais ces motifs éclatans ne furent que le prétexte & le voile qui cachoit leur animosité particulière. Pour ce qui regarde le fils d'Henry, voici comme nôtre Evêque en parle. *L'année suivante, l'Empereur soulennisant son jour natal dans la Ville de Mayence, Henry son fils se souleva contre son pere dans la Baviere, par les inspirations de Theobalde & de Beranger ; son motif fut un pretexte de Religion, parce que son pere avoit été excommunié par les Papes : Et apres s'être joint à plusieurs Princes de Franconie, Allemagne & Baviere, il entra en Saxe pour faire soulever tout le peuple contre le Roy. Sur ces paroles le Lecteur fera deux remarques, la première que cet Auteur également célèbre par sa piété & par son savoir, appelle le sou-*

lèvement du fils contre le père une ré-
volte. La deuxième, qu'icy & ailleurs
il a toujours appelé Empereur & Roy,
l'Empereur Henry, quoy que depuis
environ 25. ans, il eût été excom-
munié & privé de son Royaume par un
Arrêt du Pape, & que le Pape & les
rebelles eussent créez Empereurs, pre-
mièrement Rodolphe, & puis Herman:
Ce qui prouve que l'Evêque dont nous
avons rapporté les paroles, n'a point
du tout été dans le sentiment, que le
Souverain Pontife eût le droit de pri-
ver les Roys de leurs Royaumes, ou
d'ordonner quoy que ce soit à l'égard
de leur Empire temporel; & par con-
sequent il a crû que le Decret de Gre-
goire n'a été ni juste ni regulier, au-
trement comment auroit-il pû, sans
offenser le Pontife Souverain, donner
le titre de Roy à Henry, & qualifier
ses sujets, de traîtres & rebelles?

Il y a un autre endroit dans cét *Au-lib. 1. de*
reur, qui découvre avec encore plus *gest.*
de clarté, que le Pape par l'excommu- *Frid. c. 8*
nication & par la déposition d'Henry,
n'a donné aucune atteinte à ses droits:
Car ayant dit que Bertolphe gendre de
Rodolphe (que le Pape comme il a été
dit avoit élu Roy) avoit après le meur-
tre de son beau-père usurpé le Duché
de Suaube, comme le tenant de la li-

béralité de son beaupère ; & de l'autre côté, qu'Henry déposé par le jugement du Pape, avoit donné le même Duché à une personne de qualité de Suaube, nommé Federic, qui contraignit Bertolphe à faire la paix & à se dépouiller du Duché, il ajoûte, *Quoy que ce Bertolphe dans cette occurrence ait cédé à l'Empire & à la Justice, on dit néanmoins qu'il étoit fort vaillant & fort courageux.* Remarquez comme il dit ouvertement quel' Empire & la Justice étoient du côté de ce Henry, que le Pape avoit déposé quelque tems auparavant, & non du côté de Rodolphe, quoy que le Pape l'eût élevé sur le Trône, comme le signifie ce Vers, *Petra dedit, &c.*

Enfin en disant & en enseignant, *que les Princes n'ont à craindre qui que ce soit au dessus d'eux, que le Dieu du Ciel & de la Terre, ne montre-t-il pas assez d'évidence, que le Pontife Romain n'a aucune puissance temporelle sur les Roys, pour leur pouvoir ôter leurs Royaumes.* Et quand on ne trouveroit rien pour établir l'injustice du procédé de Gregoire, tant d'événemens tristes & fâcheux, tant de funestes & de tragiques accidens qui sont nés des entreprises que le Pape fit sur l'Empereur & sur sa juridiction, & qui ont affligé l'Empire pendant un espace de 25. années entières, & déchiré l'Eglise

par un long Schisme , ne justifieroient-ils pas assez que ce Décret n'a point été inspiré par le S. Esprit , mais par des passions humaines , & qu'il n'est point procédé de la juridiction ordinaire du Siège Apostolique , mais de l'extraordinaire ambition de celuy qui y étoit assis , ou de l'ignorance de ses droits , ou d'un zèle téméraire & inconsidéré. Car il n'est pas vray-semblable que Dieu qui est l'Auteur de la Justice , & le Protecteur de l'Eglise , & qui par des miracles sensibles & des effets étonnans de sa Puissance , a rendu terribles les premières exécutions de la puissance spirituelle de l'Eglise , n'eût pas voulu seconder en la même sorte , ou par quelque miracle particulier , ou par quelque secours extraordinaire de sa Bonté , la puissante autorité de son Eglise. Sur tout le Pontife ayant imploré son secours par des prières , & ayant adressé aux Apôtres ces Oraisons solennelles ;

Declarez-vous Princes des Apôtres en Plat. in nôtre faveur, confirmez par vôtre sainte vir. hù- & puissante autorité le pouvoir dont jus Pêr. nous sommes revêtus, afin que tous les hommes connoissent, s'il est vrai que vous puissiez lier & delier dans le Ciel & sur la Terre, les Empires, les Royaumes & les Principautez ; s'il est vrai que vous puissiez donner & ôter aux hommes

toutes ces choses & toutes les autres qu'on voit sur la Terre. Que les Rois , & que tous les Princes de ce Siecle , connoissent par l'exemple de l'Empereur, ce que vous pouvez faire du Ciel ou vous habitez, dans quelle consideration vous êtes auprès de Dieu, & qu'ils craignent à l'avenir de se moquer des commandemens de l'Eglise. Rendez bien-tôt ce jugement contre Henry , afin que tout le monde connoisse , que cet enfant de mechanceté est tombé non par hazard , mais par vôtre ministere. Je vous demande toutefois qu'il se repente , & qu'au jour du jugement il obtienne par vôtre intercession le pardon de ses pechez. Fait à Rome le 1. Mars, Indiction 3. Ces prières & plusieurs autres semblables , ayant été adressées à Dieu & au Prince des Apôtres , tant de malédictions & d'imprécations ayant été faites solennellement contre l'Empereur, qui est-ce qui se seroit persuadé , que Dieu qui honore son Eglise d'une perpétuelle protection , ne se fût point laissé toucher , & qu'il n'eût point exaucé la première prière d'un Pape , pour faire voir jusqu'où doit aller la souveraine puissance de l'Eglise , s'il étoit vrai que son autorité fût d'une si vaste étendue? Mais tout le contraire arriva, car il n'est point de malheurs dont le Pape & ceux qui soutenoient ou favo-

risoient ses intérêts ne fussent accablés , pendant qu'Henry triomphoit glorieusement sur son Trône. Je ne conte pas les choses que vingt-cinq années après son enfant luy fit souffrir, *sous prétexte de Religion*, pour me servir des termes de nôtre Evêque, parce qu'elles ne font rien à nôtre sujet. En effet la Religion ne fut à ce méchant fils , que le prétexte de faire la guerre à son père, dont la vie étoit trop longue à son gré : Le véritable motif qui l'avoit porté à cette revolte, étant son ambition, & cette passion brûlante de Régner , *qui contraint la plupart des hommes à se d mentir*, & qui divisant les pères d'avec leurs enfans, & leur inspirant de cruelles & de barbares inimitiez , les a souvent obligé de se déchirer les uns les autres par des guerres *lib. 6. de* furieuses & sanglantes , comme je l'ay *regno* amplement montré ailleurs. Un Au- *cap. 4.* teur a dit de fort bonne grace sur ce *Gaguin.* sujet, *que la longue vie d'un pere paroît in vit.* à de m chaus enfans une servitude du- *Ludov.* re & fâcheuse. *Pij.*

CHAPITRE XI.

DE ce que j'ay dit, il paroît, ce me semble, assez clairement que si l'Eglise a supporté autrefois Constance,

Julien , Valens , & les autres méchans Princes qui ont regné , ce n'a pas été qu'elle se défiât de ses Troupes & de ses forces , ou qu'elle craignit de ne pouvoir contraindre ces Princes à leur devoir , qu'en attirant de malheureuses tempêtes sur les Peuples. Car dans la verité elle pouvoit bien plus aisément & avec de moindres maux , réprimer ces anciens Princes , qu'Henry I V. à l'occasion duquel il s'est fait un Schisme qui a tant duré , ou Othon IV. ou Frederic second , ou Philippe le Bel , ou Loüis douzième , ou Jean de Navarre , & les autres contre lesquels les Pontifes devenus fiers par l'heureux succès de leurs affaires , ont prononcé des Sentences d'excommunications & de dépositions , non pour Hérésie , ou pour avoir mal remply les fonctions de leur Royauté , ou pour satisfaire aux desirs & aux supplications de leurs Sujets , mais de leur propre mouvement & par des haines secrètes. Enfin si l'Eglise a tenu une conduite respectueuse à l'égard de ces anciens Princes , ce n'a pas été qu'elle ait voulu que dans ce tems-là les Evêques fussent plus disposés aux souffrances du Martyre qu'en ce Siècle. Car alors l'Eglise ne craignoit rien , ce Vaisseau sacré étoit dans un lieu tres-sûr , il étoit dans le Port , pour me servir de cette expression commune :

Elle étoit fondée sur la doctrine des Apôtres , & affermie sur les travaux & sur le sang des Martyrs. On peut même dire que l'Eglise étoit dans une si grande tranquillité , que les Evêques étoient bien moins sujets aux souffrances & au Martyre, qu'ils ne le sont aujourd'hui , parce que toute la multitude des Fidèles , comme arrosée du sang des Martyrs , étoit toute parfumée de la bonne odeur de leur mort; de sorte que le Pasteur n'étoit pas moins animé à son devoir par l'exemple des Fidèles, que les Fidèles par l'exemple de leur Pasteur.

Mais présentement , & je ne le puis dire qu'avec douleur , les choses ne vont pas ainsi. L'Eglise se trouve agitée par de violentes tempêtes , elle gémit sous les efforts des Hérétiques , & l'on voit un très-grand nombre de personnes qui veulent être appelées Catholiques, qui ne voudroient rien souffrir pour la vraie Religion, beaucoup moins de mourir pour elle. Qui ne voit donc que pour échauffer leur zèle , & pour les encourager à entrer dans la voye la plus sûre & la plus courte du salut, jamais on n'a eu plus de besoin de bons Evêques , qui par leurs paroles & par leurs exemples découvrent ce chemin, & qui se disposent eux-mêmes & les autres qui sont sous leur soin au martyre,

plûtôt qu'à la guerre ou aux soulevemens , pour lesquels la nature nous a donné beaucoup de penchant. *Qui* est-ce qui n'auroit de l'admiration pour la piété , & pour la prudence de Clement VIII. avec laquelle il tâche de réunir les Princes Chrétiens , & de conserver la paix parmi eux ? & qui est-ce qui ne la croiroit plus utile à l'Eglise , que les emportemens de Jule II. par lesquels il faisoit tous ses efforts de mettre & d'entretenir la division en Italie , en France , en Allemagne , en Espagne , & dans tous les autres Etats Chrétiens ?

Les choses étant dans cet état , confessons que les Pères de l'Eglise ont commis une faute inexcusable , non seulement d'avoir souffert ces lâches & exécrables Apostats , & de ne leur avoir pas ôté la vie, lors qu'ils le pouvoient faire aisément , mais de les avoir honoré avec tant de soumission , & de leur avoir donné les titres & les noms d'honneur que les Roys ont accoutumé de prendre ; ou bien avoïons qu'ils ont épargné ces Princes à cause du respect qu'ils portoient à leur Majesté Royale , & parce qu'ils reconnoissoient en eux une Puissance souveraine , qui dans les choses temporelles ne voyoit rien au dessus d'elle que celle de Dieu. Ou bien croyons qu'outre les causes rapportées

par nos Adversaires , il y en a encore une meilleure , qu'aucun d'eux n'a publiée, & ne publiera jamais , comme je l'estime.

Quant à ce qu'un certain séditieux a écrit dans un infâme Traité (qu'il a composé contre les Roys) pour éluder la force de la précédente objection , tirée de la tolérance que les Saints Pères ont eüe à l'égard de leurs Empereurs, il n'est pas fort nécessaire d'y répondre: *L'Eglise, dit-il, dans sa naissance a dû autrement se gouverner, que lorsqu'elle est arrivée à un établissement parfait: Il a fallu cultiver & arroser cette plante avant que de la tailler; mais cette Puissance luy a été donnée, lors que ces paroles du Profete ont été accomplies; savoir, les Roys seront vos nourriciers, Isay. 49. ils vous adoreront en baissant le visage contre terre, & ils baisseront la poussiere de vos pieds.* J'estime même ce raisonnement si indigne de réponse , que je ne saurois me persuader que celui qui l'a proposé ait sù ce qu'il vouloit dire: Car ignore-t-il, que dans l'enfance & dans les commencemens de l'Eglise, on avoit accoustumé d'en retrancher tous les membres qui se corrompoient? Ignore-t-il, que ce retranchement spirituel, qui est particulier à l'Eglise, a commencé avec elle? Ananias & l'In-

*l. 3. c. 18.
de inst.
Henr. 4.
abdic.*

cesteux de Corinthe, n'ont-ils pas été retranchez del'Eglise? S'il ignore tous ces exemples, on peut dire qu'il est un mauvais Théologien, & un plus mal habile Vigneron. Car lorsqu'il plante un sep de vigne, il retranche tout ce qui est superflu & inutile, & ne souffre point de bourgeon pourri ou gâte; & lors que ce sep a pris quelque accroissement, il l'ébourgeonne, afin qu'il ne soit pas surchargé de sarmens infertiles & inutiles. Que si cét Auteur parle d'une incision corporelle, il doit savoir que l'Eglise ne va pas au sang, & qu'elle n'a pas accoustumé de punir les criminels par la mort, si ce n'est que cela se fasse par miracle, comme

Act. 5. il arriva en la personne d'Ananias & de Sapphira. Mais d'ailleurs qui peut penser que dans le Siècle de S. Ambroise, de S. Jérôme & de S. Augustin, l'Eglise n'étoit pas bien établie, & qu'elle n'avoit pas encore été assez cultivée & arrosée pour pouvoir éte taillée. Certes le célèbre S. Augustin dit quelque part qu'on trouvoit peu de personnes dans son Siècle, qui eussent de mauvais sentimens de JESUS-CHRIST: Pourquoi donc l'Eglise a-t-elle souffert Valens, Valentinien, Heraclius, & les autres Princes semblables; car depuis le grand Constantin, la Profétie alléguée par cet Auteur étoit accomplie. Mais il

*Tract.**27. in**Joan.*

n'étoit pas encor tems , dit-on , de tailler la vigne du Seigneur , cette raison est ridicule , & doit être rangée parmi les autres folies de cet homme , que nous avons refuté en particulier dans un autre Ouvrage : Passons maintenant aux Protecteurs de la Puissance *l. 5. & 8. de regn. indirecte.*

CHAPITRE XII.

I'Ay cy-dessus rapporté leur sentiment , qui est *que le Pape à raison de sa Monarchie spirituelle , a indirectement la puissance temporelle , & une liberté absolue de disposer des affaires temporelles de tous les Chrétiens , de changer les Roys , d'ôter à l'un sa Couronne , & de la donner à un autre , s'il le juge nécessaire pour le salut & l'avantage des ames.* Il y a tant de choses qui combattent cette opinion , qu'il est impossible de la pouvoir établir , pour ne pas dire , qu'elle est incroyable. En premier lieu qu'y-a-t-il de plus contraire à ce sentiment , que l'opinion où toutel'antiquité Chrétienne a toujours été , que les Roys n'étoient inférieurs qu'à Dieu , qu'ils ne reconnoissoient pour Juges que Dieu seul , qu'ils n'étoient soumis à aucune Loy humaine , & qu'ils ne pouvoient être punis d'au- *Vide c. 8.* cune peine temporelle? C'aété la pensée

110 De la Puissance du Pape

*L. prin-
ceps D.
de leg.*

des Grecs , qui expliquant ce principe du Droit Romain , savoir que le Prince est affranchi des Loys , ont dit qu'il y étoit particulièrement parlé des Loys pénales , & qu'on entendoit que le Prince ne devoit pas être puni lorsqu'il commettoit quelque crime. Or aucune de ces choses ne peut s'accorder avec le sentiment de nos Adversaires : Car s'il est vray que le Pape peut disposer à son gré , & des Royaumes & des affaires Séculières des Princes, s'il est vray qu'il peut leur ôter leurs Couronnes & toutes leurs Dignitez ; il s'ensuit nécessairement que le Pape est Supérieur à tous les Roys , qu'il est leur Juge dans les choses temporelles , & outre cela que tous les Roys sont assujettis à des châtimens temporels ; ce qui est directement opposé au sentiment des Anciens que nous venons de marquer. La justice de cette conséquence paroît de ce qu'il faut nécessairement , que celui qui en juge un autre luy soit Supérieur,

L. Magistrat. (car personne n'a de juridiction sur son égal , beaucoup moins sur ses Supérieurs ,) & d'ailleurs de ce que la *D. derept. qui arb.* déposition d'un Roy , de même que la confiscation des biens , est mise dans le *Cap. per vener.* rang des peines temporelles les plus rudes.

qui filij sint leg. Mais les Papes eux-mêmes n'ont-ils pas , que les Roys ont une

puissance souveraine dans les choses temporelles ? Or l'avoir, & ne l'avoir pas, sont deux choses contradictoires, & qui ne peuvent pas être vraies dans le même tems : Si donc quelqu'un leur peut ôter leurs droits temporels, & les donner à un autre, il est faux que dans les choses séculières ils n'ayent point de Supérieur. Car si ce n'est pas là une acte de supériorité, je ne conçois pas ce que c'est que la supériorité; ou si condamner un Prince apres avoir pris connoissance de cause, & le punir par la privation de son Royaume n'est pas être son Juge; il faut confesser que toutes les définitions que nos Ancêtres nous ont données du Juge & de la Jurisdiction sont fausses & nulles: Car la différence que nos Adversaires établissent sur ces mots, *directement*, ou *indirectement*, n'est pas bonne, parce que cela n'appartient pas à la faculté de juger, ou à l'effet du jugement, mais seulement à la manière & au moyen d'acquiescer une puissance si étendue. En effet les Canonistes disent, que le Pape a reçu directement de JESUS-CHRIST le domaine temporel de tout le monde: Mais les Théologiens disent, que le Pape n'a pas reçu ce domaine directement, c'est-à-dire, purement & simplement, & sans avoir égard à quoy que ce soit, mais qu'il l'a reçu seule-

ment indirectement, c'est-à-dire, par une suite nécessaire; savoir à cause de la puissance spirituelle qu'il a reçue directement des mains de Dieu. Ces mots donc ne peuvent être appliquez qu'au principe & au moyen par lequel cette puissance temporelle est acquise, & non à l'effet & à la force de cette puissance. Or laquelle de ces deux choses que l'on dise, il n'y a rien qui puisse établir solidement la juridiction Pontificale sur les Roys, si ce n'est qu'on veuille dire que le Pape, s'il est un méchant homme, peut faire indirectement plus de mal aux Roys, qu'il n'en peut faire directement.

Mais si le sentiment de nos Adversaires étoit reçu, tous les Roys & tous les Princes Chrétiens seront non seulement les Vassaux des Papes, & dépendront d'eux dans toutes les affaires temporelles, mais encore, ce qui sera plus honteux, ils tiendront d'eux par grace leurs Royaumes & leurs Principautés. Je le démontre en cette manière par les propres principes de nos Adversaires : Le Pontife Souverain peut ôter à un Prince son Royaume & le donner à un autre, s'il est nécessaire pour le salut des Fidèles. Or la liberté

Can. pater. de juger & de décider de cette nécessité;
can. a- appartient au même Pontife, du jugement duquel personne ne peut juger
liorū 9.
 2.3.

s'il est juste, ou s'il ne l'est pas ; donc il est certain qu'il pourra lors qu'il luy semblera bon, priver un Roy de son Royaume, & le donner à un autre. La première de ces propositions contient le sentiment même de nos Adversaires : Et pour ce qui est de la seconde, elle est hors de toute contestation ; car il faut être Hérétique pour nier que le soin des ames appartienne au Successeur de S. Pierre & au Vicaire de JESUS-CHRIST. Enfin la conclusion que j'ay tirée suit indispensablement de ces deux propositions, parce que si le Pape veut transporter un Royaume des mains d'un Roy en celles d'un autre, il pourra dire qu'il le juge nécessaire pour le salut des Fidèles, duquel jugement personne ne pourra juger s'il est juste ou s'il ne l'est pas ; & ainsi il dépendra toujours de luy de priver les Roys de leurs Royaumes. Et cela que signifie-t-il autre chose, si ce n'est qu'ils tiennent ces Royaumes par grace de la faveur des Pontifes, qui pourront les leur *L. 1. D.* ôter à leur gré. Mais les Roys & tous *de Prec.* les Princes Chrétiens ne seront-ils pas dans le péril, s'il est vray que le Pontife a la puissance de disposer indirectement de toutes les affaires temporelles des Chrétiens ? luy qui mesurera cette Puissance, & la réglera à sa volonté & à ses desirs, ne luy fera-t-il pas très-

114 *De la Puissance du Pape*

aisé de prendre cette puissance indirecte pour prétexte, & de l'alléguer lors qu'il voudra se vanger de quelque injure particulière, ou que son orgueil luy inspirera le dessein de dominer, ou qu'il se croira offensé ou méprisé, quoy que cela ne blesse point le Public. C'est de quoy Boniface VIII. & Jule II. pour n'en rapporter pas d'autres, nous fournissent de fameux exemples, qui se sont servis de cette puissance indirecte pour faire éclater leur haine contre deux grands Princes, au grand scandale d'une infinité de gens. Ainsi cette Règle que les Interprètes du Droit Canon ont accoutumé d'alléguer sur le sujet des Bénéfices des Clercs, *qu'ils sont tous dans la main du Pape*, se pourroit appliquer aux Royaumes, si cette puissance temporelle indirecte luy avoit été donnée, auquel cas il est certain qu'il les pourroit ôter & donner par faveur, comme les tenant dans sa main & dans sa puissance ; mais j'abandonne cette raison tirée des inconveniens & des absurditez grossières que le sentiment de nos Adversaires entraîne apres soy. Car quoy qu'elle soit de petite importance cõtre Bozius & les Docteurs Canonistes, qui souffrent ces inconveniens, & qui confessent que les Roys n'ont dans leurs Etats, qu'une puissance dépendante & empruntée du Pape, elle est pourtant

d'une grande force pour renverser la doctrine des Théologiens & des Protecteurs de la puissance indirecte.

J'ajoute que toute sorte de Puissance, de Domaine ou de Jurisdiction, s'acquiert ou par le droit divin, ou par le droit humain; ce qui ne s'acquiert pas de cette manière est une usurpation injuste; c'est ainsi que le grand Saint Augustin a raisonné contre les Donatistes. *Tract. 6 ad cap. 1*
 Il ne se peut pas donc faire que le Pape *Ioan.*
 puisse légitimement exercer aucune *can. que*
 puissance temporelle sur les Roys & sur *jure*
 les Princes, s'il ne prouve que cet avantage *dist. 8.*
 luy a été accordé ou par le droit divin, ou bien par le droit humain; or il est certain que dans les Loix divines ni dans les Loix humaines, on ne trouve aucun lieu où cette Puissance luy ait été attribuée. Au contraire on y remarque que la domination & l'autorité des Roys sont établies par plusieurs Textes de l'Ecriture, & particulièrement par ceux-cy : *C'est par moy que les Roys regnent. Votre puissance vous a été donnée de Dieu. Les Roys des Nations les dominent. Je leur donneray un Roy en ma fureur. Mon fils, craignez le Seigneur & votre Roy. Craignez Dieu, honorez le Roy.*

Enfin puisque cette autorité & cette puissance temporelle du Pape, dont nous parlons, n'est appuyée ni sur la

parole de Dieu contenuë dans les Ecritures , ni sur la Tradition des Apôtres , laquelle s'est conservée dans l'Eglise par une continuelle succession , que d'ailleurs elle n'a point été en usage dans l'Eglise pendant dix Siècles entiers , qu'aucun Pape ne l'a point exercée pendant ce long espace de tems , que loin d'être loüée & approuvée par les Pères qui ont vécu en ce tems-là , ils n'en font pas même de mention dans leurs Ouvrages. Qu'est-ce, je vous prie , qui nous peut obliger à la croire ? & par quelle autorité nous la peut-on persuader ? Nous prouvons , disent-ils , nôtre opinion par des raisons & par des exemples ; je souhaiterois que cela fût vray , mais il faut savoir en premier lieu que pour prouver leur sentiment , il faut qu'ils apportent des raisons évidentes & démonstratives , ce qu'aucun d'eux n'a jamais fait , ni ne fera jamais , comme je le crois. Car pour ce qui est des raisons seulement probables & vray-semblables , il est certain qu'elles n'ont pas assez de force pour faire perdre aux Roys & aux Princes leurs Etats & leur autorité Souveraine , puis que mêmes dans les moindres contestations , lors qu'il s'agit de dépouiller une personne d'une chose qu'on luy demande , les Juges veulent que le Demandeur qui dit que cette chose

luy appartient, le prouve par des preuves évidentes & incontestables, les Loix mêmes ordonnans expressément que celuy à qui on a fait un procès doit obtenir gain de cause, si sa Partie n'a pû prouver son intention. Et pour ce qui est des exemples, on n'y peut pas rencontrer un puissant secours, parce qu'ils prouvent bien qu'une chose a été faite, mais ils ne prouvent point du tout qu'elle a dû se faire ainsi. Il n'y a que les exemples qui sont louiez ou blâmez dans l'Ecriture, qui puissent nous servir de règle. Après ces remarques générales, voyons présentement quelles sont ces grandes raisons sur lesquelles le sentiment de nos Adversaires est fondé.

*L. qui
accusar.
C. de E-
dend.*

CHAPITRE XIII.

IL n'est personne, qui comme je l'ay déjà dit, ait ramassé avec plus de soin les raisons du Pape, ou qui les ait proposées plus finement & plus brièvement, que le Cardinal Bellarmin, qui quoy qu'il ait attribué aux Papes tout ce qu'il pouvoit honnêtement leur attribuer d'autorité, & mêmes au de-là de ce qu'il devoit, n'a jamais pû *In Bulla* contenter l'ambition excessive de Sixte *contra* V. qui avoit l'assurance de publier qu'il *Henr. 3.* *G. Regé.*

118 *De la Puissance du Pape*
tenoit de Dieu , non pas des hommes , la
puissance absolüe & souveraine sur tous
les Roys , sur tous les Peuples , & sur
toutes les Nations de la terre. De sorte
qu'il s'en falut peu , qu'il ne fit con-
damner & supprimer , au grand préju-
dice de l'Eglise , tous les Ouvrages de
ce grand Homme , qui combattent au-
jourd'huy l'Hérésie avec un succès si
avantageux. Je tiens cette particularité
de plusieurs Pères de la Société des
Jesuites , dans laquelle Bellarmin étoit
alors , & cela m'est une consolation , au
cas que quelque Pontife brûlant d'une
même ambition , interdît pour le mê-
me sujet aux Catholiques , la lecture de
mes Ouvrages. Ce malheur peut m'ar-
river , mais qu'on fasse tout ce qu'on
voudra , on ne m'obligera jamais à
quitter la Foy Catholique , Apostoli-
que & Romaine , de laquelle j'ay tou-
jours fait profession depuis le berceau,
jusques-à cette grande vieillesse où je
suis présentement , ou à embrasser une
autre Profession de Foy que celle qui a
été prescrite par Pie IV.

Nous rapporterons donc icy les raisons de Bellarmin : Il y en a cinq principales , car je laisse toutes les autres , & particulièrement les rêveries de Bozius , qui ne méritent pas qu'on prenne la peine de les réfuter.

Voici la première raison que Bellarmin a proposée en ces termes.

La Puissance civile, dit-il, est soumise à la Puissance spirituelle, lorsque l'une & l'autre font partie de la même République Chrétienne: donc le Prince spirituel peut commander aux Princes séculiers & temporels, & disposer des choses temporelles par rapport au bien spirituel, parce que le Supérieur peut commander à son inférieur. Et afin qu'on n'élude pas la force de son Argument en niant la première des propositions qu'il contient, il tâche de la prouver par ces trois raisonnemens.

Que la Puissance politique, non-seulement entant que Chrétienne, mais encore entant que Politique, soit soumise à la Puissance Ecclésiastique; je le prouve, premièrement par la fin & le dessein de chacune. En effet, ajoûte-t-il, une fin temporelle, est subordonnée à une fin spirituelle, parce que la félicité temporelle n'est point, à parler absolument, la dernière fin, & par conséquent, elle doit être rapportée à la félicité éternelle. Or dans le sentiment d'Aristote, les facultez sont subordonnées de la même manière que les fins.

En second lieu, c'est ainsi que continué ce Cardinal, les Pontifes & les Rois, les Laïques & les Clercs, ne font pas des Républiques différentes, elles n'en font

qu'une, qui est l'Eglise. Nous composons tous un même corps, comme dit l'Apôtre en deux endroits de ses Epîtres. Or dans toutes sortes de corps les membres sont liez les uns aux autres, mais en-sorte que les uns dependent des autres; Or, ajoûte-t-il, on ne peut pas dire legitimement que les choses spirituelles dependent des temporelles, donc les temporelles dependent des spirituelles & leur sont assujetties.

Enfin, dit-il, si l'administration temporelle est un obstacle au bien spirituel, le Prince temporel est obligé dans le sentiment de tout le monde, de changer cette forme d'administration, quand memes le bien temporel en recevroit du prejudice. Ce qui dans la pensée de ce Cardinal, est une marque que la puissance temporelle est sujette à la spirituelle.

Ce sont-là toutes les raisons qu'il a rapportées pour établir la première proposition de son Argument. Pour y répondre par ordre, je dis en premier lieu, que ce qu'il avance dans sa première proposition, comme une chose certaine, véritable & solide; savoir que la puissance civile est sujette à la spirituelle, quand l'une & l'autre font partie d'une même République, est très-faux, si ce n'est qu'il veuille dire; qu'elle luy est assujettie dans les choses spirituelles. Comme au contraire la puissance spirituelle est soumise & doit obéir à la
tem-

temporelle dans les choses temporelles, parce que ces deux Puissances ont chacune leurs droits séparés, de sorte que l'une n'a point d'empire sur l'autre. Elles étoient libres & indépendantes, & elles ne se sont réunies que par amour ; l'une & l'autre se reconnoissent donc & se respectent dans les fonctions qui leur sont particulières à chacune ; l'une & l'autre exercent leurs droits & leurs privilèges particuliers comme elles le trouvent bon : leur société & leur accord n'ont pour but que la conservation de la République Chrétienne. Car comme dit Genebrard., *l'Eglise a ces deux Puissances dans son sein, elle est gouvernée par deux sortes de gouvernemens, dont l'un est politique & l'autre Ecclesiastique, par le moyen desquels elle est conservée & maintenue dans sa splendeur.* C'est pour la deffendre & la protéger, que ces deux Puissances, pour me servir de l'expression d'un Poëte, *se demandent mutuellement du secours, & tant qu'elles demeurent unies, la République de JESUS-CHRIST de vient florissante par tous les grands avantages que la concorde & la paix ont accoutumé d'apporter. Mais lorsqu'elles se divisent, & qu'elles deviennent ennemies, la puissance spirituelle, quoy que revêtue de l'autorité de Dieu, est méprisée des hommes, aux yeux*

desquels elle paroît plus foible, parce qu'elle est destituée des forces & des appuis de la terre. Et la puissance temporelle, quelque autorisée & quelque forte qu'elle soit, court à sa ruine par ses crimes & par sa fureur, parce qu'elle est privée de la grace de Dieu dont elle jouissoit lors qu'elle étoit unie à la puissance spirituelle. Mais néanmoins la puissance Ecclésiastique ne peut se vanger par elle-même des injures qu'on luy fait, qu'avec des armes spirituelles, de même que la puissance temporelle ne peut persécuter la puissance Ecclésiastique que par des armes visibles & corporelles: c'est dequoi je souhaiterois avec ardeur, que ni les Siècles précédens, ni celui ou nous vivons ne nous pussent pas présenter tant de pitoyables exemples. Et c'est précisément la pensée d'Hosius, quand il disoit à Constance qui étoit un Empereur Arrien; *Il ne nous est pas permis de nous mêler du gouvernement de vôtre Empire, ni à vous de celui de nos Mysteres & de nos Autels*: C'est aussi la pensée de

lib. 1. de Saint Bernard, qui écrivant à Eugene, consid. luy dit; Ces choses basses & terrestres cap. 6. ont leurs Juges, qui sont les Roy & les Princes de la terre. Pourquoi donc entreprenez-vous sur la juridiction & sur la moisson d'autrui? On voit donc que la puissance Ecclésiastique & la

puissance Politique sont véritablement les deux parties de la République de JESUS-CHRIST. Mais pourtant elles ne dominant point l'une sur l'autre. Ce sont deux parties, qui étant séparées & divisées se sont réunies par affection, pour se prêter charitablement du secours l'une à l'autre, & pour se donner réciproquement des témoignages de bien-veillance. Et l'on ne doit pas opposer, que parce que la puissance Ecclésiastique est plus Sainte & plus excellente que la politique, celle-cy luy soit soumise, mais on doit dire, que cette puissance Ecclésiastique, qui est plus relevée & plus riche, s'est unie, (comme il arrive fort souvent dans les sociétés civiles,) à la puissance temporelle, qui est moins relevée & moins riche, afin de se secourir mutuellement & de s'être utile l'une à l'autre. Mais quoy qu'unies elles demeurent libres comme elles étoient auparavant, & l'une ne dépend point du tout de l'autre. Ainsi c'est avec beaucoup de grace que *Lib. 2.* Driedo a dit pour favoriser ce sentiment, *de Liberté.* Que JESUS-CHRIST a distingué les devoirs de l'une & de l'autre *Eccl.* puissance, afin que l'une eût la direction *cap. 2.* sur les choses spirituelles, & que l'autre présidât sur les Profanes & les mondaines. Et un peu après il dit,

124 De la Puissance du Pape

Ne voyez vous pas clairement que J. CHRIST a séparé les fonctions de ces deux puissances donc la distinction de la puissance Spirituelle du Pape d'avec la puissance Séculière & Royale est de droit divin. Après quoy il ajoute ces paroles , D'où vient , dit-il , que le Pape & l'Empereur ne sont pas dans l'Eglise de JESUS-CHRIST, comme deux Monarques Souverains divisez entr'eux , dont l'un ne reconnoisse pas l'autre comme son Supérieur , & n'ait pas pour luy du respect, (En effet le Roy doit reconnoître & respecter le Pontife dans les choses Spirituelles comme son Supérieur , de même que dans les choses temporelles le Pape doit reconnoître le Roy pour son Souverain ; & comme le Pape est le Père du Roy dans les choses spirituelles, aussi le Roy peut aussi être apellé le Père du Pape dans les choses temporelles, suivant l'ancienne glose du Canon Hadrianus.) Et la raison pour laquelle la puissance de l'Empereur & celle du Pape ne sont pas divisées entr'eux dans l'Eglise, c'est qu'un Royaume ou règne la division ne peut pas éviter d'être détruit. D'ailleurs le Pape & l'Empereur ne sont pas aussi dans l'Eglise comme deux juges subordonnés l'un à l'autre & recevans l'un de l'autre leur juridiction & leur pouvoir. Mais ils

Dist. 63.

sont comme deux gouverneurs, comme deux ministres d'un même Dieu, employez à des fonctions différentes, de sorte que l'Empereur préside sur les affaires temporelles, afin d'entretenir la paix & la société civile, & le Pape a la direction des affaires spirituelles pour les intérêts de la foy & de la charité Chrétienne.

Le Cardinal Bellarmin n'est pas *Lib. 5.* moins formel. Remarquez, dit-il, que de Rom. le Soleil & la Lune ne composent pas Pontif. un même astre, & que de même que la cap. 5. Lune, n'a pas été établie par le Soleil mais par Dieu, de même aussi le Pontificat & l'Empire ne composent pas la même puissance, & l'un ne dépend pas absolument de l'autre : Chacun fait *Genes. 1* que le Pape Innocent interprète d'une manière allégorique le Soleil, & la *Cap.* Lune ces deux grands Luminaires, *Solite.* par deux dignités, savoir la Pontificale de Ma- & l'Imperiale, comparant la Pontifi- *gorit. &* cale au Soleil & l'Imperiale à la Lune, *obediēt.* sur quoy je forme ainsi mon raisonnement. Comme la Lune n'est pas moins Lune, & ne subsiste pas moins par soy-même lorsqu'elle s'éloigne du Soleil, & lors que dans ses courses elle est privée de la lumière qu'elle empruntoit du Soleil, que lors qu'étant pleine elle jouit & qu'elle est éclairée de toute cette lumière, & cōme ni

dans l'une ni dans l'autre de ces états, la Lune ne dépend pas du Soleil, ni le Soleil de la Lune, mais tous deux suivent l'ordre de leur établissement, & servent à Dieu & au monde : de même la puissance Royale ou politique subsiste par ses propres forces, & bien qu'elle emprunte de la puissance Pontificale ou spirituelle, une grande abondance de lumières pour vivre dans la Sainteté & dans le bonheur, néanmoins elle ne reçoit ni diminution, ni accroissement par l'approche ou par l'éloignement de cette lumière. Encore moins est-elle soumise à la puissance Ecclésiastique quand elle vient à luy communiquer ses rayons : Il reste présentement à examiner en détail les erreurs des arguments sur lesquels le Cardinal Bellarmin appuie sa première raison.

CHAPITRE. XIV.

POur ce qui est du premier, je nie hardiment que ces puissances entant que telles, ayent les fins que ce Cardinal propose, & que ces fins soyent subordonnées de la manière qu'il dit. Car la fin de la puissance politique ou civile, entant que politique ne comprend absolument autre chose que le bonheur temporel, savoir le bien commun, & la tranquillité de la vie. C'est de quoy ce

Cardinal tombe d'accord quelque part ailleurs. *La Puissance politique*, dit-il, *a ses Princes, ses loix ses jugemens &c. De même l'Ecclesiastique a ses Evêques, ses Canons, & son tribunal, la Politique a pour fin la paix temporelle, & l'autre le salut éternel.* La puissance Civile ne va pas plus loin, & ne se propose point d'autre fin. Car si elle aspire à la félicité éternelle, ce n'est point par elle-même qu'elle le fait, ce n'est point entant que politique qu'elle se propose ce but, mais c'est entant que spirituelle, ou entant qu'elle est aidée des conseils de la puissance Ecclesiastique, ce qui paroît par l'exemple d'une infinité de peuples & de pays dans lesquels la puissance politique a été fort sévèrement exercée, quoy qu'on n'y connaît que peu ou point du tout la beatitude éternelle: l'Apôtre le démontre aussi fort sensiblement quand il ordonne qu'on fasse des prières pour les Roys & pour tous ceux qui sont élevez dans les dignitez *afin*, dit-il, *que nous menions une vie paisible & tranquile dans toute sorte de pi. té & d'honnéteté*, attribuant au gouvernement politique pour sa fin, la tranquillité de la vie, & à la discipline Chrétienne la piété & l'honnéteté. Ainsi, pour le dire en un mot, il faut savoir, que la fin des actions humaines est dans l'intention, & non dans

1. *Timo.*

2.

l'entendement. C'est-à-dire, qu'on doit reconnoître pour la véritable fin d'une action, non ce que l'entendement pense après avoir raisonné, mais ce que la volonté se propose d'acquérir, lors qu'elle s'est déterminée à agir. D'où

Navar. in re- lect. cap. no- vit. n. 90. de iudic. vient qu'un Docteur célèbre a dit, *que la fin de la puissance laïque est l'honnêteté, le bonheur, & la tranquillité de la vie humaine, ce qui est aussi la fin des loix qui émanent de cette puissance. Et la fin de la puissance Ecclesiastique est la vie éternelle dont on doit jouir dans le Ciel, & c'est aussi la fin des loix qu'elle fait.* J'employerois ici un plus long discours pour prouver cette vérité, si je ne voyois qu'elle est embrassée par les plus grands hommes, & qu'il ne faut qu'un peu de philosophie pour la reconnoître.

Le second argument est si frivole & si trompeur, qu'on ne peut rien proposer qui marque plus d'ignorance, il est même impossible de plus mal conclurre: Car ou est la personne la plus stupide qui ne sache qu'on ne doit pas raisonner ainsi; La puissance politique & la puissance Ecclesiastique sont les parties d'un même corps, dont l'une est dépendante de l'autre. Car un pied ne dépend pas de l'autre pied, ni un bras de l'autre bras, ni une épaule de l'autre épaule, mais les membres sont liez & unis à

une troisième partie ou par eux-mêmes, ou par le ministère des autres membres auxquels ils sont attachez. Ne pourroit-t'on pas en imitant le raisonnement de Bellarmin, en former celui-cy. Les bras d'un homme sont les membres d'un même corps; or est-il que dans toute sorte de corps, les membres sont unis & dépendans les uns des autres. Puis donc qu'on ne peut pas dire que le bras droit dépend du gauche, il s'ensuit que le bras gauche dépend du droit & luy est soumis. Qui est-ce qui ne se moqueroit pas d'un raisonnement si ridicule? Je ne puis qu'avoir de l'aversion pour ces misérables argumens, qui par des subtilitez, des illusions, & des tromperies embarrassent plus qu'ils néclaircissent les choses dont il est question. Il faut donc dire, que comme les bras sont liez aux épaules, & les épaules au cou, & le cou à la tête, & comme le bras droit ni l'épaule droite ne dépendent point du bras ni de l'épaule gauche; Il en est de même de la puissance spirituelle ou Ecclésiastique, & de la temporelle ou Politique, quoy qu'elles soyent les membres d'un même corps politique, & les parties d'une même République Chrétienne, c'est-à-dire de l'Eglise, cependant l'une n'est point soumise à l'autre, l'une ne peut

NO De la Puissance du Pape

rien entreprendre sur la Jurisdiction de l'autre. Mais toutes deux, comme les épaules d'un même corps, sont attachées à la teste qui est JESUS-CHRIST ; l'une desquelles, savoir la civile ou politique donne aux citoyens qui dépendent d'elle, des loix pour bien vivre, afin que la tranquillité publique soit toujours entretenue. Et pour ce qui est de l'autre puissance spirituelle & Ecclésiastiques, elle élève & instruit les hommes à la contemplation du bonheur éternel, qui s'accorde fort bien avec la tranquillité civile, mais aussi qui peut être sans elle. D'où il s'ensuit que ces deux puissances qu'on voit dans la République de JESUS-CHRIST, sont séparées en sorte que l'une, entant que telle, n'est point dépendante de l'autre. Que si Bellarmine ne veut pas en tomber d'accord, sa propre doctrine qu'il a proposée ailleurs dans ses livres l'y obligeroit. Car dans l'endroit où il refute les rêveries de l'assemblée que les Luthériens tinrent à Smalchald, & où il répond à leur argument, où ils disent que le Pape se fait Dieu, ne voulant être jugé ni par l'Eglise ni par qui que ce soit. Il montre que cette conséquence est fautive par l'exemple des Rois qui ne reconnoissent aucun Juge sur la Terre, quant au temporel. Les Roys de la terre, dit-

*Liv. 3. de
Rom.
Pontif.
cap. 19.*

il, ne reconnoissent l'autorité d'aucun Juge dans les choses politiques ; y aura-t'il donc autant de Dieux sur la terre, qu'il y a de Rois ? Que veut-il dire par ces paroles que les Roys n'ont point de juge sur la terre, dans les choses politiques que ce que nous avons dit, savoir que la puissance politique est distincte & séparée de la puissance Ecclésiastique, & que le Pontife Souverain ne peut en aucune manière ni en disposer, ni la juger ? Car s'il le pouvoit, il faudroit ou que les Roys eussent un juge sur la terre à l'égard des choses politiques, ou que le Pape habitât toujours dans le Ciel : Il faut donc que Bellarmin ne soit pas d'accord avec soy-même, ou que sa mémoire luy ait manqué, ou ce que j'ay de la peine à croire, qu'il ait voulu déguiser la vérité, assurant en un endroit, comme une chose constante & certaine que les Roys n'ont point de juge sur la terre à l'égard des choses temporelles, & dans un autre, que tous les Roys, tous les Empereurs, & tous les Princes ont le Pape pour leur juge, lequel les peut juger & déposer, & disposer à son gré de leurs Royaumes & de tout ce qui les regarde. Car pour ce qui est de la différence qu'il met, & qu'on explique par ces paroles, directement ou indirectement, el-

le n'est d'aucune considération, parce que ces paroles ne regardent que la forme & la manière dans laquelle la puissance est exercée, mais elles ne regardent pas la force & l'effet du jugement qu'elle rend : Etant toujours vray qu'un Prince aura un juge sur la terre à l'égard du temporel, si le Pape a la faculté de le juger, de quelque manière qu'il le fasse, soit directement soit indirectement. En effet, qu'importe à un Prince malheureux, jugé par le Pape & dépoüillé de tous ses Etats, que le Pape ait exercé ce jugement par sa puissance directe, comme par exemple, si en qualité de Seigneur direct du Roy de Sicile ou de Naples, il avoit rendu une sentence contre luy, ou bien qu'il ait exercé ce jugement en vertu de sa puissance indirecte, comme s'il faisoit quelque ordonnance contre les autres Princes qui ne reconnoissent point son fief, S'il est vray que l'un & l'autre de ces jugemens contiennent la même peine & ayent le même effet : En voila assez pour faire voir la fausseté du second raisonnement de Bellarmin. Examinons présentement le troisiéme.

La vanité de ce troisiéme raisonnement paroît de ce que ce Cardinal ne pouvoit point tirer d'autre conclusion que celle-cy. *C'est donc un signe*

que la puissance temporelle est soumise à la spirituelle. Remarqués qu'il avoit promis de donner une puissante démonstration de ce qu'il vouloit prouver ; cependant il ne propose qu'un signe, & encore n'est-ce pas un signe, mais seulement une apparence qui le plus souvent ne sert qu'à tromper. Pour répondre donc par méthode à cet argument, je nie la conséquence. Car encore qu'il soit vray que le Prince Séculier soit obligé de changer la forme de son gouvernement, s'il s'oppose au bien spirituel de l'Eglise, il ne s'ensuit pas nécessairement de là que la puissance temporelle soit soumise à la spirituelle. Mais il s'ensuit seulement que le bien spirituel est plus noble que le temporel, ce qui est vray, & nous en demeurons d'accord. Car lors qu'une chose a plus de dignité & de noblesse qu'une autre, on ne peut pas d'abord en tirer cette conséquence, que ce qui est moins digne & moins noble soit assujetti à ce qui a plus de noblesse & d'excellence ; parce qu'ils peuvent être contenus dans des genres & des ordres si différens, que l'un ne dépendra point de l'autre & ne luy sera point assujetti. Ainsi nous accordons à Bellarmin que le Prince peut changer la forme du gouvernement politique,

134 De la Puissance du Pape

qu'il y peut même être contraint par l'Eglise ou par le Pape qui est son Pasteur Souverain, mais il n'y peut être contraint que par des menaces & des peines spirituelles, dont la crainte tourmente avec plus de douleur une bonne ame que le plus cruel des supplices. *La crainte de la vengeance di-*

Cic. lib. 2. de leg. vine, dit un ancien Payen, est si puissante, qu'elle a empêché plusieurs personnes de pecher. Il n'y peut point être

contraint par des peines temporelles, comme est la perte des biens ou la privation d'un Royaume, parce que ce sont des choses temporelles à l'égard desquelles les Princes ne reconnoissent point de Supérieur sur la Terre. De sorte que pour ce qui est de ces peines on en doit laisser la dispensation au jugement & à la vengeance de Dieu. De là vient qu'Isidore a dit ces paroles qu'on a insé-

Can. Princ. 23. q. 5. rées dans un canon, Soit que la paix & la discipline de l'Eglise reçoivent de l'accroissement par le ministère des Princes Chrétiens, soit qu'elles soyent détruites par le même ministère, celui-là leur en demandera compte, qui a soumis l'Eglise à leur puissance.

CHAP. XV.

Bien que les choses que nous venons de proposer détruisent suffisamment cette dernière raison de Bellarmin, nous n'en devons pas demeurer là, il faut passer plus avant, & dire sur ce sujet tout ce que nous avons dans l'esprit. Nous disons donc que nôtre créance est que tous les Chrétiens, entant qu'enfans de l'Eglise, sont soumis à la puissance Ecclésiastique, & qu'ils luy doivent être obéissans lors quelle vient à leur commander des choses spirituelles. Et que s'ils manquent à luy rendre cette obéissance elle peut par le droit & l'empire qu'elle a sur eux, les punir par les censures Ecclésiastiques & par ce glaive spirituel qui tranche des deux côtés; bien que, comme je l'ay déjà dit, elle ne doive pas toujours en venir à cette extrémité. Mais elle se doit contenter de ce glaive de l'Esprit, elle ne doit point mettre en usage l'épée matérielle & visible, parce qu'elle n'a été donnée qu'à la puissance Politique & Séculière. D'où vient que lors la puissance Ecclésiastique a besoin de l'assistance & du secours de cette épée temporelle, elle a accoustumé de l'emprunter de la puissance

Cap. 5.

136 De la Puissance du Pape

civile comme de son alliée & de son amie. Au contraire les Princes & les Prélats Ecclésiastiques sont obligés dans les affaires temporelles d'être assujétis aux Princes politiques, & ils ne leur doivent pas moins d'obéissance dans toutes les choses qui regardent l'administration civile, que les Princes en doivent aux Ecclésiastiques dans les choses spirituelles qu'ils leur ordonnent ; pourvu néanmoins que les choses qu'ils commandent ne choquent ni la foy ni les bonnes mœurs. Je dis même que le Pape n'est dispensé de cette sujétion temporelle, que parce que par la faute des Rois, il a été luy même fait Roy, c'est-à-dire, un Prince politique, qui dans les choses temporelles ne reconnoît aucun Souverain. Et c'est ce qu'un très zélé deffenseur de la juridiction Ecclésiastique, que quelques-uns estiment être Bellarmin, avoüe ingénument dans une réponse qui a été mise au jour, *C'est un sentiment, dit-il, véritable & général que tous les hommes doivent obéir à la puissance supérieure. Mais parce qu'elle est double, savoir la spirituelle ou Ecclésiastique & la temporelle ou politique, dôt l'une appartient aux Roys & l'autre aux Evêques, les Evêques doivent être soumis aux Roys dans les choses tem-*

pag.
214.

temporelles, de mêmes que les Roys doivent être soumis aux Evêques dans les choses spirituelles, comme l'établissent Gelaſe premier dans son Epître à Anastase & Nicolas premier dans son Epître à Michel. Mais parce que l'Evêque de Rome n'est pas seulement le Prince de l'Eglise auquel tous les Chrétiens sont soumis de droit Divin, mais que d'ailleurs il est Prince temporel dans ses Etats, & ne reconnoît aucun Souverain dans les choses temporelles, de même que les autres Princes Séculars n'en reconnoissent point dans les terres de leur obeissance; de là vient aussi qu'il n'a aucune puissance au dessus de soy. Il n'est pas donc affranchi de la puissance temporelle, parce qu'il est le Pontife Souverain & le Père Spirituel de tous les Chrétiens, mais parce qu'il a un Royaume temporel qui ne relève de personne. Ainsi dans les choses, qui regardent la conservation de l'Etat & les intérêts de la société civile, & qui ne choquent point les Loix de Dieu, les Ecclesiastiques ne sont pas moins obligés d'obéir à leur Prince temporel, que leurs autres Concitoyens. Comme Bellarmin l'a fort, *Lib. des* bien montré, ajoutant même cette Cleric. raison, qui est, *Que les Clercs outre cap. 28.* leur qualité de Clercs ont encore celle de Citoyens & sont de même que les

138 *De la Puissance du Pape
autres, sujets du Prince, des parties de
la République politique. A quoy il
ajoute, Que les Clercs ne sont dispensés
en aucune manière d'obéir aux Loix
civiles qui ne sont contraires ni aux
canons ni aux devoirs & aux fonctions
de la cléricature. Et bien qu'il dise,
qu'il ne parle point d'une obligation
de contrainte & de force, j'estime qu'il
est plus conforme à la vérité de dire,
que les Ecclésiastiques peuvent être
contraints par le juge temporel d'o-
béir aux Loix civiles quand le sujet le
requiert, de sorte qu'ils ne doivent
pas même jouir du privilège qu'ils ont
obtenu des Roys & des Princes pour
s'exempter de l'obéissance des Loix,
parce que c'est inutilement qu'on im-
ploie le secours des Loix, quand on
les viole par des contraventions ma-
nifestes.*

C'est à cause de cette société qu'il
y a entre les Laïques & les Clercs, que
dans les assemblées publiques, les Clercs
qui doivent opiner sur des affaires tem-
porelles prennent séance après le Prin-
ce. Ainsi la puissance spirituelle, &
par ce mot, j'entens la personne qui
en est revêtue, commande & obéit à
la temporelle, & au contraire la tem-
porelle commande & obéit à la spiri-
tuelle, à l'égard de la juridiction par-
ticulière qu'elles ont l'une sur l'autre.

C'est précisément dequoy S. Grégoire Pape avertit l'Empereur Maurice. *Que* Lib. 4.
notre Prince, dit-il, *ne s'irrite point* Epist.
contre les Prêtres, mais qu'en considé- 73.
ration de celui dont ils sont les servi-
teurs il exerce un tel empire sur eux,
qu'il ait pourtant pour leur caractère
tout le respect qui leur est dû. Qu'il
exerce sur eux de l'Empire, C'est-à-di-
re, entant qu'ils sont Citoyens &
parties de la Républiques, Qu'il les
respecte, C'est-à-dire, entant qu'ils sont
les Prêtres de Dieu & les Pères spirituels
auxquels l'Empereur comme Fils de
l'Eglise est soumis. Salomon a montré
cette nécessité mutuelle de comman-
der & d'obéir, par un exemple bien
juste, n'ayant pas craint de condam-
ner le Sacrificateur Abiathar qui avoit
favorisé la conjuration d'Adonias.
Car voicy comme l'histoire divine en
parle. Et le Roy dit au Sacrificateur
Abiathar, retirez vous à Anathoth
dans votre terre, vous avés mérité la
mort. Je ne vous feray pourtant pas
mourir parce que vous avés porté
l'Arche de Dieu en présence de David
mon Père, & que vous avez partagé
avec luy toutes ses fatigues. Salomon
se contenta donc de priver Abiathar
du Sacerdoce. Voyés donc comme
Salomon a montré que la juridiction
& la puissance s'étendoit sur les Prêtres

3. Reg.

Cap. 2.

140 *De la Puissance du Pape*

dans les causes politiques & temporelles, bien qu'il soit constant dans la Loy ancienne que les Sacrificateurs étoient au dessus des Roys & avoyent accoustumé de leur commander & de résister à leurs volontés dans toutes les choses qui regardoyent le culte de Dieu & les fonctions du Sacerdoce.

*lib. 2.
de Pontif.
Rom.
cap. 29.*

Et quant à ce que Bellarmin allégué que Salomon n'a pas agi en cette occurrence comme Roy, mais comme Profète & exécuteur de la justice de Dieu, je souhaiterois qu'il en eût rapporté quelque preuve, parce qu'on ne void rien de semblable dans l'Ecriture, & que cette interprétation n'est qu'une pure conjecture. Car dans cet endroit il n'est point parlé de cet ordre particulier de Dieu, ni d'aucune commission extraordinaire. Au-contraire Salomon y montre fort nettement qu'il a agi comme Roy en vertu de la Jurisdiction ordinaire que le Trône donne, car il s'est servi de cette petite préface. *Dieu est vivant, lequel m'a mis & confirmé sur le trône de David mon Pere &c.* D'ailleurs il ne s'agissoit pas d'une affaire spirituelle ou Ecclésiastique, mais d'une affaire temporelle & politique, laquelle Salomon n'ignoroit pas, qu'il ne pût juger entant que Roy. C'est pourquoy on ne lit pas qu'il ait jugé Adonias & Abiathar

par deux droits ou en deux qualités différentes. Enfin ces paroles de l'historien sacré, *afin que la parole du Seigneur fût accomplie, &c.* sur lesquelles le Cardinal Bellarmin appuye son explication, ne peuvent pas luy servir, car qu'est-ce que font ces paroles pour établir la commission de Salomon ? qui ne fait que ces manières de parler, qui sont fréquentes dans l'Ecritures' appliquent aussi bien à ce qui a été fait en vertu d'une puissance ordinaire, comme en cet endroit, qu'à ce qui a été exécuté, ou par un miracle extraordinaire, ou par l'impiété & la tyrannie d'un homme ; Quand nôtre Seigneur fut crucifié, il est dit dans l'Ecriture, *Math.* que les impies qui commirent cette *27* détestable action partagèrent ses habits, afin que ce qui avoit été prédit par les Profètes fût accompli, ou afin que l'Ecriture fût accomplie : Ces paroles sont donc mises ordinairement dans l'Ecri- *Ioan.* ture pour faire voir la vérité de la pré- *19.* diction & de la Profétie, de sorte qu'il est ridicule & puérile de tirer un autre sens de ces paroles. Il est vrai qu'en cette occurrence Salomon étoit l'exécuteur de la Justice de Dieu. Je ne le conteste pas. Il étoit aussi Profète, je ne veux pas le nier. Mais qu'es'ensuit-il de là ? Puis qu'on lit dans l'Ecriture qu'il a agi en vertu de son autorité

Royale, en vertu du droit commun que cette autorité luy donnoit, car il n'est fait en cét endroit aucune mention quelle qu'elle soit, de la commission spéciale qu'on veut qu'il ait reçüe de Dieu. On ne voit pas même un seul endroit de l'Ecriture d'où l'on puisse apprendre que cette Jurisdiction luy ait esté donnée expressément. Enfin il n'est point du tout vray-semblable que l'Auteur de cette histoire, qui a été divinement inspiré, eût voulu passer sous silence, les causes si différentes d'une chose de cette importance, sans en marquer ou designer la moindre chose, s'il étoit vray que le Roy eût cōdamné le Sacrificateur Abiathar en vertu d'un droit, & Adonias qui étoit laïque en vertu d'un autre.

Le même Docteur, dont la science est si étendue se trôpe aussi quand il dit, *qu'il*
Eod. lib. ne faut pas s'étonner si sous le vieux Te-
Et. cap. stament la puissance temporelle étoit la
superieure, & sous le nouveau la spiri-
tuelle, parceque sous le vieux Testament
les promesses étoient toutes temporelles,
au lieu que sous le nouveau elles sont tou-
tes spirituelles & éternelles. Car ni sous
le vieux Testament la puissance supé-
rieure n'étoit pas la temporelle, ni sous
le nouveau la spirituelle, l'une & l'autre
dominoit alors, de même qu'elle
domine aujourd'huy, savoir chacune

dans les bornes de la juridiction ; contentes de l'étendue de leur pouvoir, elles n'en vouloyent point usurper d'autre ; de sorte que la temporelle ne faisoit aucune entreprise sur la spirituelle , ni sur les droits du Sacerdoce, & de même la spirituelle n'aspiroit pas à depouiller le temporelle d'aucune partie de sa juridiction & de son pouvoir. Or le droit que Salomon en son tems a montré appartenir aux Princes sur les Clercs, a été retenu par les Roys qui ont vécu sous la Loy nouvelle & dans la République Chrestienne. Et de là viennent les privilèges que quelques Princes devots ont accordé aux Ecclésiastiques. Car pourquoy leur auroient-ils accordé des privilèges, si par un droit commun à tous les Roys, ils ne leur avoyent pas été soumis. Puisque ceux qui sont naturellement affranchis des loix n'ont besoin de demander ni exemption ni privilège.

*extant
in Cod.
Et de-
cret.
atq. in
hist. Ec-
cl.*

*L. in
cause
16. D.
de mi-
nor. l. d.
constit.*

Ce que je viens de dire est fortement confirmé par ce que le Cardinal a proposé contre les Docteurs Canonistes. Savoir, que l'Exemption des Clercs dans les choses politiques, soit celles qui regardent leurs personnes, soit celles qui regardent leurs biens, tient son origine du droit humain & non du droit divin. Ce qu'il confirme premièrement par l'autorité de l'Apôtre, dans ce passage, que toute personne soit soumise aux Puis-

*Tom. 1.
contr. 5.
lib. 1.
cap. 28.*

sances supérieures, qui renferme suivant le témoignage de Saint Chrysostome les laïques & les Clercs, ensuite il l'établit par les sentimens & les paroles des anciens Pères, & enfin il fait effort sur ce qu'on ne peut trouver aucun passage dans la parole de Dieu qui puisse confirmer cette exemption. Mais j'ajoute à toutes ces choses un raisonnement invincible, qui est que dans le plus florissant état de l'Eglise, & sous le règne des Princes qui reconnoissoient le Pontife Souverain pour le Pasteur de l'Eglise universelle & pour le vicaire de JESUS-CHRIST, il avoit été ordonné & on l'observoit exactement, que les Clercs accusés de crimes civils répondoient devant les Juges Séculiers, & étoient condamnés par eux s'ils étoient trouvés criminels. Mais afin que nous ne tombions pas dans l'erreur, il faut savoir que tous les privilèges de franchise, qui ont été accordés, soit aux personnes soit aux biens des Clercs, & desquels ils jouissent présentement, ne leur ont été accordés ni par les mêmes Princes ni en même tems. Le grand Constantin les exempta en premier lieu seulement des nominations ou élections, c'est-à-dire, qu'il ne voulut plus qu'ils fussent contrains d'exercer aucune Magistrature, ni d'administrer aucune tutèle, ni de faire la recep-

*Nov. ut
Clerici
83. § si
tamen,
col-
lat. 6.*

te des deniers publics, comme ils y étoient obligez auparavant avec les autres Citoyens, s'ils n'avoient aucune excuse valable. Huit années après, ce même Prince, les exempta de toutes sortes d'emplois civils, comme il paroît par ses Ordonnances, *L.1. & 2* dans lesquelles il allégue cette raison, *cod. Th. De peur, dit-il, que les Clercs ne soient de Episc. detournés de leurs divines occupations, &c.* Et en cet endroit il faut *lib. 16.* remarquer la témérité & l'ingratitude de certains Clercs, qui n'ont pas voulu recevoir de la main des Princes Séculiers cette immunité & cette grace, parce que ce Prince a appelé ces exemptions, des privilèges. Car c'est ainsi qu'il les qualifie * dans une de ses constitutions. Environ l'an 36. depuis cette première concession, & sous le Consulat d'Arbition & de Lollien, les Empereurs Constance & Constans accordèrent un autre privilège aux Evêques, qui étoit de ne pouvoir être citez pour leurs crimes devant les Tribunaux Séculiers. Ce quine s'étendit pas aux

*L. man-
fuet. 12.*

Eod. tit,

* *Hæreticorum factione comperimus, Ecclesia Catholica Clericos, ita vexari ut nominationibus seu susceptionibus aliquibus, quas publicus mos exposcit contra indulta sibi privilegia pragraventur.*

autres Ecclésiastiques d'un ordre inférieur, car tant les Clercs que les Moines, ont demeuré sous la Jurisdiction des Magistrats Séculars jusqu'au règne de Justinien. Et c'est pour cela, qu'environ soixante ans, avant que Justinien montât sur le Trône, les Empereurs Leon & Anthemius accordèrent ce privilège aux Prêtres, aux Clercs & aux Moines orthodoxes, *de ne pouvoir pas dans les affaires civiles être tirez par la sentence de quelque Juge que ce fût, du lieu de leur habitation, mais de se defendre contre toutes sortes de personnes, par devant leurs Magistrats ordinaires, c'est-à-dire, les Gouverneurs des Provinces* : Remarquez icy, comme les Princes Catholiques & pieux ont dit, que les Juges ordinaires des Clercs & des Moines, sont les Gouverneurs des Provinces, sans qu'aucun des Pontifes ou des Pères de ce tems-là, ait publié que ces Princes aient erré, ou parlé contre la vérité. De-là il paroît combien ont tort ceux qui disent, que Justinien usurpa la jurisdiction sur les Ecclésiastiques, puisqu'au-contraindre, ils luy doivent rendre graces, de ce qu'il a été le premier, qui dans les causes civiles a affranchis du Tribunal Séculier les Ecclésiastiques, qui auparavant y étoient soumis. Les choses étant de la sorte, il est fort-ai-

fé de voir, que les Roys & les Princes Séculiers ont eu la puissance temporelle en main, & que dans les choses politiques, les Clercs leur ont été soumis. Autrement les Roys n'auroient pû accorder ces privilèges, & tant de personnes saintes & éclairées, n'auroient pas si peu pris à cœur leurs intérêts & ceux de toute l'Eglise, de souffrir, étans libres par leurs privilèges naturels des liens de la puissance temporelle, qu'on entreprît de leur donner des exemptions & des privilèges. Car ils déclaroient manifestement qu'ils étoient soumis au pouvoir de ceux, dont ils recevoient ces exemptions, parce que ce qui est libre n'a pas besoin d'être affranchi & délié. D'ailleurs il est bien certain que ces Princes avoient une piété généralement reconnue dans le monde; que s'ils avoient fût, ou par eux-mêmes, ou par le ministère des Evêques & des Princes de l'Eglise, que les Clercs fussent affranchis & indépendans de la juridiction Séculière, ils l'auroient fait connoître par leurs Edits & par leurs Loix, & ils ne se feroient attribué aucun droit ni sur la personne des Ecclésiastiques, ni sur leurs biens. Car si le seul zèle & les seuls mouvemens de leur piété, les obligoient à leur faire de grandes libéralitez des choses qu'ils savoient appartenir à leurs Couronnes, avec combien

plus de raison se feroient-ils abstenir d'usurper les droits d'autrui , qui ne leur appartenoint pas.

Les exemptions donc & les privilèges, que les Roys Chrétiens ont fait aux personnes Ecclésiastiques, pour leur témoigner la considération, qu'ils faisoient de leur caractère, sont des témoignages, qui font voir d'une manière évidente & invincible, que les Princes sont au dessus de tous les Ecclésiastiques à l'égard du temporel. Que si le Pontife Souverain, le Prince des Ecclésiastiques, & par conséquent le Vicaire de JESUS-CHRIST, est exempt de cette soumission à la puissance temporelle; & s'il est en cela différent des autres Ecclésiastiques, c'est seulement, parce qu'il est aussi Prince temporel, car il est vrai qu'il soutient deux qualitez en sa personne; l'une de Successeur de Saint Pierre dans le gouvernement Ecclésiastique, & l'autre de Prince Séculier dans l'Empire temporel, qu'il tient de la libéralité des autres Princes.

CHAP. XVI.

PAr ce moyen on peut facilement réfuter la différence que le Cardinal Bellarmin a mise entre les Princes Payens & les Princes Chrétiens, à l'égard de la juridiction temporelle sur les Ec-

clésiastiques. Je ne saurois icy m'empêcher de réciter ce qu'il en a dit : Le Pape, dit-il, a esté assujetti civilement & de fait aux Princes Payens, parce que les loix Chrétiennes ne privent personne de leurs droits & de leur puissance; comme donc avant que le Christianisme fut établi, ajoute-t-il, les hommes étoient soumis aux Roys & aux Empereurs, il en a esté de même dans la suite. Mais lors que les Princes ont embrassé le Christianisme, & les loix de l'Evangile, incontinent ils se sont soumis au Prince de la Hierarchie Ecclesiastique, comme des brebis à leur Berger, & des membres à leur Chef; & par conséquent ils ont dû être jugez dans la suite par luy, & non luy par eux.

lib. 2. de
R. Pont.
cap. 29.

C'est une grande faute dans le raisonnement, lorsque ce qu'on attribué ou qu'on ôte à quelque chose par des considérations particulières, on l'attribué, ou on l'ôte à une autre personne toute différente par les mêmes considérations, lesquelles ne luy conviennent pas : & lorsqu'on confond & qu'on ne distingue point les choses, qui sont toutes différentes. C'est un défaut que chacun peut voir aisement dans ce raisonnement de Bellarmin, dans lequel il attribué généralement & indéfiniment à l'une & à l'autre espèce de ces puissances, ce qui ne se peut dire proprement

150 *De la Puissance du Pape*

- & véritablement que d'une seule. En
- effet, ce qu'il dit, *que les Princes con-*
- *vertis sont soumis au Prince de la Hie-*
- *rarchie Ecclesiastique, comme des brebis*
- *à leur Pasteur, & des membres à leur*
- *Chef*, ne se peut entendre que d'une
- sujettion spirituelle, parce qu'ils n'é-
- toient faits ses enfans & ses brebis,
- qu'entant qu'ils étoient, comme engen-
- drez par luy en JESUS-CHRIST.
- Ainsi il est vray que dans toutes les cho-
- ses qui dépendent de la juridiction Ec-
- clésiastique, c'est par le Pape que les
- Princes doivent être jugez, & non les
- Princes par le Pape. Mais que fait cet-
- te sujettion pour établir sa juridiction
- temporelle. Falloit-il mêler & con-
- fondre deux espèces si différentes & si
- séparées, & ce qui ne peut s'appliquer
- qu'à l'une, l'attribuer généralement à
- toutes deux? S'il eût dit, *donc dans*
- *les choses spirituelles les Princes ont dû*
- *être jugez par le Pape, & non le Pape par*
- *les Princes*, sa conclusion seroit légiti-
- me, mais de dire absolument & en gé-
- néral, *donc les Princes ont dû être jugez*
- *par le Pape*; C'est une conséquence vi-
- cieuse, car il y a deux espèces de juris-
- diction; par l'une le Pontife peut ju-
- ger les Princes, & par l'autre les Princes
- peuvent juger le Pontife, si ce n'est
- qu'il ait aquis un Empire temporel qui
- ne soit soumis à personne. Le grand

Sur les Princes Séculars.

Constantin étant entré dans l'Eglise ,
l'Empire Romain, qui devant que ce
Prince fut baptisé, luy appartenoit en
propriété, est-il passé incontinent sous
la puissance & sous la juridiction du Pa-
pe Sylvestre ? Et cet Empereur qui ai-
moit si fort la gloire, a-t-il reconnu que
la puissance du Pape fût au dessus de la
sienne ? Clovis, Donald premier, &
les autres qui ont embrassé l'Evangile,
ont-ils soumis leurs Royaumes à la
puissance temporelle des Pontifes, in-
continent qu'ils ont reçu la foy de l'E-
glise ? Cette maxime d'un Juriscon-
sulte est connue de tout le monde, sa-
voir, *que la convention que l'on fait sur Paul. l.*
une chose, ou avec une personne, ne si unus
nnit pas à l'égard d'une autre chose ou 27. §.
d'une autre personne. Que le Cardi-
nal Bellarmine feuillette tant qu'il vou-
dra les annales de tous les peuples, qu'il
parcours les Livres de l'Ecriture & les
Histoires du monde, il n'y sauroit rien
trouver pour établir que ces premiers
Princes Chrétiens, en se rangeant à l'E-
glise, ont soumis leurs Couronnes aux
Pontifes, & se sont expressément dé-
pouillés de leur juridiction temporel-
le. Il faut donc dire nécessaire-
ment que ces Princes ont reconnu
la domination & la puissance tempo-
relle du Pontife, ou bien il faut confes-
ser qu'après avoir reçu le Baptême, ils

32 *De la Puissance du Pape*

ont été dans les mêmes droits & dans la même condition à l'égard de la puissance Royale, qu'ils étoient auparavant, parce que la Loy Chrétienne, comme *lib. 2. de Pont. R. cap. 29.* dit le même Bellarmin, ne prive personne de son droit, & de la possession de ses biens. Or est-il, comme il le dit encore luy-même, qu'avant qu'être Chrétiens, ils dominoient de droit & de fait sur les Pontifes, & qu'ils pouvoient être leurs Juges dans les affaires temporelles, donc ils ont eu le même avantage après avoir reçu le Baptême : Ce qui étant ainsi, il ne se peut faire que dans les choses temporelles, ils soient jugez par les Papes, parce qu'il est impossible que quelqu'un soit supérieur & inférieur dans le même genre de puissance, & à l'égard d'une seule & même personne. Il est vray que les Roys Chrétiens, à-cause du respect qu'ils avoient pour le Pontife, & pour tous les Evêques & tous les Prêtres, se servoient rarement de cette puissance. Mais cela ne marque pas un défaut de droit, mais seulement un défaut de volonté. Car comme un Consul, ou un Gouverneur, lorsqu'il se fait adopter, ne transmet ni ne peut transmettre au pouvoir de son Père qui l'adopte, les privilèges de sa Magistrature, mais il se les conserve tout entiers. De même lorsque les Princes se sont donnez en adoption spirituelle au Monar-

que de l'Eglise, ils n'ont perdu aucune des choses qui sont du droit du Royaume, parce que ces deux Puissances sont naturellement séparées, en sorte que quoy qu'elles soient bien unies ensemble dans une même République, il n'y en a aucune pourtant, en tant que telle, qui soit soumise & qui commande à l'autre; mais l'une peut être acquise, perdue, & retenuë sans l'autre.

Mais parce que le grand Bellarmin se plaît extraordinairement dans les comparaisons, n'apuyant cette opinion vulgaire de l'indirecte puissance du Pontife son Souverain, ni par aucun témoignage de l'Ecriture, ni par aucun passage des anciens Pères, mais seulement par des raisons tirées de quelque similitude (ce qui est un fondement trop trompeur & trop fragile pour servir de démonstration) je crois devoir appuyer par une comparaison plus juste le sentiment que je soutiens.

Un fils de famille, soit qu'il suive le métier des armes, soit qu'il exerce la Magistrature, ou quelque autre emploi public, est soumis par les Loix divines *Eph. 6.* & par les Loix humaines à son Père, & *Col. 3.* il luy doit obéir tant que fils; & au *l. si Maritus 7.*

Cod. de Patr. potest. §. filius famil. Instic. quib. mod. jus pot. solv.

contraire le Père qui a cette puissance sur cet enfant, luy est soumis entant qu'il est Magistrat, de sorte qu'ils sont soumis l'un à l'autre par deux différens genres de puissance ; car l'un entant que Père a le droit de punir son fils, lorsqu'il péche contre les loix de la famille, ou qu'il commet quelque crime contre luy, ou qu'il fait des actions indignes d'un enfant bien né : & il a ce droit, en vertu de sa puissance paternelle, & encore ne peut-il luy infliger que les peines dont les Loix luy ont permis de se servir ; comme de le deshérer, le chasser de sa maison, le priver des droits de la famille, & autres semblables peines domestiques. Mais il ne peut pas luy ôter la Magistrature, ni ses biens acquis à la guerre, il ne peut pas le condamner par un jugement public, ni luy infliger directement ou indirectement une peine pécuniaire ou corporelle pour les crimes qu'il pourroit avoir commis, parce que toutes ces choses excèdent les bornes de la juridiction paternelle. Et pour ce qui est du Fils, quoy qu'en cette qualité, il dépende de son Père, néanmoins entant que Magistrat, ayant en main la juridiction publique, il a la domination sur son Père, & a droit dans les affaires publiques, & même dans les affaires privées, pourvû que ce ne soient

*E. 3. C.
de Pat.
p. or.*

pas des affaires domestiques, de luy commander comme aux autres citoyens. Si quelque fils de famille, dit le Juriconsulte Ulpien, exerce une magistrature, il peut obliger son Père en la l.ille à puissance de qui il est, qui dit que l'héritage qui luy a été déferé est suspect, in D. d'accepter cet heritage & de le re- ad S.C. stituer au fideicommissaire. De - là Treb. vient aussi, que si un fils de famille est Consul ou Gouverneur, il pourra l. 3. D. s' Manciper, &c. & c'est pour cela de a- qu'un Père ayant un fils Magistrat dopt. est tenu de même que les autres étrangers, non seulement de luy oheir, mais encore de se lever devant luy, & d'avoir pour luy la même déferance & le même respect qui sont dûs aux Magistrats.

Il en est de même du Pape, qui étant le Pere spirituel de tous les Chrétiens commande autant que Vicaire de J-E-S-U-S-C H R I S T & en vertu de sa puissance paternelle Ecclésiastique, à tous les Roys & à tous les Princes, de même qu'à tous les autres Fidèles, & c'est pour cela que si les Roys commettent des crimes, soit contre Dieu soit contre l'honneur & les intérêts de l'Eglise, il peut les châtier sévèrement par des peines spirituelles, il peut les chasser de la maison & de la famille de J-E-S-U-S-

Lin. lib. 24. Val. Max. lib. 2. c. 2. Plutarc. in apoph. Rom. Gell. lib. 2. cap. 2.

156 De la Puissance du Pape

CHRIST. Il peut (ce qui doit faire trembler tous les Chrétiens) les priver de la succession du Ciel & de toute la félicité à venir, parce que ces choses dépendent de la puissance paternelle Ecclésiastique. Mais il n'a pas droit de leur ôter ni leurs Etats ni leur Empire temporel, ni de les condamner à des châtimens & à des peines civiles, parce qu'il n'a pas sur eux cette puissance temporelle & politique, par laquelle ces supplices peuvent être exercés, & que la puissance paternelle spirituelle, dont il est revêtu, est distinguée de la puissance politique & temporelle par les fonctions & par les personnes qui doivent l'exercer : Car comme Dieu a par une dispensation, qui doit

Non est potestas nisi a Deo. durer éternellement, commis la Puissance spirituelle au Pape & aux autres Ecclésiastiques, aussi il a commis la puissance temporelle aux Princes & aux Magistrats qui sont sous eux, *Toutes les puissances*, dit un Apôtre :

lib. 3. de concord cathol. cap. 3. viennent de Dieu. C'est à cela que peut être rapportée cette ancienne glose que le Cardinal de Cusa rapporte avoir été ajouté à un Canon, qui dit que le Pape avec son Concile Universel accorda à

Can. Hadrianus dist. 63. Charlemagne la dignité de Patrice. Car cette glose remarque que l'Empereur étoit le Père du Pape dans les choses temporelles, comme le Pape étoit le :

Père de l'Empereur dans les choses spirituelles. Et c'est aussi la pensée de ce même Cardinal, laquelle il explique en ces termes dans le même livre, en *Fod.* parlant des Electeurs de l'Empire. *De lib. cap.* là vient, dit-il, que les Electeurs, qui du 4. cōmun consentement des Allemands & des autres qui sont soumis à l'Empire, furent établis du tems de Henry second, avoient originairement le pouvoir d'élire un Empereur par la force de ce commun consentement des peuples, mais il ne le prenoient pas des mains & de la puissance du Pape, qui ne peut en aucun Estat du monde créer un Empereur ou un Roy sans le consentement de ses peuples. Ce Cardinal qui a été un fameux Théologien & un célèbre Philosophe ajoute à cecy plusieurs autres choses qui cōfirmement la distinction dont nous nous servons, & qui prouvent que les Empereurs & les Roys tantôt sont supérieurs au Pape, & tantôt luy sont inférieurs. En voila assez pour ce qui regarde la première raison de Bellarmin & les propositions qu'il a employées pour la confirmer.

CHAPITRE XVII.

VOions présentement la seconde raison qu'il apporte, laquelle renferme deux Argumens. Voici de quelle

manière il s'exprime, La République Ecclésiastique doit être parfaite & contenir en soy tout ce qui luy est nécessaire pour la fin qu'elle se propose, toutes les Républiques bien réglées ont cet avantage. Donc elle doit avoir toute la puissance nécessaire pour arriver à sa fin. Or est-il que pour arriver à sa fin qui est toute spirituelle, la puissance de disposer des affaires temporelles est absolument nécessaire, parce qu'autrement les méchans Princes pourroyent favoriser les hérétiques, & renverser la Religion. Il faut donc conclurre qu'elle a cette puissance. D'ailleurs une République par cette raison qu'elle est parfaite, & qu'elle a tout ce qui luy est nécessaire, a la puissance de commander à une autre République, qui ne luy est pas soumise, de la contraindre à changer de gouvernement & même de détrôner son Prince & d'en mettre un autre à sa place, lorsque c'est le seul moyen pour se garantir de ses injures; donc à plus forte raison la République spirituelle peut commander à la République temporelle qui luy est soumise, la contraindre à changer de gouvernement, déposer ses Princes & en mettre d'autres à leur place, quand elle ne peut deffendre le bien spirituel par une autre voye.

Je répons qu'il y a tant de fautes dans ces paroles, qu'il est vray-semblable que Bellarmin les a copiées de quel-

que Auteur, sans y faire aucune réflexion, ou si elles sont de luy, il est certain qu'il ne s'est pas souvenu des choses qu'il avoit avancées auparavant. Car voulant prouver par un autre raisonnement, que la puissance politique est sujette à la puissance Ecclésiastique, il a dit que ces deux puissances étoient les parties d'une même République, & qu'elles ne composoyent qu'une République, *la première raison, a-t-il dit, est que la puissance civile est soumise à la puissance spirituelle, quand l'une & l'autre font partie de la même République*, après quoy il dit. *En second lieu les Roys & les Papes, les Laïques & les Clercs ne font pas deux Républiques, mais une seule.* Mais icy il fait de ces deux puissances deux Républiques, lesquelles par consequent il faut tellement distinguer & separer, que les Roys & les Laïques composent une République politique & temporelle, & les Pontifes & les Clercs une spirituelle & Ecclésiastique, ce qui est de la dernière absurdité, eu égard à la question dont il s'agit présentement. Car ou il parle de la puissance Ecclésiastique absolument separée de la puissance civile, comme elle l'étoit du tems des Apôtres, & qu'elle l'est maintenant dans les lieux, ou les Chrétiens habitent parmi les Payens ou les Infidèles, auquel

cas il est constant que la puissance ou la République Ecclésiastique, comme il parle, ou son Prince ou son Monarque, n'a aucun droit, non pas même un droit spirituel, sur le Prince politique, parce qu'il n'est pas fils de l'Eglise; ou il parle de la puissance Ecclésiastique réunie à la civile, comme dans la République Chrétienne: & en ce cas il a tort d'en faire deux Républiques, l'une Ecclésiastique & l'autre politique, parce que ces deux Puissances ne composent qu'une même République, que ce sont les parties d'une même Eglise, & les membres du même corps mystique de JESUS-CHRIST, comme ce savant Prélat le dit un peu auparavant.

D'ailleurs ce qu'il avance que le pouvoir de disposer de toutes les choses temporelles est nécessaire à la Puissance Ecclésiastique pour arriver à sa fin &c. est très-faux. Car le Prince des Apôtres enseigne formellement qu'il n'avoit aucun droit sur le temporel des Chrétiens, à la réserve des choses qu'ils offroyent volontairement & à luy & à l'Eglise. Car il dit, *Ananias, comment Satan vous a-t-il tellement tenté que vous ayez menti au Saint Esprit, & détourné une partie du pris de votre fonds, si vous l'aviez voulu garder, ne demeureroit-t-il pas toujours à vous; après même l'avoir vendu le*

pris, n'étoit-il pas encore à vôtre disposition. Siles Apôtres avoyent eu la liberté de disposer du temporel des Chrétiens, Saint Pierre n'auroit pas dit comme il a fait, *ne demeueroit-il pas toujours à vous.* Car Ananias auroit pû luy dire, au contraire c'est à vous qu'appartient le droit de disposer de mes biens, & c'est par cette raison qu'ayant craint que vous ne me les ôtassiez, j'en ay détourné une partie du pris. Mais parce que l'Eglise n'avoit pas cette Puissance, c'est pour cela qu'il mentit sans cause au Saint Esprit. De plus ne pourra-t-on pas conclure du fondement que Bellarmin pose, que l'Eglise primitive n'auroit pas eu toute la Puissance nécessaire pour arriver à sa fin, car qui ne fait que depuis la passion du Sauveur pendant plus de 300. ans elle gémissoit sous les Empereurs Payens, destituée de cette Puissance de disposer du temporel des Chrétiens; & cependant il est certain qu'un grand nombre de personnes, & même la plus grande partie du monde se convertit à JESUS-CHRIST, & que jamais la discipline de l'Eglise n'a été exercée avec plus de sévérité & d'éclat. De sorte que c'est un très grand péché de dire, qu'elle n'eut pas alors tous les moyens nécessaires tant de droit que de fait, pour arriver à sa fin; car *les œuvres de Dieu sont parfaites.* De plus ce Prélat ne fait-il

pas une injure bien sensible à JESUS-CHRIST, pensant comme il fait qu'il ait confiée son Eglise aux soins de ses bienheureux Apôtres, privée de tous ces moyens nécessaires : Tout ce qui a été nécessaire à l'Eglise pour arriver à sa fin n'a-t-il pas été donné libéralement par JESUS-CHRIST aux Apôtres, lors qu'il leur dit, *Je vous donneray une bouche & une sagesse à laquelle vos ennemis ne pourront ni résister ni contredire.* Qui que ce soit donc qui sachant que JESUS-CHRIST a recommandé son Eglise à Saint Pierre, & qu'il luy a ordonné trois fois de paître ses agneaux & ses brebis, ose assurer qu'il ne luy a pas donné tous les moyens nécessaires tant de droit, que de fait pour conduire cette Eglise & pour remplir la fin de ce commandement sacré, me paroît un athée qui doute de la providence, de la puissance & de la bonté de Dieu. Mais feignons que JESUS-CHRIST n'apas donné à son Apôtre toute la Puissance nécessaire pour exécuter des ordres si importants. Qu'elle autre raison en peut-on apporter, si ce n'est ou que le Seigneur ne savoit pas ce qu'il falloit faire, ou qu'il ne pouvoit luy donner ce qu'il falloit, ou ce qui seroit de la dernière impiété qu'il a voulu tromper ses Apôtres & ses Disciples, leur ordonnant des choses

Luc. 21.

Ioan.

21.

qu'il savoit bien que leur impuissance
les empêcheroit d'exécuter. De tout
cela il paroît que l'Empire temporel
& la Puissance de déposer les Roys
n'est point du tout nécessaire à l'Eglise
pour arriver à sa fin, quoy qu'il paroisse
à la chair, que ce secours seroit quel-
quefois fort nécessaire, car Dieu *1. Cor. 1.*
qui a confondu les Sages par la folie du
monde, & les choses fortes par les plus
foibles, sachant que l'Eglise n'avoit
besoin que d'armes spirituelles, luy en
a donné dans les commencemens de
si efficaces & de si salutaires, qu'elles é-
toient capables de triompher de tou-
tes les Puissances du monde de sorte
que l'on peut dire sur ce sujet, ce qu'un *Psal.*
Profète disoit autre-fois, c'est là l'ou- *117.*
vrage du Seigneur, & nos yeux le re-
gardent avec admiration. Saint Bernard *lib. 4.*
dont toutes les expressions sont belles *cap. 3.*
disoit autrefois au Pape Eugene, on n'a
pas appris que Saint Pierre ait quelque
fois paru en public, ou vetu d'habits
riches & précieux, ou orné d'or & de
pierreries, ou monté sur de beaux chevaux
ou à accompagner d'une grande suite de
gandes & de domestiques. Il a crû qu'il
pouvoit sans, toutes ces choses exécuter
ces ordres du Sauveur. Si vous m'ay-
més, païsés mes brebis. Dans ces
choses donc vous avez succédé non pas à
Saint Pierre mais à Constantin. Ainsi

quoy que la Puissance temporelle dont nous parlons paroisse aux yeux de la chair être nécessaire à l'Eglise, Dieu n'a pas jugé qu'elle le fût, peut-être par cette raison, l'évenement & l'expérience des Siècles n'a que trop prouvée à la postérité, savoir que si les Apôtres & leurs successeurs avoyent en main cet Empire temporel, ils négligeroient leur Puissance spirituelle, & fonderoient sur les armes & sur l'autorité temporelle, leurs espérances qu'ils ne doivent fonder que sur la force de la parole de Dieu, & sur le secours du Ciel. Et en effet si quelqu'un prend la peine de considérer l'état de l'Eglise depuis la mort de JESUS-CHRIST jusqu'à nos jours, il verra qu'elle prit d'abord de très grands accroissemens, & qu'elle subsista long-tems avec éclat sous ces bienheureux Pontifes qui se contentoient de leur Empire, c'est-à-dire, de la Jurisdiction spirituelle, qui étant les vrais disciples de l'humilité de leur Sauveur ne croyoient pas qu'il y eût d'autre moyen pour conserver son Eglise, que l'efficacité de l'Evangile, & l'exacte observation de la discipline Ecclésiastique, sans qu'ils aient jamais dit quoy que ce soit de la Puissance temporelle que leurs derniers successeurs se sont voulu attribuer. Il verra aussi que depuis que

quelques Pontifes se sont éforcez de joindre la puissance temporelle à la spirituelle ; l'Eglise est allée de jour en jour en décadence , le nombre des fidèles s'est diminué , les mœurs de ses conducteurs se sont corrompues , & dans le relachement ou pour mieux dire, dans la cessation de la sévérité de la discipline Ecclésiastique , plusieurs Pasteurs n'ont rempli les fonctions de leur ministère, qu'avec paresse & négligence.

J'omets que si la raison de nos adversaires étoit bonne , il s'ensuivroit au contraire de ce qu'ils prétendent, que la République temporelle, comme ils l'appellent auroit droit de disposer des choses spirituelles , & de déposer même le Souverain Monarque de la République Ecclésiastique , parce que suivant le principe de Bellarmin, *Elle doit être parfaite & contenir dans son sein tout ce qui luy est nécessaire, en égard à sa fin, & par conséquent elle doit avoir toute la puissance qu'il faut pour obtenir cette fin.* Or est-il que pour obtenir sa fin qui est temporelle, la puissance de disposer des choses spirituelles & de déposer le Monarque de l'Eglise est absolument nécessaire, parce qu'autrement les mauvais Pontifes qui occuperoient le Saint Siège, pourroient troubler l'Etat.

politique, en bannir la tranquillité & la paix, & empêcher la fin du gouvernement civil, comme cela est quelquefois arrivé. Donc la République temporelle a l'autorité spirituelle. Mais cette conséquence est évidemment fausse & absurde, car le Prince temporel, entant que tel, n'a aucune puissance spirituelle, donc ce qui est fondé sur cette fausse proposition est également faux.

Mais comme on dit communément, qu'alléguer une absurdité, n'est pas dénoter la difficulté d'un argument, je fais une autre réponse à la première partie de la seconde raison de Belarmin, & je dis que dans la République Chrétienne, il n'y a pas deux Républiques, ainsi qu'il le croit, c'est une seule République, dans laquelle il y a deux puissances, ou deux Magistrats, l'Ecclésiastique & la politique, chacun desquels a toutes les choses, qui luy sont nécessaires pour arriver à sa fin, c'est-à-dire, que l'un a la juridiction temporelle, & l'autre la spirituelle, la temporelle n'étant nullement nécessaire à la fin de la spirituelle, non plus que la spirituelle n'est point nécessaire à la temporelle pour la faire arriver à sa fin. Autrement il faudroit nécessairement confesser que l'une & l'autre de ces puissances ont été destituées de ces

moyens nécessaires, lorsqu'elles ont été séparées, comme autrefois. Ce que j'ay montré être faux, soit par la fin du gouvernement temporel ou politique entant que tels, soit par l'état ou étoit l'Eglise sous des Princes Payens ou Infidèles, ainsi dans une République politique, ou dans une ville, ou dans un Royaume on voit divers Magistrats, lesquels ayans des fonctions, une autorité & une juridiction distincte, gouvernent chacun dans leur département la République dont les soins leur sont confiés; or chacun d'eux tient des mains du Roy ou de l'Etat toute la puissance nécessaire à la fin & aux desseins de leurs emplois, de sorte qu'aucun d'eux ne peut entreprendre sur la juridiction de l'autre & en usurper les droits & l'autorité. S'il manquoit autrefois aux Consuls Romains quelque chose de l'autorité des Tribuns, ou s'il manquoit aux Tribuns quelque chose de l'autorité des Consuls, on ne pouvoit pas dire que l'autorité de l'un qui manquoit à l'autre, luy fût nécessaire pour arriver au dessein de son emploi, car les unes & les autres de ces grandes Magistratures étoient parfaites selon l'ordre & le dessein de leur établissement, & par conséquent elles avoyent tout ce qui étoit nécessaire

Sup. c. 14.

pour l'exercice de leurs fonctions. Mais alléguons des exemples plus connus, dans un même Royaume & sous un même Monarque. Il y a deux grands Magistrats, qui gouvernent le Royaume sous les ordres du Souverain, l'un s'appelle le Chancelier & l'autre le Conêtable. L'un est le dépositaire des loix, & le Chef de la justice, l'autre a le soin des Armées & de tout ce qui regarde la guerre; il est certain que chacun de ces emplois est parfait en soy, à raison de la fin pour laquelle il a été créé, chacun a reçu du Roy toute la puissance qui luy fait besoin pour l'exercice de ses fonctions & pour la fin de son établissement. De sorte que si l'un par dessein, ou sans dessein, trouble l'autre dans les fonctions de son employ, celui à qui on a causé du trouble ne peut pas de son autôrité particulière luy ôter sa charge, ou usurper sa juridiction, ou le punir d'autres peines que de celles, que le Roy luy a permises. Mais il doit se pourvoir au Roy de qui il a reçu son employ avec un pouvoir différent de l'autre, & se plaindre du trouble qui luy a été fait dans l'exercice de ses fonctions, afin qu'il fasse raison à celui dont les droits ont été blesez, & qu'il régle le différent par son autôrité & par ses lumières.

lumières. Or pendant tout le tems que dans le Royaume ces deux Officiers vivent en intelligence, l'un conserve les droits de l'autre, & en emprunte le secours dont il a besoin. Comme si un homme qui ne fait pas profession des armes, pour se dérober à la justice s'enfuit au Camp, & s'enrole dans l'Armée, il doit être renvoyé par le Conêtable, au lieu d'où il s'étoit enfui, & au contraire si un soldat quitte l'Armée, & s'est retiré dans une Ville, le Magistrat civil doit à la requisition de l'Officier le renvoyer incontinent au Camp pour y recevoir la punition de son crime. Mais lorsque ces deux Officiers sont divisés, ils causent de grands désordres dans l'Etat, & il n'y a que le Prince qui y puisse apporter du remède, parce qu'ils ne peuvent pas usurper l'autorité l'un de l'autre, l'un devant seulement manier les armes, & l'autre exercer la justice. C'est justement de la même manière que le Pontife & le Roy, ces deux Souverains Magistrats de la République Chrétienne ont reçu de Dieu, qui est le Roy commun de tous les hommes, chacun une puissance particulière & ont été établis sur les Peuples, chacun avec des emplois & une autorité différente; pendant que la paix régné entr'eux, ils empruntent l'un de

Can. l'autre les aides dont ils ont besoin
Princ. pour la conservation de leur puissance, car afin que la puissance Ecclésiastique puisse châtier avec l'épée de l'esprit les séditeux, & ceux qui sont rebelles à leur Prince temporel, & que
 23. q. 5. de même la puissance temporelle puisse poursuivre à main armée, & punir par des supplices & des peines temporelles, les Hérétiques, les Schismatiques & les autres qui abandonnent la foy de l'Eglise. Mais aussi lorsque ces deux puissances se contrarient, & se font la guerre, la République de JESUS-CHRIST est incontinent détruite, ou du moins elle reçoit de dangereuses & de funestes blessures. De sorte qu'il n'y a que Dieu qui puisse juger de ces différens, & châtier les coupables.

CHAPITRE XVIII.

Bien que je souhaite de passer à d'autres choses, je suis obligé de m'arrêter en cet endroit, pour examiner le sens du second argument de la seconde raison de Bellarmin; il est conçu en ces termes. *Toute République, par cette raison qu'elle est parfaite & qu'elle a tout ce qu'il luy faut, peut commander à une autre République qui ne luy est pas sujette, la con-*

traintre à changer de gouvernement, & même d'en déposer le Prince & d'en mettre un autre à sa place, lorsqu'elle ne peut pas se garantir de ses outrages par une autre voye. Je confesse ingénûment que la première fois que je jettay les yeux sur ces paroles, je demeuray long-tems à comprendre quel en pouvoit être le sens & la force. Car je trouvois que Bellarmin ne parloit pas assez nettement, ni assez clairement, n'expliquant pas quels pouvoient être les moyens de contraindre une République voisine, & de déposer son Roy. Enfin après avoir fort long-tems roulé ces choses dans mon esprit, j'ay crû ou que c'étoit une énigme, ou bien qu'elles avoyent ce sens; savoir, que toute République qui ne se peut garantir d'une autre qui l'outrage, & qui commet des hostilités contre elle, luy peut justement déclarer & faire la guerre, & la contraindre par des combats & par des armées victorieuses, à faire la paix, ou si elle ne peut pas s'assurer sur la foy d'un traité de paix, parce qu'elle a affaire avec un peuple rebelle & qui a de coûtume de rompre ses alliances, elle peut subjuguier tous ses Etats, donner des Loix à ses peuples, détrôner son Prince, luy ôter la domination, & changer à sa fantaisie l'administration

172 *De la Puissance du Pape*
du gouvernement. Si c'est là le sens
des paroles de Bellarmin , comme je
crois que ce l'est , son argument est
fort inutile , car on n'en peut pas ti-
rer la conséquence qu'il en tire , savoir,
Que la République spirituelle peut à
plus forte raison commander à la Répu-
blique politique qui luy est soumise , la
contraindre à changer de gouverne-
ment , en ôter le Prince & en créer un
autre à sa place , &c. Parce qu'en ce
cas, ce ne sont pas deux Républiques,
comme il l'avance faussement, ce n'en
est qu'une, fondée & appuyée sur deux
puissances, dont l'une n'est pas soumi-
se à l'autre , comme nous l'avons
déjà prouvé fort au long, outre que
si nous accordons à ce Cardinal que
ce sont deux Républiques distinctes ,
savoir l'Ecclésiastique & la temporel-
le, il faut qu'il confesse que l'Ecclé-
siastique ne renferme que le Pontife
& les Clercs , & n'est composée que
d'eux , & que la temporelle renferme
tous les Princes Séculiers & tous les
Laïques, & que ce n'est que d'eux qu'elle
soit composée. Car encore que
les Laïques & les Clercs composent
ensemble une Eglise & une Républi-
que Chrétienne , ils ne composent pas
néanmoins tous ensemble une Répu-
blique Ecclésiastique entant que distin-
cte de la temporelle, ni aussi une Ré-

publique séculière, entant que distincte de l'Ecclésiastique, mais selon la distinction, & la séparation que nous avons établie, les Laïques composent la République Séculière, & les Ecclésiastiques la Spirituelle; savoir dans le cas que la temporelle, & la spirituelle sont distinguées l'une de l'autre: Puis donc que la République Ecclésiastique ne renferme que les Clercs, qui ne doivent avoir pour toutes armes que les larmes & les prières; comment se pourroit-il faire qu'étant ainsi foible & désarmée, elle, pût contraindre sans un miracle, une République temporelle armée à changer de gouvernement?

Il n'est donc rien de plus ridicule que la comparaison de Bellarmin & la conséquence qu'il en tire, puisqu'il argumente d'une République puissante en forces & en armes à une autre qui est foible & désarmée. Car toutes les fois qu'une République repousse les injures qu'on luy veut faire, ou se vange de celles qu'elle a reçues; elle employe les armes qui luy sont permises, par le droit de la guerre; savoir les armes matérielles & visibles; par la force desquelles elle détruit ses ennemis, elle se saisit de leurs forteresses, elle force leurs villes, & ruine tout leur Etat. Mais la République spiri-

uelle, comme ce Cardinal l'appelle, est destituée de ce genre d'armes, & parce qu'elle n'est composée que de Clercs, elle n'a droit d'employer que les armes spirituelles, qui sont les prières & les larmes : Ce sont-là suivant l'expression d'un Canon, les seules deffenses des Prêtres, ils ne peuvent ni ne doivent résister autrement. Il leur a été ordonné à tous en la personne de Saint Pierre, de remettre l'épée matérielle dans le fourreau ; comment donc cette République spirituelle, pourra-t'elle contraindre la République temporelle qui se moquera des fondres spirituelles, à changer l'administration & la forme de son Etat, à déposer son Souverain pour en créer un autre à sa place. Que si quelqu'un dit, que pour une exécution si importante la République Ecclésiastique sera aidée des armes profanes des Séculiers, par cette raison, que les Princes & tous les autres qui suivent le Christianisme, sont les Pères & les deffenseurs de l'Eglise ; Je luy répondray incontinent qu'en ce cas, la République Ecclésiastique ne contraint point la temporelle, mais elle est seulement une occasion à la temporelle de vanger les injures qui ont été faites à l'Eglise, en récompense du secours spirituel que l'Eglise prête quelquefois à l'Etat po-

Can.
non pi-
la. Can.
Conve-
nior.
23. q. 8.

litique & temporel. Tout de même que si pour tirer vengeance d'une injure ou d'un outrage fait à un particulier, toute la République prend les armes, comme lors que pour vanger l'injure faite à la femme d'un Lévite, toutes les autres Tribus d'Israël s'armèrent & portérēt le fer & le feu dās le païs des Benjamites; & comme lors que les Grecs vengèrent l'injure de Menelaüs par la ruine entière de Troye, & que le meurtre de Coruncanus, commis par la Reyne des Illyriens fût puni par les Romains, qui portèrent la guerre dans les Etats de cette Princesse, la chassèrent de son Royaume, & luy imposèrent des tribus annuels. Or en ces rencontres, dira-t-on, que c'est le Lévite qui a subjugué les Benjamites, que c'est le Roy Menelaüs qui a détruit les Troyens, que c'est Coruncanus, qui après sa mort a triomphé des Illyriens? Ne dira-t-on pas plutôt, que ce sont ceux qui ont entrepris la guerre pour la vengeance de ces particuliers. Ainsi on ne doit pas dire que ce soit la République Ecclésiastique qui vange ses injures temporelles & les affronts, qu'on luy a faits, mais plutôt, que c'est la République temporelle, qui en faveur de l'Eglise prend les armes, & que sans son assistance, l'Eglise même & tous les ordres qu'elle

composent seroyent abbatus & hors d'état de se relever. Mais s'il n'y a aucune République temporelle, qui veuille luy prêter ses armes & la défendre contre ses voisins, comment se vengera-t-elle alors? Il n'est pas nécessaire d'insister long-tems sur cette difficulté. Car quand j'accorderois à Bellarmin tout ce qu'il prétend prouver par sa comparaison & par la conséquence qu'il en tire, jamais il n'en peut remporter d'autre avantage, si ce n'est que le Pontife a autant de droit de disposer des affaires temporelles des Chrétiens, & de détrôner leurs Roys, que le Roy de France ou quelque autre en a sur les Anglois, les Espagnols, & les autres peuples voisins ses ennemis, ou que ceux-ci en ont sur les affaires & sur la personne des Roys de France. Or pour voir quelle est cette puissance, & jusqu'ou elle peut s'étendre, on ne peut l'apprendre que par les armes.

CHAPITRE XIX.

Bien que ce que je viens de dire soit suffisant pour réfuter la seconde raison de Bellarmin, toutefois pour ne rien ômettre, de ce que ce célèbre Théologien a écrit, & afin que cette omission où ma négligence à le

réfuter n'engageassent mon Lecteur dans quelque erreur, ou luy missent des doutes dans son esprit, j'estime qu'il est nécessaire d'examiner le passage de Saint Bernard, que ce Cardinal a employé pour appuyer son raisonnement. Il est vray que Saint Bernard a dit, que les soldats devoient se servir de leurs épées matérielles au signal des Prêtres, & au commandement de l'Empereur : Ce que nous ne contestons pas. En effet lorsque l'Eglise & le Roy sont d'intelligence & qu'ils n'ont que les mêmes intentions, les guerres sont plus justement entreprises, & plus heureusement terminées. Mais il faut prendre garde que ce Saint Docteur n'attribue à l'Ecclesiastique qu'un simple signe, c'est-à-dire, un simple consentement à la guerre. Au lieu qu'il attribue le commandement & l'autorité à l'Empereur, ce qui prouve évidemment que lorsque ce Docteur a dit, que le glaive matériel appartient à l'Eglise de JESUS-CHRIST, il n'a eû d'autre intention que de montrer, qu'encore que le droit de faire la guerre appartienne seulement aux Empereurs, aux Rois & aux Princes, toutefois les guerres se font avec beaucoup plus de justice, lorsque l'Eglise les a agréées, parce qu'étant gouvernée par le Saint Es-

*Lib 4.
cap. 3.*

178 De la Puissance du Pape

prit, elle juge beaucoup mieux si elles sont justes & Saintes ou bien injustes & sacrilèges. Mais au cas que l'Empereur ne trouve pas à propos de tirer l'épée au signal des Ecclésiastiques, ou si mêmes il la tire contre leur intention & leurs souhaits; Saint Bernard donne-t-il dans ces occurrences quelque puissance temporelle à l'Eglise sur l'Empereur, car c'est là précisément le point de nôtre difficulté? Il est certain qu'il n'en donne aucune. Au contraire, il montre que l'Eglise n'en a point, lorsqu'il dit qu'elle ne peut pas mettre en usage l'épée matérielle par laquelle il entend la souveraine puis-

L. Im- puissance temporelle. Et que ce n'est que
perium l'Empereur & ses soldats qui aient
D. de droit de s'en servir. Et c'est ce que
L. f. l. Gratien, qui étoit contemporain de
Epist. Saint Bernard, a expliqué plus claire-
ad Rō. ment; *Lorsque Saint Pierre*, dit-il, le-
cap. 13. quel a été choisi par JESUS-CHRIST
 pour être le premier de ses Apôtres, se-
22. q. 8. servit de l'épée matérielle, pour deffen-
da prin. dre son maître contre les attentats des
 Juifs, il luy dit, remettez vôtre épée
 dans le fourreau, car celui qui se ser-
 vira de l'épée mourra par l'épée. Comme
 s'il luy eût voulu dire clairement, jus-
 qu'icy il vous a été permis à vous &
 à vos prédécesseurs de poursuivre les
 ennemis de Dieu par la gloire tempo-

rel, mais pour faire voir vôtre patience aux hōmes, remettez dans le fourreau vôtre épée dont il vous étoit permis de vous servir. Mais à sa place, servez vous du glaive spirituel, qui est la parole de Dieu pour sacrifier vôtre vieil hōme. Car si quelque persōne autre que celui qui est revêtu de la puissance legitime & qui comme dit l'Apôtre, ne porte pas l'épée Rom. sans cause & à qui tous les hommes doi- 13. vent être sujets, vient à se servir de l'épée il perira par l'épée.

Si ces paroles de Saint Bernard & Gratien sont véritables, il ne se peut faire en aucune manière, que le Pape puisse exercer la puissance temporelle sur l'Empereur & sur les Princes Séculiers, car elle ne se peut exercer que par le ministère de l'épée, & l'épée ne se doit tirer que par les soldats lorsque les Princes le commandent; De sorte que cette Puissance temporelle seroit absolument vaine & inutile en la personne des Papes, puisque l'exercice de cette puissance leur a été deffendu : à moins qu'un Empereur fût assés fou pour obliger ses Sujets de porter les armes contre luy, ou assés Saint & assés juste pour ordonner par un Edit, qu'on le punisse s'il tombe dans quelque crime. Et à cela on peut rapporter ce que Saint Ambroise a écrit, que le glaive matériel

lib. 10. com-ment. in Evang. Luc. a été permis aux Ecclésiastiques jusqu'au tems de l'Evangile. Voicy ses paroles. *La Loy n'a pas deffendu de frapper, &c. c'est pour cela peut être que lorsque Saint Pierre offrit deux épées à* JESUS-CHRIST, *le Sauveur luy dit, c'est assez, comme pour dire que cela a-voit été permis jusqu'à l'Evangile &c.*

Luc, 22. J'ajoute à cela que le passage de l'Evangile où il est parlé de ces deux glaives, ne doit pas être nécessairement entendu du glaive spirituel & du glaive temporel. Il est bien plus convenable au discours de JESUS-CHRIST, d'entendre le glaive spirituel, comme Saint Ambroise l'a entendu, car dans le dernier entretien que JESUS-CHRIST eut avec ses Disciples un peu avant sa mort, il les avertit qu'ayant reçu leur mission par ses paroles, *allez, prêchez l'Evangile à tous les hommes qui sont sur la terre; Ils étoient envoyez sous une condition différente de celle de la mission qu'ils avoient reçüe de luy auparavant, comme s'il leur eût dit, jusques icy je vous ay envoyés, en sorte que vous n'avez eu besoin ni de bourse, ni de souliers, mais à l'avenir je vous enverray prêcher l'Evangile, & vous aurez besoin d'une bourse, savoir de soucis & de patience, & de deux glaives, savoir l'un spirituel & l'autre de souffrance, du dernier desquels il est parlé dans l'Evangile, quand il est dit,*

Marc. 10.

votre ame sera percée par une épée. Car Luc.
 comme dit Saint Ambroise, c'est un 2.
 effet de l'épée spirituelle, de vendre son
 patrimoine & d'acheter la parole,
 &c. C'est un effet du glaive de la souf-
 france, de se depouiller de sa chair, &
 par les depouilles de cette chair immolée
 d'acheter la couronne du Saint Martyre,
 que l'on peut obtenir par la benediction
 de celui qui a promis une couronne im-
 mortelle de gloire à ceux qui seront per-
 sécutés pour la justice. Enfin pour ap-
 prendre de quelle souffrance il parle, il
 propose son exemple, de peur d'intimi-
 der ses Disciples, disant, parce qu'il faut
 que ce passage, où il est dit, & il a été
 mis avec les injustes, s'accomplisse en ma Isai.
 personne. Ce sont les paroles de ce 53.
 Saint Docteur, j'ajouteray pour la fin,
 que Bellarmin même ne croit pas que
 ce passage de l'Evangile se doive enten- lib. 5.
 dre du glaive spirituel & du temporel. sum.
 Je répons, dit-il, que quand à la lettre, Pont.
 il n'est fait aucune mention dans cet cap. 3.
 endroit de la puissance spirituelle ou tem-
 porelle du Pape, le Seigneur a seulement
 voulu par ces paroles avertir ses bien-
 heureux Disciples, qu'autems de sa pas-
 sion ils seroient dans les mêmes extre-
 mitez & dans les mêmes terreurs, ou sont
 ceux qui pour acheter une épée vendent
 leurs habits. Et c'est ce qui l'oblige
 de dire que Saint Bernard & le Pape Bo-

182 *De la Puissance du Pape*
niface 8. ont interprété allégorique-
ment ce passage.

Les choses étant de la sorte, & d'ail-
leurs étant certain, soit par l'explica-
tion des Saints Pères, soit par l'aveu
de Bellarmin même, que ces paroles du
Sauveur ne s'entendent pas véritable-
ment & proprement des glaives dont
nous sommes en contestation; il n'est
personne qui ne voye que le passage que
Bellarmin a puisé dans Saint Bernard
est mal employé pour prouver, que le
Pontife a dans quelque conjoncture,
une puissance temporelle sur les Princes
qui font profession du Christianisme,
ou que la puissance temporelle est in-
férieure à la spirituelle, ce qui n'est ni
ne peut être la pensée de Saint Bernard.
Mais quand nous confesserions que ce
passage de l'Ecriture doit être enten-
du mystiquement du glaive spirituel &
du temporel, cette exposition de Saint
Bernard ne pourra jamais prouver au-
tre chose, si ce n'est que les Roys & les
Princes Catholiques doivent prendre les
armes pour les intérêts de l'Eglise &
par son conseil, ce qui ne peut être
contesté de qui que ce soit, pour peu
qu'il soit raisonnable; & ainsi, si nous
entendons ces paroles dans ce sens
mystique, il faut dire, que le Sauveur
ayant dit, lorsqu'on lui montra ces
deux épées, c'est assez, à voulu faire en-

tendre, non qu'un de ces glaives fût soumis à l'autre, ou que l'un & l'autre feroient un jour dans les mains du Pape & de ses Ecclesiastiques: cette exposition seroit fautive, elle choqueroit la droite raison & la doctrine des Saints Pères, qui disent tous, que les Roys & les Empereurs n'ont point d'autre supérieur dans les choses temporelles que Dieu. Mais il a voulu donner à connaître que le concours de l'un & l'autre de ces glaives se pourroit voir quelque jour dans la République Chrétienne, après que les Princes auroient embrassé l'Evangile du Sauveur, & que l'Eglise par la puissance & le secours de ces deux glaives, se garantiroit de toutes les injures qu'on luy pourroit faire.

Mais parce que nous sommes tombez sur ce passage de Saint Bernard, je supplie mon Lecteur de prendre garde à une chose, à quoy je ne say si quelque personne a pensé, qui est que ce Père écrivant au Pape Eugene au sujet du glaive temporel, dit *qu'il doit être tiré du fourreau, peut être de votre consentement*, quoy que non par votre bras, & un peu après il dit, que ce même glaive doit être employé *du consentement des Ecclesiastiques*, sans ajouter le mot de *Peut être*; ce terme est-il superflu dans ce premier pas-

sage, ou bien manque-t-il d'ās le dernier, c'est sans doute une adresse de ce Père, qui n'étoit pas moins Saint que judicieux, pour faire voir que la personne du Pape devoit être distinguée de l'autorité Pontificale, & des fonctions du Sacerdoce, & pour montrer qu'il y avoit une grande différence à faire, lorsque c'étoit le Pape qui deffendoit ou ordonnoit quelque chose, ou lorsque c'étoit Eugène : bien que le même qui étoit Eugène fut Pape, lorsque le Pontife entant qu'homme & sujet aux mouvemens de plusieurs passions criminelles, souhaitoit qu'on tirât l'épée, non pour les intérêts de l'Eglise & par un devoir de cette charité ardente, dont tous les Fidèles doivent être incessamment animés pour sa défense, ou lorsqu'entant que Pontife, c'est-à-dire, entant que saint & vertueux il consentoit ou il résistoit par les seuls intérêts de la Religion, à des guerres & à des combats. Et c'est comme s'il luy eût dit ; Le glaive temporel ne doit pas être mis en usage toutes les fois que vous l'agréerez, mais seulement quelque fois, savoir lorsque pour l'avantage de l'Eglise, vous le conseillerez avec jugement & avec prudence à ceux qui ont ce glaive en leur pouvoir, mais non lorsque que pour exercer vos anciennes inimitiés, ou vos nouvelles aversions, ou pour seconder les mou-

venemens de cét orgueil qui peut vous porter à vouloir régner sur les peuples, vous inciterez les Princes Chrétiens à se faire la guerre les uns aux autres, ou vous la déclarerés à quelqu'un d'eux, & la porterez dans ses Etats ; la première de ces pensées ou de ces actions est d'un Ecclésiastique, & l'autre est d'un homme, l'une est du Pape, & l'autre est d'Eugène ou de quelque autre qui occupe le Saint-Siège. Les actions qui ont été faites par plusieurs Papes colères & orgueilleux prouvent clairement, que ce que je viens de dire, a été la pensée que Saint Bernard a voulu montrer dans ces paroles, mais retournons à nôtre dessein.

CHAPITRE XX.

LA troisième raison de Bellarmin est conçue en ces termes. *Il n'est pas permis aux Chrétiens de souffrir un Roy infidelle ou hérétique, lors qu'il tâche d'attirer ses sujets dans son hérésie, ou dans son infidélité, Or est-il que c'est au Pontife à qui les intérêts de la Religion ont été commis, qu'appartient le droit de juger, si un Roy veut engager ses sujets dans son erreur, ou non, donc c'est au Pontife à juger si un Roy doit être déposé ou non : Et ensuite*

il prouve la première proposition de cet argument par trois raisons.

Pour répondre à cette première proposition dans laquelle ce Cardinal dit, *qu'il n'est pas permis aux Chrétiens de souffrir un Roy hérétique ou infidèle, &c.* Je dis qu'il n'est rien de plus faux. Autrement il faut condāner toute l'Antiquité, qui quoy qu'elle vécût sous des Roys hérétiques & infidèles, qui s'efforçoient de détruire l'Eglise de Dieu, les a souffert avec beaucoup de soumission & de respect, non seulement par la crainte de leur colere, mais aussi par un devoir de conscience. C'est-à-dire, non qu'ils manquaient de forces pour chasser ces Princes impies, mais parce qu'ils estimoient que la loy de Dieu y résistoit & ne le leur permettoit pas. Mais par-

Cap. 7. ce que j'ay refuté cette dangereuse erreur cy-dessus, & particulièrement

Lib. 3. dans un traité que j'ay composé contre les ennemis des Monarchies, je ne

cap. 5.7. & dois pas m'arrêter plus long-tems à

§ 99. combattre cette proposition, & à en

lib. 4.c. faire voir la fausseté. Il reste seulement de montrer en peu de paroles les deffaus des Argumens que Bellarmine a employez pour prouver sa troisième raison.

Cap. 17. Le premier de ces Argumens est tiré du Deuteronomie, où il est deffen-

du au Peuple de Dieu d'élire un Roy qui ne soit de la nation, c'est-à-dire, qui ne soit Juif, afin qu'il n'engage pas ses peuples à l'idolatrie. Donc il est deffendu aux Chrétiens d'élire un Prince qui ne soit Chrétien. Je ne veux pas contester cette raison. Mais voyons la conclusion qu'il en tire. *Il y a, dit-il, autant de danger & de peril, d'élire un Prince qui n'est pas Chrétien, que de n'en déposer pas un qui n'est pas Chrétien, comme c'est une chose connue; donc les Chrétiens ne sont pas tenus de souffrir au dessus d'eux un Prince qui n'est pas Chrétien, s'il veut faire revolter son peuple de la véritable Religion qu'il professe.*

Je répons que cette conséquence n'est pas bonne, & que c'est par de semblables raisonnemens défectueux & trompeurs, que plusieurs personnes sont engagées à quitter la vérité. La tromperie de cette raison consiste en ce que Bellarmin établit & propose comme une vérité incontestable, qu'on a le même droit & le même privilège, lors qu'il y a un même danger à craindre & un même péril à essuyer, ce que je prouveray incontinent être faux. Car ce n'est pas ce que disent les Jurisconsultes dans une de leurs règles, laquelle ils expriment en ces termes, *On doit se servir du même droit, lorsqu'il*

L. illud y a une même raison de l'appliquer. Il
32. D. y a une grande difference de cette ma-
ad leg. xime à celle que Bellatmin pose. Il
aquil. faut donc remarquer qu'il ne dit pas
que c'est un égal peché d'élire un Prince
non Chrétien, & ne pas déposer un
Prince qui n'est pas Chrétien; Et s'il
l'avoit dit, je le nierois. Mais il dit
seulement, qu'il y a un égal peril,
d'où ensuite il conclut tres-mal que
les Chrétiens ne sont pas tenus de
souffrir au dessus d'eux un Roy qui
n'est pas Chrétien. Car il ne s'ensuit
pas que lors qu'il y a un péril égal à
appréhender, celui qui est dans ce pe-
ril ait la même liberté d'agir, & que
ses actions soyent également condam-
nables ou loüables. Je le prouve par
des exemples. Une personne qui est
blessée en son corps, ou qui est dépoüil-
lé de tous ses biens essuye un même
péril & un même danger, soit qu'il soit
maltraité violemment par un vo-
leur, ou par un soldat déserteur, ou
par un juge en vertu d'une sentence
qu'il a rendue injustement. Cependant
cette personne opprimée n'a pas un
secours & un remède égal contre tous.
Il peut s'élever impunément contre un
L. ut voleur qui l'attaque, & le tuer même,
vim D. s'il ne peut conserver sa vie ou ses
de just. biens que par cette voye; mais à l'é-
& jur. gard du Magistrat, qui en vertu de la
exp. 2. de homicid. l. 2. C. quand. lic. unc. su. ind.

puissance que sa charge luy a donnée, exécute un jugement plein d'injustice. On ne doit pas luy résister, à cause de l'autorité des choses jugées. On voit donc dans cet exemple, qu'encore que la perte & le danger soyent égaux, le même droit n'a pas lieu. En second lieu je dis qu'il n'y a pas moins de péril & de danger d'entrer à dessein dans un Navire, dont on fait que le fond est brisé, ou d'entrer dans un vaisseau qu'on croit bon, quoy qu'en effet il soit ouvert & fasse eau en plusieurs endroits. Je dis qu'il y a le même péril, mais qu'il n'y a pas le même péché. Au premier cas on tente Dieu, & on cherche volontairement sa mort, mais au dernier, si on a rapporté toute la précaution, dont on pouvoit être capable, on n'a point commis de péché d'être entré dans ce vaisseau. De même il y a un égal péril d'épouser par la considération de la beauté ou des richesses, une femme qu'on fait être chagrine & querelleuse, & d'en épouser une dont on ne connoît pas la fâcheuse humeur; & pourtant celui qui se précipite volontairement dans ce premier péril tombe dans une grande faute, parce que dans le choix de son établissement il tente Dieu. Au lieu que celui qui dans son ignorance vient à épouser une femme dont les

L. Serv.

inuito

65. 55.

cum

prator

D. ad

Treb.

inclinations sont mauvaises & portées à la division n'est coupable d'aucun péché envers Dieu, au contraire s'il supporte avec patience les désordres & les malheurs domestiques auxquels il est incessamment exposé, il peut aspirer au Ciel comme par une espèce de Martyre: je pourrois à ces exemples en ajouter plusieurs autres, pour faire voir combien l'argument de Bellarmin est captieux. Comme donc il ne s'ensuit pas de ce qu'ayant reconnu dans une femme une grande méchanceté, & une humeur qui ne peut s'accorder avec personne, on ne doit pas l'épouser, parce que ce seroit s'engager dans un péril très-certain, on doit lorsque sans le savoir on en a épousé une, qui a toutes ces mauvaises qualités, l'abandonner & s'en separer, nonobstant le lien sacré du mariage, bien qu'il y ait les mêmes craintes à essuyer, en la retenant chez soy. Je dis que de même il ne s'ensuit pas de ce que les Chrétiens sont obligez de n'élire pas un Roy infidèle ou hérétique, ils soyent obligez de ne le souffrir pas lorsqu'il est déjà établi, parce qu'il y a plusieurs considérations qui empêchent qu'on fasse une chose, lesquelles ne l'anéantissent pas lorsqu'elle se trouve faite, comme nous avons montré ailleurs fort au long. En

voilà assés pour détruire ce raisonnement.

CHAPITRE. XXI.

MAis je suis obligé de m'arrêter icy un peu plus long-tems, pour faire remarquer & pour refuter un autre erreur que Bellarmin a ajoûté pour fortifier le précédent raisonnement. Car pour confirmer ce qu'il avoit dit dans sa proposition, *que les Chrétiens sont obligez de ne souffrir pas au dessus d'eux un Roy qui ne seroit pas Chrétien, &c.* & pour détruire cette invincible objection qu'on luy fait, & qu'on tire de l'exemple des premiers Chrétiens, qui ont souffert sur le Trône, sans aucun scrupule de conscience, plusieurs Princes, dont les uns étoient Payens & les autres hérétiques, & qui les ont toujours honorez & respectez par cette seule considération qu'ils étoient leurs Princes. Voicy ce qu'il dit pour se tirer de cette difficulté; *Les Chrétiens n'ont pas autrefois déposé Neron, Diocletien, Julien l'Apostat, Valens l'Arrien & plusieurs autres semblables; c'est parce que les Chrétiens n'étoient pas assez puissans pour cela. Car qu'ils le pussent de droit, il paroît de ce que l'Apôtre a dit dans le chap. 6. de sa première Epître aux Corinth. où il leur ordonne que dans les affaires tem-*

192 De la Puissance du Pape
porelles ils établissent des Chrétiens pour
les juger, afin qu'ils ne fussent pas ob-
ligez de plaider par devant des Juges
ennemis de J E S U S-CHRIST, or de
même que les Chrétiens pouvoient a-
lors établir de nouveaux Juges, ils au-
roient pu aussi par une m me raison, é-
tablir de nouveaux Rois, s'ils avoient
été assez puissans pour cela.

Il y a dans ce discours beaucoup de
choses dignes de censure. Et je suis
surpris qu'elles soient sorties de la plu-
me d'un homme si savant & si versé
dans les Auteurs Sacrés & profanes.
Car pour ce qu'il dit en premier lieu,
que si les Chrétiens n'ont pas autre-
fois déposé Neron, Dioclétien, Ju-
lien, Valens & quelques autres sem-
blables Princes, c'est parce qu'ils né-
toient pas assez puissant pour cela, il n'y
a rien de plus faux, comme je l'ay prou-
vé cy-dessus & ailleurs dans un autre
livre, par des témoignages clairs & in-
contestables. Et comme je l'établiray
encore par les principes mêmes que
Bellarmin pose & qu'il approuve.
D'ailleurs il n'est rien de plus ridicule,
& de moins raisonnable, ou pour mieux
dire, il n'est rien de plus captieux, que
d'employer, pour appuyer ce faux sen-
timent, l'autorité d'un Saint Apôtre,
dans les écrits duquel on ne sauroit
trouver

Cap. 6.
7. & 8.
&
tract.
de regn.
lib. cap.
5. &
lib. 3.
cap. 10.
& seqq.

trouver un seul mot, qui, pris littéralement ou figurément puisse servir à l'établir. Mais pour dire librement ce que jepenſe, jetrouve que c'eſt abuſer avec un peu trop de licence de la doctrine de ce grand Apôtre, que de conclurre de ſa première Epître aux Corinthiens chap. 6. comme fait Bellarmin, qu'il a été permis aux Chrétiens de déposer leurs Empereurs hérétiques ou Payens, & d'en créer d'autres à leur place. Il eſt vrai que Saint Paul en cet endroit censure aigrement les Chrétiens, ſoit parce qu'ils s'inquiétoient les uns les autres par des procès, ſoit parce qu'ils s'appeloient les uns les autres aux Tribunaux des Juges Payens & Infidèles, auſquels le nō de Chrétien étoit en horreur. Mais le deſſein de cette censure n'étoit pas d'enseigner, ou de faire voir que les Magiſtrats Payens n'euffent aucune juridiſtion ſur les Chrétiens, ou que les Chrétiens puſſent en quelque façon empêcher que les Magiſtrats Payens n'euffent aucune autorité ſur eux; mais ſon intention étoit de montrer qu'il étoit indigne de la Religion & du nom Chrétien, que ceux qui étoient nouvellement régénérés en JESUS-CHRIST & qui avoient été apellez dans ſon Eglise, aimaffent mieux plaider devant des Juges Infidèles, que de terminer leurs

cōtestations & leurs differens par l'entremise & par le jugement de leurs frères, c'est-à-dire, des Chrêtiens.

1. Co-
rinth. 1.

Ainsi l'Apôtre n'anéantit point par son discours la juridiction des Payens, & ne prouve point que les Chrêtiens pussent ne la reconnoître pas, il ne fait que blamer & condamner l'opiniâtreté de quelques Chrêtiens, qui, quoiqu'ils pussent établir des personnes de leur Religion pour arbitres de leur différent, terminer sans bruit charitablement & équitablement toutes leurs contestations, ne pouvoient pas s'en contenter, mais portoient, au grand scandale de la Religion, leurs procès & leurs differens à des Juges Infidèles, méchans & ennemis des Chrêtiens. C'est ce qui oblige Saint Thomas écrivant sur ce passage, de s'exprimer en ces termes. *Mais il semble que cecy est contraire à ce qui est dit dans le second chapitre de la premiere Epitre de Saint Pierre, Soyés soumis par la considération de Dieu à tout homme qui a du pouvoir sur vous, soit au Roy, comme au Souverain, soit aux Gouverneurs comme à ceux qu'il a envoyez. Car c'est un privilège de l'autorité du Prince, de connoître des affaires de ses sujets & de les juger. C'est donc une chose qui choque le droit de Dieu, d'empêcher qu'on n'exécute les jugemens du Prince, lors-*

qu'il est infidèle. Mais au contraire, il faut dire que l'Apôtre ne défend point aux Fidèles qui sont sous la domination d'un Prince infidèle, d'obeir à ses commandemens, & de comparoître devant son Tribunal, s'ils y sont citez. Ce seroit pecher contre l'obeissance qui est dûë aux Souverains. Tout ce que l'Apôtre veut défendre ici aux Fidèles, est de choisir volontairement le tribunal d'un Juge infidèle. Theodoret aussi bien que Nicolas de Lera à écrit à peu-près la même chose sur ce passage. L'Apôtre, dit-il, ne défend pas ici aux Fidèles, qui sont sous la domination d'un Prince infidèle de comparoître devant son Siège, lorsqu'ils y sont apellez. Ce seroit contre l'obeissance qui est dûë au Souverain, mais ce qu'il leur défend, c'est de ne recourir pas volontairement aux Juges infidèles dans les choses qui peuvent être terminées & décidées par les Fidèles. L'Apôtre ne commande donc rien en cet endroit, qui puisse ôter, diminuer, ou porter du préjudice à la Jurisdiction & à la Puissance d'un Juge infidèle sur les Chrétiens. Il n'a pas même rien pû ordonner de contraire à l'obeissance qu'on doit au Prince, parce qu'elle est du droit naturel lequel a été confirmé par l'autorité de Dieu, comme l'Apôtre le dit ailleurs, selon le témoignage de Saint

Rom. 13. Ambroise. Donc cét établissement de Juges dont nous parlons n'exemptoit en aucune manière les Chrétiens de la soumission & de la juridiction des Juges Payens, il leur ôtoit seulement la liberté de recourir à des Juges infidèles, lorsqu'ils s'en pouvoient choisir de leur Religion, par le ministère desquels leurs différens pouvoient être amiablement décidés. Or ces Juges n'étoient que simples arbitres, sans empire, sans autorité, ayans seulement une juridiction volontaire, de sorte que si un Chrétien opiniâtre, ou un Payen citoit un Chrétien devant un Juge infidèle; ce Chrétien n'auroit pas pû demander d'être renvoyé par devant ces Juges ou ces arbitres Chrétiens, & se soustraire à la juridiction du Juge Payen, au contraire il étoit tenu en conscience de comparoître devant son tribunal, à cause de l'obéissance qui est dûe au Souverain par un droit naturel.

D'ailleurs si on veut examiner avec attention les paroles de Saint Pierre, on verra que cét Apôtre a dessein en cét endroit, de disposer les Fidèles à la perfection Evangelique; ainsi c'est plutôt un conseil qu'un commandement. Et en effet il exhorte de souffrir plutôt les injures & les tromperies qu'on leur fait, que de se faire des procès les uns

aux autres. Suivant en cela ces divines exhortations du Sauveur ; *si quelqu'un Math. 5*
vous donne un soufflet sur la joue droite,
présentés lui l'autre , & si quelqu'un
veut plaider avec vous & vous ôter
vôtre robe , abandonnez-lui aussi
vôtre manteau. Et c'est ainsi que les Pères de l'Eglise, cōme Ambroise, Primase, Theodoret & tous les autres ont interprété ces paroles. Car ce que dit l'Apôtre aux Fidèles à qui sa Lettre est écrite , *que c'étoit un crime à eux,*
de ce qu'il y avoit entr'eux des disputes
& des procès , & qu'ils devoient plâ-
rôt souffrir qu'on leur fit tort, &c. Se doit nécessairement entendre de la perfection de la vie , ou d'un état de vie très-parfait. Autrement à peine l'on pourroit-on donner un vrai sens ; chacun demeurant d'accord que ceux-là ne péchent pas , qui étans acablez d'injures & de mauvais traitemens, recourent à l'autorité du Magistrat. L'Apôtre S. Paul fait donc en ce lieu, comme un bon Père qui condamne avec justice ses enfans, de ce que par leurs divisions & par leurs mes-intelligences ils violent l'amour fraternelle, & de ce qu'ils aiment mieux porter leurs contestations aux piés & au Tribunal de la Justice, que de les faire décider par le conseil & le jugement de leurs propres frères.

198 De la Puissance du Pape

Cela étant ainsi, n'est-ce pas un malheureux aveuglement, & une ignorance pitoyable, ou plutôt n'est-ce pas une malice bien noire, de vouloir conclure de ces paroles de Saint Paul, que les anciens Chrétiens auroient pu légitimement déposer les Empereurs & les Magistrats Payens, s'ils avoient eu assez de forces pour cela ? Puisque cet Apôtre commande formellement ailleurs, à tous les Chrétiens, d'être nécessairement soumis aux Puissances Payennes, non seulement pour la colere, c'est-à-dire, par la crainte des châtimens qu'ils ont en main contre les rebelles, mais aussi par un devoir de conscience, parce qu'en effet on ne peut pas, sans blesser sa conscience, se soustraire à une Jurisdiction qui a été établie de Dieu, ou résister à ses ordres, car c'est ce qu'emportent ces paroles, *soyez nécessairement soumis aux Puissances, par un devoir de conscience*, ou comme parle S. Pierre en considération de Dieu. Aussi tous les premiers Chrétiens depuis les Apôtres, confessoient ingenuement que l'Empereur, quelque Payen qu'il fût, & quelques persécutions qu'il exerçât contre l'Eglise, étoit établi de Dieu & n'étoit inférieur qu'à lui seul : De sorte que s'ils ont été contraints par un motif de conscience d'o-

Rom. 13.

Petr. 1.

Tertull.

n. Sca-

pul. & in

Apolog.

béir à des Magistrats Payens, & s'ils ne se font pas portés à des revoltes & à des soulevemens, on doit dire, qu'ils l'ont fait, non par défaut de puissance, mais par défaut de droit. Car si l'Empereur ne voyoit rien au dessus de lui que Dieu seul, & si une Puissance supérieure ne peut pas être déposée par une moindre, comment est-ce que les premiers Chrétiens auroient pû légitimement déposer leurs Empereurs? Dailleurs l'Apôtre ne se combatroit-il pas lui-même, & ne choqueroit-il pas ouvertement la doctrine de S. Pierre, & enfin les anciens Pères qui ont succédé à ces bienheureux Apôtres, auroient-ils ignoré les droits que l'Eglise avoit sur les Princes & les Magistrats hérétiques ou infidèles? Car, pour ce qui est des forces que les Ecclésiastiques avoient en main pour leur ôter leurs couronnes & leur puissance, on ne peut pas revoquer en doute qu'ils n'en eussent suffisamment pour cela, comme nous l'avons prouvé ailleurs fort au long.

Il paroît donc de tout ce que je viens de dire, que le passage de Saint Paul ne prouvé point la pensée de Bellarmin, & n'établit point, que les Fidèles aient le droit de déposer leurs Empereurs ou leurs Roys, & par conséquent qu'il est tombé dans une très-grande faute,

lib. 3. de regno

cap. 10.

11. 12. &

13. &

l. 4. cap.

5. & 6.

en ce que dans une matière si sérieuse & si importante, il a voulu se prévaloir de l'autorité d'un Apôtre, pour surprendre malheureusement ses Lecteurs, si la création ou l'établissement des Juges que les Chrétiens devoient faire par les ordres de Saint Paul, avoit ôté en tout ou en partie, l'autorité, l'empire & la juridiction des Magistrats infidèles, ou bien si par ce moyen les Chrétiens avoient pû exempter de comparoitre devant leurs Tribunaux, il n'y auroit rien de plus fort que l'argument de Bellarmin, il n'y auroit rien de plus véritable & de plus certain que son sentiment ; mais parce que ces arbitres ainsi établis, ne portoient pas plus de préjudice aux juges Payens, que les Roys de la fève qu'on fait la veille des Roys, ou que les Princes & les Magistrats que la jeunesse ont accoutumé de faire dans les débauches du Carnaval, portent de préjudice au vrai Roy & aux vrais Juges, l'argument de ce Cardinal ne favorise point son opinion.

Mais parce que nous suivons pas à pas toutes les paroles de Bellarmin, il est nécessaire qu'on avertisse le Lecteur, que Saint Thomas tient quelque part, que l'on peut légitimement ôter aux Princes Payens le droit de seigneurie &c. Jus domini & praelationis, *Par la*

22. q. 10.

art. 10.

sentence ou les commandemens de l'Eglise, qui en a l'autôrité de Dieu, comme il parle. Pour moi j'estime beaucoup l'autôrité de ce Saint, j'honore sa memoire, & j'ai en admiration sa doctrine, mais je ne l'estime pas assez pour mettre tous les ouvrages au rang des Livres Canoniques, ou pour croire que ses sentimens doivent être au dessus de la raison & des Loix, & je ne crois pas que le sentiment qu'il a sur cette matière, doive faire impression sur qui que ce soit. Premièrement parce qu'il ne s'est fondé sur aucune raison solide & pressante, en second lieu, parce qu'il ne cite point d'autôrité, en troisième lieu, parce que dans les commentaires qu'il a fait sur la première aux Corinthiens, il est d'un sentiment tout contraire, & enfin parce qu'il n'y a aucun Père qui favorise son opinion, & qu'il y a une infinité de raisons & d'autôrité qui la combattent. La raison dont Saint Thomas s'est servi, pour appuyer sa pensée, est que les Infidèles perdent par leur infidelité leur puissance sur les Fidèles, qui sont faits enfans de Dieu. Mais que cette raison est peu solide, & peu digne d'un si grand homme. Comme si parce qu'une personne mérite d'être privée de sa charge, de ses privilèges, de sa dignité, de son

Chap. 5.

autôrité, & des autres avantages qu'il possède, il pouvoit en être incontinent dépoüillé par d'autres que par celui de qui il tient toutes ces choses, ou de celui qui en a reçu un ordre exprés; qui ne fait que le Chancelier, le Connêtable, & les autres Magistrats, que le Roy a établis dans son Royaume, méritent d'être privez de leurs emplois, s'ils viennent à abuser de leur pouvoir? Cependant personne ne peut leur ôter leurs charges, tant que le Prince de qui ils dépendent les leur laisse. Il en est de même des Roys & des Princes infidèles, le crime de leurs infidélitez les rend indignes de leurs Couronnes, ils méritent d'en être privez, mais parce que c'est une main divine qui les a mis sur le Trône, ils ne peuvent être déposez ni dépoüillez de leur sceptre, & de leur grandeur, que par cette main souveraine qui les a si glorieusement élevez. Et en effet le même Docteur montre assez évidemment dans l'exposition de sa première aux Corinthiens, qui est l'endroit que nous avons cité cy-dessus, que l'Eglise n'a aucune autôrité pour déposer les Princes Payens, car il dit que c'est une chose qui choque les Loix, que d'ordonner que les Fidèles ne subissent pas les jugemens d'un Souverain infidèle. Or il est certain

que l'Eglise ne peut rien commander ni défendre qui choque les ordres & les loix de Dieu, & qu'ôter à un Souverain infidèle le droit de seigneurie, c'est en éfet empêcher qu'on ne subisse leurs jugemens, l'Eglise n'a pas donc cette puissance. Et en éfet, qu'on parcoure toutes les Histoires, on ne trouvera en aucun endroit que l'Eglise se soit attribué le privilège de juger un Prince ou un Magistrat infidèle, & ce n'est pas seulement à cause du scandale, comme dit Saint Thomas en cet endroit, que l'Eglise s'est abstenue de les juger, mais c'étoit par défaut de droit, l'Eglise n'étant pas le juge des infidèles, suivant ce que dit S. Paul; *Pour-*
quoi entreprendrois-je de juger ceux
qui sont hors de l'Eglise? Outre que les Princes ayans été établis de Dieu, ils n'ont pour leur Juge que Dieu, & ne peuvent être déposés que par ses mains souveraines. Et contre cela il est inutile d'alléguer que Saint Paul, dans l'endroit où il commande aux domestiques Chrétiens, d'honorer leurs Maîtres infidèles, ajoûte seulement cette raison, *Asin que le nom, & la doctrine du Seigneur ne soient point blasphémex*, car il n'a pas ajoûté ces paroles, comme la seule raison qui établit la déférence qu'il leur ordonne. Mais il a voulu marquer le plus grand mal

1 Cor. 5.

qui pourroit arriver du mépris des domestiques pour leurs maîtres, savoir le scandale public de l'Eglise & de l'Evangile, afin de les engager par la crainte d'un si grand malheur, à les honorer comme ils doivent. L'Apôtre n'entend donc pas par ces paroles que les Esclaves Chrétiens se puissent légitimement dégager du joug de leur servitude contre la volonté de leurs maîtres ; quoi-qu'ils le pussent sans attirer aucun scandale sur l'Eglise, ce seroit commettre un larcin condamné par le droit des gens, mais il veut montrer, que non seulement ils pèchent en n'honorant pas leurs maîtres comme ils y sont obligez, ainsi qu'il l'enseigne formellement dans un autre endroit, mais de plus, qu'ils attirent un grand scandale sur toute l'Eglise de JESUS-CHRIST, ce qui est un crime bien plus grand, & bien plus pernicieux & qui doit être évité avec bien plus de précaution, que ceux qui ne scandalisent & qui n'offensent que quelques personnes particulières.

Il reste présentement à faire voir, comme je l'ai promis cy-dessus, que le sentiment de Bellarmin, au sujet du droit de déposer les Rois & les Princes idolâtres est faux, suivant les principes qu'il a posés, ou dont il convient. La chose est facile à faire. Car

*L. ancil-
la 60.
D. De
furt. l. 1.
C. de
serv.
fug.
Rom. 3.
Philipp.
6. C. l. 3.*

il a dît quelque part, que les Apôtres, *Lib. 27*
 & tous les autres Chrétiens ont été *de Rome*
 aussi soumis aux Princes Payens, à l'é- *Pontif.*
 gard des choses temporelles & civiles, *chap. 9*
 que les autres hommes leurs sujets.
Je répons premièrement, dit-il, qu'on
pourroit dire que Saint Paul a ap-
pelié à Cesar, parce qu'en effet il étoit
son juge, bien que de droit il ne le fut pas, *Ioan. de*
c'est ainsi qu'un Docteur celebre a ré- *Turre-*
pondu quelque part dans ses ouvrages. *crema-*
En second lieu, on peut dire plus juste- *ta lib. 2.*
ment avec Albert Pighius, qu'il y a de *chap. 96*
la difference entre les Princes Payens & *Summa*
les Princes Chrétiens, car dans le tems *de Eccle*
qu'ils étoient Payens, le Pape n'étoit *sia lib. 5.*
pas leur juge, au contraire il leur étoit *Hie-*
assujetti dans les choses temporelles, tout *rarch.*
de même que les autres hommes : car *Eccl. c. 7*
que le Pontife ne fût pas leur juge, il
paroit de ce qu'il n'est juge que des Fi- *1. Cor. 6.*
dèles, suivant les paroles de l'Apôtre,
pourquoi entreprendrois-je de juger
ceux qui sont hors de l'Eglise: qu'au-
contraire il leur fût soumis & de droit
& de fait, dans les choses politiques, il
paroit aussi, car la loi de JESUS-CHRIST
n'ôte à personne son droit ni les autres
choses qui lui apartiennent; or comme
avant l'Evangile les hommes étoient
sujets des Empereurs & des Rois, de mé-
me l'ont-ils été après. Et c'est pour
cela que Saint Pierre & Saint Paul

1. Petr. 2. exhortoient tous les Fidèles d'être soumis
 Rom. 13. mis à leurs Princes. C'est donc legiti-
 ad Tit. 3. mement que Saint Paul appela à César
 & qu'il le reconnût pour son juge, lors
 qu'il fût accusé d'avoir élevé une sedi-
 tion, & causé du bruit parmi le Peu-
 ple. Voilà les paroles de Bellarmin,
 desquelles on voit qu'il résulte, que la
 raison pour laquelle les premiers Chrê-
 tiens n'ont pas déposé leurs Princes
 qui étoient infidèles, n'a pas été, par-
 ce qu'ils manquoient de forces, & de
 pouvoir, mais ç'a été, parce que les
 loi de Dieu & des hommes s'y oppo-
 soient. Et c'est ce qu'il enseigne au
 même endroit encore plus clairement,
 lorsqu'il dit, que le droit de juger, de
 punir, & de déposer n'appartient qu'au
 Souverain, ce qui est vrai, & qui est
 confirmé par un consentement uni-
 versel.

Or de ces principes qui sont posez
 & avoués par le Cardinal Bellarmin,
 tous ceux qui sauront se servir de leur
 raison, pourront conclurre fort aisé-
 ment, que les Chrétiens, quelque puis-
 sans qu'ils ayent été, soit en nombre,
 soit en forces, n'ont pû de droit dé-
 poser ni Néron, ni Diocletien, ni les au-
 tres Princes Payens ou impies, ce qui
 se prouve par ce raisonnement invin-
 cible. Les sujets ne peuvent pas de
 droit juger, punir ou déposer leurs sou-

verain, or est-il que tous les Chrétiens qui étoient dans l'Empire de Néron, Diocletien, & des autres Princes idolâtres ou impies, étoient leurs sujets, donc ils ne pouvoient, ni les juger, ni les punir, ni les déposer. La première proposition de cet argument est avouée par Bellarmin, la seconde n'est pas moins véritable, & pour ce qui est de la conclusion, elle suit nécessairement les deux premières propositions, & se trouve directement opposée à ce que ce Cardinal dit en cet endroit, *que les Chrétiens ont autrefois pu de droit déposer Néron, Dioclétien, & les autres Empereurs semblables. Mais que, parce qu'ils n'étoient pas assez puissans, ils ne se sont pas servi de leur droit.* Cette proposition est donc fautive ; Elle doit être condamnée, parce que deux propositions dont l'une est affirmative, & l'autre négative, ne peuvent pas être vraies toutes deux en même tems. Et de là aussi paroît la fausseté de l'opinion de Saint Thomas que nous avons réfutée cy-dessus dans ce chapitre.

CHAP. XXII.

I'Ai dit que le Cardinal Bellarmín employet trois argumens pour prouver la troisiéme raison qu'il propose, savoir, *qu'il n'est pas permis aux Chrétiens de souffrir un Roy infidelle ou herétique.* Nous avons fait voir les defaus du premier de ces argumens, il faut présentement examiner les deux autres dans ce chapitre, & dans le suivant.

Le second argument est conçu en ces propres mots. *Souffrir sur le Trône un Roy Herétique ou infidelle qui s'efforce d'attirer ses sujets dans son erreur. c'est exposer la Religion à un peril évident.* Or est-il que les Chrétiens ne sont tenus, ni ne doivent souffrir sur le Trône un Roy infidelle, lors que la Religion est exposée à des perils évidens, car lors que les loix Divines, & les loix Humaines sont contraires, on doit observer les divines préféramment aux humaines. Or il est certain que c'est du droit divin de conserver la véritable foy, & la véritable Religion, &c. avoir celui-cy, ou celui-là pour Roy, appartient au droit humain.

Je répons que Bellarmin, ou les autres, dans les ouvrages desquels ce Car-

Final peut avoir puisé cet argument, ne raisonnent pas juste & selon les règles de la Logique, car ils mêlent & confondent deux argumens qu'ils ne proposent pas en forme. Car à la place de cette proposition, *Or est-il que les Chrétiens ne sont tenus, ni ne doivent souffrir sur le Trône un Roy infidelle,* il faut en bonne Logique substituer celle-cy, *Or est-il que les Chrétiens ne sont tenus, ni ne doivent souffrir un Roy infidelle, lorsque la Religion est exposée à des perils évidens;* Et de là s'ensuivra, que donc il n'est pas permis aux Chrétiens de souffrir un Roy infidelle ou hérétique. Car son assomption ou la seconde proposition qu'il allègue, n'est presque autre chose que la proposition controversée. Mais ayons quelque complaisance pour ce Prélat, accordons lui que son argument est en forme, & répondons y méthodiquement & en détail. Je dis donc premièrement que la première proposition de son argument est fautive, n'étant pas vrai que souffrir un Roy hérétique ou infidelle, qui s'efforce d'attirer les hommes dans sa secte, c'est exposer la Religion à un peril évident. Car souffrir ce Roy hérétique ou infidèle, ce n'est pas exposer la Religion à ce peril, c'est seulement souffrir que la Religion demeure dans le peril ou

elle est tombée par l'erreur & le crime de ce Roy hérétique ou infidèle, auquel péril elle se trouve déjà exposée sans que le peuple y ait contribué, & qu'il soit en faute, puisque le peuple n'a point d'autre moyen pour délivrer la Religion, que la patience & la constance; & l'on ne peut point tourner à crime ce procédé des Chrétiens, à moins que de faire le procez en même tems aux Anciens Pères & à tous ces Chrétiens illustres, qui ont obéi avec toute sorte de soumission, & sans se soulever contre Constance, contre Julien, Valens & les autres deserteurs de la véritable Religion: parce qu'ils étoient légitimement établis Empereurs sur les Peuples, & qu'ils les ont toujours religieusement honorez, & leur ont rendu tous les respects & tous les services dont ils ont été capables, bien qu'ils pussent aisément leur ôter la vie, ou les renverser de leur Trône. Mais bien que ces Saints Docteurs qui ont éclairé ces premiers âges de l'Eglise, & que ces hommes Religieux, dont la constance n'a pas été moins admirable que la piété, aient toléré ces Roys hérétiques & ces Empereurs infidèles, quoi qu'ils ne manquassent ni de forces ni de moyens temporels, pour délivrer la Religion, de leur oppression & de leur rigueur, Ou

est la personne raisonnable qui se soit jamais avisée de dire, que par leur patience & par leur constance, véritablement digne de la Religion qu'ils professent, ils ayent exposé l'Eglise à des perils évidens de ruine & de destruction. Quand je parle de souffrir un Roy, je parle de celui qui étant, Payen, a été élu par des Payens en un Royaume, où les Chrétiens ne dominent pas, ou bien de celui qui dans le tems de son couronnement s'est fait Chrétien, car je sai que des Chrétiens ne peuvent pas en conscience établir sans aucune nécessité un Roy sur eux, le sachant hérétique ou infidèle, ce seroit alors véritablement exposer la Religion à des perils évidens, ce seroit un des plus grans crimes qui pussent être commis par des Chrétiens, & ceux qui seroient capables d'y tomber, mériteroient de faire une fin funeste.

Pour ce qui est de la conséquence que Bellarmin tire de la contrariété du droit divin & du droit humain, je réponds en peu de mots, qu'il se trompe en ce qu'il pense, qu'en cette rencontre les loix divines sont opposées aux loix humaines; Car conserver la Religion & la Foy, & souffrir un Roy hérétique ou infidèle, ne sont point des choses contradictoires, ce ne sont pas aussi deux choses dont l'une soit de

*Contra
Arnaud
pag. 69.*

*lib. 3. de
regno.
cap. 8.*

*Lib. 2.
de Rom.
Pont. c.
29.*

droit divin & l'autre de droit humain, servir Dieu dans la véritable Religion, & honorer le Prince & lui obéir, ce sont deux préceptes qui sont également de droit divin, & qui doivent être observés exactement l'un & l'autre, comme les Jesuites même l'assurent, & que je l'ai prouvé fort au long dans un autre ouvrage ainsi dans cette rencontre les sujets d'un Prince hérétique, non seulement les peuvent souffrir sur le Trône, mais aussi ils le doivent, c'est un devoir de leur conscience, mais ils doivent aussi en même tems, demeurer fermes dans leur Religion, & accomplir exactement ce précepte du Fils de Dieu, qui vouloit qu'on rendit à César les choses qu'on devoit à César, & à Dieu celles qu'on devoit à Dieu. Car si, comme Bellarmin le dit ailleurs, il n'est pas permis au Concile de juger, punir ou déposer un Pontife qui s'efforce de troubler & de détruire l'Eglise de Dieu, s'il doit seulement lui résister en n'obéissant pas à ces injustes commandemens & en empêchant qu'il ne puisse pas exécuter ses desseins impies, nous devons faire ce même jugement à l'égard des Princes qui sont ennemis de la véritable Religion, parce qu'ils sont Souverains dans leurs Etats, comme dit le même

Bellarmin, & qu'ils ne reconnoissent aucun juge sur la terre. Et que suivant la Théologie de plusieurs Docteurs très-célèbres un Concile Oecuménique a plus de puissance sur le Pape, que n'en ont les peuples sur leurs Roys, par cette raison que l'Eglise est toujours gouvernée par le Saint Esprit, & ne fait jamais rien qu'avec justice, au lieu qu'un peuple qui est souvent agité par les mouvemens des séditions entreprend beaucoup de choses témérairement & sans conseil, & les exécute souvent d'une manière injuste, cruelle & impie.

Mais, me dira-t-on, il est difficile de souffrir un Roy impie sur le Trône & de conserver la véritable Religion. Je confesse que la chose est difficile, mais elle n'est pas impossible, l'impossibilité excuse l'inobservation du précepte, mais il n'en est pas de même de la difficulté. Au reste ce qu'ajoute Bellarmin quand il dit, que *conserver la véritable Foy & la véritable Religion est de droit divin, & avoir tel ou tel Roy est de droit humain*, est très-vrai, mais il faut prendre garde de se laisser tromper. Ce Cardinal a omis le principal: car il devoit ajouter ces paroles, *Mais lorsque nous avons un tel ou tel Roy, il est de droit divin que dans les choses politiques & civiles nous lui obéissions avec*

Lib. 1. de
Rom.
Pontif.
cap. 9.
& lib. 3.
cap. 19.

214 *De la Puissance du Pape*
humilité & respect. Car par cette addition, qu'un véritable Catholique ne peut contester, toute la force du raisonnement de Bellarmin est anéantie: car dans l'espece qu'il propose, le droit divin & le droit humain ne concourent pas comme deux choses opposées, ainsi qu'il se l'imagine, si cela étoit il est bien certain qu'il faudroit que le droit humain cedât au divin: mais ces deux choses, savoir, conserver la véritable Religion & honorer le Roy, & lui obéir dans les choses politiques concourent dans cette espece, comme deux préceptes qui sont également de droit divin, & qui doivent être l'un & l'autre religieusement accomplis, en rendant, comme il a été dit, à Cesar ce qui appartient à Cesar & à Dieu les choses qui appartiennent à Dieu. Comme Bellarmin nous a appris qu'il faut faire, quand le Saint Siège est occupé par un Pape, qui veut perdre l'Eglise & la Religion.

CHAPITRE XXIII.

Lreste présentement à refuter le dernier argument de Bellarmin, lequel n'est pas moins subtil que captieux. Voicy les termes dans lesquels il est exprimé. *Pourquoi un peuple fidèle, ne pourroit-il pas se couvrir le joug d'un Prince*

qui est infidèle & qui engage ses sujets dans son erreur, si une femme fidèle est dégagée de l'obligation de demeurer avec son mari infidèle quand il ne veut plus demeurer avec elle. Comme le Pape Innocent 3. l'a recueilli du chapitre 7. de la premiere de Saint Paul aux Corinthiens. Et puis que la Puissance d'un mari sur sa femme n'est pas moindre que celle d'un Prince sur ses sujets, & qu'au contraire elle est plus grande & plus étendue.

Il n'est point de raisonnement, dont les ennemis des Monarchies se servent plus fréquemment que de celui-cy, parce qu'en éfet il est le plus captieux de tous, il est le plus propre à toucher & à surprendre ceux qui l'entendent: mais je puis ajoûter aussi, qu'il est le moins fort & le moins pressant, si on l'examine un peu attentivement, & si on comprend bien ce qu'il veut dire. Je répons donc & je dis qu'il y a une grande difference entre ces deux choses, savoir entre être délivré du joug & de la puissance de quelqu'un, & être délivré de l'obligation de demeurer avec quelqu'un, & par conséquent c'est une illusion de les comparer ensemble & de les confondre, car en éfet la femme à qui l'obligation de demeurer avec son mari est ôtée, n'est point par là incontinent délivrée de

son joug. Et c'est dequoi l'Eglise nous fournit des exemples tous les jours, ordonnant pour diverses causes des séparations, quant au lit & à la table, c'est-à-dire quant à l'obligation de demeurer l'un avec l'autre, le lien du mariage qui est le Sacrement de JESUS-CHRIST & de son Eglise subsistant toujours. Ainsi la force de l'argument tiré des personnes mariées est nulle, si on n'argumente du joug marital ou matrimonial au joug Royal en cette manière. *Pourquoi est-ce qu'un peuple fidèle ne pourroit pas se délivrer du joug d'un Prince infidèle & qui engage ses Sujets dans son erreur, puisqu'une femme fidèle est délivrée du joug de son mari infidèle.* Or si le Révérendissime Cardinal Bellarmin veut former ainsi son raisonnement, afin de lui donner plus de force, j'y répondrai d'une autre manière, & je dirai, ou qu'il parle de ces mariez qui étant tous deux fidèles, lorsqu'ils se sont épousez, l'un d'eux est devenu hérétique ou infidèle, ou bien il parle de ces mariez qui étans hérétiques ou infidèles, quand ils se sont épousez, l'un d'eux a embrassé la vraie foy, l'autre demeurant opiniâtrément dans sa superstition & dans son erreur, s'il entend parler des premiers, il prend fort mal-a-propos, le Pape In-

nocent

Innocent 3. pour garant de ce sentiment, puisqu'il n'en dit pas un mot dans le Canon qu'on allégué. D'ailleurs, ce qu'on nous dit dans l'argument, savoir que le fidèle qui est marié est délivré du joug de l'infidèle, à qui le mariage l'a voit attaché, lorsqu'il ne peut plus demeurer avec lui sans risquer sa foi, seroit absolument faux, & tout à fait contraire aux Canons. Si l'un des mariés qui sont fidèles, dit le Chapitre *Quanto, & si vero. Extra, de divorciis.* On tombe dans l'hérésie, on se fait Payen, nous ne croyons pas que pendant sa vie l'autre qui a été quitté, puisse passer à un second mariage. Quoi-que Dieu ait été extrêmement offensé par cette action. Le même Innocent 3. dont nous venons de rapporter les paroles, a écrit ailleurs dans le même sens, que le mariage contracté entre des personnes legitimes, & consommé par la copulation corporelle, ne peut être rompu en aucun cas, bien-que l'un parte, de ces fidèles, *Inter quos ratum est conjugium, vint à embrasser l'hérésie & ne de voudroit demeurer avec l'autre que pour offenser Dieu.* On voit donc que cet argument tiré des personnes mariées, bien loin d'appuyer le sentiment de Bellarmin, le combat tres-puissamment. Car on pourroit le retorquer ainsi contre lui. Pourquoi un peuple fidèle seroit-il affranchi du joug d'un Roy infidèle, ou

hérétique, qui veut engager ses sujets dans sa communion profane, si un fidèle mari n'est pas afranchi du joug de la personne infidèle à qui il est attaché, bien que sa foy & l'honneur de Dieu soient en peril, suivant la désision d'Innocent 3. dans les Canons que je viens de rapporter.

Ce qui a fait dire au fameux Abbé de Pa-

Cap.

quanto.

cap. ex

parte.

cap.

quanto

§. severo

lerme que l'Eglise ne peut point dissoudre un tel mariage, & afranchir du joug & de la puissance d'un infidèle, la personne fidèle qui est attachée à lui par le lien sacré du mariage, bien qu'il soit incomparablement plus facile à une personne infidèle de pervertir la personne fidèle qui lui est liée par cette union sainte, qu'à un Prince infidèle ou hérétique, de faire abandonner à tout un peuple sa Religion & sa Foy, joint que le lien d'obéissance, qui attache un peuple à son Roy étant de droit naturel & divin est plus difficile à rompre, que le lien Sacré du mariage, de sorte qu'il paroît que l'Eglise n'a pas plus de pouvoir dans l'un que dans l'autre.

Que si l'argument parle de la seconde sorte de gens qui sont mariés, la réponse est aisée à donner par la même lettre du Pape Innocent 3. savoir que ces mariages ne sôt pas indissolubles, qu'au contraire l'un & l'autre de ceux qui l'ont contracté peuvent le rompre & se separer, soit par un mutuel consente-

ment,

ment, soit malgré l'un de l'autre, car chacun & le mari & la femme, ont le pouvoir de s'envoyer la lettre de divorce. C'est pour ce sujet qu'Innocent apporte cette différence entre les mariés fidèles, & les mariés infidèles; (a) que *quoique le mariage cōtracté entre des fidèles, soit un véritable mariage,* (parce qu'il est fait selon les Loix (b)) *il n'est pourtant pas indissoluble, au lieu que le mariage contracté entre des personnes fidèles est véritable & indissoluble, parce que le Sacrement de la foy qu'ils ont une fois receu ne se perd jamais, mais il confirme le Sacrement du Mariage, tellement qu'il dure autant que le Sacrement de la foy.* Il ne faut pas donc s'étonner si une femme qui est fidèle, est délivrée de la puissance de son mari, qui demeure encore dans l'infidélité, & si elle n'est plus contrainte de demeurer avec lui, puis que lors qu'ils seroient tous deux dans l'infidélité, ils auroient la liberté de se separer l'un de l'autre, & de rompre leur mariage, parce que le lien qui les unit n'est pas indissoluble, & c'est pour cela que S. Paul ne commande pas au mari fidèle de demeurer avec sa femme infidèle, si elle veut habiter avec lui; il les lui conseille seulement, comme le remarque S. Augustin & les Saints Pères qui en ont été tirez.

a L. Lu-
ci. 38. D.
Sol. ma.
b Int. de
nuptiis.

1. Cor. 7
lib. 1. c.
adult.
conjug.

Cela étant, il est clair que l'argument

de nos Adversaires est nul, & qu'ils ont tort de s'en servir pour prouver que les peuples peuvent s'affranchir du joug de leurs Roys; soit qu'ils s'agisse des mariages contractez entre des personnes fidèles, soit qu'il s'agisse de ceux des infidèles, car pour les premiers, le lien qui les unit est si fort, & si indissoluble, qu'on ne sauroit le rompre, ni pour cause d'infidélité, ni pour cause d'hérésie, & l'Eglise n'en a pas le pouvoir, de sorte que cet argument prouveroit plutôt, qu'on ne peut pas se soustraire de l'Empire des Roys, bien loin de prouver qu'on puisse secouer leur joug. Pour les derniers mariages, ils ne sont point de la même nature que les premiers, ceux qui les ont contractez ne se sont point liez devant l'Eglise: tellement que le mari qui est fidèle peut quitter sa femme infidèle, pour en prendre une autre, si elle ne veut pas le suivre, & si on ne peut pas l'y obliger, sans commettre un scandale; & de même une femme fidèle peut épouser celui qui lui plaira au Seigneur, si son mari infidèle refuse d'être avec elle; ainsi, puis que ces derniers mariages se rompent aisément, & qu'au contraire l'obéissance que nous devons aux Magistrats & aux Rois est fondée sur le droit divin & humain parmi toutes les Nations; Il n'y a rien de si absurde que de comparer
des

des choses si différentes ensemble, comme si c'étoit une même chose, & comme si l'on pouvoit secouer le joug des Roys, avec la même facilité, qu'on peut rompre le lien qui unit des infidèles.

CHAPITRE XXIV.

J'Ai averti au ch. 13. que le Cardinal Bellarmin apporte cinq raisons, pour prouver que le Souverain Pontife a une puissance temporelle sur tous les Roys, & Princes Séculiers Chrétiens; nous en avons déjà examiné trois, & nous en avons fait voir la foiblesse. Il reste maintenant que nous examinions les deux autres, qui ne sont pas meilleures, Il propose ainsi la premiere.

Quand les Roys, dit-il, & les Princes viennent à l'Eglise pour être faits Chrétiens, ils sont receus sous cette promesse expresse ou tacite de soumettre leurs Sceptres à Jesus Christ, de lui garder la foy inviolablement, & de défendre ses intérêts, quand même il leur faudroit perdre leurs Royaumes : Donc quand ils deviennent hérétiques, & qu'ils s'opposent à la Religion, ils peuvent être jugés par l'Eglise, & être dépouillés de leurs Principautés, & on ne leur fait point de tort si on les depose.

A cela je répons en niant la conséquence. Car quoi qu'il soit vrai que

222 De la Puissance du Pape

Les Princes qui viennent à l'Eglise soumettent leurs personnes & leurs Sceptres à Jesus-Christ, & qu'ils font de bonnes promesses, dont parle Bellarmin: il n'est pourtant pas vrai, & il ne s'ensuit pas, qu'ils puissent être jugés, & déposés par l'Eglise & par le Souverain Pontife, s'ils viennent à violer leur foi, & à rompre leur serment, parce que la Souveraine puissance que Jesus Christ a sur tous les Roys, & sur le monde, & qu'il l'a cōme Fils de Dieu, ne convient, ni à l'Eglise ni au Pontife, mais seulement cette puissance qu'il avoit, lorsqu'il étoit encore parmi les hommes, en vertu de laquelle on appelle le Pape le Vicaire de Christ, d'où vient que le Cardinal Bellarmin dit tres bien, que le Pape a les emplois qu'a eu Jesus Christ entant qu'homme, lorsqu'il étoit sur la Terre. Car on ne peut pas attribuer au Pontife les emplois qu'à Jesus Christ, entant que Dieu, ou entant qu'homme immortel & glorieux, mais seulement ceux qu'il a eus entant qu'homme sujet à la mort. Or il est certain que Jesus-Christ pendant qu'il a vécu parmi les hommes, ne s'est attribué ni seigneurie ni puissance temporelle, d'où il s'ensuit, que ni l'Eglise, entant qu'Eglise, ni le Pape entant que Vicaire de Jesus Christ ne peuvent avoir aucune puissance temporelle comme le même Docteur l'a expliqué

& appuyé

*Lib. 5. de
Rom.
Pontif.
cap. 4.*

& appuyé fort au long dans le même endroit. C'est pourquoy, bien que les Rois & les Princes, entrans dans l'Eglise, soumettroit leurs Royaumes à Jesus Christ, & qu'ils ayent pour leur juge celui de qui ils ont reçu leur Couronne & leur grandeur: toute fois par ce qu'il s'agit d'une chose temporelle, lors qu'il est question d'un Royaume, ils n'ont pour Juge que Jesus Christ & non l'Eglise ou le Pape. D'ou il est aisé de voir combien captieuses & illusoires sont les conclusions que Sanderus, de qui Bellarmin a emprunté cet argument, tiré de toutes ces promesses expressees ou ta- cites de ces Princes. Car pour ce qui est des interrogations & des réponses qu'il met dans la bouche du Pontife & dans celle des Souverains qui entrent dans la communion de l'Eglise, je ré- ponds que c'est une fiction ridicule & qu'elles n'ont pas acoustumé d'intervenir lors qu'on reçoit des Princes Payens, dans l'Eglise, afin qu'il ne paroisse pas qu'on a quelques fâcheux soupçons de leur conduite. Il suffit qu'ils témoignent une affection ardente pour Jesus-Christ, qu'ils fassent une confession sincère de leur foi, & qu'ils promettent en général qu'ils se donneront à Jesus-Christ, qu'ils seront les enfans de son Eglise, qu'ils renonceront au Démon & aux pechés qui sont son funeste ou-

vrage, qu'ils observeront les commandemens de Dieu & de l'Eglise & plusieurs autres choses semblables. Toutes lesquelles promesses ils font au Sauveur par l'intervention de l'Eglise, qui en qualité de son Epouse, les reçoit & les accepte par l'entremise du Pape, non pas tant qu'homme, mais tant que Ministre de JESUS-CHRIST, & son Vicaire. De sorte que l'obligation est acquise principalement à J. CHRIST, par le Ministère de l'Eglise, ou du Pontife. Ainsi quand ils auroient négligé, ou violé dans la suite toutes les promesses, & toutes les conditions que Sandérus feint que les Princes ont accoutumé de faire, lors qu'ils sont reçus dans l'Eglise, ils ne peuvent être que par celui à qui ils ont juré, & à qui ils sont obligez principalement, qui est le Seigneur de toutes les choses de la terre, & qui est leur seul juge dans ces choses temporelles, mais ils ne doivent pas être punis par celui à qui le soin des seules choses spirituelles a été confié, & qui n'a fait que recevoir leurs promesses au nom d'autrui.

On void tous les jours arriver de semblables choses dans le gouvernement politique. Ceux qui veulent prendre possession d'un fief, soit qu'ils le prétendent en vertu d'un droit héréditaire ou autrement, n'en peuvent
jamais

jamais joluir tranquillement qu'après s'être mis sous la protection du Seigneur direct , dont ce fief relève. C'est-à-dire qu'après lui avoir prêté expressement le serment de fidélité qu'on appelle vulgairement hommage. Mais si ce fief relève du Roy il est rare que ceux qui y sont apelés prêtent le serment de fidélité entre les mains du Roy , mais cette cérémonie se fait entre les mains du Chancelier, ou de quelque autre que le Roy a commis & délégués pour cela. Ainsi lorsque le Chancelier met en possession d'un fief, le Seigneur qui a prêté l'hommage , il fait dans l'administration civile & dans la juridiction temporelle , ce que fait le Pape sous Iesus Christ dans le gouvernement spirituel del'Eglise, lorsqu'il reçoit à sa sainte communion les Princes qui ont prêté entre ses mains le serment de fidélité & de pieté qu'ils doivent à Dieu. Et comme le Chancelier qui a reçu la foy des vassaux, s'ils viennent à la violer, & à commettre ce crime qu'on appelle felonnie, ne peut point de son autorité leur ôter leurs fiefs pour quelque cause que ce soit, parce que c'est un droit Royal, dont l'exercice n'a point été attribué au Chancelier. De même aussi le Pape ne peut point ôter aux Princes qu'il a reçûs dans l'Eglise, quelques pechés scandaleux qu'ils viennent

226 *De la Puissance du Pape*

à commettre dans la suite & dans quelque Apostasie qu'ils tombent, ni leurs Royaumes ni leurs terres, ni aucune chose temporelle qui leur appartienne, parce que ce droit est réservé à Dieu seul. Ainsi quoi que les Princes Chrétiens soient dans la communion de l'Eglise, & qu'entant que fils de l'Eglise, soient inférieurs à l'Eglise, & au Pontife, toutefois entant qu'ils sont revêtus d'une souveraineté temporelle sur la terre, ils ne sont point inférieurs à l'Eglise & au Pontife, au contraire ils sont leurs supérieurs à cet égard: Et par conséquent, bien qu'ils vinssent à violer leurs pactes exprés ou tacites, néanmoins, ni le peuple, ni l'Eglise, ni le Pontife ne pourroient point les leur ôter. Il n'y a que Dieu qui le puisse faire, parce que c'est lui de qui toutes les puissances dépendent & il n'y a que lui qui soit au dessus. Et l'on défie Bellarmin & tous les autres, de trouver dans les registres d'aucun Siècle un exemple qui fasse voir clairement que les Rois & les Princes Séculiers, lorsque l'Eglise vient à les recevoir dans son sein, ayent renoncé en telle sorte à leurs droits, qu'ils ayent fait une démission absolue de l'Empire temporel, qu'ils avoient reçu des mains de Dieu, & qu'ils ayent soumis leurs affaires politiques au jugement de l'E-

de l'Eglise, & leurs personnes à ses foudres, & à ses châtimens temporels. Or si aucun d'eux ne peut établir la vérité de ce fait, ne faut il pas nécessairement qu'ils confessent que les Princes qui sont entrés dans l'Eglise pour embrasser la vraie foi, ont après leur conversion conservé tous leurs Royaumes & tous leurs empires, dans les mêmes droits, les mêmes libertés, & la même autorité qu'ils avoient auparavant, parce que, comme les Adversaires sont obligés de le confesser, la loy chrétienne ne prive personne de ses droits. Si donc ces Princes n'avoient devant leur baptême au dessus d'eux à l'égard de leur temporel que Dieu seul pour juge, de même après leur baptême ils n'en ont point pû avoir d'autre. Mais nous avons assés parlé de ce sujet en refusant la premiera raison de Bellarmin. Car je ne veux pas m'arrêter à refuter en cet endroit les rêveries de Bozius.

Quant à ce que le Cardinal Bellarmín ajoûte à sa quatriéme raison, savoir, *qu'un Prince ne merite pas de recevoir le baptême, lorsqu'il n'est pas disposé à obéir à Jesus Christ, & à perdre toutes choses pour lui, suivant ce qu'il dit lui même dans l'Evangile de Saint Luc, si quelqu'un veut venir à moi, & s'il ne hait pas son pere, sa mere, sa femme, ses*

enfans & même sa propre vie, il ne peut être mon disciple. Je ne vois pas où ce discours peut aller. Car personne ne le conteste, mais que s'ensuit-il de là, rien sans doute qui établisse tant soit peu le sentiment de Bellarmin, ce qu'il ajoute dans la suite, *Que l'Eglise seroit dans une grossiere erreur, si elle recevoit un Roy, qui voulut entretenir quelque secte, protéger des hérétiques, & renverser la Religion,* n'établit pas mieux l'opinion de ce Cardinal. Car on tombe encore d'accord de la vérité de ce discours : mais comme je viens de le dire, il ne se peut pas appliquer au sujet, dont il s'agit. Car il est seulement question de la puissance temporelle de l'Eglise ou du Souverain Pontife qui est son Chef sous Iesus Christ s'il a la puissance, de punir par des peines temporelles les Rois & les Princes qui ont renoncé à leurs promesses & abandonné les devoirs auxquels ils s'étoient engagés dans leur baptême, ou bien s'il n'a ni cette puissance, ni ce droit. Or ni l'une ni l'autre des raisons qui viennent d'être alleguées n'établissent, ni ne détruisent l'opinion de Bellarmin, & c'est pour cela que je ne m'y arrête pas.

CHAPITRE XXV.

LEs. & dernier raisonnement dont ce fameux Cardinal s'est servi, est tiré du soin & des fonctions des Pasteurs. Lors que Iesus Christ dit à S. Pierre dans S. Iean, ce sont les paroles de Bellarmin, *Paissés mes brebis ; illui donna tout ce qui étoit nécessaire à un berger pour la conservation de son troupeau. Or est-il qu'un berger doit avoir triplepouvoir, le 1. à l'égard des loups pour les chasser, le 2. à l'égard des beliers, pour les renfermer lors qu'ils blessent le troupeau avec leurs cornes, & le 3. à l'égard des autres brebis pour leur donner la nourriture qui leur est propre. Donc le Pape doit avoir ce triple pouvoir.*

De ce principe, il semble au Cardinal Bellarmin qu'il s'en tire trois argumens convainquans ; mais pour ne m'étendre pas en de longs discours, je dis à l'égard de ce principe, que j'en conviens, qu'il favorise mon sentiment, & qu'on en peut conclurre le contraire de ce que ce Cardinal en conclut. Savoir que le Pape entant que Vicaire de Iesus Christ & Successeur de S. Pierre n'a ni ne peut exercer aucune puissance temporelle sur les Rois & sur les Princes Chrétiens : Et que mêmes il n'a pas besoin de cette puissance temporelle pour exercer &

230 De la Puissance du Pape

pour remplir parfaitement toutes les fonctions & tous les devoirs de son ministère Pastoral.

C'est ce que je prouve par cet argument, JESUS-CHRIST en recom-mandant ses Brebis à son Apôtre lui donna toute la puissance nécessaire pour la conservation de son troupeau. Or est il qu'il ne lui a pas donné la puissance temporelle, donc la puissance temporelle ne lui étoit point du tout nécessaire pour la conservation de son troupeau. Je vais plus avant, & je dis qu'il est absurde que le Pape, en-tant que successeur de Saint Pierre, ait plus de puissance que S. Pierre n'en a eu. Or est il que S. Pierre n'a eu aucune puis-sance temporelle sur les Chrétiens. Donc le Pape en tant que successeur de S. Pier-re, n'a pas aujourd'hui cette puissance temporelle.

La 1. proposition de cet argument est incontestable. Et pource qui est de la seconde proposition, elle se prou-ve par le témoignage & par le propre aveu de Bellarmin. Car dans l'endroit où il tâche d'appuyer son sentiment sur ce sujet, par la comparaison de la chair & de l'Esprit, il s'exprime ainsi. *La puissance Ecclesiastique & la puissance seculiere sont dans l'Eglise, cōme la chair & l'Esprit dans l'homme. Car la chair & l'Esprit sont comme deux Républiques qui se trou-*

*lib. 5. de
Rom.
Pontif.
cap. 6.*

se trouvent quelquefois unies, & quelquefois séparées. La chair est séparée de l'Esprit dans les bêtes. l'Esprit est séparé de la chair dans les Anges. Et un peu plus bas. De même la puissance qui est purement politique a ses Princes, ses Loix, & ses Tribunaux &c. Et de même la puissance purement Ecclesiastique a ses Evêques, ses Canons & sa Jurisdiction. La fin de l'une est une paix, & une tranquillité temporelle, & la fin de l'autre est le salut Eternel, quelquefois ces deux puissances sont séparées comme elles l'ont été autrefois du tems des Apôtres, & quelquefois réunies comme elles le sont aujourd'hui.

Si du tems des Apôtres, ces puissances étoient séparées, comme dans la verité elles l'étoient & de droit & de fait. Il s'ensuit nécessairement que S. Pierre n'a eu aucune puissance temporelle, autrement il ne seroit pas vrai qu'elles eussent été séparées. Car si la comparaison que le Cardinal Bellarmin avance, a lieu, il s'ensuivra que comme il n'y a rien de charnel dans l'Ange, ni rien de spirituel dans les bêtes, de même au tems des Apôtres, il n'y a rien eu de la puissance temporelle dans l'Eglise, ni rien de la puissance spirituelle dans la police. Donc il faut demeurer d'accord, ou que la puissance temporelle n'est pas nécessaire au Souverain Pa-

232 *De la Puissance du Pape*

teur de l'Eglise, ou que S. Pierre, le Prince du collège Apostolique & le souverain Pasteur des ames n'a pas reçu toutes les choses nécessaires pour l'exécution de sa charge pastorale, ce qui est directement opposé à ce que ce Cardinal avoit dit dans sa raison que je puis appeller fondamentale, savoir que *l'Apôtre St. pierre a reçu tout ce qui lui étoit nécessaire pour la conservation de son troupeau.*

*lib. 2 de
Rom.
Pont.
cap. 29.*

Je prouve la même chose de ce que toute la puissance politique & temporelle dépendoit entièrement en ce tems-là des Princes Payens. Auxquels, suivant même le témoignage de ce Cardinal, St. Pierre, quoi que le Chef de l'Eglise & le Vicaire de Jesus Christ, étoit soumis de droit & de fait dans les choses temporelles. D'où je tire cette conséquence, ou que St. Pierre n'avoit aucune puissance temporelle, ou qu'il l'avoit reçue des Princes & des Empereurs Payens: autrement on ne pourroit pas dire avec verité que ces puissances fussent alors séparées. Or il est certain qu'il n'a reçu aucune puissance d'eux, donc il n'en avoit aucune: Et ces raisons sont si claires qu'il est impossible de résister à leur évidence, de sorte qu'il est surprenant que les personnes savantes, & ceux qui ont de la pieté, se laissent tellement

avec-

aveugler à un certain zèle inconsidéré & téméraire, qu'ils embrassent le douteux pour le certain, & l'obscur pour le clair, & une opinion embrouillée d'une infinité de contradictions, pour un sentiment net & aisé. Mais ils veulent enrichir & étendre le St. Siège par l'addition de cette puissance & de cette autorité; Il n'est aucū Catholique qui ne louë l'affection qu'on a pour un siège qui est le fondement de la foi & l'appui de la religion. Pour moi je suis un de ceux qui donne plus de loüanges aux Chrétiens qui enrichissent & qui élèvent ce siège, mais je ne saurois approuver qu'au grand scandale d'une infinité de personnes, ils lui attribuent plusieurs choses au delà de ce qu'ils devroient: Il est vrai encore que j'ai beaucoup de veneration pour ce siège, que je l'aime, que je l'estime, que je l'admire, comme le siège où S. Pierre a été assis & qui étant fondé sur la pierre qui est Jesus Christ, a triomphé de toutes les heresies, & tient aujourd'hui à juste titre, la souveraineté dans l'Eglise. Mais nous ne saurions au préjudice de la vérité étendre ses privilèges en lui attribuant cette puissance temporelle; nous choquerions nôtre conscience qui témoignera un jour en nôtre faveur devant Dieu & devant

JESUS-CHRIST son Fils, en la présence duquel mes écrits & ceux de nos Adversaires comparoîtront dans tout leur jour, lors qu'il viendra juger les hommes. Nos adversaires doivent donc entièrement renoncer à la raison qu'ils avancent. Car quand JESUS-CHRIST, a dit à S. Pierre, païsles mes brebis, il l'a véritablement fait le Pasteur de son troupeau, mais un Pasteur spirituel & non temporel. Et il lui a donné toutes les choses nécessaires pour l'exécution de cette charge. D'où il paroît que la puissance temporelle n'est pas nécessaire au Pape, parce que le Fils de Dieu ne l'a pas donnée à S. Pierre. Et nous n'avons appris d'aucun endroit, que S. Pierre ou quelque autre des Apôtres ait mis en usage la puissance temporelle, & qu'en vertu de cette puissance, ils ayent à la manière des Magistrats Politiques infligé directement ou indirectement aux déserteurs de la foi aucune peine civile. Il est bien vrai que quelquefois on a vû que quelque peine temporelle, comme par exemple la mort ou quelque tourment ont miraculeusement suivi la sentence spirituelle. L'Eglise aiant eu besoin en ce tems là de ces prodiges & de ces miracles pour la confirmation de sa foi: parce que ces sortes de supplices donnoient de plus grandes apprehensions aux Chrétiens, que s'ils avoient

Eté dispensés d'une manière humaine par une puissance civile. Et c'est précisément ce que l'Apôtre veut faire connoître, quand il dit, *que voulés vous que je fasse ? aimés vous mieux que je vous aille voir la verge à la main , ou bien avec charité & avec un esprit de douceur.* Il appelle verge cette puissance spirituelle, qui par l'opération miraculeuse de Dieu, produisoit alors cette sorte d'éfets temporels, comme il les produit encore aujourd'hui à l'égard des peuples nouvellement gagnés à JESUS-CHRIST. 1 Cor. 4.

CHAPITRE XXVI.

LEs choses étant ainsi que je viens de dire, nous avons un moien aisé pour refuter les argumens que le Cardinal Bellarmin a tirés du fondement & du principe que nous venons d'expliquer & de retorquer contre lui. En effet ils tombent & se détruisent d'eux mêmes, soit par leurs propres défauts, soit parce qu'ils ne sont pas biē liés au principe sur lequel ils sont fondés. Car premièrement, *de ce qu'un berger a besoin de quelque puissance à l'égard des loups pour les chasser par toutes sortes de moïens,* le Cardinal Bellarmin raisonne ainsi, *les loups qui desolent l'Eglise de Dieu sont les hérétiques. Donc si un Prince, de bre-*

236 De la Puissance du Pape

bis ou de béliet qu'il étoit devient un Loup, c'est à dire si de Chrétien qu'il étoit il devient hérétique, le Pasteur de l'Eglise pourra le chasser par la voye de l'excommunication, & en même tems commander au peuple, de ne le suivre pas & par conséquent le priver de sa puissance sur ses sujets.

Mais ce Cardinal, ou il se trompe, ou il a dessein de tromper, lors qu'il met dans la même conclusion, des choses fausses avec des choses véritables, car ce qu'il dit que le Pasteur de l'Eglise peut par la voye de l'excommunication, chasser un Prince qui est devenu hérétique, est vrai & se tire justement de son principe. Mais s'il s'ensuit qu'il le peut faire il ne s'ensuit pas qu'il le doive, si ce n'est lors qu'il le peut commodement sans scandale, & sans le préjudice de l'Eglise. Comme je l'ai fait voir ci-dessus. Car lors qu'il y a peril que la paix de l'Eglise ne soit rompue; & que les membres de Jesus Christ ne soient déchirés par un schisme sacrilège, la douceur de la miséricorde doit prévaloir sur la rigueur de la discipline, c'est à dire qu'il faut laisser toutes choses au jugement & à la vengeance de

Aug. lib 3. cap. 2. Dieu. Alors les séparations, c'est à dire les excommunications, sont vaines, perniciouses, & sacrilèges, par ce qu'elles sont impies, qu'elles se font avec orgueil, & qu'elles troublent bien plus les infirmes

qui

qui ont de la pieté, qu'elles ne corrigent
 les courageux qui sont méchans. C'est la *can. nom*
 doctrine de St. Augustin laquelle a été *potest. 23*
 aprouvée de toute l'Eglise, d'où il paroît *q. 4.*
 avec combien de témérité & d'impru-
 dence, certains Papes ont au grand scan-
 dale de tout le monde, & au préjudice de
 la paix Ecclesiastique, excommunié
 & séparé de l'Eglise, des Empereurs &
 des Rois puissans, qu'il auroit beaucoup
 mieux valu tolerer, en se contentant
 de leur marquer leurs défauts, & de de-
 mander leur cōversion avec des gémisse-
 mens & des larmes *pour la conservation August.*
 de l'unité Ecclesiastique, pour le salut des *ubi supr*
 personnes foibles & de ce fröment mistique
 qui est ëcore en lait dans l'Epi. & pour em-
 pêcher que les membres du corps sacré de
 Jesus Christ ne se déchirent les uns les
 autres par des schismes sacrilèges. Les
 Pontifes ont donc pû excommunier ces
 grans Princes, mais ils ne le devoient
 pas faire. Par ce que tout ce qui est per- *1. Cor. 6.*
 mis, n'est pas honête. Et c'est pourquoi *4. co*
 l'Apotre St. Paul dit fort bien, que tou-
 tes choses lui sont permises, mais qu'elles
 ne sont pas toutes expédientes. La pre-
 mière partie de la conclusion de Bellar-
 min, savoir que le Pape peut par la voye
 de l'excommunication, chasser de l'E-
 glise un Prince qui est devenu hérétique,
 est donc véritable.

238 De la Puissance du Pape

Mais ce qu'il ajoute que le Pape *pene* en même tems commander aux sujets de ce Souverain de ne le pas suivre, a deux anses, pour me servir de l'expression d'Epictète dont l'une est entière, & l'autre brisée, je veux dire qu'il contient deux sens, dont l'un est bon, & l'autre défectueux. Car s'il veut dire que le Pape peut commander aux sujets de ce souverain heretique de ne le suivre pas dans son hérésie, de ne s'abandonner pas avec lui dans les mêmes extravagances, de n'adopter point ses erreurs, & de ne se laisser point surprendre à sa corruption & à ses crimes, ce sens est bon. Il suit justement le principe de Bellarmín, & personne n'en peut contester la vérité. Car il n'est rien qui convienne mieux à la dignité pontificale, il n'est rien qui soit plus digne de l'ordre des Ecclesiastiques, il n'est rien de si utile & de si nécessaire aux peuples Chrétiens, qu'à l'exemple des anciens Pères de l'Eglise le Pontife en premier lieu, & en suite tous ses frères prêchent la parole de Dieu, qu'ils pressent les hommes à tems & hors tems, qu'ils reprennent, qu'ils supplient, qu'ils menacent, avec toute sorte de patience & de doctrine, que

2 Tim. 1. comme des témoins fidèles, & comme des bons serviteurs que Dieu a établis sur sa famille, ils empêchent par leur parole & par leur exemple que le peuple n'en-

n'embrasse les erreurs de son souverain, & qu'ils ne se portent jamais, soit par la terreur de ses menaces, soit par l'éclat de ses libéralités Royales, à dissimuler ou à quitter les intérêts del'Evangile de Jesus Christ. Mais par ce que la plupart d'eux ne remplissant point ces devoirs sacrés ou ne s'en acquitant qu'avec une négligence & une froideur extraordinaire, & commettent à de petis freres ces glorieuses fonctions dont ils devroient s'acquitter eux mêmes. Et il surprenant, si en nos jours nous avons vû un grand nombre de personnes qui poussés, comme par un tourbillon & une tempête d'erreurs ont été portés de la bergerie du Seigneur, dans les pièges & dans les filets du Démon. Ce sens comme je l'ay déjà dit est tres bon & tres Orthodoxe. Mais ce n'est pas là le sens des paroles de Bellarmin, ce qui paroît soit du sujet même qu'il traite, soit de ces paroles suivantes. *Et par consequent le Pape a droit de priver un Prince hérétique de l'Empire qu'il a sur ses peuples.* Voila cette anse brisée ou ce sens deffectueux & mauvais que j'ai dit que la conclusion de Bellarmin nous présente, savoir que le souverain Pasteur de l'Eglise peut commander aux sujets d'un Prince de ne recevoir aucun de ses ordres, de ne lui rendre dans les choses politiques, ni obéissance, ni respect, & par consé-

240 De la Puissance du Pape

quent qu'il le peut priver de l'Empire que sa Couronne lui a donné sur ses sujets. Or tout cela est faux, & contraire à la Loi de Dieu & à ces préceptes que les Apôtres nous ont laissés. Sça-

Preu. 24 voir, *craignés Dieu mon fils, mais crai-*
Tit. 3. *gnés aussi le Roi. Averti les, dit l'Apô-*
tre St. Paul à Tite, d'être soumis aux
Princes & aux Magistrats, & de leur
1 pet. 2. *rendre obéissance : soies dit St. Pierre.*
Soies soumis pour l'amour de Dieu à tout
homme qui a du pouvoir sur vous. Soit
au Roi comme au Souverain &c. Crai-
gnés Dieu, dit le même Apôtre, & ho-
norés le Souverain. Et plusieurs autres
 choses semblables. Or puis que tous
 ces preceptes ont été faits pour des Rois
 impies & pour des persécuteurs de l'E-
 glise. Car alors il n'y avoit pas d'autres
 Princes, cōment est ce qu'ils ne s'appli-
 queroient pas aujourd'hui aux méchans
 Rois. J'ai donc eû raison de dire que le
 Cardinal Bellarmin ou veut tromper, ou
 bien qu'il se trompe en faisant entrer
 dans une même conclusion, des choses
 vraies & fausses. Ce qu'il y a de vrai,
 c'est que le Pasteur de l'Eglise peut par
 son excommunication, chasser le Prince
 hérétique, & ce qu'il y a de faux, c'est
 qu'il puisse le dépoüiller de l'Empire
 qu'il a sur ses sujets. Car l'obéissance qui
 est due aux Rois & à tous les autres
 Souverains est de droit naturel & de droit
 divin,

Droit divin. Comment donc est-ce que le Pape en pourroit dispenser les Peuples en quelque manière que ce fut.

En effet ceux qui ont examiné l'Ecriture avec plus de soin, ont remarqué que les préceptes que l'Apôtre S. Paul a donnés, sont de deux sortes. La première est de ceux par lesquels il met en évidence, & interprète le droit divin, à la publication duquel il avoit été envoyé, & la volonté de Dieu, laquelle étoit contenuë dans le Vieux & dans le Nouveau Testament. De ce genre sont un grand nombre de commandemens qu'on peut voir dans ses Epîtres, parmi lesquels on voit ceux qui regardent l'obéissance & le respect qui sont dûs aux Rois & aux Princes. L'autre sorte de préceptes comprend ceux qui ne dépendent, ni de la loi naturelle, ni de l'expresse Parole de Dieu, mais que l'Apôtre par une prudence humaine assistée des grâces de Dieu a lui même de son autorité privée, ordonnés pour le règlement du culte divin. Comme par exemple, qu'on ne mette dans l'Episcopat, ni un meurtrier, ni un homme qui a plus d'une femme, que celle qui sera choisie pour être mise au rang des Veuves n'ait pas moins de soixante ans, & plusieurs autres semblables. Or entre ces deux sortes de préceptes, il y a cette différence qu'à l'égard de ceux du der-

1. Tim. 3.

Tit. 1.

1. Tim. 5.

Diacono-

ni. 4.

nier genre, le Pape en peut dispenser pour cause. Parce qu'il n'a pas moins de puissance à l'égard du gouvernement de l'Eglise que St. Paul en avoit lui-même, puis qu'il est le Vicaire de Jesus Christ, le Successeur de St. Pierre &

Iohan. qu'en cette qualité le gouvernement de
de Turre toute l'Eglise lui a été confié. Et que
crem: in d'ailleurs il n'est pas lié par les ordon-
can Pec- nances des Pontifes ses prédécesseurs.

tor. dist. Mais à l'égard des préceptes du premier
 34. ordre, il n'a aucun droit d'en dispenser,

par ce que *le disciple n'est pas supérieur*
Matth. *à son maître, ni l'esclave à son seigneur.*

10. Et que le Magistrat inférieur n'a pas le
 pouvoir d'abroger la Loi du supérieur

ou d'en dispenser. C'est pourquoi on
rit. dele-
gato. §. nie que le Pape puisse absoudre qui que

nunc ce soit de son serment, parce que l'obli-
ostenden gation où l'on est d'exécuter son ser-

do. n. 24. ment, & de tenir à Dieu les promesses
 qu'on lui a faites est de droit naturel & de

Hippol. droit divin. Il y en a d'autres qui nient

de Mar. *Papam posse dispensare cum aliquo teste,*

sib. sing. *ut ei in iuramento credatur in iudicio.* Et le

214. — Pape Innocent 3. a témoigné par un récrit,

que le Pape ne pouvoit pas permettre à

cap. cum un Moine de posséder quelque chose

ad Mo- en propriété, ni d'épouser une femme.

naſte- J'ai que les Canonistes qui soumet-

rium de tent tout au pouvoir & à la disposition

ſtatut. du Pape, ont par une mauvaise ridicule

Monach interprétation, détourné contre le senti-

ment des plus célèbres Théologiens, le véritable sens du Canon d'Innocent. Pour moi je crois que ce qui leur a fait de la peine, est, qu'ils ont appris que la Religieuse Constance qui étoit fille de Roger Normand, fut par l'ordre du Pape Clément 8. tirée du Monastère de Palerme, pour être donnée en mariage à Henri 6. Fils de Frédéric Ænobarbus & c'est d'elle qu'un Archevêque a écrit, qu'ayant déjà cinquante ans, & ayant demeuré long-tems dans le Convent, elle enfanta Frédéric second, & que pour ôter le soupçon que son accouchement fut faux. Elle voulut publiquement accoucher *sous une tente au milieu d'une certaine place de Palerme.* Après avoir fait publier un édit qui permettoit à toutes les femmes qui voudroient être les spectatrices de son accouchement d'y pouvoir être présentes. Ainsi, ce sont les paroles de cet Historien, *Frédéric naquit d'une Religieuse qui étoit dans sa cinquantième année.* Je crois encore que ce qui leur a fait de la peine, est qu'ils ont ouï dire qu'un Pontife avoit permis à un Roi d'Arragon de sortir du Monastère, & d'épouser une femme. Et c'est pour cela qu'étans extrêmement attachés aux Pontifes, & ne voulant pas désapprouver ces actions, pour ne ravir à ces Pontifes, aucuns des privilèges, que leur ambition leur faisoit attribuer,

Archiep
flore-
tin. part
3. tit. 19.
c. 6.

& d'autre côté voians que le récrit d'Innocent 3. décidait formellement le contraire. Ils ont mieux aimé recourir à ces fausses & ridicules explications, qu'ils ont publiées, & que je ne veux pas rapporter ici, de peur d'être ennuyeux à mes Lecteurs. Mais il leur auroit été bien plus facile de soutenir l'équité & la vérité de ce Canon, que de quelques faits injustes & singuliers des Pontifes, comme d'une règle infaillible, en vouloir tirer un droit certain. Laissons aux Papes à rendre compte à Dieu de leurs actions, mais ne les imitons pas en toutes choses: que si l'on nous propose en exemple ce qu'ils font. Nous répondrons avec des hommes célèbres, que ce sont *les faits de quelques Pontifes, mais que ce ne sont pas des décrets, que les faits des Papes ne sont pas un article de foi, & qu'il y a une grande différence entre faire une chose de fait, & déterminer qu'elle peut être ainsi faite de droit.* Pour moi, dit Sylvestre, j'ai vu le Pape faisant des choses qui scandalisoient tous les Chrétiens. Et un autre parlant des dispenses illicites, dit que si quelque fois il a été ainsi fait par quelque Pontife, ou ignorant dans les Ecritures, ou aveuglé par le désir des Richesses qu'on a accoutumé de donner pour ces dispenses extraordinaires, ou complaisant & facile, il ne s'ensuit pas

*Turre-
crem.*

*soto,
sylvest.*

Turre.

pas qu'il l'ait pu faire justement, l'Eglise est, ou doit être gouvernée par le droit & par les loix, & non par telles actions ou tels exemples.

CHAPITRE X XVII.

C'Est donc le sentiment de plusieurs grans hommes, que les Papes ne peuvent pas dispenser un Moine de ses vœux & lui permettre, ou de posséder quelque chose en propriété, ou de se marier, & ils suivent en cela le sens véritable & naturel des paroles d'Innocent 3. Et pourtant si on prend la peine de considérer un peu de près les différences & les rapports qu'il y peut avoir dans ces matières, on sera obligé de confesser que le Pape a bien moins reçu de puissance, pour dispenser les Peuples de la Religion de leur serment, parce que c'est volontairement qu'ils ont engagé leur foi à leur Prince, qu'il n'en a reçu pour rompre & délier les vœux d'un Moine. Car si bien il pourroit peut être, dans le sentiment de quelques Docteurs, dispenser un Religieux de ses vœux, par la plénitude de sa Puissance, on ne doit pas s'imaginer qu'il ait le même pouvoir à l'égard, des sujets d'un Prince, pour les dispenser du serment de fidélité. Premièrement, parce que tout l'ordre des Moines, & ce-

lui des autres Ecclésiastiques ont été formés & établis par des constitutions humaines, & par l'autorité d'un droit positif. Et par conséquent le Pape a toute sorte de pouvoir sur eux, comme nous avons déjà dit. Or la soumission & l'obéissance qu'on doit aux Rois, aux Princes & à tous ceux qui sont élevés dans les Magistratures & les dignités sont de droit divin & humain, & sont fondées sur le Testament Ancien & sur le Nouveau; car encore que se servir d'un tel, ou d'un tel gouvernement, ou avoir un tel, ou un tel pour Roi, soit de droit humain, néanmoins, respecter celui qui a été élu Roi, & lui obéir dans toutes les choses qui ne choquent pas la loi de Dieu, ne sont pas seulement de droit humain mais aussi de droit divin & naturel, ce qui dans mon sens ne peut être désavoué de qui que ce soit. *Qui est rebéle aux puissances*, dit un Apôtre, *résiste à l'établissement que Dieu a fait*. De là vient que l'obéissance, qui dans le commencement étoit arbitraire & dépendoit purement de la volonté, devient, absolument nécessaire d'abord qu'on s'est engagé par serment à la rendre au Prince.

La deuxième raison est tirée de ce qu'un Religieux qui a fait son vœu monastique, s'est obligé à Dieu seul & à l'Eglise, dont le Pape est le Chef & le Vicaire.

taire, de sorte qu'il n'y a que Dieu & l'Eglise à qui cette obligation appartient. Et par conséquent, si le Pape, qui a un pouvoir général & une libre disposition de toutes les affaires de l'Eglise, veut par innovation changer l'obligation que le Religieux a envers l'Eglise, en une autre obligation, & en même tems il déclare que Dieu qui est le Principal créancier dans cette rencontre, est pleinement satisfait de la promesse qu'il lui fait d'un plus grand bien, on pourra peut être dire sans absurdité, qu'il est délivré de son premier vœu & de ses premiers engagements; si ce n'est qu'on voulût nous opposer que la transgression d'un vœu permis, est à la considérer simplement & en elle même, un grand mal, & qu'on ne doit jamais permettre aucun mal en vue d'un bien, quelque grand & avantageux qu'il soit. Mais il n'est personne qui ne réponde aisément à cette petite difficulté.

Rom. 3.

Mais il n'en est pas de même du serment dont les hommes ont accoutumé d'accompagner leurs promesses & leurs pactes pour la validité de leurs obligations & de leurs contrats: car ce serment est un accessoire de ces obligations lequel leur est ajouté pour leur donner plus de force. Comme une caution & un gage. Ainsi, bien qu'on dise que le serment est fait à Dieu, néanmoins on

*in cap. 1.
n. 4. de
juratur.*

doit dire en cette rencontre que l'obligation principale n'est point acquise à Dieu, mais à l'homme à qui le serment a été fait, *parce que celui qui a juré n'a voit pas en vue, quand il juroit, de plaire à Dieu, mais de satisfaire à son prochain*, pour me servir des paroles du célèbre Abbé de Palerme. C'est pour-quoi celui à qui ce serment a été fait, tire plus de droit de ce serment, & a une plus grande liberté, soit de le faire observer, soit d'en libérer ceux qui l'ont fait, que n'en a reçu l'Eglise à l'égard du vœu d'un Religieux. Car l'Eglise, ou le Pontife, (comme le confessent ceux qui soumettent toutes choses à sa disposition) ne peut dispenser du vœu solennel d'un Religieux sans une grande & juste cause. Cependant celui à qui une autre personne s'est engagé par serment de donner, ou de faire quelque chose, peut seul & sans autre cause que sa pure volonté le dégager de la religion de son serment, & lui passer une quittance de toute la dette, & le débiteur après l'avoir obtenu, n'a plus besoin de l'absolution de l'Eglise, & il n'est point coupable de parjure devant Dieu, quand il n'exécute pas les choses qu'il avoit promises. C'est donc un simple homme qui peut à sa volonté, retenir son débiteur dans les liens de son obligation & de son serment, ou l'en libérer

libérer. Ce qui étant confessé de tout le monde, comment est-ce qu'il se pourroit faire que les Papes pussent ravir à un homme, contre son gré, une obligation qu'il s'est justement acquise selon les loix naturelles, divines, & humaines, par un serment tout légitime apposé en un contrat approuvé : Car en cette espèce, on ne peut pas dire comme en la première, qu'on presume que celui, en faveur de qui le serment a principalement été fait, soit présumé avoir été satisfait, lorsqu'il le nie, & qu'il montre le contraire, parce que la présomption est contrainte de céder à la vérité.

Mais, pour ne contester pas d'avantage avec les Docteurs Canonistes, je veux que le Pape puisse, pour quelque sujet légitime éteindre cette obligation, & affranchir le débiteur de la Religion de son serment, mais que pourra-t'on conclurre de là de fort favorable à leur sentiment ; dira-t'on qu'un peuple incontinent qu'il est dégagé de son serment est affranchi de l'Empire & de l'obéissance qu'il doit à son Souverain. Mais ne voit-on pas que ce serment n'est que l'accessoire qui confirme une précédente obligation par laquelle un peuple a promis l'obéissance & la fidélité à son Prince ? Et ne sait on pas que ces sortes d'accessaires peuvent être otés sans l'extinction de l'obligation principale. Car

L. ult. D.

*quod
met.*

caus. l.

conti-

nus 137

§. cum

ita D. de

verd.

obl.

250 *De la Puissance du Pape*

si bien les accessoi- res périssent, lors que l'obligation principale ne subsiste plus: il n'en est pas de même de l'obligation principale, qui ne laisse pas de subsister, quoi- que ses accessoi- res ne subsistent pas. Donc l'obligation prin- cipale acquise à un Prince sur ses peuples, à laquelle obligation ils ont voulu join- dre leur serment, demeure toujours en sa force, & parcequ'elle est de droit naturel & divin, elle ne lie pas moins l'esprit & la conscience des hommes à l'égard de Dieu, que si elle étoit tou- jours soutenuë par le serment. Parce que Dieu quant à l'accomplissement de nos promesses. Ne met point de difference entre nos simples discours & nos paroles accompagnées de la sainteté du serment, quoi- que le violateur d'un serment soit plus criminel, à cause du mépris qu'il fait de Dieu, & que dans le Tribunal exté- rieur le parjure soit puni plus sévèremēt à cause de la solennité de la promesse, que la simple inexécution d'une chose à quoi l'on s'étoit engagé, sans aucune solennité.

Que si le Pape, par la plénitude de la puissance Apostolique, veut éteindre cette obligation, affranchir les peuples de la domination Royale & leur deffen- dre sous peine d'anathême d'obéir en quoi que ce soit aux exhortations, aux loix & aux ordres de leur Prince, n'est

ce pas faire une chose tout à fait contraire aux ordres que Dieu a laissés de rendre toutes sortes d'obéissance aux Souverains ? ne faut il pas faire en cette occasion extrêmement importante, ce que font les interprètes Romains dans les plus petites questions ? qui est de rechercher avec quelque soin, si cette plénitude de puissance s'étend jusques à pouvoir deffendre ce que Dieu a ordonné expressément, ou de permettre ce qu'il a expressément deffendu. Dieu m'ordonne par la plume de Salomon, de craindre le Roi, il me commande par celle de ses Apôtres, d'honorer le Prince, de lui être assujetti, de lui rendre mon obéissance. C'est aussi un commandement de droit naturel & divin que l'inférieur obéisse au supérieur, tant que celui qui est au dessus de l'un & de l'autre dans le même genre de puissance ne le défend pas expressément. Or dans la cause du peuple & du Prince, celui qui leur est supérieur, quand il est question de quelque affaire temporelle, c'est Dieu seul, le Prince ne voyant point dans cette sorte d'affaires d'autre supérieur à lui dans le monde que ce grand & éternel Législateur, de même que dans les choses spirituelles, il est le seul qui soit au dessus du Pape.

Puis donc que chacun tombe d'accord que la plénitude de la puissance Aposto-

*Lib. 2. cap.
18. de
concil.*

lique ne va pas jusqu'à donner au Pontife le pouvoir de dispenser des choses que Dieu a expressement ordonnées ou défendues dans sa parole: ce qui est un axiome & un principe sur lequel le Cardinal Bellarmin se fonde, lors qu'il veut montrer que *le Pape ne peut pas s'assujettir à l'ordonnance coactive d'un Concile*, disant que *la puissance du Pape sur tous les hommes est de droit divin*, & que *le Pape ne peut pas dispenser du droit divin*. Il ne faut pas s'étonner, si les préceptes divins qui recōmandent de craindre & d'honorer très respectueusement le Roi, soient tellement imprimés dans l'esprit & dans le cœur des sujets, qu'ils ne peuvent souffrir de commandement contraire, & qu'ils font tous leurs efforts, malgré la contradiction & les Bulles des Pontifes, qu'on n'ait point d'égard aux dispenses qu'elles contiennent. J'ai souvent oï dire à des Magistrats & à des hommes de probité, qu'ils estimoient le précepte d'honorer les Rois si sacré, & qu'il avoit poussé de si profondes racines dans leur cœur, qu'ils ne pouvoient pas se persuader que par des Bulles & des Indulgences contraires ils pussent être afranchis de ce devoir de leur conscience, & dispenser d'exécuter à la rigueur, un précepte de droit divin & naturel, qui est si évident & si clair, & de rendre à leur souverain,

l'obéissance

L'obéissance qui lui est due & qu'ils lui ont solennellement promise: c'est pour ce sujet que peu de Gentils-hommes François se revoltèrent contre Henri 4. par la consideration des Bulles Papales qui cōtenoient sa déposition, c'est par la même raison que Philippe le bel & Louis 12. ne virent aucuns de leurs sujets se détacher de leur service. Car afin que nous ne nous trompions pas, il faut savoir que cette plénitude de puissance Apostolique, ne renferme que le pouvoir que Jesus Christ a voulu avoir dans le monde, lors qu'il y étoit entant qu'homme, & que ce n'est qu'en cela que le Pape represente Jesus Christ & qu'il est son Vicaire, comme nous l'avons prouvé ci-dessus, par la doctrine du savant & célébré Bellarmin. Mais cette plénitude de puissance ne renferme point ce pouvoir absolu & general que Jesus Christ, entant que Fils de Dieu, & entant que Dieu lui-même, égal de toute éternité a son Père à possédé: cette puissance est particulière à Dieu: c'est un des caractères qui lui sont propres, & qu'il s'est particulièrement réservés, & c'est de celle-là dont Jesus Christ parle, quand il dit que toute puissance lui avoit été donnée dans le Ciel & sur la terre.

Matth.

Cependant je vois que plusieurs personnes tombent dans cette extravagance.

chap.

dern.

ce, ou pour mieux dire dans cette folie, qu'ils soutiennent que le Pape est revêtu de cette toute-puissance absoluë

matth. & souveraine. Et pour le montrer, ils
16. can. emploient ce raisonnement qui est une
quod- illustre marque de leur orgueil. *Iesus*
cunq. 24 Christ a mis le Pape à sa place, & lui a
q. 1. donné tout ce qu'il avoit. Or est il que

Matth. Jesus Christ avoit reçu toute puissance
28. dans le Ciel & sur la terre. Donc le Pape,
 qui est le Vicaire de ce grand Sauveur a
 cette même puissance. C'est ainsi que

in addit. Pierre Bertrand a raisonné, il est même
ad gl. alé au delà, car il a osé ajouter ces pa-
extra- roles, qui sont presque blasphématoires.
vag. Jesus Christ, pour parler avec le respect
unam que je lui doit, ne paroîtroit pas avoir été
sanctam fort judicieux, s'il n'avoit laissé après
de ma- lui, une personne pourvûë de cette
jor. & toute-puissance: ce Docteur étoit il sage,
obed. quand il s'exprimoit ainsi. Après cela
 je ne suis pas étonné que Gerson ait dit
 que les petits, c'est à dire, les Chrétiens
 simples & sans connoissance, trompés
 par ces glossateurs ignorans croient que
 le Pape est un Dieu, qui est tout-puissant
 dans le Ciel & sur la terre. Tels flatteurs
 ont assurément corrompu l'esprit & les
 mœurs de plusieurs Papes. Je ne trouve
 pas aussi étrange que le Pape Pie s. écri-
 vant à Martin Apilenète, ait dit que les
 Jurisconsultes (je crois qu'il parle des
 Canonistes) avoient acoutumé d'attri-
 buer

*buer au Pontife beaucoup de choses au de- navarr.
là de ce qu'ils devoient. Etc'est de ceux incomm.
là dont parle un Docteur célèbre, lors can. non
qu'il dit, qu'il est surprenant que les Pon- liceat
tifes parlent avec tant de moderation Papa. 12.
de leur puissance, & que quelques petits q. 2.
Docteurs les égalent presque à Dieu par
un excès de leur flatterie & c'est à cela Turre-
qu'on peut rapporter ce que le Cardinal crem. in
de Cusa également versé dans la Philo- canon.
sophie, dans la Théologie & dans l'hi- conjun-
stoire a écrit, savoir, que quelques per- ctiones.
sonnes voulant donner des louanges ex- 35. q. 2.
cessives au saint siège, & l'élever au de-
là de ce qu'il est expédient à l'Eglise, se
fondent sur les livres Apocriphes &
trompent ainsi les Pontifes & les peu-
ples.*

CHAPITRE. XXVIII.

L'Erreur de toutes ces personnes qui attribuent au Pape, toute sorte de puissance divine & humaine, est tirée, en partie de quelque passage des livres Apocriphes, comme je l'ai dit, & en partie des écrits de quelques Pontifes, lesquels ont été cōçûs en termes un peu obscurs, ou mal à propos interprétés à la lettre: car, pour parler véritablement, on ne voit rien de plus ignorant, que ces Docteurs purement Canonistes, je ne veux pas seulement parler, à l'égard

256 De la Puissance du Pape

des belles lettres, ou de la pureté du langage, il faut leur pardonner cette ignorance, comme un défaut du siècle où ils ont écrit. Mais je parle aussi à l'égard de la connoissance & de la science qu'ils professoient, laquelle ils ont obscurcie par la multitude & la diversité de leurs distinctions & de leurs opinions. La plus-part s'attachoient aux Canons & aux constitutions des Pontifes, ne recherchant d'ailleurs aucune aide, ni dans la Théologie, ni dans les autres sciences, ou s'ils en empruntoient quelque secours, c'étoit peu de chose. Les récrits dont j'ai parlé & qui ont engagé les Canonistes dans l'erreur, sont sous le

cap. 2.3. titre, *De translatione Episcopi*, dans
 ch 4. lesquels Innocent 3. compare le Mariage spirituel qui se contracte entre l'Evêque & l'Eglise, au Mariage charnel qui se contracte entre un homme & une femme. Et cette comparaison consiste en ce que, comme le Mariage charnel se commence par des promesses, est benî dans l'Eglise par le Sacrement & consommé en suite par l'union & le commerce des corps, *De même le Mariage spirituel qui est entre un Evêque & une Eglise, est commencé par l'Electron, benî par la confirmation, & consommé par la Consécration.* Cette comparaison consiste encore en ce que ces paroles du Fils de Dieu, *que ce que Dieu a joint, ne soit*

soit point séparé par les hommes, s'appliquent au mariage spirituel, aussi bien qu'au mariage charnel. Puis-donc, dit ce Pape, que le lien spirituel est plus étroit que le lien charnel, on ne peut révoquer en doute, que Dieu ne se soit réservé la faculté de résoudre le mariage spirituel, qui se fait entre un Evêque & une Eglise: de même qu'il s'est réservé la faculté de résoudre le mariage charnel, qui se fait entre un homme & une femme, ayant expressément défendu aux hommes de séparer ceux que sa main divine avoit mis ensemble, & plus bas il ajoute ces paroles, comme le bien d'un saint & l'egitime mariage qui s'est contracté entre un homme & une femme ne peut être résolu par les hommes, le Sauveur ayant dit expressément dans son Evangile, que l'homme ne sépare pas ce que Dieu a joint. *Matt. 19*

De même le lien du mariage spirituel, qui s'est contracté entre un Evêque & une Eglise, ne peut être résolu sans l'autorité de celui qui est le Successeur de St. Pierre, & le Vicaire de Iesus Christ. Et pour prévenir l'objection qu'on pourroit faire, savoir, que si Dieu a réservé à son Jugement la dissolution du mariage spirituel & du charnel, & si le lien spirituel est plus fort que le charnel, il est difficile de concevoir comment le Pape, qui n'est qu'un homme, peut rompre ce lien spirituel, le

Pape

Pape Innocent dit que cela se fait *entant* que c'est, non par une puissance humaine, mais par une puissance divine, que ceux-là sont séparés, qui par l'autorité du Pontife sont éloignés de l'Eglise, *Per translationem, depositionem, aut recessione ab Ecclesia*, car, dit-il, *ce n'est pas l'homme, mais c'est Dieu qui sépare ceux que le Pape, qui tient en terre la place, non pas d'un homme mais de Dieu, a séparé par une autorité non humaine, mais divine, après avoir examiné la nécessité & l'utilité de cette dissolution.*

Voilà ce qui a fait tomber les hommes dans l'erreur, s'imaginans que tout ce qui a été fait par le Pape est le propre ouvrage de Dieu. Ce qui est le sens que les paroles d'Innocent 3. n^o présentent: Je confesse que dans tout le droit Canon, il n'y a point d'endroit dont les paroles soient plus claires, mais dont le sens soit plus difficile. De sorte qu'il n'est pas étrange que tous les Docteurs Canonistes, qui ont voulu tâcher de les expliquer, y ont très-mal réussi. Car qu'y a-t'il de plus clair que ces paroles, *que ce n'est pas l'homme, mais Dieu qui sépare ceux que le Pape a séparés.* Et quelle conséquence plus naturelle & plus juste, peut-on tirer de ces paroles, que celle-ci, *que le Pontife peut donc résoudre un mariage cōtracté entre un mari & une femme & cōsommé par le mélange*

ge des corps. Cependant qu'y a-t'il de plus faux que cette conclusion ? Il faut donc que les paroles d'où on l'a tiré, soient fausses, puis qu'une chose fausse ne peut jamais être tirée d'une véritable. Ce *Hostiens* qui ayant été remarqué par un Docteur *in sum-* qui voioit cette raison fort étrangère, *ma de* parle ainsi. Mais cette raison, si on ne *Elect. n.* lui donne un autre sens, est insuffisante, a- 25.
vec le respect que je dois à celui qui l'a avancée, parce que de là il s'ensuivroit que le Pape pourroit de son autorité dissoudre même un mariage charnel, mais ce Docteur ne découvre point quelle est cette autre interprétation que ces paroles peuvent recevoir, ne pouvant pas se débarrasser de ce labyrinthe, & soutenir ce sentiment, sans combattre la vérité: Car quant à ce qu'il s'imagine, que dans ces paroles il est parlé du mariage charnel, lequel, comme il dit, peut, avant la consommation, être dissous du consentement des parties & par l'autorité du Pape arg. cap. 2. & cap. ex publico, de convers. conjug. Je dis que cette interprétation n'est soutenue, ni d'autorités ni de raisons. Car pour ce qui est des récrits qu'il a rapportés, & des autres qui peuvent leur être semblables, ils parlent de ces dissolutions de mariage qui se font, lors qu'un des conjoints embrasse la Religion, & entre dans un Monastère, avant qu'avoir consommé le mariage,

cap. ex parte 14. auquel cas il n'a besoin, ni de l'autorité, ni de la dispense du Pape, tirant cette faculté du droit, & de la permission de *gnos ta- menē d.* la Loi. Mais que pour une autre cause, *cap. 2. de convers conjug.* un mariage béni & non consommé se puisse résoudre du consentement des parties par l'autorité du Pape; c'est ce

D. Thom

3. q. 29.

art. 2.

cuiconcl

L. nup-

tias D. de

reg. jur

que je nie avec les plus grans & les plus célèbres Théologiens; en éfet la conjunction & le mélange des corps n'ajoute ni n'ôte rien à l'essence & à la perfection du mariage, car la forme du mariage ne consiste que dans le consentement & l'union indissoluble des esprits & des volontez, la procreation des enfans & la conjunction charnelle des mariés, laquelle est nécessaire pour cela, ne se pouvant rapporter à l'essence & à la perfection du mariage, mais seulement à sa fin, c'est pour cela qu'il a été dit par des Jurisconsultes Payens, *que ce qui faisoit l'essence d'un mariage n'étoit pas la conjunction des corps mais l'union des esprits.*

Ce qui est confirmé par les Canons & les constitutions des Pontifes. Autremēt le premier mariage que Dieu a fait dans le Paradis terrestre n'auroit pas été un véritable mariage, qu'après qu'ils en eurent été chassés, & qu'ils voulurent avoir des enfans, ce qui est une étrange absurdité: outre qu'il n'y a ni constitution ou tradition dans l'Eglise, ni passage dans les Pères, ni Epître dans les Décrétales, ni
enfin

enfin aucune raison solide qui excepte, ou qui puisse excepter un mariage béni par l'Eglise, quoi-que non consommé, de cette règle divine que Jésus Christ a proposée dans son Evangile, qui est que les hommes ne peuvent pas séparer les personnes, que la main de Dieu a unies, si ce n'est qu'il paroisse, que ceux qui se sont mariés en face d'Eglise, n'ont pas été unis par la main de Dieu.

Mais il y a en ceci, comme en toute autre chose, une si grande ignorance, ou une si grande flatterie de quelques Interpretes du droit Canon qu'ils ne craignent pas d'avancer contre le sentiment général des Théologiens, que non seulement le mariage béni & non consommé, mais encore le mariage béni & consommé par le mélange des corps, peut être résolu par le Pape, de même qu'il le peut être par l'autorité de Dieu : mais si cela étoit vrai, le lien du mariage ne seroit-il pas bien foible pour ceux, qui ont la faveur du Pape, ou qui connoissant son penchant pour les richesses, le peuvent corrompre par leurs liberalitez & par leurs présents ? mais il n'est pas possible qu'on établisse ce sentiment sur les récrits d'Innocent 3. dont nous avons parlé, puisque ce Pontife dit ailleurs expressément qu'un mariage cōtracté par paroles

Covarr.
de ma-
trim.

part. 2. §

4. ubi id

notat &

repre-

hendit.

cap. ex

parte 14

§ nos au-

tem & §

nota-

men de

convers.

conjugat

262 *De la Puissance du Pape*
de present entre des personnes légitimes,
ne peut écre resolu en aucun cas, si ce n'est
qu'une des parties, avant que de le con-
sommer, veuille entrer en Religion. Car
il n'est point du tout croiable qu'un Pa-
pe, dont la science & la probité ont été
célèbres dans l'Eglise, ait sitot perdu
la mémoire de ce qu'il venoit de dire, ou
que volontairement il ait voulu publier
des sentimens si contraires, il faut donc
chercher quelque autre sens dans les pa-
roles d'Innocent 3.

CHAPITRE XXIX.

MAis si quelqu'un me demande mō
avis & quel est le sens que je dōne à
ces paroles, je ne craindrai point en ceci,
comme dans une chose très obscure, de
dire que j'hésite. Mais pourtant j'estime
qu'il y a dans ce récrit un combat
des paroles avec le sens, & que la pen-
sée d'Innocent 3. ne s'acorde pas avec
ses expressions. Ce qui arrive souvent
dans les écrits des autres législateurs, lors
que pour exprimer leurs pensées, ils em-
ploient des paroles peu propres, ou
omettent quelque particule, ou quelque
limitation pour la clarté & l'intégrité
de la loi: car autrement on ne se pour-
roit jamais persuader que celui qui a as-
suré que le Pape ne peut pas permettre
à un Moine, de posséder quelque chose

en propriété, ou d'épouser une femme, veuille assurer que le Pape peut anéantir un sacrement de l'Eglise, & résoudre un Mariage qu'elle a beni & que les parties ont consommé. Qu'est-ce donc? voici ma pensée. J'ai remarqué qu'Innocent 3. a modifié sa doctrine dans ses récrits avec une si grande subtilité, qu'encore qu'il ait comparé ensemble l'un & l'autre Mariage, en ce qu'ils ne peuvent être résolus, que par le jugement de Dieu, toutefois, lors qu'il parle de la puissance du Pape & du Vicaire de Jesus Christ, il ne compare plus ces deux Mariages ensemble, il ne fait plus aucune mention du Mariage charnel, il parle seulement du spirituel, qui n'est pas estimé être résolu par la main des hommes, mais par celle de Dieu-même, lors que le Pape, après avoir pesé la nécessité & l'utilité de l'Eglise, résout, non par une autorité humaine, mais par une autorité divine, le Mariage spirituel d'un Evêque, soit en lui donnant une autre Eglise, soit en le déposant; Or le Pape Innocent 3. ne parlant plus du Mariage charnel, fait assez connoître qu'à l'égard de la separation & de la dissolution, il diffère du Mariage spirituel, & est tacitement excepté. De sorte que l'autorité Pontificale ne s'étend pas jusqu'à dissoudre un Mariage charnel. Ainsi c'est, comme si ce Pape avoit dit

264 De la Puissance du Pape

expressément, Dieu a réservé à son Jugement la dissolution du Mariage charnel & du Mariage spirituel, toutefois le Pape qui est le Vicaire de Jesus Christ, & le Successeur de St. pierre peut en consideration de la nécessité, ou de l'utilité de l'Eglise, dissoudre le mariage spirituel, & lors qu'il le fait, ce n'est pas l'homme qui dissout ce mariage, mais c'est Dieu, dont le Pape tient la place dans ce monde. Mais pourquoi est ce que le Pape peut resoudre le mariage spirituel & non le charnel? la raison est évidente: c'est que le mariage spirituel à le regarder en lui même appartient entièrement au gouvernement & à la discipline de l'Eglise; ce qui a été laissé par Jesus Christ à la disposition de St. Pierre & de ceux qui devoient lui succeder, de sorte qu'il leur a accordé la faculté de resoudre ces mariages spirituels, puisque sans cette puissance ils ne pourroient pas executer

L. 2. D. de jurisd. l'emploi qui leur a été commis, d'où vient que tout ce qu'ils font en qualité de Monarques des Ecclesiastiques, tout ce qu'ils disposent & qu'ils ordonnent à l'égard des biens des Eglises particulières, & à l'égard des personnes qui les servent, est estimé avoir été fait par Dieu, qui leur a mis expressément dans les mains cette disposition & ce pouvoir.

L. 3. § qui habet. Mais pour ce qui est du mariage charnel, il n'appartient point au gouverne-

ment

ment de l'Eglise, n'ayant été institué que pour une fin humaine, qui est la procréation des enfans, & c'est pour cela qu'on dit qu'il est de droit naturel & qu'il est commun à toutes les Nations & à tous les Peuples. Et il n'appartient à l'Eglise que parce que sans la nouvelle alliance il a été élevé à la dignité d'un Sacrement, renfermant, comme il fait, le sacré mystère de l'union de Dieu avec l'ame, & de Jésus-Christ avec son Eglise, de sorte qu'il n'a pas été nécessaire de laisser à S. Pierre & à tous ceux qui devoient lui succéder, le pouvoir de résoudre ce mariage: C'est assés qu'ils puissent examiner & juger s'il y a mariage, pour pouvoir apprendre si c'est un Sacrement. Encore donc que la puissance du Pape soit grande à l'égard des mariages qu'on veut contracter, & qu'il puisse dispenser de tous les empêchemens qui naissent du droit positif, & des constitutions de l'Eglise, & faire enfin quelles mariages soient contractés légitimement & dans les formes, lesquels sans cela seroient illegitimes & irréguliers, toutefois lorsqu'il a été une fois contracté, soit par la permission des Loix, soit par la permission du Pape qui a acordé la dispense, il n'a plus le droit de la rompre & de separer les conjoints. Et il ne sert de rien d'alleguer que souvent dans les

*D. Aug.
li. 14. de
Civ. Dei
cap. 18.
Thom. 2.
2. q. 154.
art. 2.
li. 1. §.
jus na-
tur. D.
de Iust.
& jur.*

Tribunaux & dans les Jurisdictions Ecclesiastiques nous voyons ordonner des séparations à l'égard mêmes des personnes qui ont vécu long-tems ensemble sous le voile & les aparences d'un véritable mariage. Car en ce cas ni le Pape ni le Juge ne résolvent point ces mariages par l'autorité du Pape. Ils ne font que déclarer par leur jugement qu'un mariage qui avoit été contracté, & qu'on avoit faussement crû être un mariage, n'étoit pas un mariage, ils ne font qu'ordonner aux personnes qui n'étoient pas légitimement unies, & qui ne pouvoient demeurer ensemble sans crime, de se séparer & de renoncer à leurs fréquentations & à leur commerce. Or ce n'est pas là ce qu'on appelle, résoudre un mariage, ou séparer quant au lien, des personnes légitimement unies. D'où vient que cet interprète qui fut depuis Pape sous le nom d'Innocent 4. & cet autre Docteur qui a été appelé la fontaine & la trompette du droit Canon, ont ridiculement interprété cette partie du rescrit d'Innocent 3. que *l'homme ne sépare pas disent-ils, ce que Dieu a joint. C'est à dire qu'il ne le sépare pas par sa propre autorité, or il ne sépare pas le mariage charnel, lorsque l'Evêque ou l'Archidiaere le resout en vertu des constitutions des Pontifes, mais c'est Dieu par l'autorité duquel ces*

constitu-

Sur les Princes Séculiers. 267
constitutions ont été faites. Comme si un mariage pouvoit être résolu par les constitutions d'un Pape. Les constitutions du Pape peuvent véritablement empêcher que certaines personnes ne contractent mariage ensemble, & faire que le mariage qui aura été contracté contre leur disposition soit nul; mais de résoudre un mariage légitimement contracté, de rompre ces liens sacrez qui l'entretenoient, c'est - ce qu'aucune constitution ni de l'Eglise ni du Pape ne sauroit faire. Autrement l'Apôtre St. Paul auroit parlé fort mal a propos quand il a dit *que la femme est attachée a la loi pendant la vie de son mari, mais qu'elle en est affranchie par la mort de son mari.* 1. Cor. 7. Car en vain il parleroit de la mort du mari si elle pouvoit être affranchie de la loi par quelque autre voye savoir par les constitutions Pontificales. Les choses estans de la sorte, il est tems que nous finissions cette digression où la flatterie & l'ignorance de quelques Docteurs nous avoient jettés; & que nous retournions à l'endroit d'où nous nous étions écartez pour les suivre.

CHAPITRE XXX.

C'Est un principe généralement avoué de ceux qui jugent sainement des choses divines que le Pape ne peut exem-

ter personne de l'observation des loix naturelles ou divines. Ou comme on a accoutumé de parler , qu'il ne peut accorder des dispenses à qui que ce soit ni permettre qu'on puisse faire impunément ce que Dieu ou la nature défendent ni défendre de faire ce que Dieu a expressément commandé qu'on fit. Et c'est ce que non seulement les Theologiens , mais encore les Canonistes les plus célèbres ont avancé comme une conclusion certaine : c'est sur cet axiome infailible que roule toute la difficulté de cette dispute & c'est aussi de là que dépend la solution de l'argument de Bellarmin que nous avons rapporté ci-dessus dans le commencement du Chap. 26. Nous aprouvons véritablement sa premiere proposition , *qu'un Pasteur doit être revêtu de quelque puissance à l'égard des loups pour les pouvoir éloigner de la bergerie par toutes sortes de moyens.* Nous ne contestons pas aussi sa seconde proposition ou sa mineure , qui est que *les loups qui désolent l'Eglise de Dieu sont les hérétiques, donc ajoûte-t'il, si quelque Prince, devient de belier qu'il étoit auparavant un loup, c'est à dire s'il se fait hérétique de fidelle qu'il étoit.* Le conducteur de l'Eglise le pourra chasser par son excommunication, & ordonner en même tems à ses sujets de ne le pas suivre, & par conséquent le priver de son Empire

sur

sur eux. Ridicule conclusion, à la place de laquelle il faudroit metre celle-ci sçavoir, *donc si le Prince deviét loup, de brebis ou de belier qu'il étoit auparavant le conducteur de l'Eglise pourra l'eloigner par toutes sortes de moiens.* Car c'est tout ce qu'on peut conclurre des deux premières propositions de Bellarmin, De sorte que ces deux premières propositions étant avouées, il faut nécessairement demeurer d'accord de la conclusion que je viens d'en tirer. Aussi ne fais-je pas difficulté de dire qu'elle est véritable, mais je nie que ce que Bellarmin y a attaché soit véritable & qu'on puisse tirer de ses deux premières propositions, *qu'un Pasteur puisse défendre à un peuple de suivre son Prince &c.* car ces termes, *de pouvoir ou ne pouvoir pas*, lors qu'on dispute du droit, ne se doivent pas entendre seulement d'un simple fait ou d'une puissance qui est de fait, mais d'une puissance qui est permise de droit, & qui est conforme au droit & à la raison, en sorte que quand on dit que le Pape *E. filius.* peut une chose, c'est à dire, qu'il la peut *15. D. de* de droit & sans blesser l'honesteté. *cond.* Ainsi toute la difficulté se réduit à savoir, *instit.* si le Pape peut par la plénitude de la puissance Apostolique, ainsi qu'on parle, commander & ordonner sous peine, d'excommunication aux sujets d'un Prince d'obéir à ses exhortations, à ses

commandemens & a ses loix, & si, de fait il leur a fait ces défenses, ils sont obligez d'obéir au Pape, or pour prouver qu'ils sont obligez d'obéir au Pape je n'ai pû jusques à present trouver aucune solide raison ni dans mon esprit ni dans les livres d'aucun Docteur. Mais pour l'opinion contraire elle s'établit fortement sur ce principe que nous avons rapporté. Qui est que le Pape ne peut en aucune manière dispenser du droit divin ou du naturel, d'ou je forme cet argument victorieux.

Le Pape ne peut rien ordonner contre la disposition du droit naturel ou du divin, ni dispenser de l'observation de l'un & de l'autre. Or est il que la sujettion & l'obeissance qui est due aux Princes & aux personnes Supérieures est du droit naturel & divin. Donc le Pape ne peut rien prescrire de contraire à cette sujettion & à cette obeissance, il n'en peut dispenser personne & par conséquent il ne peut pas commander à des sujets de n'obéir pas à leur Prince temporel dans les choses à l'égard desquelles il est leur Supérieur, & si de fait il le leur ordonne ils pourront sans crainte d'aucune peine être désobéissans au Pape comme à un juge qui commande hors de son ressort.

Il n'est rien de plus certain que les deux premières propositions de cet argument

gument, & par conséquent la conclusion qui s'en tire est tres-véritable. Cet argument me paroît si fort que je ne crois pas qu'on en puisse surmonter la force; car quand on diroit que l'obéissance qui est due au Supérieur peut être prohibée par celui qui est au dessus du Supérieur, & que le Pape qui est le père commun des Chrétiens est en cette qualité de père au dessus de tous les Rois & de tous les Princes Chrétiens, & par conséquent qu'il peut les dépouiller de leurs droits & empêcher que leurs sujets ne leur rendent l'obéissance & le respect qu'ils lui ont promis, il n'y auroit rien dans ce raisonnement captieux qui pût donner la moindre atteinte à la précédente conclusion. Car ce qu'on dit que l'obéissance qui est due à un Supérieur peut être diminuée, empêchée ou éteinte par celui qui est au dessus du Supérieur, n'est vrai que lors que celui qui fait ces prohibitions est Supérieur dans le même genre de puissance & de supériorité, & à l'égard des mêmes choses, dans lesquelles cette obéissance est due. Par exemple, le Roi peut ôter le commandement au Conestable, & défendre aux troupes de lui obéir, de même le Conestable peut défendre qu'on n'exécute les ordres d'un Mestre de Camp, le Mestre de Camp peut faire les mêmes défenses à l'égard d'un Capitaine, & de même un Capi-

aine a l'égard de quelque Sergent; parce qu'ils sont Supérieurs les uns aux autres dans le même genre de gouvernement & de discipline militaire; il en est de même à l'égard des ordres célestes, & de ceux de la Hierarchie Ecclésiastique. Mais l'obéissance des sujets à leur Souverain, de laquelle nous parlons, ne regarde que les choses temporelles, dans lesquelles les Papes mêmes sont obligés de confesser que les Princes n'ont aucun supérieur dans le monde. Et s'ils n'ont point de supérieur dans le monde, ne s'ensuit il pas nécessairement qu'il n'y a personne qui puisse défendre ou empêcher que des sujets ne soient soumis à leurs Princes & ne lui rendent dans les choses temporelles toute l'obéissance qui leur est due.

J'ai établi cy-dessus que la puissance spirituelle & la temporelle, sont tellement distinctes & séparées qu'entant que telles l'une ne domine ni n'obéit point à l'autre. Et ici il ne faut pas écouter ceux qui recourent à cette ingénieuse, mais captieuse distinction, de puissance directe & de puissance indirecte. Car il est certain que celui-là a un supérieur dans les choses temporelles, à qui un autre peut donner des ordres politiques & temporels, ou qui peut dans des choses temporelles être jugé par un autre, soit directement soit indirectement.

ment. Car on peut juger une partie malgré elle. Et pourtant on ne peut être jugé que par son supérieur étant une maxime infailible que deux Magistrats égaux en puissance n'ont aucune juridiction l'un sur l'autre. Et pour ce qui est de l'effet & de la fin du jugement, il importe peu qu'on ait la juridiction & l'autorité sur un autre directement ou indirectement, toute la différence qu'il y a dans ces termes ne consistant que dans la voie & dans la manière d'acquiescer à cette puissance, & non dans la faculté de l'exercer, ni dans sa force & dans son effet, mais que peut on dire de plus absurde & de plus contradictoire que ceci, savoir qu'un Prince n'a aucun supérieur dans les choses politiques & temporelles, qu'il est *afranchi de la peine de ses crimes, qu'il est au dessus des loix pénales,* ce qui a été le sentiment de toute l'Antiquité & de toute l'Eglise, & en même tems, que le Pape est en quelque manière, c'est à dire, indirectement, au dessus de ce Prince dans les choses temporelles, qu'il le peut dépouiller de son empire, & même le punir de mort. Car après que le Pontife l'a renversé de son Trône, & qu'il l'a mis dans le rang des personnes privées, que reste-t'il à ce Prince malheureux, que d'essuyer les tristes effets de sa haine, en cherchant son salut dans la promptitude de sa fuite.

L. inter 83. § 1. D. de verb. obl.

L. 4. D. de recept. arb. l. ille à quo. §. tempus stivum D. ad Treb.

D. cap. per venerabilem.

D. Ambrós. in apologia David.

te, & en menant une vie languissante & misérable dans quelque séjour éloigné de sa Patrie. Ou s'ils ne peut pas se garantir par ce moyen, que peut-il attendre si ce n'est d'endurer comme un criminel les rigueurs de quelque prison, ou l'infamie de quelque supplice capital: mais ce qu'il y a à remarquer, c'est qu'on trouve dans cette puissance indirecte qu'on attribue au Pontife, une liberté souveraine, & absolue d'exercer impunément sa tyrannie & d'opprimer les meilleurs & les plus innocens Princes. Car les défenseurs de cette puissance soutiennent en premier lieu, qu'il appartient au Pontife, de juger si un Roi doit être déposé, ou s'il ne le doit pas être. Après cela ils disent qu'on ne peut interjetter aucun appel de ses jugemens & ainsi il dépend de la volonté d'un méchant Pape, toutes les fois qu'il haitra un Prince, quelque bon qu'il soit, de prendre quelque prétexte pour exercer cette puissance indirecte, & dépouiller ce bon Prince & de son Royaume, & de tout l'éclat de sa dignité. Comme il ne m'est pas permis de rien soupçonner de semblable de ceux qui occupent le Saint Siège, je n'aurois rien dit de pareil, si tout le monde ne savoit pas que dans les siècles passés, de semblables choses ont été faites par quelques Papes. Et mêmes le tems ordinaire de la vie d'un homme ne s'est pas

pas encore écoulé, depuis que Jule 2. priva avec autant d'impïeté que d'injustice, par le ministère de Ferdinand D'Arragon, Jean Roy de Navarre, de tous ses États, aiant fait cela sous le pretexte de cette puissance Pontificale, & par cette seule raison que ce Roi avoit été dans les intérêts du Roi de France. Que si faire de pareilles choses n'est pas avoir la supériorité sur les Princes, je souhaiterois bien que nos adversaires nous aprissent, ce que c'est qu'avoir la supériorité sur quelqu'un, une chose scai-je, si leur sentiment est véritable, c'est que les Papes peuvent beaucoup plus contre les Princes par cette puissance indirecte, que s'ils avoient quelque puissance directe sur eux, comme nous l'avons touché ci-dessus.

chap. 12

Mais si le Pape vouloit par la plénitude de sa puissance Apostolique, empêcher par ses decrets ou par ses bulles que des peuples n'obéissent à leurs Princes, ne pourroient t'ils pas lui dire en général & en particulier, que dans les choses temporelles, il n'a aucune supériorité sur les Princes, & qu'il ne peut pas les empêcher de leur rendre l'obéissance qu'ils leur doivent? ne peuvent ils pas lui dire, pourquoi nous empêchés vous de faire une chose que Dieu nous a ordonné de faire, si vous avés droit d'ex-

pliquer les ordres de Dieu, qui nous ont été revelez dans sa parole, vous ne devés jamais donner aucune interprétation, qui détruise la Loi, & qui anéantisse absolument la volonté revelée. S'il y a quelque obscurité dans les loix de Dieu, s'il s'y rencontre quelques paroles ambiguës, nous recourons au Saint Siège que vous ocupés maintenant, pour enrecevoir les éclaircissémens nécessaires. Mais ce qui de soi-même est clair, n'a besoin d'aucune explication: mais Jésus-Christ notre bien-heureux Sauveur nous aiant expressément commandé de rendre à César les choses qui apartiennent à César, & à Dieu les choses qui apartiennent à Dieu, & son saint Apôtre nous ayant aussi expressément ordonné d'être soumis à nos Princes & à nos Supérieurs, & d'obéir à leurs ordres, c'est à vous à nous déclarer, quelles sont ces choses qui apartiennent à César, c'est à dire celles que nous devons à nôtre Roi, & quels sont ces saints devoirs ausquels nous sommes tenus envers Dieu. Afin que nous leur rendions à l'un & à l'autre ce qu'ils ont droit d'exiger de nous. Dans cette rencontre où il s'agit de distinguer ces devoirs, nous écouterons agréablement vôtre voix. Mais lors que vous nous venés défendre de rendre aucune déférence à nôtre Roi & à nos supérieurs,

vous

vous choqués les ordres que nous avons reçu de Jésus-Christ, & dans cette occasion nous sommes absolument dispensez d'écouter ce que vous nous dites. Nous tombons d'accord, & nous faisons gloire de la publier, que les Explications, que vous donnés à la loi de Dieu, ont de la force & doivent être embrassées de tout le monde; mais nous assurons hardiment que celles que vous donnés, qui font que les loix Divines & les naturelles sont exposées à la raillerie des hommes & à leur mépris, ne doivent pas être honorées des mêmes prérogatives. J'en raporte cet exemple qui n'est pas éloigné de nôtre sujet. Nous avons reçu dans l'Ecriture l'ordre d'obéir à Dieu & aux puissances qui sont au dessus de nous. Nous recevons agréablement comme des enfans soumis & dociles, toutes les Interprétations; & toutes les restrictions que vous donnés à cet ordre, lesquelles ne le détruisent pas absolument, comme celle-ci; savoir, qu'il ne naît de ce commandement aucune obligation d'obéir aux Rois, si ce n'est dans les choses qui apartiennent à la juridiction temporelle, que tout le spirituel est réservé au Vicaire de Jésus-Christ, & au Conducteur de l'Eglise. Je vous écoute aussi quand vous dites qu'on ne doit pas obéir au Prince, lorsqu'il se commande choquent ceux
de

de Dieu, ou qu'ils renversent les loix naturelles. Mais lorsque vous nous commandez absolument de ne rendre aucuns respects à nôtre Roi légitime, & de n'obéir pas à ses commandemens, ni à ses loix; alors nous prenons la liberté de vous dire, que nous ne saurions vous obéir, parce que ce n'est pas interpréter les commandemens de Dieu de la manière que Dieu vous a permis de les interpréter; c'est plutôt les renverser, & en détruire absolument la disposition & le sens, ce qu'il ne vous est pas permis de faire. Car le Sauveur, quand il

Felin in cap. Si quando. n. 4. de rescript. a donné à Saint Pierre, les Clefs de son Roiaume céleste, ne lui a pas donné le pouvoir de faire que ce qui est un péché n'en soit pas un. Nous suivons donc en ce point la commune opinion

Innocent. Pa. cent. norm. in cap. cum teneamur. 6. de praebend. des Canonistes, qui disent, qu'il ne faut pas obéir au Pape, quand ses ordres sont injustes; ou quand, vrai semblablement, il peut en naître beaucoup de malheurs & de scandales, ou lorsque l'Eglise & la République Chrétienne en peuvent être troublées. Et ainsi si le Pape commandoit aux Moines de faire quelque chose contre l'essence de leur Ordre, c'est

In cap. acceptimus. de fid. instrum. à dire, qui fut contraire à la Règle qu'ils professent, comme l'interprète *Felinus*, ils ne seroient pas obligez de lui obéir, comme le Pape Innocent 3. l'enseigne ailleurs, la doctrine duquel

a été suivie par plusieurs autres. Les
 sujets d'un Prince doivent donc bien
 moins écouter un Pape, qui veut mal-
 heureusement les détourner de cette
 légitime obéissance qui est dûë au Prin-
 ce, soit par la disposition des loix divi-
 nes & humaines, soit par ces engage-
 mens étroits que le serment a acoutu-
 mé de produire. Si vous voulez que
 nous vous afranchissions de ce joug,
 par cette raison, que par l'obéissance
 qu'on rend au Prince, le bien spirituel
 est empêché? nous vous répondrons,
 que s'il arrive quelque mal, il ne pro-
 cède que de quelque circonstance par-
 ticulière, ou ne vient que par accident;
 car le mal ne peut jamais venir du bien,
 non plus que le bien du mal. Or nous
 avons de la douleur de voir arriver cet
 accident; mais nous n'avons pas le pou-
 voir de l'empêcher. Nous rendons au
 Prince tous les devoirs auxquels nous
 sommes engagez par les commande-
 mens Divins, *Et nous cherchons par la*
patience dans nos bonnes oeuvres, la
gloire, l'honneur, & la bienheureuse im-
mortalité. S'il abuse de nôtre soumis-
 sion, & des prérogatives glorieuses dont
 la liberalité de Dieu l'a honoré, il a ce mé-
 me Dieu pour Juge de la moindre de ses
 actions, & il sentira un jour la sévérité &
 le poids terrible de ses vengeances les
 plus redoutables. Mais pour ce qui est de
 nous,

Et cap.
Siquan-
do dere-
scriptis.
Innoc.
in cap.
43. de
Simon.
Martin.
de Ca-
raz.
tract. de
princip.
q. 408.
Felin. in
d. c. si
quando
Et d. c.
accep-
imus.

Rom. 2.

nous, il ne nous est pas permis de renoncer à nôtre devoir, & de violer la loi de Dieu, en vûë d'un bien, quelque grand & avantageux qu'il soit, afin que

D. Paulus ad Rom. 3. nous n'attirions pas sur nôtre tête, cette condamnation éfroiable dont parle un Apôtre. Celui qui commande de

rendre à César les choses qui apartiennent à César, ne distingue pas les bons Princes d'avec les méchans; & s'il ne fait aucune distinction entr'eux, nous

L. de precio n'en devons point faire aussi, comme Saint Augustin nous apprend, que

D. de publ. in remact. celui qui a fait voeu de chasteté, ne peut pas rompre son voeu, par la considération d'un bien aussi grand que la

violation de son voeu seroit criminelle, soutenât sur ce principe que s'il se vouloit marier avec une fille qui lui auroit promis d'embrasser le Christianisme si-tot qu'il l'auroit épousée, il ne lui seroit pas permis de la prendre en mariage, quelque précieux que soit aux yeux du Sauveur du monde, le gain d'une ame engagée dans une funeste & mortelle infidélité: Et si cela est de la sorte, comment nous justifierons nous auprès de Dieu, & quelles excuses lui pourrions-nous alleguer, si dans l'espérance & dans la vûë de quelque bien, nous venons à rompre nos sermens les plus solennels, & ces promesses sacrées que nous avons faites à nos Princes en présence & à la fa-

ce de Dieu, qu'y-a-t'il de plus précieux qu'une ame, pour le salut de laquelle, le Fils Eternel de Dieu a bien voulu s'exposer à une mort pleine de honte & d'ignominie. Si donc pour gagner cette ame à Jesus-Christ il n'est pas permis de pécher, pour quelle occasion pourrat-on pécher.

Quant à ce que vous nous dites, que vous nous dispensés de ce devoir, & que vous nous en déclarés absous, bien loin que cela puisse affranchir nôtre conscience de tous ses scrupules & de toutes ses appréhensions, il fait que nous sommes bien plus en suspens, & que nous doutons plus fortement de vôtre puissance, parce - que nous ne pouvons pas ignorer, que le précepte, de l'observation duquel vous nous promettés de nous dispenser est un des préceptes de la loi de Dieu & de celle de la nature, & que même par la plénitude de vôtre puissance vous ne pouvés dispenser personne de l'observation d'un droit si Sacré. Nous vous obéirons donc dans les choses spirituelles, mais dans les choses temporelles vous nous permettrés d'obéir à nôtre Roi. Dieu nous ordonne l'un & l'autre de ces devoirs, & nous nous acquiterons de l'un & de l'autre. Et pour ce qui est des menaces dont vous armés vos brefs & vos bulles, nous en admirons la force, nous en

en avons quelque crainte : mais pourtant nous ne sommes pas si timides, que nous les craignons au delà de ce qu'il faut, ou que nous en soyons tellement épouvantés, que par la terreur d'une excommunication injuste nous refusions à nôtre Prince, le plus saint & le plus juste de nos devoirs. Car bien qu'on dise communément qu'on doit redouter toutes sortes d'excommunications, il est fort certain aussi qu'une excommunication injuste fait beaucoup plus de préjudice à celui qui la lance, qu'à celui sur qui elle tombe. Si donc vous nous frapés de vos Anathèmes parce que, contre vos ordres, nous ne voulons pas violer la loi du Grand Dieu, & commettre des actions mauvaises, vôtre malédiction se convertira en bénédiction, nous paroîtrons dans l'extérieur liés par vôtre parole, mais dans nos consciences nous serons libres & innocens.

Ces raisons & quelques autres semblables ont tellement attaché le Clergé de France, la Noblesse & généralement tout le peuple à leurs Princes légitimes, qu'ils ont courageusement résisté à plusieurs Papes qui les sollicitoient puissamment de renoncer à l'obéissance & à la fidélité qu'ils leur devoient, & ont généreusement méprisé toutes leurs bulles Pontificales où la déposition de leurs
Rois

Rois & la privation de leurs Roiaumes, étoient contenues, & ont fait connoître fort utilement que les François ne peuvent pas être liez par ces censures Ecclesiastiques, par ces excommunications & ces Anathemes. En éfet je ne vois pas ce qu'on peut reprendre dans la précédente réponce que j'ai mise en la bouche des sujets d'un Prince, si ce n'est qu'on leur fasse un crime, & que ce soit assés, pour les faire déclarer rebelles, de n'exécuter pas sans délai tous les ordres d'un Pontife, comme émanez de l'arbitre souverain de toutes choses, & sans voir si ces ordres sont pleins de justice ou d'injustice. Ce qu'aucune personne de bon sens ne pourra se persuader. Et pour ce qui est du reste, sçavoir que Dieu a expressement ordonné d'honorer les Princes, & d'obéir à leurs ordres, sans distinguer les bons Princes d'avec les méchans, que toute la puissance du Pape consiste dans les choses spirituelles, que les choses politiques & temporelles sont laissées à la disposition des Rois & des autres Princes. Que le Pape dans les choses temporelles n'a aucune supériorité sur les Rois & par conséquent qu'il ne peut pas les chatier par des punitions temporelles, encore moins les priver de leurs Roiaumes & de leurs Empires. Enfin qu'il n'a pas le droit de dispenser de l'observation du droit na-

turel ou du droit divin, lesquels ordonnent expressement l'obéissance des sujets envers leur Roi, & par conséquent qu'il ne peut pas pour cette raison, ni les absoudre de cette obligation sainte, ni lancer aucune excommunication contre ceux qui ne veulent pas déferer à ses défenses. Toutes ces choses ont été prouvées par des démonstrations évidentes & par de très solides raisons tirées des loix divines & humaines. Je les laisse néanmoins, à l'examen de l'Eglise; car je me soumets & moi & tous mes ouvrages à l'avis & au jugement de cette sainte & prudente mère.

CHAPITRE XXXI.

Les choses que nous avons dites jusques ici; au sujet de la souveraine puissance des Rois dans les choses temporelles, & de l'obéissance exacte qu'on leur doit rendre dans toutes les choses qui ne choquent ni la loi de Dieu ni les bonnes mœurs, sont confirmées par une solennelle & longue pratique des Anciens Pères, & par celle de toute l'Eglise, car encore que les Chrétiens eussent le pouvoir & les occasions favorables de détrôner les méchans Princes, dont ils recevoient plusieurs outrages publics & particuliers, ils ne leur ont jamais disputé leur autorité ni refusé de leur obéir en toutes

toutes choses, seulement ils ont résisté à leurs erreurs avec liberté & avec courage & sur tout avec sagesse & prudence. Et ainsi retenant les peuples dans les devoirs que Dieu & leur souverain exigeoient d'eux ils ont exactement obéi au commandement qui a été fait à tous les hommes de craindre l'un & d'honorer l'autre. Et en effet c'est le remède le plus salutaire pour empêcher les esprits de se corrompre, & pour les dégager de l'erreur s'ils y sont tombés, c'est aussi le moyen le plus efficace, pour apaiser la fureur des Rois hérétiques, pour leur inspirer l'humanité, pour les mettre dans le bon chemin, pour leur faire abandonner les erreurs mortelles qui les ont séduits, & les obliger à embrasser la foi Orthodoxe de l'Eglise. C'étoient aussi les moyens auxquels les Saints Pères avoient accoutumé de recourir dans ces dures & facheuses extrémités, & sans doute que si les Papes des derniers siècles avoient embrassé ces voies douces & Chrétiennes, au lieu de s'attribuer comme ils ont fait, cette superbe & odieuse puissance temporelle sur les Princes, la République Chrétienne seroit plus heureuse, & peut être que les hérésies qui nous troublent, auroient été étouffées dans leur naissance.

En effet les choses qui sont arrivées jusqu'à présent, justifient assez que les

286 *De la Puissance du Pape*

Papes qui ont marché dans ces voies hautes, glissantes & dangereuses, ou ils n'ont point été avantageux à l'Eglise, ou ils l'ont été fort peu. Que dis-je, bien loin d'avoir étendu la foi, & augmenté les avantages & la liberté du peuple de Dieu, ils ont malheureusement élevé parmi les Chrétiens, des troubles, des schismes & des guerres. Combien ont été inutiles ou pernicioeux à la République de Jesus Christ, toutes ces entreprises orgueilleuses que Clement 7. qui a été le premier qui a tenu cette voie, fit contre Henri 4. quels avantages, ou pour mieux dire quels malheurs n'ont pas apporté à l'Eglise ces Bulles & ces superbes efforts de Boniface 8. & de Jule 2. contre Philipès le Bel & Louis 12. Rois de France, de Clement 7. de Paul 3. & de Pie 5. contre Henri 8. & Elizabeth qui ont occupé le Trône de l'Angleterre. Tous ces Princes, bien loin d'avoir reconnu cette autorité usurpée & ces entreprises injustes de la puissance temporelle, ne s'en sont-ils pas moqué comme de l'ouvrage de l'ambition de ces Pontifes, & des effets d'une usurpation injuste. Je parle particulièrement de ces deux derniers Pontifes, parceque c'est une verité connue de tout le monde qu'ils ont causé la perte de la Religion dans l'Angleterre, en s'attribuant & en exerçant contre le Roi & le peuple

cette

cette odieuse & vaste puissance. La conduite de Clement 8. qui occupe aujourd'hui si glorieusement le Saint Siége n'a-t'elle pas été plus judicieuse & plus prudente , aiant mieux aimé , par un esprit de charité , & par les mouvemens de cette vertu qui convient si bien au nom qu'il porte , r'assurer l'état flotant de la Religion en France , que de faire la guerre à ce Roiaume , par les menaces & l'orgueilleuse autorité de la puissance temporelle , sachant bien qu'une conduite si fière n'a jamais eu de succès heureux.

Les Rois & les Princes, qui se glorifient de ne devoir leurs Couronnes & leurs Etats qu'à Dieu & à leur épée, ont ce sentiment gravé dans leurs cœurs, qu'ils aiment mieux mourir avec gloire, que de soumettre leur Trône à quelque autre Prince , & de le reconnoître pour Supérieur dans les choses temporelles. Et c'est pour cela qu'il n'est pas utile à l'Eglise & à la République Chrétienne que le Pape ait quelque puissance sur les Princes séculiers à cause de cette appréhension juste qu'il n'arrive plusieurs meurtres de fidèles , plusieurs malheurs dans les Etats , & quelque changement funeste dans la Religion. Ce qui m'oblige d'admirer le peu de jugement de plusieurs personnes qui s'aplaudissent de leur sagesse , & qui pour

Ôter le venin de cette puissance odieuse, & apaiser l'aigreur des Princes à qui elle donne une aversion si raisonnable, ne craignent pas de prêcher & de publier dans les libelles qu'ils font imprimer que cette puissance temporelle du Pontife sur les Rois, bien loin d'être nuisible à ces Princes, leur est fort avantageuse. Raison admirable, & tout à fait digne de ceux qui égalent les Rois, & les personnes particulières, & qui ne font aucune différence entr'eux. Certes en

Terent.

voulant faire les intelligens, il font bien cognoître qu'ils ne le sont point. Comme si ces craintes qui tombent dans l'ame des personnes privées, pouvoient faire quelque impression dans le cœur des Princes, qui se persuadent d'être assez forts par leur propre puissance, pour résister à toute autre autorité étrangère & pour surmonter glorieusement tous les efforts qu'on pourra leur opposer de dehors. Cette raison ne sauroit toucher que ceux à qui la crainte de la puissance temporelle, & de la juridiction ordinaire ôté par la sévérité de leurs châtimens l'envie de tomber dans le crime. Car il est certain que ces personnes, qui doivent être punies quand elles pèchent, s'abstiennent ordinairement du crime, non par un sentiment de conscience, mais par la crainte de la colère de la justice, & par l'appréhension d'être privés de leurs biens

biens. Mais il n'en est pas de même des Rois. Ils sont au dessus des loix humaines, & de tout le droit positif, ils ne doivent rendre compte de leur conduite qu'à Dieu seul, de qui ils doivent être punis avec d'autant plus de sévérité que leur punition aura retardé. Les personnes privées voient leurs supplices prêts, & ils ne peuvent les éviter que par la miséricorde de leur Prince, mais quelle exécution peut-on faire contre un Prince, qui à l'abri de son autorité souveraine n'est point soumis à la majesté des loix, & n'en craint ni les menaces ni les châtimens. Car cette maxime, que le Prince est affranchi de la loi, s'entend, suivant l'interprétation des Jurisconsultes Grecs & Latins, de toute sorte de loix, & particulièrement des loix pénales, dont un Prince ne craint point la rigueur, quand il vient à commettre un crime. Ce qui fait qu'un Prince dont le cœur est relevé par la grandeur de sa puissance & par la force de ses armes, ne craint pas la perte de ses richesses temporelles. Parce qu'il n'en est aucun, pour odieux qu'il soit à ses peuples, qui n'engage dans ses interets un grand nombre de personnes, par l'aide & le conseil desquels, il peut ou par la ruse, ou par la force des armes, garantir son trône & conserver ses Etats. Et c'est pour cela que bien loin d'être accablez par les orgueilleuses

menaces des Papes de leur ôter leurs Roiaumes, qu'au contraire leur pietés' anime, & leur zèle pour la Religion devient plus grand, & en effet on voit assez que cette puissance temporelle que le Pape s'attribue de puis quelques siècles sur tous les hommes, est si odieuse aux Princes, que ceux mêmes qui ont un véritable respect pour le siège de St. Pierre, & qui reconnoissent dans les choses spirituelles, la juste autorité de ses successeurs, ne sauroient sans indignation entendre parler de cette puissance temporelle, par ce qu'elle n'a aucun fondement, ni dans l'Ecriture, ni dans la tradition des Apôtres, qu'on n'en voit aucune trace dans les écrits des saints Pères. Et que sans le témoignage de Dieu & des preuves démonstratives & évidentes, la droite raison ne veut pas qu'on croie, qu'on puisse introduire dans l'Eglise, une autorité si vaste & une puissance si absolue & si souveraine.

Par toutes ces considerations les plus sages ont toujours crû, que les Papes travailleroient plus utilement pour la tranquillité de l'Eglise, si à l'exemple de leurs célèbres prédécesseurs ils se tenoient renfermez dans les bornes de leur juridiction spirituelle. Et si par les mouvemens sacrez de cette charité Apostolique, qui doit animer toutes leurs actions, ils s'offroient en priant

Dieu

Dieu & en versant des larmes en sa présence , d'obliger respectueusement les Princes à se repentir de leurs crimes, que si par les menaces odieuses de cette puissance temporelle , qui a toujours été inutile, ou du moins peu profitable à l'Eglise, ils extorquent comme par force, de ces Princes, la correction de leurs mœurs, & l'épurement de leur foi. Que si ces Princes sont si obstinés dans leurs crimes , qu'ils ne puissent être touchez, ni par les pleurs, ni par les prières de l'Eglise , il faut implorer le secours du Ciel, & laisser ces Princes au juste jugement de Dieu , mais passons au reste.

CHAPITRE XXXII.

LE second argument que le Cardinal Bellarmin tire de sa 5. raison est exprimé en ces termes. *Le Berger a droit de séparer & de chasser les beliers furieux qui sont nuisibles au troupeau. Or un Prince Catholique , mais dont la vie est si mauvaise qu'il interesse la Religion & l'Eglise, comme s'il vend les Evêchez, & dépouille les saints Temples , est un bélien furieux qui est nuisible au troupeau, donc le conducteur de l'Eglise peut lui en ouvrir la porte & le chasser, ou le ramener au devoir des autres brebis.*

Nous recevons cet argument, & tout ce qui peut s'en inferer par de justes

conséquences. Mais on n'en peut inférer raisonnablement autre chose, si ce n'est que le Pasteur de l'Eglise, c'est à dire le Pape, peut chasser de la bergerie du Seigneur, un Prince adonné au crime, & l'empêcher de demeurer avec le troupeau Chrétien, c'est à dire qu'il le peut chasser de l'Eglise, & de la communion des Saints par ses excommunications & ses Anathêmes. Le dépouiller de tous les moiens de se regenerer en Jesus Christ, & le livrer au Démon jusqu'à l'entière satisfaction de sa faute: Or toutes ces peines sôt spirituelles & Ecclésiastiques, ce sont mêmes les plus grandes de toutes celles que l'Eglise a dans les mains; au de-là desquelles elle n'en a plus aucune pour chatier mêmes les personnes privées, si ce n'est que lors qu'ils viennent à pecher, le Pape recoure au Prince politique & le supplie de venger l'injure de la sainte Eglise, de cette Mère commune de tous les fidèles, aux prières & aux intercessions de laquelle, ce Prince, comme un des enfans qu'elle a élevé dans son sein, doit par des peines civiles & temporelles, chatier le crime & l'insolence des rebelles & des déser-teurs. Mais l'Eglise est privée de ce secours temporel, lors que c'est le Souverain même, qui, commet un crime, qui merite l'excommunication, par ce qu'il ne reconnoit aucun Supérieur sur lui, & qu'à

*can. cor-
ripien-
tur 24.
q. 3.*

& qu'à l'abri de son trône il est affranchi de la rigueur & de la puissance des loix, Encore donc, que le Pasteur de l'Eglise ou le Pape le puisse faire sortir de la Bergerie du Seigneur; par la foudre de ses excommunications, & ainsi le dépouiller de toute sorte d'avantages spirituels, il ne peut pas néanmoins lui ôter quoi que ce soit, de ce qu'il possède par sa puissance civile & humaine, par ce que les choses temporelles & politiques ne sont point soumises aux loix Ecclésiastiques, mais aux loix civiles qui sont en la puissance des Rois. Et que de même qu'aucun Chrétien, soit privé, soit particulier, ne peut point dans les choses spirituelles décliner la juridiction du Pape, de même les sujets d'un Prince, de quelque ordre & en quelque lieu qu'ils soient, ne peuvent pas dans les choses temporelles se dérober à son jugement. Car si les causes des Clercs ont été attribuées à d'autres juges qu'aux Magistrats politiques, c'est un privilège particulier qu'ils tiennent de la faveur des Princes, par ce que par le droit commun les Clercs & les Laïques sont également soumis à la juridiction temporelle des Puissances séculières. *lib. 1. de*
Ce qui se prouve par une raison que *cleric. c.*
Bellarmin lui même a rapportée, qui est, 28.
que les Clercs outre cette qualité de Clercs,
ont encore celle de citoyens & sont mem

bres de la Republique politique. D'où vient que sous les Princes Chrétiens qui ont éclaté dans l'Eglise par leur bonté & par l'ardeur de leur zèle, toutes les causes des Clercs, soit les criminelles, soit les civiles, pourveu qu'elles ne fussent pas Ecclesiastiques, avoient acoutumé d'être traittées par devant les Magistrats politiques & temporels. Les Clercs donc doivent confesser qu'ils tiennent de la liberalité des puissances séculières, cette exemption dont ils jouissent en ce point. D'où vient que je suis surpris que le Cardinal Bellarmin assure que le Pape pouvoit de son autorité particulière & par une loi Canonique exempter les Clercs de cette soumission aux puissances séculières. Car, avec le respect que je dois à ce grand Docteur, il n'est rien de moins véritable. Parce que la loi de Christ ne prive personne de son droit & de la Seigneurie qui lui appartient, or il est certain qu'elle en priveroit les gens, si elle venoit à ôter aux Princes malgré eux, le droit & la Seigneurie temporelle qu'ils avoient sur les Ecclesiastiques, avant qu'avoir embrassé la vraye foi. D'ailleurs, puisque le Pontife, n'a aquis cette exemption que par la liberalité des Princes, & en effet les adversaires sont obligés d'avouer que le Pape, étoit sujet & de fait & de droit aux Princes Payens, comme leurs

vid. supr
cap. 15.

leurs autres sujets, il seroit absurde de dire, qu'il auroit pû exempter les autres de cette sujetion; autrement on lui pourroit apliquer avec justice, ce que les Juifs disoient autrefois à Jésus Christ par impieté, *Il a sauvé les autres, & il ne s'est pas sauvé lui-même.*

Et en ceci la puissance des Pères dans *Matth.*
un Concile, n'est pas moindre que celle du Pape. 27.
C'est pourquoi je suis engagé par cet endroit, de combattre une autre erreur qui prend sa source des décrets de quelques Conciles mal-entendus. Et qui est presentement repandue dans l'esprit de tout le monde, cette erreur consiste en ce qu'on croit que les Conciles ont afranchi tous les Clercs de la puissance & de la jurisdiction des Magistrats séculiers, ce qui est tres-faux. Car on ne voit dans les actes d'aucun Concile, que les Pères aient usurpé cette autorité, de dépotiiller ces Magistrats politiques de leur empire & de leur jurisdiction sur les Clercs, ou de les empêcher en quelque manière que ce fut, de connoître des causes des Clercs portées dans leurs Tribunaux, si ce n'est après qu'ils eurent obtenu leur exemption par la faveur de Justinien qui le premier leur acorda ce grand privilège. En effet puisque les Pères qui assistoient & qui présidoient aux Conciles étoient sujets aux puissances temporelles, com-

In expo- me S. Augustin l'a enseigné, ils n'ont
sit. cap. pas pu par la force de leur autorité, s'a-
13. Epist. franchir de cette sujétion, non plus
ad Rom. qu'ils n'en ont pas pu délivrer les autres.
 Il faut donc savoir que ces Anciens Pé-
 res de l'Eglise, qui observoient de bon-
 nefoi & avec la dernière exactitude, la
 discipline Ecclésiastique dont l'observa-
 tion est aujourd'hui si négligée, em-
 ployoient tous les soins imaginables,
 pour faire que ceux qui s'étoient faits
 Clercs, non seulement éclairassent les
 fidèles par les lumières de leur doctrine,
 mais encore qu'ils les pussent édifier par
 la sainteté de leurs mœurs, & par l'inno-
 cence de leur conduite, c'est pour cela
 qu'ils ont exhorté les Clercs, & leur
 ont prescrit par les Canons des Conci-
 les de ne porter aucunes de leurs causes
 ni civiles, ni criminelles par devant les
 Tribunaux politiques, mais de termi-
 ner tous leurs différens ou entr'eux par
 le ministère de leurs amis, ou s'ils ne
 les vouloient ou ne les pouvoient finir
 par cette voye, de les terminer par le ju-
 gement de leurs Evêques. Et ils ont
 fait cette ordonnance, par la même rai-
 son, ou du moins par un motif à peu-près
 semblable à celui qu'eut autrefois l'A-
 pôtre S. Paul, lorsqu'il ordonna aux Co-
 rinthiens de ne se trainer point les uns
 les autres par devant des Tribunaux in-
 fidèles, ces Docteurs célèbres aians eu
 pour

pour but , au cas qu'un Clerc vint à tomber dans quelques pechés qui pourroient donner du scandale aux Laïques , comme sont ces crimes que la fragilité humaine fait commettre , qu'ils fussent châtiés secrètement par leurs Evêques , & que la connoissance n'en fut point portée au peuple , qui par un éfet de son ignorance , juge de la doctrine par les mœurs , ou est en coutume de se moquer & de faire des railleries des Ecclésiastiques. Mais à ce motif ils en ont encore ajouté un autre qui étoit d'empêcher que les Clercs qui doivent aimer la paix , & donner par leurs paroles & par leurs actions , des exemples de patience & de charité , ne montraissent pas les voyes de la discorde & des procès en frequentant les Tribunaux où la justice séculière a acoutumé de s'exercer.

Les Décrets de ces Conciles n'ont pas donc blessé les droits des Laïques , & ne leur ont pas enlevé les causes des Clercs : Car les Pères n'ont ni empêché , ni même pu empêcher , que les Juges Séculiers ne connussent des causes des Clercs , qui seroient portées devant leurs Sièges , & ne les terminassent par leurs jugemens. C'auroit été ravir au Prince & à ses Juges un droit & un privilège dont ils étoient en possession , ce que l'Evangile ne permettoit pas , tout ce qu'ils ont

fait a été d'empêcher que les Clercs ne se trainassent les uns les autres par devant ces juges, ayans établi des peines Canoniques ou Ecclesiastiques contre les contrevenans. Or il est certain qu'ils ont pû légitimement & sans blesser l'intérêt de qui que ce soit, faire une pareille défense, de la même manière qu'un père qui a beaucoup d'enfans, leur peut ordonner, & leur défendre, sous quelques peines domestiques, de ne porter les differens qui pourroient survenir entr'eux à celui qui administre publiquement la justice, mais de les éteindre par l'avis de leurs Pères, ou de leus frères, & en donnant un tel ordre à ses enfans, il ne blesse point la juridiction des Magistrats légitimes. Il en a été de même à l'égard de ceux qui ont assisté aux Conciles, dont nous parlons. Ce sont des Pères qui ont défendu aux Clercs qui sont leurs enfans spirituels, de porter aucun de leurs differens au pié des Tribunaux seculiers, ils n'ont point par cette defense ôté aux Juges Laïques le droit de connoître & de juger des Causes des Clercs, ils ont seulement ôté aux Clercs la première liberté qu'ils avoient de porter leurs differens devant eux, ce qui n'est pas soustraire les Clercs & les arracher de la puissance & de la juridiction des Magistrats ordinaires, mais donner aux Clercs, un moyen aisé & facile de
terminer

terminer leurs différens sans le Ministère des Magistrats. Et afin qu'on ne puisse pas douter de la vérité de ce que je viens d'avancer. Je crois qu'il est nécessaire de mettre ici tout au long les paroles de ces Conciles, de la mauvaise interprétation desquels, l'erreur que je viens de réfuter, a pris naissance.

Le 3. Concile de Cartage, lequel a été assemblé en 397. & auquel a assisté St. Augustin, qui mêmes en a signé les actes, est le premier qui ait parlé de ce sujet. Voici les paroles du Canon 9. de ce Concile. *Nous avons aussi trouvé à propos que si quelque Evêque, Prêtre, Diacre ou Clerc, lors que dans l'Eglise on lui intentera quelque accusation criminelle, ou qu'on lui fera un proces civil, vient à laisser le Tribunal Ecclésiastique, pour aler devant un Magistrat séculier faire éclater son innocence, quoi qu'il en obtienne une sentence d'absolution, il doit être privé de son bénéfice, ce qui a lieu à l'égard des causes criminelles. ** Et pour

* C'est qu'en ce tems là les Magistrats avoient de coutume de donner & de commettre des Juges sur la requisition des parties, & de leur consentement pour décider leurs affaires particulières, ainsi le Concile estimoit indigne de la Société Ecclésiastique le Clerc qui demandoit plutôt un Juge Laïque qu'un Clerc.

ce qui est des causes civiles, si les Magistrats séculiers ont rendu en jugement en sa faveur, il perdra ce qui lui aura été ajugé par ce jugement, s'il veut conserver son rang. Car celui qui a la liberté de choisir des juges fait bien connoître qu'il est indigne d'être dans cette société fraternelle d'Ecclésiastiques, puis qu'en recourant à des juges séculiers contre la défense de l'Apôtre, il fait voir qu'il a des sentimens des-avantageux de la justice de l'Eglise. Voit on dans tout ce Canon une parole d'où, par une raison tant soit peu solide, on puisse conclurre, que le Concile a voulu exempter les Clercs de la juridiction séculière, ou que les Magistrats politiques ne soient pas les juges naturels des Clercs. Ne fait il pas voir au contraire, qu'il estime que les juges séculiers connoissent & jugent légitimement des causes des Clercs, & qu'il n'improuve pas leurs jugemens, comme aiant été rendus par des juges incompetans; en effet les Pères de ce Concile n'ont eu pour but que d'arrêter la légèreté & l'effronterie de quelques Clercs, qui après qu'une affaire a été commencée dans l'Eglise, méprisent les juges Ecclésiastiques, & vont la porter au Magistrat séculier. Auxquel cas même, le Concile ne condamne pas la sentence qui a été rendue par le Magistrat séculier, il ne déclare pas aussi que

que ce Magistrat n'est pas le Juge légitime de cette affaire. Il ne fait que priver le Clerc, de l'avantage de cette sentence, pour le punir de sa mauvaise conduite & de sa malice. Or que les Pères de ce Concile reconnussent les Magistrats séculiers pour les juges légitimes des Clercs, il paroît assez de ce qu'ils ont rétraint leur Canon à ce cas, savoir *qu'on ait suscité dans l'Eglise une accusation criminelle ou une affaire civile*. D'où je tire cette conséquence que hors de ce cas, il a été permis aux Clercs, mêmes par le Canon de ce Concile de poursuivre leurs affaires par devant un Magistrat séculier.

Le célèbre Concile de Calcedoine fut tenu en suite en l'Année 451. Voici les paroles du Canon 9. *si un Clerc a quelque affaire contre un autre Clerc, ils ne doivent pas laisser leur propre Evêque pour recourir au Magistrat séculier, mais ce différent doit, avânt toutes choses, être agité devant cet Evêque, lequel, ou bien ceux dont les parties auront convenu pour juges par son avis, feront leur sentence. Et si quelqu'un contrevient à ce Décret il sera soumis aux corrections Canoniques*. Or il faut remarquer que ce Concile s'adresse aux Clercs, auxquels il prescrit de ne recourir pas aux Magistrats séculiers en laissant le Tribunal de leurs Evêques; mais il ne s'adresse pas aux Magistrats séculiers, & ne leur fait aucune défense d'oïr les causes des Clercs, de les décider par leurs sentences, & de les

obliger par les voies ordinaires d'exécuter ce qu'elles prescrivent. Ce Canon n'ôte donc rien à la juridiction des Laïques, au contraire ces paroles de ce Décret, ou de ce Canon, *savoir, mais que le différent soit premièrement agité devant leur propre Evêque*, témoignent assez que les Pères de ce Concile n'exigent rien si ce n'est, que toutes les causes des Clercs soient traitées en première instance devant leur Evêque, & qu'en suite, s'il est nécessaire, elles soient portées au Magistrat séculier pour les juger. Car il n'est ni vrai-semblable, ni croiable, que cette parole, premièrement eût été employée inutilement & sans rien signifier, par tant d'hommes si savans & si éclairés. Et ainsi ce Canon s'ajuste fort bien avec la Nouvelle 83. que Justinien fit en faveur des Clercs. Par laquelle il est porté que les Clercs doivent premièrement être convenus par devant les Evêques & en suite par devant les Juges civils. Donc la juridiction des Magistrats séculiers, bien loin d'être anéantie par ce Canon, qu'au contraire elle en reçoit de l'appui.

Il en est de même du Concile d'Agathe tenu en 506. sous Alarie. Car les Pères qui s'y trouverent, ordonnèrent dans le 32. Canon, *qu'un Clerc ne pourroit sans la permission de son Evêque, citer la partie devant un Magistrat séculier.*

C'est

C'est ce Canon que Gratien a inferé dans son Décret, après en avoir malicieusement changé les paroles, & tout à fait alteré le sens: car ces paroles du Canon, *que le Clerc ne pouvoit citer sa partie devant le Magistrat séculier sans en avoir eû la permission de l'Evêque*, ont été ainsi alterées. *Que personne ne doit citer le Clerc par devant le Juge civil, sans la permission de son Evêque*; ce qui a eu pour objet de comprendre dans la prohibition du Canon, les Laïques, & de les empêcher de citer les Clercs devant les Magistrats séculiers, au lieu que cette défense n'a été faite qu'aux Clercs, ce Canon ne faisant aucune mention des Laïques. Au contraire la seconde partie de ce Canon montre évidemment que le Concile s'irrite seulement contre les Laïques qui conviennent les Clercs devant les Tribunaux séculiers, & prononce seulement des peines Ecclésiastiques contr'eux, lors qu'ils l'ont fait par malice & dans cette seule veüe de donner de l'inquiétude aux Clercs. Car voici la suite de ce Canon. *Mais si quelque séculier vouloit par malice inquiéter l'Eglise ou les Clercs, les convenant par devant des Juges séculiers, & qu'il en fut convaincu, on le chassera de l'Eglise & de la communion des fidèles, s'il ne fait une suffisante penitence.* Gratien n'a pas seulement corrompu le sens de

Clericus ne quenquam præsumat &c.

Cléricum nullus præsumat pulsare &c.

in ead. causa & quaest. can. 3. ce Concile, il a aussi alteré le sens de l'Épître du Pape Marcellin, & à la place de ces mots *Clericus nullum*, il a mis, *clericum nullus*, de sorte qu'il n'est pas étrange que les Docteurs Canonistes qui n'ont lu que les Compilations de Gratien, trompés par ces grossières alterations, soient tombés dans l'erreur que jerefute, mais ce qui est étonnant, c'est que Bellarmin ait allégué dans ses controverses ces deux Canons dans le sens corrompu de Gratien, plutôt que de la manière qu'ils sont dans leur source.

lib. 1. de cleric. cap. 28.

Le Canon 8. du premier Concile de Mafcons tenu en l'année 576. sous le Roi Guntramne, est exprimé en ces mots. *Que les Clercs dans une accusation criminelle ne citent pas un Clerc, quel qu'il soit, devant les juges séculiers, & qu'ils ne le contraignent pas d'y plaider: mais que tous les differens des Clercs soient terminés, ou par leur Evêque, ou par le Prêtre, ou par l'Archidiaque.*

Il est pareillement ordonné dans le 13. Canon du 3. Concile de Tolédé qui fut tenu en l'année 589. sous le règne de Recarède *qu'une longue inobservation de la discipline Ecclésiastique, & un vieil usage licentieux, ont tellement ouvert la porte aux actions téméraires & illicites, que les Clercs ne font pas difficulté de laisser le Tribunal de leur Evêque pour porter les affaires qu'ils ont avec leurs Collègues*

Collègues par devant les Magistrats séculiers ; que c'est pour cela qu'ils le défendent à l'avenir, & qu'ils ordonnent que celui qui aura contrevenu à cette défense, perdra tout le fruit du jugement qu'il aura remporté & sera mis hors de la communion des fidèles.

Voilà les principaux ou peut être les seuls Canons des Conciles, sur lesquels ceux qui croient faussement que les Papes ont pû exempter & qu'ils ont en éfet exempté les Clercs de la juridiction des Laïques, ont établi leur erreur, Laquelle se trouve si puissamment combattue par ces mêmes Canons, qu'il n'est point nécessaire de rechercher d'autres raisons pour la détruire. Tout ce que je viens de dire, n'a pas eû pour but de donner atteinte aux privilèges des Clercs, ni de témoigner que j'aye de la jalousie de leurs avantages, ou quelque envie de voir retrancher leurs privilèges. Les personnes de qui j'ai l'honneur d'être connu savent quel rang les Ecclésiastiques ont toujours occupé dans mon esprit, que j'ai de la vénération pour les Prêtres, comme pour mes Pères, & que je les croy dignes de toutes sortes de marques d'honneur. Mais en qualité de leur enfant je suis obligé de les avertir avec une profonde humilité ; de ne tomber pas dans l'ingratitude, & de ne mépriser pas ceux de qui ils tiennent

leurs privilèges. Ils sont tenus d'honorer & de chérir les Princes temporels comme leurs patrons, & les défenseurs & les protecteurs de leurs libertés : & ils ne doivent pas, à l'exemple de quelques uns d'eux, nier si injustement de tenir ces avantages de ces Princes, & de soutenir contre la vérité qu'ils tiennent des constitutions Pontificales & Ecclésiastiques, tout ce qu'ils possèdent de libertés & d'exemptions. Ce qui est la dernière des ingrattitudes ; étant certain que leurs avantages temporels sont venues des Princes & de leurs ordonnances, & non des Pontifes, ni de leurs Canons.

CHAPITRE. XXXIII.

JE veux passer plus avant & proposer une chose qui peut être m'attirera la colère de ceux dont elle choquera les intérêts ; cest une grande vérité dont peut être on ne s'est pas encore aperçû, ou si on s'en est aperçû on n'en a pas averti, comme on devoit, ceux qui avoient un grand intérêt de la savoir. Cette vérité est que les Clercs, en quelque partie du monde qu'ils habitent, dans quelque ordre & dans quelque rang qu'ils soient, ne sont point encore aujourd'hui affranchis & exemptés en aucune manière, de la puissance temporelle des Princes dans les Monarchies des-

desquels ils passent leur vie, mais que dans toutes les choses qui regardent le gouvernement civil & la juridiction politique, ils leur sont soumis de la même manière que les autres citoyens de leurs Etats, & que les Princes ont sur eux un droit de vie & de mort, comme sur leurs autres sujets, & par conséquent qu'un Prince (je parle de celui qui dans les choses temporelles ne reconnoît point de Supérieur) a droit lors qu'un Ecclésiastique commet un crime, ou de lui faire grace, ou de le punir : Je fais bien que cette proposition paroîtra un Paradoxe, & quelque chose de dur à ceux qui entêtés de l'opinion contraire croient d'en être soumis qu'à l'autorité du Pape & de ne devoir reconnoître aucune ordonnance humaine. Mais je les prie de méconter tant soit peu, & ils verront, qu'il n'y a rien de plus vrai que ce que je viens d'annoncer ; la vérité de cette proposition dépend des choses que nous avons ci-devant puisées dans les livres des plus célèbres Theologiens. Car delà elle se démontre par des conséquences nécessaires & évidentes. Le premier principe qui a été posé, avoué, & appuyé par de solides raisons, & par des autorités convainquantes, est que les Chrétiens, tant Clercs que Laïques ont tous été sous la puissance des Empereurs & des Rois, lors que l'Eglise voi-

oit le Trônes occupés par des Princes infidèles. C'est là le fondement & la base de nôtre démonstration. A ce principe, j'en ajoute un autre posé & avoué de même que le précédent, savoir que la loi de Jésus-Christ ne prive personne de son droit, & de la seigneurie qui lui appartient, par ce que le Sauveur du monde n'est venu dégager personne de l'observation de la loi, il est venu au contraire pour l'exécuter & l'accomplir. Il est donc certain que les Princes aians embrassé le Christianisme, tous les Clercs, quant à ce qui regarde la sujétion temporelle, ont demeuré dans le même état, qu'ils étoient, lors que leurs Princes étoient encore engagés dans leur infidélité. Par ce que, comme je viens de dire, la loi de Christ ne prive personne de sa seigneurie. Et c'est pour cela que les bons Princes ont accordé des prérogatives & des exemptions aux Clercs, desquelles ils n'auroient pas eû besoin, s'il eût été vrai qu'ils ne fussent pas entièrement demeurés assujettis à la puissance & à la juridiction de leurs Princes. C'est une chose si évidente & si claire & appuïée ci-devant par tant d'autorités & de témoignages, que je croi fort inutile de les répéter en cet en droit & d'y ajoûter quelque chose. Voions donc quelles sont les conséquences qu'on en peut tirer, & comment ces principes

principes nous peuvent servir à faire voir par des démonstrations assurées & infaillibles, la vérité de la proposition que j'ai avancée. Voici comme je raisonne, qu'on lise tous ceux qui ont écrit de ces privilèges, on n'en trouvera aucun qui ait dit que les Princes qui ont accordé ces exemptions aux Clercs, les aient tellement affranchis de leur puissance temporelle, qu'ils n'y fussent plus du tout soumis, qu'ils ne les reconnussent plus pour leurs Souverains, & qu'ils ne fussent plus obligés d'obéir à leurs volontés. Tout l'avantage que les Princes ont accordé aux Clercs, a été de n'être plus convenus par devant les Magistrats séculiers, mais par devant leurs propres Evêques & les Juges Ecclésiastiques. Or cela n'est pas affranchir les Clercs de la puissance de leurs Princes, ou donner atteinte à leur juridiction & à leur puissance, en sorte que lors qu'ils le trouveront à propos, ils ne puissent pas connaître des causes des Clercs, lors quelles ne sont pas purement spirituelles. Je passe bien plus avant : car je tiens que les Princes n'ont pû & ne peuvent point encore donner aux Clercs qui habitent dans leurs Etats, cette liberté de n'être pas assujettis à la puissance séculière, ni de ne pouvoir être jugés & punis par elle, qu'en se dépouillant en même tems, de leurs Roiaumes & en renonçant à toute

310 *De la Puissance du Pape*

leur grandeur & à toute leur puissance, Car c'est une propriété inséparable des Souverains, de pouvoir punir les criminels & de pouvoir légitimement dispenser, à tous les membres de la République, c'est à dire, à tous ses sujets, les peines & les recompenses qu'ils méritent. Et comme dans les corps naturels, tous les membres sont assujettis à la tête qui les gouverne, en sorte qu'un corps paroît monstrueux, lors que les membres ne dépendent point de la tête & ne lui obéissent pas, de même dans un corps politique, il est nécessaire que tous les membres obéissent au Prince, comme à leur chef, & qu'ils en soient gouvernés, c'est à dire que suivant le mérite de leurs actions, ils en reçoivent ou des recompenses ou des peines. Or est il que les Clercs, ainsi que les adversaires mêmes sont obligés de le cōfesser, ont outre leur qualité de Clercs, celle de citoyens de l'Etat, & de membres de la République politique. Ce qui est vrai, étans par cette raison exēptés parmi les ordres des Roiaumes, & y tenans mêmes le premier rang. Donc les Clercs entant que citoyens & membres de la République politique, sont soumis au Prince, & ne peuvent pas, quand il le voudroit, ne lui être pas soumis, autrement, ou le Prince ne seroit pas Prince, ou les Clercs ne seroient pas citoyens, c'est donc une folie de croire qu'un

*Bellarmin
lib. 1. de
cleric.
cap. 28.*

qu'un Clerc aiant été convenu dans une cause qui n'est pas purement spirituelle, puisse décliner la juridiction de leur Prince Souverain, ou de celui à qui ce Prince a renvoyé spécialement la connoissance de l'affaire. Car ce qu'un Prince prend rarement connoissance des causes des Clercs, mais les renvoie à ses Magistrats ne marque pas un défaut de juridiction & de puissance, mais seulement un défaut de volonté, Et c'est de cette autorité politique que les Princes séculiers ont sur les Clercs, qu'en nôtre siècle l'Empereur Charles-Quint fit appeler devant soi Hartman Archevêque de Cologne, pour se justifier de tous les crimes, dont le Clergé & l'Université l'accusoient. C'est aussi par cette raison qu'en plusieurs endroits, les Princes se sont réservés par leurs édits la connoissance & la vengeance de certains crimes connus par les Clercs, & l'ont particulièrement attribué à leurs Magistrats, & tels sont en France les crimes qu'on appelle privilégiés, comme le crime de Lèze-Majesté, le port-d'armes, les crimes de fausse monnoie, d'infraction de fauve-garde, & plusieurs autres semblables. Mais en tout cela les Clercs ne reçoivent aucun préjudice, & leurs libertés Ecclésiastiques n'en sont, ni suspēduës ni diminuées. Il y a plusieurs personnes qui parlent souvent de ces libertés Ecclé-

Surius in comment. ann. 1546

312 De la Puissance du Pape

*Chap.
dern.*

fiastiques sans savoir précisément ce que c'est. Nous en parlerons ci-après & nous montrerons fort au long en quoi elles consistent véritablement.

*d. lib. 5.
cap. 28.
de cleric*

Les choses étant ainsi que je viens de dire, j'estime que personne ne peut plus douter, que les exemptions temporelles des Clercs, soit celles qui regardent leurs personnes, soit celles qui regardent leurs affaires, sont toutes venues des Princes séculiers, & qu'ils ne les tiennent, ni du droit divin, ni de la concession des Papes, ni de la disposition des Canons, comme quelques uns l'ont estimé.

Car ce que Bellarmin ajoûte que les loix des Princes doivent céder aux constitutions Canoniques, dans le dessein qu'il a de prouver que c'est aux Papes & aux Conciles, que les Clercs doivent leur exemption de la puissance temporelle, n'est pas généralement vrai, mais seulement dans le cas que les loix Canoniques aient été faites sur des choses purement spirituelles & Ecclésiastiques. Or la sujétion & la liberté des Clercs dans les affaires civiles, n'est pas une chose purement spirituelle, & Ecclésiastique, elle est plutôt politique & temporelle, auquel cas les sacrés Canons ne dédaignent pas de suivre les loix civiles. Mais ce que le Cardinal Bellarmin ajoûte n'est pas plus fort, savoir que le Pape peut dans les choses qui regardent l'autorité de l'Eglise, commander

*cap. 1. de
nou.
oper
nanciat*

commander aux Empereurs mêmes,
comme s'il disoit que le Pape a pû forcer
l'Empereur d'exempter de sa puissance
temporelle, les Clercs qui y étoient na-
turellement soumis, par cette conside-
ration que la liberté des Clercs regarde
l'autorité de l'Eglise. Car la fausseté de
ce discours paroît, de ce que jamais l'au-
torité de l'Eglise n'a été plus grande,
que lors que les Clercs ont été obéis-
sans aux Princes Chrétiens & à leurs Ju-
ges par un éfet de cette sujétion tempo-
relle : mais d'ailleurs ces exemptions &
ces libertés n'ont pas été acordées pour
augmenter l'autorité de l'Eglise. Elle
n'étoit pas moindre auparavant, mais
elles leur ont été acordées pour les dé-
livrer des inquiétudes, & des peines que
la sévérité & la rigueur des Tribunaux sé-
culiers leur donnoient souvent.

De là vient cette célèbre question, sa-
voir si un Prince peut dans le ressort de
ses Etats, sans choquer l'Eglise, revoquer
en quelque cas le privilège des Clercs
par lequel ils sont exempts de la jurisdic-
tion séculière, & de les reduire au
droit général & commun. Il n'y a pas
long-tems que cette question me fut
proposée ; & je ne répondis rien alors, si
ce n'est qu'elle me paroissoit nouvelle
& fort difficile à résoudre. Car encore
que quelques personnes l'ayent propo-
sée, je ne vois pas qu'aucun Docteur

l'ait traittée comme il falloit. Ce qui touchoit ceux qui me la propofoient, étoit les raisons communes de la révocation des privilèges & la pratique générale que le Pape observe comme les Princes, dans cestrois occasions, favoir si ces privilèges deviennent nuisibles à l'Etat, ou si la cause pour laquelle ces privilèges ont été donnés vient à cesser, ou si ceux qui ont obtenu ces privilèges en abusent à une mauvaise fin. Or disoient-ils, bien que la cause de l'exemption des Clercs qui est le respect que tous les hōmes sont tenus de rendre au Clergé, dure encore & doive toujours durer. Toutefois l'abus que les Clercs en font en plusieurs endroits au grand scandale de leur ordre, est si fréquent, qu'il semble qu'il y auroit lieu, de leur ôter ce privilège. Voila comme parloient ces personnes, mais nous examinerons ce sujet dans le traitté de la corruption du siècle, que nous donnerons au public, si Dieu nous conserve en vie, & nous donne les forces qui sont nécessaires pour exécuter ce dessein.

CHAPITRE XX XIV.

I Et retourne maintenant à l'argument que nous avons proposé au commencement du chapitre trente-deuxième, & je répons qu'il ne prouve pas que les
Pon-

Pontifes ayent le droit de priver les Princes du temporel qui leur appartient, bien loin de pouvoir leur ravir le Sceptre. Car il est certain que l'excommunication par laquelle seule les mauvais Chrétiens sont exclus du commerce des fidèles, & séparés de la communion de l'Eglise, n'ôte à personne, ni son patrimoine, ni les choses temporelles qui lui appartiennent, si ce n'est qu'elle ait été fulminée pour un crime, pour lequel le Prince ait expressément ordonné la peine de la confiscation des biens du coupable, auquel cas ce n'est pas le Pape ou son excommunication qui prive le coupable de ses biens, mais c'est le Prince, & son ordonnance qui les lui ôte. Le Pape ne peut pas même ôter à un Clerc la propriété de son patrimoine, quelque excommunié & déposé, ou dégradé que soit ce Clerc. En effet on agiroit mal avec un peuple Chrétien, si par la force de la seule excommunication fulminée, ou par la Loi, ou par l'homme, la personne excommuniée perdoit la propriété de ses biens, puisque les biens qui sont une fois parvenus au fisque ne retournent presque jamais à leur ancien maître. Et ainsi l'excommunication qui doit être un remède salutaire, deviendrait en quelque façon un poison mortel, parce que l'excommunié qui seroit rentré en grace

Cap.

cum

non ab

homi-

ne de

judic.

316. *De la Puissance du Pape*

après avoir éfacé son crime par une pénitence suffisante, ne pourroit pas recouvrer du fisque, les biens qui seroient entrés dans ses trésors, ou qu'il auroit consumé ou donné, on ne les pourroit recouvrer qu'avec peine.

Les Censures Ecclésiastiques dont la plus grande est l'excommunication ne frappent donc que l'ame des Clercs, & non pas leur patrimoine: comme au contraire les peines civiles ne frappent que le cors & ne touchent point à l'ame. Ainsi puisque ce n'est pas par l'autorité des Papes, mais par celle des Princes que les criminels sont punis de la privation de leurs biens, puisque ce n'est pas le Pape qui les leur ôte par le pouvoir de sa juridiction Ecclésiastique, ou par la force de son excommunication ou de quelque autre censure semblable, mais que c'est seulement le Prince terrestre & politique, qui pour témoigner l'affection qu'il a pour l'Eglise & la part qu'il prend à ses injures, a acoutumé de lancer contre les coupables, tantôt les uns & tantôt les autres de ces peines qui sont contenuës dans ses loix: comment se pourroit-il faire que le Pape pût par sa seule autorité Ecclésiastique, dépouïller les Princes mêmes qui ne reconnoissent aucun juge au dessus d'eux, & qui ne sont pas mêmes soumis aux loix civiles, les dépouïller,

ler, dis-je, de leurs Royaumes, de leurs Etats, de leur juridiction, de leur dignité & de toutes les choses qui leur appartiennent, les Loix de Dieu lui ont-elles donné plus de pouvoir sur les Princes, que sur les particuliers, ou faut il que la condition des Princes soit plus dure & plus malheureuse que celle de leurs sujets, & que l'Eglise puisse exercer sur la personne d'un Roi, une rigueur qu'elle n'a pas droit d'exercer sur ceux qui sont d'une condition privée.

Mais pour rendre cette vérité plus sensible, j'ajoute une autre raison, & je demande à nos Adversaires, si le Pape a aujourd'hui plus d'autorité sur les Rois, qu'il n'en avoit autrefois, avant que par les libéralités de Constantin & des autres Princes il eut été élevé à une Domination temporelle, ou s'il n'a qu'une autorité semblable à celle que Jésus-Christ donna à Saint Pierre, laquelle personne ne peut diminuer ni augmenter & laquelle les Papes doivent conserver jusqu'à la consommation des siècles, malgré la perte de leur domination temporelle? si le Pape a une plus grande autorité; je demande d'où il l'a eue? est-ce de Dieu ou des hommes? mais on ne peut dire ni l'un ni l'autre avec justice. Où est la personne judicieuse qui se soit jamais avisé de dire, que par cette con-

*l. non
omnis.
D. de
reb.
cred.*

fidération que le Pape a commencé en quelques lieux de régner d'une manière temporelle, & de paroître en public avec le Diadème & la Mitre, il ait reçu de la main de Dieu quelque empire sur les Rois & sur les Princes Chrétiens? ou si quelqu'un est capable de tenir un pareil discours, par quelle raison, & par quelle autôrité le pourra-t'il appuyer. Encore moins peut on dire que le Pape ait reçu des hommes, ce surcroît d'autôrité, parce que suivant cette maxime générale, les agens n'opèrent pas au delà de leur volonté, & qu'encore que les Princes & les Rois Chrétiens se sont soumis & se soumettent encore aujourd'hui dans les choses spirituelles, au Vicaire de Jésus-Christ, Il n'est aucun d'eux qui se soit soumis à sa puissance temporelle. Il n'est aucun d'eux qui ne se soit réservé sa juridiction séculière dans son entier. Que si quelqu'un d'eux en a agi autrement, c'est une exception particulière, qui confirme avec plus de force, la règle à l'égard de ceux qui ne sont pas exceptés. Or de ce principe qui est fondé sur une raison très constante, je tire un argument victorieux que je forme ainsi.

Le Pape n'a pas aujourd'hui plus de puissance sur les Princes temporels, qu'il en avoit, avant qu'être devenu lui même un Prince temporel.

Or

Or est il qu'avant qu'il fut devenu un Prince temporel, il n'avoit aucune puissance sur les Princes temporels.

Donc il n'a aujourd'hui aucune puissance sur eux.

La verité de la première proposition est si évidente & si claire, qu'il n'est pas nécessaire de la prouver par d'autres raisons. Et pour ce qui est de la seconde proposition je la prouve ainsi.

Une personne inférieure & sujete, n'a aucun empire sur ses Supérieurs & sur ses Seigneurs pour les juger dans les choses à l'égard desquelles il est inférieur & sujet.

Or est il que le Pape, avant qu'entre devenu un Prince temporel, étoit inférieur & sujet aux Rois & aux Princes à l'égard des choses temporelles.

Donc le Pape n'a eu aucun Empire temporel sur eux, pour les juger dans les choses temporelles.

La première proposition de ce second syllogisme est hors de toute dispute, puisque personne ne peut être jugé que par celui qui est son Supérieur dans la cause, dont il est question: car comme il a été dit fort souvent, l'égal n'a aucun empire sur son égal, & qu'il est naturellement impossible qu'une même personne soit en même tems inférieure & supérieure dans un même genre de puissance & à l'égard des mêmes personnes,

nō plus qu'il n'êt pas possible, que le même soit père & fils à l'égard d'une même personne: c'est de cette raison que le Cardinal Bellarmin s'est servi pour prouver que le Pape ne se peut soumettre aux ordonnances coactives des Conciles, & pour ce qui est de la seconde proposition de mon sillogisme, elle est avouée des adversaires lors qu'ils assurent & qu'ils prouvēt par des puissantes raisons quel'exceptiō, ou si vous aimés-mieux, que l'exēption des Clercs dans les choses politiques, soit celles qui regardent leurs personnes, soit celles qui regardent leurs biens, a été introduite de droit humain: car comme dit saint Augustin, *le droit humain est composé des ordonnances des Empereurs, par ce que Dieu s'est servi du Ministère des Empereurs & des Rois pour donner ses Loix aux peuples*, les Clercs tiennent donc du bienfait des Rois, tout ce qu'ils ont d'exemption & de liberté dans les choses politiques, cōme nous avons montré dans le chap. precedent & ils tiennent ces avātages d'une liberalité toute gratuite, car l'Eglise n'a pas pû forcer ces Princes d'accorder ces privilèges à ses Clercs. Il n'y a rien pour cela dans l'Ecriture, & la loi de J. Christ ne prive personne de ses droits, ni des avantages qui lui apartiennent, comme nos adversaires le confessent & que nous l'avons déjà dit souvent: Je dis donc conformément à leur doctrine, que dans les choses

*Ab. 2.
de Con-
cil. c. 18.*

*Bellar-
min. l. 1
de cleric
cap. ult*

*can.
quo ju-
re. dist.
8.*

temporelles, les Evêques doivent être *Author*
 soumis aux Princes, de même que dans *responsi*
 les choses spirituelles les Princes doivent *ad pra-*
 obéir aux Evêques, d'où je tire cette con- *cipua*
 sequence, que les Clercs ont dans les *cap. a-*
 choses politiques été sous la disposition *polog.*
 du droit commun qui lioit les autres Ci- *quem?*
 toyens & que de même que les autres Ci- *multi*
 toyens, ils ont relevé de la puissance du *Bellar-*
 Magistrat seculier, avant que d'en avoir *minum*
 été affranchis par la pieté des Princes. *esse di-*
 Plusieurs Saints Papes n'ont pas mêmes *cunt.*
 fait difficulté de confesser, qu'il n'y a-
 voit en cela aucune difference entr'eux
 & les autres Clercs: mais feignons que ce
 qui s'est pu faire se soit fait & que le Pape
 n'ait aujourd'hui aucune domination
 temporelle & qu'il soit comme ses Col-
 légues les Evêques de France, d'Espagne,
 d'Angleterre, & d'ailleurs, dans les Etats
 & sous la domination d'autrui, ne sera-
 t'on pas convaincu par la force du pre-
 cedent argument que dans les choses
 temporelles, à l'égard desquelles il relè-
 ve de la juridiction des Rois seculiers, il
 ne pourra, ni les juger, ni les punir: il faut
 donc, ou que par l'exemption & les privi-
 lèges qui ont été accordés à l'ordre des
 Ecclesiastiques, par les Rois & par les au-
 tres Souverains, le Pape ait aujourd'hui
 sur ces Souverains, plus de puissance qu'il
 n'en avoit auparavant, ou il ne pourra
 pas être leur Juge dans les choses tem-
 porelles.

Que si quelqu'un étoit assés peuraisonnable pour dire que le Pape, depuis l'établissement de la Religion Chrétienne a toujours eu cette Souveraine Puissance de juger & de déposer les méchans Princes, mais que par accident & par le malheur des tems il n'a pu exercer cette puissance, tant que dans les choses temporelles il a été soumis à ces Princes, mais qu'à presēt qu'il est a franchi de leur joug & qu'il est devenu lui-même un grand Prince temporel, il n'y a plus rien qui doive lui faire obstacle dās l'exercice de la juridiction séculière. Je répondrois à celui qui me feroit une pareille objectiō, qu'elle renferme des choses qui nō seulement sont fausses, mais impossibles. Supposé qu'il soit vrai, comme nos adversaires en conviennent, que les Papes, avant qu'avoir été a franchis de la juridiction temporelle par le bienfait des bons Princes, leur étoient soumis de droit & de fait. Car il est impossible que les Papes eussent alors cette puissance, parce que c'est une suite de la Souveraineté. Or c'est une contradiction, de dire que le Pape a été en même tems & Souverain & sujet, dans le même genre de puissance, & à l'égard des mêmes personnes. Et l'ordre naturel des choses ne souffre pas que l'inférieur ou le sujet obéisse au Supérieur ou au Souverain. Puis donc que c'est une

une absurdité & une impiété de s'imaginer que Jésus Christ, qui n'est pas venu au monde pour afranchir de la loi, mais pour l'acomplir, a établi quelque chose de contraire aux loix naturelles, & à la Sainteté de la vie, il faut nécessairement que ceux-la soient dans une erreur bien grossière, qui asurent que Jésus-Christ a donné à St. Pierre, & en sa personne à tous ceux qui lui succédroient à l'avenir, cette Souveraine Puissance, dont nous parlons; puisqu'ils ne peuvent fonder leur pensée que sur des raisons éloignées & peu solides, & sur des similitudes, des comparaisons & des allégories également froides & sans force; comme nous l'avons montré ci-devant, ces sortes de raisonnemens tirés des allégories & des comparaisons, ne sont d'aucune considération, & doivent être rejettés, lorsqu'il en nait des absurdités, ou qu'ils combattent les solides & victorieuses raisons de l'Ecriture ou des Pères, lesquelles établissent l'opinion contraire.

Il ne reste plus que la dernière raison de Bellarmin, je la refuterai en peu de mots. *Ma troisième raison, dit-il, est, que le Pasteur peut & doit paître toutes ses brebis dans la manière qui leur est propre. Donc le Pontife peut & doit commander aux Chrétiens, &*

les cōtraindre à faire les choses auxquelles chacun d'eux est obligé, par la nature de son état. C'est à dire qu'il les peut contraindre chacun en particulier, de servir Dieu en la maniere en laquelle ils le doivent servir selon la nature de leur état. Or les Rois doivent servir Dieu en accordant leur protection à l'Eglise, & en punissant les hérétiques & les Schismatiques. Donc le Pape peut commander aux Rois de s'acquiescer de ces devoirs, & il a droit s'ils ne les remplissent pas comme ils doivent, de les y contraindre par des excommunications & par les autres moïens qu'il jugera les plus commodes.

Je ne vois rien dans cet argument qui puisse, ni établir, ni détruire l'autorité & la puissance temporelle du Pape. Car ce que Bellarmin pose pour principe, se doit nécessairement entendre d'une pâture spirituelle, par ce qu'en éfet toutes les facultés des Pontifes, quelque grandes qu'elles soient, ne seroient pas suffisantes pour nourrir d'une nourriture corporelle toutes les brebis qui sont dans sa bergerie. La conclusion de son argument doit aussi être entendue d'une crainte spirituelle, car il dit que le Pape peut contraindre les Rois à leur devoir, par des excommunications & par les autres voies les plus commodes, c'est à dire sans aucun doute, les autres peines Ecclésiastiques; car le Pape est un Berger

ger Ecclesiastique , & non séculier , si ce n'est entant qu'en quelques endroits il possède la domination souveraine: Nous accordons donc tout ce qui est porté par cet argument. Nous confessons que tout ce qu'il renferme est véritable, & nous faisons profession de croire que le Pape peut, par la force de sa puissance spirituelle, commander à tous les Princes, de faire tout ce qui est nécessaire pour leur salut & celui des leurs, il peut même s'ils ne lui obéissent pas , les y contraindre par des excommunications & par des autres voies commodes. Or ces voies commodes sont toutes des moiens spirituels , & non temporels , si elles ne sont employées par des Magistrats séculiers. Ce qui aiant été remarqué par Driédo , il ne fait pas difficulté , après avoir établi que ces deux puissances sont de droit divin distinctes & séparées dans l'Eglise , de dire *que toutes les puissances séculières sont soumises à la puissance du Pape à l'égard des choses spirituelles, en sorte que le Pape à raison de sō emploi Pastoral à la puissance sur les Empereurs Chrétiens, cōme un Père spirituel sur ses enfans, ou cōme un berger sur ses brebis, qu'il les peut juger & punir s'ils tombent dans l'hérésie, ou s'ils refusent de rēdre la justice aux pauvres & aux opprimés , ou s'ils font des loix nuisibles à la foi Chrétienne, ce que nous disons aussi de très-bon cœur. Après, dis-je, avoir établi toutes*

ces choses, il ne fait mention d'aucune autre peine, & d'aucune autre censure Papale, pour chatier les Rois delinquans, que de la seule excommunication ; par cette raison, sans doute, qu'il savoit que la puissance & la juridiction Papale, n'étoit armée que de peines spirituelles, & qu'elle n'en pouvoit point employer d'autres sans entreprendre sur la juridiction temporelle, dont elle est distincte & separée par les loix Divines. Or la voie que les adversaires veulent employer pour détrôner les mauvais Princes, n'est point salutaire, c'est la plus perilleuse & la plus funeste de toutes, puisque jamais elle n'a aporté aucun bien, ni aux Papes, ni à l'Eglise, qu'elle a accoutumé de causer de grans malheurs à la Religion & aux Roiaumes Chrétiens, par les désordres des guerres Civiles & des Schismes. Et qu'enfin à l'égard du Pape à qui le soin des choses spirituelles est commis, une pareille conduite ne peut que paroître absolu-

L. filius ment étrangère, comme étant l'effet
15. D. de d'une juridiction usurpée. Et par con-
cond. séquent on ne peut l'estimer, ni com-
inst. l. 4 mode, ni juste, ni possible. Jusqu'ici j'ai
§. con- réfuté avec autant de force que j'ai pû,
demna- par la seule exposition de la vérité, tous
tum les argumens de Bellarmin, & toutes
D. de re les raisons qu'il tire de ces argumens,
judic. pour prouver que le Pape a d'une ma-
 nière

nière indirecte la souveraine Puissance
sur les Princes séculiers.

CHAPITRE XXXV.

Lors que j'entrepris cét ouvrage, je
croiois qu'il suffisoit d'examiner soi-
gneusemēt toutes les raisons que ce grād
Theologiē a employées: Mais par ce qu'il
n° renvoie à plusieurs autres choses qu'il
dit être rapportées dans le livre de Nico-
las Sanderus, j'estime qu'il est nécessaire
de les proposer, afin que les Lecteurs
n'aient aucun sujet de se plaindre que
j'aie omis aucunes des raisons de nos
adversaires, & de se persuader que je les
aie passé sous silence, par ce qu'il étoit
difficile de les surmonter.

Il n'est aucun de ceux qui ont lû avec
quelque attention, les ouvrages de San-
derus qui ne convienne, qu'il a fait tous
ses efforts, & a ramassé plus d'argumens
que tous les autres Docteurs, pour
prouver que le Pape a la puissance tem-
porelle, dont il est ici question, sur
tous les Chrétiens. Mais c'est aussi une
verité tres constante que ce Docteur a
été tellement aveuglé, soit par la haine
qu'il portoit à la Reine Elizabeth, des
Etats de laquelle il étoit banni, soit par
le desir immodéré qu'il avoit de plaire
au Pape Pie 5. auquel bien des raisons l'a-
tachoient, soit par la fumée de quelque

autre passion, qu'il a avancé pour des raisons solides & convaincantes, quantité de choses, non seulement fausses & étrangères, mais encore qui choquent la droite raison & le bon sens. C'est ce reste de raisons, que je crois avoir été à dessein passées sous silence par le Cardinal Bellarmin, qu'il me reste à proposer ici en abrégé.

Son premier raisonnement est tiré, de ce que le Roiaume a été oté à Saul, parce qu'il n'avoit pas observé les Commandemens que Dieu lui avoit déclarés par le ministère de Samuël, d'où il tire cette conséquence, *que puis qu'après la descente & l'effusion du Saint Esprit, la puissance spirituelle n'est pas aujourd'hui moindre dans l'Eglise de Jésus-Christ, qu'elle l'étoit autrefois dans la Synagogue. Il faut confesser que le Roi qui méprise les paroles que Dieu lui adresse par le Ministère & la bouche du Pontife Souverain peut être privé de sa Couronne & que ce Pontife Souverain peut cependant oindre un autre Roi, lequel depuis ce tems-là sera le véritable Roi, & non celui qui avec des Troupes aura occupé le Trône.*

Le second raisonnement est pris de ce qu'Ahas Sionites, prédit sous le Règne & pendant la vie de Salomon, que Joroboam régneroit sur dix Tribus, *d'où il résulte, dit-il, qu'un Roiaume*
peut

peut être ôté en tout ou en partie à un méchant Prince par la puissance Spirituelle de l'Eglise, parce que la puissance qui résidoit autre-fois en la personne des Pontifes & des Profètes, est la même que celle qui est aujourd'hui en la personne des Pasteurs & des Docteurs de l'Eglise, qui doivent tellement prendre soin du salut des ames, qu'ils ne doivent point souffrir que par la désobéissance & la tyrannie d'un Roi, les peuples soient poussés & engagés dans le Schisme & dans l'hérésie.

Le 3. raisonnement est tiré, de ce que le Profète Elie oignit Asael pour être Roi de Sirie, & Iéhu pour être Roi d'Israel, & Elisée pour être Profète à sa place, afin que celui qui échapperoit à l'épée d'Asael, fut tué par Iéhu, & que celui qui auroit évité les coups de Iéhu, reçut la mort d'Elisée : Ce qui ne peut signifier autre chose, si ce n'est premièrement, que Dieu n'a élevé & établi plusieurs puissances dans l'Eglise, qu'afin que ce qui ne pourroit pas être exécuté par l'une, le fut par l'autre, & en 2. lieu que la première & la supérieure de ces puissances réside en la personne des Profètes, c'est à dire, en la personne des Pasteurs de l'Eglise de Dieu & de ses Docteurs. Car comme il est parlé en dernier lieu de l'épée d'Elisée, comme de celle que personne ne pourroit éviter, quoi-qu'il eût évité celle d'Asael ou celle de Iéhu, ainsi personne ne

330 De la Puissance du Pape
peut échaper à la censure qui part de la
puissance spirituelle, quoi qu'il se soit
dérobé à l'épée de la puissance temporelle,
par ce que la puissance spirituelle n'em-
ploie pas des armes corporelles ou visibles,
mais elle se sert de l'épée de l'Esprit, qui
penètre toutes choses & qui at teint jusqu'à
l'ame de celui qu'elle frappe.

Ce Docteur ajoûte ensuite l'histoire
d'Elie à laquelle il a ataché diverses re-
marques & plusieurs longues allégories
que son esprit a inventées, pour mon-
trer que le glaive matériel doit obéir au
spirituel, & que non seulement le Ponti-
fe Souverain, mais aussi tous les Pasteurs
de l'Eglise ont puissance, tant sur les cors
& sur les biens de tous les Chrétiens,
que sur leurs ames, ce que iamais n'a-
voit été imaginé par aucune personne de
bon sens. Je ferai voir dans le chapitre
suivant, l'impertinence de ce raisonne-
ment par les autres raisonnemens de
cet Auteur.

Or voici comme il accommode à son
dessein, l'argument qu'il tire de la per-
sonne d'Elie & des choses qui ont été
faites par ce Profète. Elie, dit-il, a par
son épée, c'est à dire, par ses prières com-
mandé au feu de descendre, & de dévo-
rer les Capitaines qui méprisans la puis-
sance spirituelle du Profète, lui disoient
au nom de la puissance temporelle, homme
de Dieu, le Roi vous ordonne de descendre
&c.

Et c. Et n'estimoient rien cette puissance spirituelle, dont Elie étoit armé, au pris de la temporelle, & le saluoient avec moquerie, en lui disant, homme de Dieu: après quoi ils continuoient ainsi, ce Grand Profète à la voix duquel le feu descendit du Ciel, & consuma ces Capitaines, n'auroit-il pas pû s'adresser à un Prince ou à un Magistrat, s'il eut été présent, & leur dire, parce que ces officiers me méprisent, & qu'ils outragent en ma personne, le Grand Dieu, dont j'ai l'honneur d'être Profète, jettés vous sur eux, & les tués? ou bien le Service que le feu du Ciel rendit à Elie, ne lui pouvoit il pas être rendu par le glaiue de la terre; si le feu, ajoute-t'il, qui est un élément beaucoup plus noble que la terre, & que les métaux qui en sont tirés, je ne vois pas la raison pourquoi celui qui a fait descendre le feu du Ciel pour obéir à ses ordres, n'eut pas pû dire au Magistrat armé de l'Epée séculière, tirés vôtres épées, & frapés en le Roi: Pour l'appui duquel sentiment il ne dit autre chose, si ce n'est que les savans font le même jugement des choses qui sont de même importance & de même poids. 4. Reg. 15.2. Paralip.

Je n'ajoute pas ici le quatrième & le cinquième argument que Sanderus a tiré des exemples d'Osia & d'Atalia, parce que Bellarmin les a proposés.

332 *De la Puissance du Pape*
nous les réfuterons dans la suite.

Voilà donc les raisonnemens auxquels Bellarmin nous a renvoyés à l'égard desquels il ne faut pas s'étonner si cet Illustre Prélat qui n'est pas moins célèbre dans l'Eglise par la subtilité de son esprit , que par la véhémence de son discours , s'est contenté de les indiquer sans les vouloir insérer dans son ouvrage , & en effet ils sont remplis de tant de fautes évidentes & grossières, qu'ils ne peuvent partir d'un Théologien médiocrement versé dans la connoissance des choses de la Religion , mais de quelque séculier ignorant qui abuse indiscretement & de la Théologie , & de l'Ecriture , tant ils paroissent éloignés de la question & du sujet , dont il s'agit.

CHAPITRE XXXVI.

JE remarque en premier lieu que Sanderus se trompe , & qu'il erre extrêmement , en ce qu'il estime que la Synagogue a eu quelque droit de priver Saul de son Roiaume. Car il est plus que manifeste , que tout cela s'est fait par un jugement , & un ordre extraordinaire de Dieu, sans le secours & le Ministère de la juridiction ordinaire des Sacrificateurs & de la Synagogue ; D'où il est évident que la comparaison

paraïson de l'Eglise de Jésus Christ avec la Synagogue, & de Samuel avec le Pape a été rapportée fort mal à propos, & avec beaucoup d'ignorance: Car si bien nous confessons que la puissance spirituelle de l'Eglise de Jésus-Christ n'est pas moindre, ou pour mieux dire qu'elle est plus grande que celle de la Synagogue, Il ne s'ensuit pas pourtant de la comparaïson du pouvoir & de l'autorité de l'une & de l'autre Eglise, que le Pape puisse ôter le Sceptre à un Prince qui néglige, ou qui méprise les commandemens de Dieu, & établir un autre Roi à sa place, parce que la Synagogue n'a jamais eu cette puissance: Car on ne lit en aucun endroit du Vieux Testament que la Synagogue des Juifs ou son Pontife Souverain, aient ôté la Couronne à aucun Roi légitime de Juda ou d'Israël, quelque impie & quelque cruel qu'il ait été, ou qu'ils l'aient privé *du droit du Trône*, pour parler avec Sanderus, & qu'ils aient substitué un autre Prince à sa place. D'où vient qu'on ne peut tirer aucun argument pour établir la puissance de l'Eglise sous la nouvelle dispensation.

Je ne veux pas insister sur ce que Samuel, quelque grand Prophète qu'il ait été, n'a été ni Pontife, ni Sacrificateur, mais Levite seulement; de sorte qu'il n'a

Hieron. rien pû faire contre Saul en vertu de la
lib. 1. puissance ordinaire de la juridiction spi-
advers. rituelle, encore moins en vertu de l'au-
Iovi- torité de la juridiction séculière, par-
nian. ce qu'il s'en étoit démis publiquement,
vid. ge- lors que le peuple demandoit un Roi,
nebrar. Samuel donc ne fit que prêter son Mini-
in psal- stère par force & à regret dans l'exécu-
mis. 98. tion de cette affaire, & ne fit que rem-
 plir les fonctions d'une commission &
 d'une Ambassade extraordinaire qu'il a-
 voit reçûe par les ordres exprés de Dieu
 son Maître. Ce qui paroît de ce qu'étant
 arrivé auprès du Roi, il lui dit, *Souffrés*
Sire que je vous parle & je vous déclare-
rai les paroles que Dieu m'a adressées cet-
te nuit. Réjettons donc ce raisonne-
 ment que Sanderus tire fort mal à pro-
 pos du Ministère extraordinaire de Sa-
 muel & de la rejection du Roi Saul,
 parce qu'en éfet il n'a aucun rapport
 avec la puissance ordinaire de l'Eglise
 Chrétienne, ou du Souverain Pontife.
 Dieu a rejeté le Roi Saul, il a ôté
 le Roiaume à sa famille; cependant
 il a souffert que d'autres Princes qui
 ont été plus méchans que Saul, aient
 régné sur son peuple. Et qu'ils aient
 transmis la Couronne à leurs enfans
 on n'en peut point rendre d'autre rai-
Psal. 93 son, si ce n'est la volonté de Dieu. Le
Seigneur, dit un Profète, *le Seigneur,*
le Dieu des vengences est libre dans ses
actions

actions, sa volonté est la règle de tout *Pf. 143.*

ce qu'il a fait, il n'en faut point chercher d'autre raison, Il fait grace à celui que bon lui semble, & il endurec

celui qu'il veut. Et personne n'a droit

de lui dire, Seigneur pourquoi m'avez

vous ainsi traité. Il en est de même *Rom. 9.*

de l'Eglise, ou du Souverain Pontife.

Leur Puissance est renfermée dans de

certaines limites au delà desquelles elle

ne peut pas légitimement s'étendre.

L'Eglise, dit un célèbre Docteur, est *Ioan .*

gouvernée ou doit être gouvernée par *de Tur-*

le droit, & par les loix, par conséquent, *recrem.*

il n'est permis, ni à l'Eglise, ni au Pape *ad can.*

qui la gouverne, de rien régler à l'é- *conjun-*

gard des Trônes & des autres choses *ctiones*

séculières par des ordres absolus & *35. q. 2.*

Souverains, ni de disposer de tout à

leur volonté. Ils n'ont point d'autre

pouvoir que celui qui leur a été acor-

dé par les Saints livres de l'Ecriture, ou

par la tradition des Apôtres. Ce qui

étant de la sorte, il n'est aucune per-

sonne qui sache tant soit peu raisonner,

qui ne voie incontinent que l'argu-

ment tiré de ce que Samuel a fait à l'é-

gard de Saul ne sert de rien pour é-

tablir la juridiction du Pape, si ce n'est

que de la puissance ordinaire de la Syna-

gogue (dont pourtant Samuel n'étoit

pas le Chef) on veuille établir la puis-

sance ordinaire de l'Eglise de Jésus-

Christ, ou que des fonctions extraordinaires de Samuel, on établisse les fonctions extraordinaires du Pape, ce qui ne peut être d'aucun secours pour appuyer cette prétention, parce qu'encore que l'argument tiré de la puissance ordinaire de la Synagogue soit concluant à l'égard de la forme, ainsi qu'on parle dans l'Echolle, il ne prouve rien néantmoins, parce qu'il est vicié à l'égard de la matière, qui est, que la Synagogue a eu autrefois une puissance temporelle sur les Rois. Et pour ce qui est de l'autre raison tirée des fonctions extraordinaires de Samuel, elle ne peut être d'aucun usage, si ce n'est que le Pape se trouve au même cas, qu'étoit autrefois Samuel, savoir que comme Dieu donna autrefois ses ordres à Samuel à l'égard de Saul, Il s'adresse aujourd'hui au Pape, & lui ordonne expressement d'ôter le Royaume à certains Rois, & d'en établir quelque autre à leur place, parce qu'alors on ne pourroit point nier que la puissance du Pape ne fut égale à celle de Samuel, & qu'ils ne fussent l'un & l'autre dans une égale obligation d'exécuter les ordres de Dieu. Mais aussi si Dieu ne s'est point adressé au Pape, s'il ne lui a donné aucuns ordres particuliers, comment se peut-il faire, je vous prie, que lorsque le Pape veut de
son

son autôrité privée dépouiller quelque Roi de son Royaume, il s'imagine de suivre l'exemple de Samuel, à qui Dieu par un ordre exprés, & par une mission extraordinaire, a enjoint d'ôter la Couronne à Saul. Samuel favoit tres certainement que Dieu avoit exclus du Royaume & ce Prince, & toute sa postérité, comme il avoit été révélé à ce Profète. Or le Pape ne fait point si le Prince qu'il veut déposer est réjeté de Dieu ou s'il ne l'est pas, si ce n'est que Dieu le lui ait révélé expressement. Car l'Ecriture ne nous apprend rien de plus certain, si ce n'est que Dieu permet par plusieurs raisons qui nous sont cachées, que plusieurs Princes qui sont de méchans hommes, & de prophanes contempteurs de sa Parole régner pendant quelque tems, lesquels quand il le trouve bon, il convertit ou il détrône. Et souvent il arrive que le Pape, qui ne peut juger que par les apparences, à préjugé par l'état de leur vie présente, & par la corruption de leurs mœurs, être indignes de posséder la Couronne, Dieu à qui toutes les choses du monde sont présentes, voiant leur changement & leur conversion, les estime dignes de régner. De quoi il n'y à pas long-tems que nous avons veu un exemple fort célèbre. Car qui est-ce qui ignore (& je le dis à la loian-

ge & à la gloire d'un si grand Roi) qui est ce, dis-je, qui ignore que Henri 4. qui règne à présent avec tant de bonheur sur la France (& Dieu veuille qu'il règne une grande multitude d'années) a été non seulement excommunié & anathématisé par les Papes Gregoire & Sixte , mais encore tellement rejeté & privé du droit de régner, qu'ils l'ont déclaré par leurs Bulles absolument incapable de monter sur aucun trône , & de gouverner aucun Roiaume : duquel jugement Dieu s'est moqué aiant fait voir que ce Prince qu'ils avoient rejeté , méritoit de dominer sur une grande étendue de pais : lesquelles choses étant ainsi gouvernées & changeant de face suivant la volonté de celui qui en est l'arbitre Souverain , comment est ce que le Pape peut savoir ou connoître les desseins de Dieu , si Dieu ne s'est revelé à lui comme il se reveloit autrefois au Profète Samuel ; Je dis donc que ces paroles de Sandérus , que la Sinagogue peut déposer un Roi qui méprise Dieu en la personne du Pontife Souverain qui lui parle de sa part , ne sont veritables qu'au cas qu'il veuille exécuter les ordres que Dieu lui adresse par une revelation expresse , autrement que dirons nous ? Et ne s'en suivroit-il pas que Philippe le Bel qui ne voulut pas écouter Boniface le plus ambitieux & le plus superbe

perbe

perbe de tous les hommes, a méprisé le Seigneur qui lui parloit par la bouche de ce Pape, & qu'il a mérité par cette action, d'être privé de son Roiaume, & d'y voir établir un autre Prince à sa place? ne s'en suivroit-il pas aussi que Louis 12. qui ne voulut point aussi écouter Iulé 2. tout armé, & remplissant plutôt les fonctions d'un Capitaine que celles du Vicaire de Jésus-Christ, a méprisé la voix de Dieu qui lui adressoit sa Parole par le ministère de ce Pontife, & a mérité de même que ceux qui le protégeoient d'être condamné & dépouillé de ses Etats au gré d'un homme qui bruloit d'une haine particulière. Je ne sai si je dois apeler la croiance de telles choses signorance ou folie. En voilà assez à l'égard du premier raisonnement de Sandérus.

Pour ce qui est du second, je puis dire en avoiant ingenuement la foiblesse & le peu de pénétration de mon Esprit, que je ne vois pas à quoi il peut servir. Car afin que ce qu'il avance fut de quelque force pour établir ce qu'il souhaite, il faudroit qu'il prouvât auparavant la vérité de deux fausses suppositions, dont la première est, que ceux qui par une révélation expresse du Ciel, predisoient quelque événement futur, ou qui par les ordres exprés de Dieu commandoient quelque chose, la pouvoient en vertu

340 *De la Puissance du Pape*

de leur droit, c'est à dire de leur propre autorité, & par une fonction ordinaire de leur emploi, sans aucune révélation particulière & sans aucun ordre de Dieu, faire exécuter par autrui, ou l'exécuter eux mêmes, de sorte que cet Ahias, dont Sanderus parle, lequel Dieu par un ordre exprés avoit envoyé à Jéroboam pour lui déclarer qu'il lui donneroit dix Tribus du Royaume de Salomon par ces paroles, *le Monarque d'Israël a dit ces paroles, je retrancherai du Roiaume de Salomon & je vous en donnerai dix Tribus*, auroit pu, sans ce commandement particulier & sans aucune révélation speciale, introduire sur tout le Royaume de Salomon ou sur une partie, Jéroboam ou quelque autre Prince, ce qui est faux & absurde: l'autre supposition est, que sous le Vieux Testament tous les Prêtres & tous les Prophètes avoient le droit de donner & d'ôter les Royaumes, suivant qu'ils le jugeoient à propos pour le bien du peuple, ce qui est encore faux, n'y en ayant mêmes dans l'Ecriture, ni exemples ni traces. Puis donc que toute la force de ce second raisonnement n'est fondée que sur ces deux fausses suppositions, lesquelles n'étant pas vraies on n'en peut rien du tout conclure, & que d'ailleurs il est certain qu'on ne peut pas légitimement argumenter de la puissance d'un juge délégué par

par

par le Prince, a la puissance du juge ordinaire, qui est ce qui par ses seules lumières naturelles ne découvre parfaitement que tout ce que Sanderus a tiré de la prédiction d'Ahas est très éloigné de ce qu'il vouloit prouver.

Le troisième raisonnement de Sanderus est de la même espèce que celui que nous venons d'examiner : car qu'est-ce que la mission extraordinaire que le Profète Elie a reçue pour exécuter certains ordres particuliers, avec les fonctions ordinaires du Pontife ou quelle peut être la liaison & l'enchaînement de ces deux propositions, Elie par le commandement exprès de Dieu, (car ces paroles n'ont pu être passées sous silence par Sanderus) a oint Ahas pour être Roi de Syrie, Jehu pour être Roi d'Israël, & Elisée pour être Profète à sa place, donc le Pontife Souverain peut ôter ou donner à qui bon lui semble, les Roiaumes & les Souverainetés, selon qu'il le juge nécessaire. Car ces deux propositions ne peuvent point être liées ensemble que par ce moien, je veux dire par cette proposition que le Pape a autant de pouvoir en vertu de la juridiction ordinaire, sans aucun ordre particulier, que les Profètes en ont eu par les commissions & par les ordres exprès de Dieu : Ce qui ne peut point être dit sans l'offenser extrêmement.

342. *De la Puissance du Pape*

Pour ce qui est de l'épée d'Elisée de laquelle nôtre Docteur parle, il est certain que l'explication alégorique qu'il rapporte est pleine de doctrine & de piété, entendant par cette épée le glaive spirituel qui est dans l'Eglise, & dans les mains du Pontife Souverain, à la puissance duquel glaive les Rois & les Empereurs mêmes ne peuvent se dérober, étant fait mention en dernier lieu de ce glaive pour montrer qu'il est inévitable, & qu'il doit être plus redouté que les autres glaives, que parce que les autres n'atteignent & ne frappent que le corps au lieu que par celui-ci les âmes sont mises à mort. Mais lors qu'en suite il passe plus avant, & qu'il rapporte à la puissance temporelle du Pape cet endroit avec cet autre passage de l'Ecriture au sujet de la vengeance d'Elie sur deux Capitaines & sur les soldats de leurs compagnies il tombe dans l'erreur grossière que nous avons remarquée ci-dessus, savoir, que les Profètes ont pû de leur propre autorité sans aucun ordre spécial & sans aucune revelation de Dieu, ordonner des suplices Capitaux contre tous ceux que Dieu, soit pour la manifestation de sa gloire, soit pour la vengeance des injures de ses enfans a résolu de punir miraculeusement ou autrement par une dispensation secrète de sa providence, & que ce que Dieu a commandé d'exécuter d'une manière, ils le peuyent exécuter par divers autres

moiens qu'ils choisirent à leur gré. Allé-
gant cela, pour montrer par une consé-
quence nécessaire, que le Pape (dont
la puissance sous la loi nouvelle est beau-
coup plus grande que celle des Profètes
& des Prêtres sous l'ancienne œcono-
mie) peut exécuter les mêmes choses
en vertu de son autorité Apostolique.

Mais qui ne fait que Dieu a accordé
beaucoup de choses, à la prière de ses
serviteurs, & que même sans en être prié
il a fait miraculeusement en leur faveur
un tres-grand nombre de choses, que
sans un commandement exprés, ils
n'auroient pas osé, je ne dis pas exécuter
& achever, mais mêmes commencer &
entreprendre. Dont la raison à l'égard
de la personne des Profètes est évidente:
car tout le monde convient que nul
d'eux n'a gouverné les Hébreux avec un
Empire & une juridiction ordinaire, à
la reserve de quelques uns qui ont été
tout ensemble Profètes, Princes &
Juges de ce peuple, comme Moyse, Josué,
Samuel, David. Mais pour ce qui est
des autres, de quelques revelations
qu'ils aient été honorés, ils agissoient
à l'égard des particuliers sans aucune
domination temporelle, annonçans &
exécutans seulement les choses que
Dieu leur inspiroit par son Esprit & leur
connoissance étoit tellement rétrainte
par la volonté de Dieu, qu'ils n'a-

344 De la Puissance du Papē

voient pas le pouvoir de predire toutes sortes d'évenemens, ni en toutes sortes de tems, mais seulement, lors que le Saint Esprit qui se communiquoit à eux les faisoit agir, & c'est dequoi le Profète Jadon est témoin, car étant trompé par un faux Profète qui l'assuroit qu'un An-

3. Reg. 13 ge lui avoit parlé de la part de Dieu, il ne connut pas qu'il mentoit, parceque Dieu ne le lui avoit pas revelé, de sorte que par cette fraude il fut seduit & conduit à une fin malheureuse. Elisée est encore un juste témoin de cette verité, puisque la pauvre Sunamite étant à ses piés il dit à Giesi qui l'en vouloit arracher, *Laissez la, car son ame souffre une douleur tres amere, & le Seigneur me l'a caché & ne me l'a point revelé*: Ainsi

4. Reg. 4. cette demande de Sanderus, Elie n'a t'il pas pu dire à quelque Prince ou à quelque Magistrat, donnés sur ces soldats & les tués. Et cette autre, ce Prince auroit il été criminel, si au commandement d'Elie il eut mis à mort tous les sujets du Roy, ne pouvant être resolu qu'en connoissant la teneur des ordres que Dieu donne à l'égard de chacune affaire. Ainsi pour ce qui est d'Elie en cette rencontre, si Dieu lui a accordé de punir les Criminels ou spécialement par l'épée, ou généralement par quelque autre peine, il est constant qu'il pouvoit sans crime commettre cette exécution à qui que

que ce soit , & que chacun pouvoit de même sans crime se charger de cette commission. Mais si Dieu , comme il est fort vrai-semblable , lui a seulement revelé, qu'il vouloit perdre ces moqueurs profanes par le feu du Ciel, il ne pouvoit qu'attendre ce jugement, mais il ne pouvoit point sans crime en exécuter d'autre à la maniere des hommes, ni infliger des peines Civiles à son choix, par ce qu'il n'avoit reçu pour cela, ni la juridiction ordinaire, ni la juridiction déléguée, ni de Dieu ni des hommes. Et c'est par cette raison que je dis qu'il auroit commis un grand crime, s'il avoit commandé ou persuadé quelque chose de semblable au Prince ou aux Magistrats. Le Prince & les Magistrats n'auroient pas été moins coupables, si en recevant les ordres & la commission du

*L. non
Profete, ils avoient tué les sujets du Roi. solum, II
On ne peut rien proposer de plus certain § si
ni de plus évident que cette distinction, manda-
de sorte qu'il est étonnant qu'un rai- to. d. de
sonnement aussi absurde soit échappé de iniur. l.
la plume de ce Docteur, qui ose assurer repre-
qu'Elie auroit pû simplement & sans un henden-
commandement exprés de Dieu, faire da. c. de
mourir comme il trouveroit à propos, just. G.
les soldats qui s'étoient moqué de lui. subst.*

Les raisons qu'il allégué pour appuyer cette opinion sont frivoles & tout à fait indignes d'être proposées par un homme

d'esprit & particulièrement par un Theologien, le même office, dit-il, que le feu du Ciel rendit à Elie ne lui pouvoit il pas être rendu par le glaive de la terre: il le pouvoit à la verité, & non seulement par une épée, mais aussi par quelque autre arme, s'il s'en fut servi par l'ordre de Dieu, & personne n'en a jamais douté. Mais parceque Dieu avoit resolu de punir seulement par le feu du Ciel ces profanes Officiers qui avoient outragé Elie, & qu'il l'avoit expréssément revelé

*Tyrann.
in illum
locum.*

par son esprit à ce Profète, il est certain qu'Elie n'a pû ni dû se vanger d'une autre manière, ni employer le ministère d'aucun autre instrument, si ce n'est que Dieu le lui eut manifesté ouvertement par son Esprit saint. Par ce que dans les choses qui ne lui étoient pas revelées il n'étoit ni juge ordinaire, ni juge extraor-

*L'aut
dant.*

*L.D. de
pan.*

dinaire. A quoi j'ajoute, que si, suivant la disposition des loix Civiles, celui qui a été condamné à mourir par l'épée, doit perdre la vie par l'épée & non par la hache ou par le dard, ou par le bâton, ou par une corde, ou par quelque autre instrument, qui est ce qui seroit si ennemi de la verité & du bon sens pour soutenir qu'un homme peut changer un certain genre de suplice ordonné de Dieu, en un autre genre de peine. Car puisque c'est une maxime certaine que dans toutes sortes d'affaires il faut observer avec

soin

soin les termes de la commission ou du
mandat sans les outrepasser tant soit peu,
à plus forte raison doit on l'observer
dans les commissions divines, Dieu
a ordonné, dit un Profete, que ses Loix
soient tres exactement observées.

*I. dili-
genter
D.
mand.
Psal.*

118.

De ce qui vient d'être dit, il paroît
que le fondement que prend Sanderus
pour appuyer sa pensée, est tres frivole,
sçavoir que les personnes intelligentes
& éclairées font le mesme jugement des
choses qui sont de même importance
& de même poids. En quoi je trouve
deux erreurs grossieres. La premiere
est qu'il étend trop generalement sa
proposition à toutes les choses qui se
font, ou par la Nature, ou par l'Art, ou
par le Ministère de la main, puisqu'à
l'égard des actions humaines il est cer-
tain que ce sentiment ne s'applique qu'à
celles que les hommes font ou de leur
propre mouvement, ou en vertu d'u-
ne commission qui leur permet d'agir
avec toute sorte de liberté, par exem-
ple on appelle vn homicide, celui qui
malicieusement a causé la mort d'un
homme par quelque moyen & par quel-
que arme qu'il l'ait fait, parcequ'à l'é-
gard de ce crime il importe peu qu'on
emploie les unes ou les autres de ces
causes qui produisent le même effet, ou,
comme parle Sanderus, qui sont de mé-
me importance & de même poids. Mais

à l'égard de ce qu'on commet à faire en une certaine forme particulière & spécifique, les loix ne permettent au mandataire de l'exécuter qu'en la forme qui lui a été prescrite & non autrement, cōme il résulte par le texte que j'ai rapporté, & par plusieurs autres autorités tant du droit civil, que du droit canon : L'autre erreur en laquelle le Docteur Sanderus est tombé, est qu'il estime qu'il n'y a aucune différence, lors qu'un homme impie est frappé d'un coup de foudre lancé par la propre main de Dieu, ou qu'il est frappé par des armes employées par un homme, alléguant que ces deux espèces de vengeance sont de même importance & de même considération ; Car encore que l'effet de l'un & de l'autre des grands supplices, soit la mort & la perte absolue du coupable : Il importe neantmoins extrêmement en quelle manière & par quel genre de peine, la mort est infligée aux criminels, parceque comme il y a plusieurs differens degrés de crimes, il y a aussi plusieurs differens degrés de peines. Et delà vient que du genre de la vengeance, ou de la severité & de la douceur

*L. pers-
picien-
dum*

*D. de
penis.*

du supplice nous avons accoutumé de juger de la grandeur du crime, par la proportion qu'il y doit avoir entre la peine & le crime. En effet il est certain que la distribution des supplices & des récompenses

penſes ſe doit faire par une proportion
geometrique, c'eſt ce qu'un Poëte a
elegamment exprimé, quand il a dit
adſit

Regula, peccatis qua panas irroget a-
quas,

Ne ſcuticâ dignum horribili ſectore
flagello.

Et Saint Gregoire, lorsqu'il a écrit
quelque part que ceux qui ont commis
de plus grands crimes doivent être plus
ſeverement châtiés.

Saint Auguſtin n'a pas moins heu-
reuſement rencontré en cecy qu'en plu-
ſieurs autres choſes, quand il a dit, *qui*
peut douter que ce crime ne ſoit plus hor-
rible, puis qu'il eſt puni avec plus de ſe-
verité. C'eſt donc avec beaucoup d'im-
prudence que Sanderus a allegué que
les peines du feu, de la faim, du glaive
& d'autres choſes ſemblables ſont d'une
égale importance, pour en tirer cette
concluſion qu'Elie ſe ſeroit acquité de
ſon devoir, ſ'il avoit puni par l'épée de la
terre, ceux que Dieu lui avoit maniſté
devoir punir par le feu du Ciel. Qui ne
ſait que dans les peines qui ne ſont pas
inſligées ſuivant les manieres humaines,
mais qui ſont envoyées du Ciel par une
éſpece de Miracle, la colére & la ven-
geance de Dieu paroiffent avec bien plus
d'éclat. Oû eſt la perſonne qui ſeroit
ſi groſſière & ſi ignorante, que d'eſtimer

I. pe-
dius.

D. de
incend.

riin. &
naufr.

Horat.
lib. 1.

Satyr. 3.
lib. 7.

Ep. 53.

lib. 2. de
bapt.

contr.

Dona-
tiſt.

can.

6. in ſin.
canon

aſſera-
mus 24.

q. 1.

que c'est la même chose, d'être englouti par la terre & de descendre tout vivant dans les Enfers, & de mourir par les peines ordinaires ou extraordinaires dont les Loix humaines ont accoutumé de punir les Criminels. Mais c'est assez s'arrêter sur les imaginations & sur les songes de Sanderus, que Bellarmin a bien voulu passer sous silence. Retournons presentement à ce Cardinal.

CHAPITRE XXXVII.

Jusqu'icy j'ai reveillé mon esprit pour refuter avec soin toutes les raisons qui ont été rapportées par Bellarmin & par Sanderus, au sujet de la puissance temporelle du Pape. Il ne me reste donc plus qu'à jeter les yeux sur le plus foible de tous les raisonnemens de Bellarmin, je veux dire sur les Exemples qu'il a proposés. Car il dit que son opinion étoit apuïée & sur les raisons & sur les exemples. Plût à Dieu qu'il eut mis au jour des raisons plus fortes. L'attachement & l'affection que j'ay pour le siege des Apôtres sont si grans en moi, que je souhaiterois avec un empressement extrême que toute la puissance que ce Docteur célèbre lui attribue, lui pût être justement donnée. Nous avons écouté ses raisons, écoutons presentement ses exemples.

Le premier est celui du second liure des Paralipom. chap. 26. où nous lisons que le Roi Ozias, usurpant une fonction du Sacerdoce fut chassé du temple par le Pontife, & qu'ayant à cause de ce grand peché été frapé de lépre par un jugement divin, il fut contraint de sortir de la ville, & de remettre son Roiaume à son fils. Car qu'il ait été privé & de la ville & de l'administration de son Roiaume, il résulte de ce qu'on lit dans le Levitique, quiconque, dit la Loi, aura été souillé de lépre, & aura été séparé par le jugement du Sacrificateur, passera sa vie seul hors du camp. Puis donc qu'il y a eu une telle Loi parmi les Israélites, & que nous lisons en même tems dans le 2. liure des Paralip. chap. 26. que le Roi a demeuré hors la ville dans une maison solitaire, & que son fils a gouverné le peuple dans la ville, nous sommes contrains de dire qu'il a été séparé par la volonté du Pontife & par consequent que c'est par son jugement qu'il a été privé de son Roiaume. Si donc le Pontife pouvoit autrefois juger le Roi & le priver de son Roiaume à cause de sa lépre corporelle, pourquoi ne le pourroit-il pas presentement à cause de la lépre spirituelle, c'est à dire à cause de l'herésie qui étoit figurée par la lépre, comme Saint Augustin l'a enseigné, puisque, comme a dit Saint Paul, les choses qui arrivoient aux

Juifs étoient des figures.

Je me suis souvent étonné, que les hommes qui sont celebres par leur doctrine, osent mettre leurs pensées sur le papier avec tant de negligence & un soin si peu éxat, qu'on diroit que jamais ils n'ont lû les Auteurs qu'ils citent, ou que s'ils les ont lûs, ils ne les ont pas entendus, ou qu'à dessein ils en ont voulu alterer le sens. Ce deffaut est extrêmement commun en ce siecle, auquel plusieurs Ecrivains qui se confians à la foi d'autrui, ne puisent pas pour l'appui de leurs pensées, les temoignages & les autorités dans leur source, mais dans les ruisseaux & dans les canaux, que des mains negligentes & peu soigneuses ont corrompu; en sorte que les choses qu'un premier Auteur aura par malice, ou par negligence détourné à un mauvais sens, les autres sur ses recherches & sur sa bõne foi les copieront dans leurs livres, comme certaines & indubitables. Il est vrai que le Cardinal Bellarmin n'est guères souvent tombé dans cette faute, on ne peut pas neantmoins s'empêcher de dire, que s'abandonnant un peu trop temerairement à la foi de Sanderus & de quelques autres Ecrivains, il n'ait donné dans cet écueil, dans les trois chapitres qu'il a composés au sujet de la puissance temporelle du Pape, particulièrement dans le premier

mier Exemple qu'il a proposé, & dans le suivant.

J'ai déjà montré dans un liure que *lib. 5.*
j'ai composé contre les ennemis de la Monarchie, qu'il est tres faux qu'Ozias ait été privé de son Roiaume à la volonté du Pontife. Car il est expressement remarqué dans l'Ecriture qu'Ozias depuis sa seizième année en laquelle il commença de regner jusqu'à sa soixante-huitième qui fut la dernière de sa vie demeura toujours Roi, & qu'en aucun tems il ne fut privé de l'autorité du commandement. Il demouroit à la verité à part dans une maison separée, & par consequent il ne pouvoit à cause de sa maladie, remplir les fonctions de la Roiauté; qui sont de fait, mais cela ne lui ota point le droit de regner ou l'autorité du commandement: autrement il faudroit nier, que Joas, Josias & les autres qui sont *4. Reg. 11. 12.* montés sur le Trône en un âge legitime, auroient perdu le titre de Rois, s'ils étoient tombés en quelque maladie de cors ou d'Esprit, puisque la coutume éloigne ceux là du gouvernement de l'Etat lequel consiste en fait, & la maladie ceux-cy. Il est certain qu'Ozias a *4. Reg. 15.* demuré Roi tant qu'il a vécu, car l'Ecriture dit, *2. Paral. 26.* qu'en la vingt-septieme année du regne de Jeroboam Roi d'Israël, regna Azarias (c'est le même qu'Ozias) fils

354 De la Puissance du Pape

d'Amasia Roi de Iuda, qu'il avoit 16 ans quand il commença à regner, & qu'il en régna 52 dans la ville de Ierusalem, Il est encore dit dans le même endroit, qu'en l'année cinquante-deuxième d'Asarias Roi de Iuda Phacète fils de Romelia regna sur Israël dans la ville de Samarie, Or Joseph rapporte que cet Asarias ou Osias est mort en l'année soixante-huitième de son âge & en la cinquante-deuxième de son règne: si donc Osias a commencé de régner dans sa seizième année & s'il a régné, comme l'Ecriture le témoigne, pendant cinquante-deux ans, & qu'il soit mort dans sa soixante-huitième année, quel moment pourra t'on trouver dans sa vie, ou il ait été privé du droit de régner & du pouvoir de juger, on lui donna pendant la durée de son mal, son fils pour Curateur, comme on a acoutumé d'en donner un à ceux qui ne sont pas en état de prendre soin de leurs affaires, car il est ajouté dans cette histoire, que Ioatham le fils du Roi avoit le gouvernement du Palais & la direction de la maison Royale & qu'il jugeroit les peuples de ces Etats. dans lesquelles paroles on voit que Ioatham, qui pendant la maladie de son père a été le Gouverneur du Palais & le directeur de la maison Royale, est appelé fils du Roi & s'il est dit qu'il jugeroit le peuple, c'est parce

lib. 9.
antiq.
c. 11.

parce qu'on ne pouvoit pas aller au Roi à cause de sa maladie, & que la Loi avoit ordonné qu'il demeureroit séparé de tout le monde, comme l'a enseigné en cet endroit le Jésuite Lyranus. Enfin l'Ecriture dit, *Et Osias s'endormit avec ses Pères & on l'ensevelit dans le champ des tombeaux des Rois, parce qu'il avoit été atteint de la lèpre, & Ioathan son fils régna à sa place.* Voyés encore comme Joatham ne commence à régner que depuis la mort de son père. Ainsi, bien qu'il soit vrai qu'Osias fut à cause de sa lèpre, séparé du peuple à la volonté du Pontife, parce qu'il étoit ainsi ordonné par la Loi de Dieu. Il nes'ensuit pas qu'il ait été privé du droit de régner, ou qu'il ait été contraint de remettre le Trône à son fils, comme Sanderus & le Cardinal Bellarmin l'ont faussement, assuré. En effet il y a une tres grande différence entre le droit de régner & l'administration du Roiaume, de même qu'il y en a une essentielle entre la propriété & la possession, le droit de régner est toujours dans la personne du Roi, mais l'administration, la direction, ou le gouvernement de l'Etat peuvent être entre les mains de quelque autre: de sorte qu'une personne peut être Roi, & une autre administrateur de l'Etat. D'où vient que ceux qui pendant l'enfance ou les grandes maladies des Rois

prennent la conduite de l'Etat, sont honorés, du titre de Gouverneurs, Régens, Tuteurs, Protecteurs & d'autres semblables noms, & ce qu'ils font pour le public, ils ne le font pas en leur nom & en leur autorité, mais au nom & en l'autorité du Roi enfant ou malade.

Mais bien loin que l'exemple du Roi Osias serve à établir la puissance temporelle du Pape sur les Rois, qu'au contraire il sert à la combattre & à la détruire : car si, comme Bellarmin rapporte de Saint Paul, & comme nous le confessons tous que les choses qui arrivoient aux Juifs étoient des figures, si la lèpre corporelle qui faisoit séparer du peuple & demeurer seuls hors du Camp, ceux qui en étoient frappés, a été une figure de la lèpre spirituelle, c'est à dire, de l'hérésie, suivant la pensée de Saint Augustin, si enfin le Sacerdoce d'Aaron a été une figure du Sacerdoce de la loi nouvelle, on peut tirer de ces figures deux argumens qui s'appliquent fort juste à nôtre question. Le premier desquels apuye tres solidement la puissance spirituelle du Pape sur les Rois & sur les Princes Chrétiens, & l'autre montre que la puissance temporelle dont il s'agit est une fiction, une usurpation, & une chose fort éloignée du droit divin.

Je forme le premier argument en
cette

cette manière , comme les Pontifes chassèrent anciennement du Temple, le Roi Osias frappé de lèpre , & l'obligèrent à demeurer hors de la Ville , de même le Pape peut aujourd'hui juger un Prince atteint d'hérésie , le séparer de la compagnie des fidèles par une excommunication , & le contraindre d'habiter hors de la maison de Dieu, c'est à dire de l'Eglise Catholique, jusqu'à ce qu'il soit nettoyé de sa lèpre, c'est à dire, jusqu'à ce qu'il ait abjuré son hérésie , que si cette lèpre lui dure jusqu'à la mort , il ne doit point être enseveli dans le sépulchre des Rois, c'est à dire, dans l'Eglise , mais dans quelque champ , parce qu'il a été lépreux , c'est à dire , hérétique. Ce que j'ai dit que le Pape peut par une excommunication séparer un Roi hérétique de la communion des fidèles , ne se doit entendre que de la séparation spirituelle des âmes & non de celle des cors : car les sujets d'un Roi excommunié ne sont point du tout dispensés de lui obéir.

Je forme mon deuxième raisonnement en cette manière. Comme le jugement que les Anciens Sacrificateurs faisoient sous la vieille dispensation au sujet de la lèpre corporelle, n'emportoit que la séparation du lépreux & une rélegation hors du Camp & de la

358 *De la Puissance du Pape*

Ville, & comme le jugement que le Pontife rendit contre le Roi Osias ou Asarias à cause de sa lépre ne put lui ôter le droit du Trône ou le pouvoir de régner, mais lui imposa seulement la nécessité d'habiter en particulier hors de la Ville (car ce qu'il n'administroit pas le Royaume actuellement ou de fait, comme on parle, n'étoit pas l'effet du jugement Sacerdotal, mais seulement de sa maladie qui lui dura pendant tout le tems qu'il vécut) de même presentement la censure & la sentence du Pape qui juge & déclare un Roi hérétique, quoi que le jugement l'oblige de demeurer hors de la ville du Maître de toutes choses, c'est à dire hors de l'Eglise Catholique, comme il a été dit, ne lui ôte point le droit de régner & de commander, & en raisonnant de cette manière, la figure aura un rapport fort juste avec la chose signifiée. En effet il se rencontre dans ces figures du vieux Testament, non seulement un crayon & une ébauche, mais encore une image vive & achevée du droit & de la puissance des Papes sur les Rois: de sorte que si on peut tirer quelque argument de l'ombre au cors, & de la figure à la vérité, on n'en peut tirer aucun des décisions de la loi ancienne à l'observance qui se doit pratiquer sous la nouvelle, lequel soit plus évident & plus certain que ceux

ceux que je viens de rapporter. Que si les adversaires en peuvent former un semblable de toutes les figures de la loi ancienne, je consentirai agréablement qu'ils aient le prix, & j'en ne m'y opposerai point : examinons à présent le second exemple que Bellarmin a employé.

CHAPITRE XXXVIII,

CE second exemple, dit-il, est tiré du ch. 23. du 2. liv. des Paralip. où l'on voit qu'Athalia gouvernant tyranniquement le Royaume qu'elle avoit usurpé, & favorisant le culte impie de Baal, le Pontife Iojada fit appeler les Capitaines & les soldats, leur ordonna de la tuer ; & créa à sa place le Roi Ioas. Que le Pontife ait commandé & non seulement conseillé, il paroît par ces paroles du ch. 11. du 4. liv. des Rois, & les Capitaines firent suivant tous les ordres que Iojada le Pontife leur avoit prescrits. Et par ce verset du 2. liv. des Paralip. Or le Pontife Iojada étant allé vers les Capitaines & les Commandans de l'armée, il leur dit, sortez la Reine hors de l'enceinte du Temple, & faites la mourir dehors par l'épée. Il paroît aussi de ce qui est ajouté immédiatement après la mort d'Athalia que la cause qui fit déposer & tuer cette Princesse, ne fut

pas seulement la tyrannie qu'elle exerceoit, mais la faveur qu'elle portoit au Culte Impie de Baal, ainsi tout le peuple, dit l'Ecriture, entra dans le Temple de Baal, on le mit par terre, & on en brisa les autels, & les idoles, on tua aussi devant l'autel, Mathan un des Profètes de cette divinité imaginaire: ce sont là les paroles de Bellarmin.

Je ne puis comprendre la raison qui a obligé ce Cardinal de nous objecter un exemple si éloigné, & si étranger de la question que nous traitons, si ce n'est parce qu'il l'a veu raporté par d'autres qui ont écrit avant lui: ayant sans doute appréhendé, s'il l'eut passé sous silence, que ses ennemis l'eussent accusé de négligence ou de prévarication, auprès du Pape Sixte 5. qui étant extraordinairement impérieux & peu favorable à la société des Jésuites, avoit intention, ainsi que je l'ai ouï dire à plusieurs Pères de cette Compagnie, de la réduire à une règle plus austère, & de faire distinguer leur habit, de l'habit des Prêtres séculiers, par la couleur, la forme ou par quelque autre marque extérieure. Ainsi il y a sujet de s'étonner comment ils ont obtenu de lui la Bulle qui leur donne le privilège de la Dictature perpétuelle de l'Académie de Pont à Mousson, c'est à dire du Rectorat perpétuel, contre la forme & les statuts que

Grégoi.

Grégoire 13 fit en fondant cette Univer-
 sité, il y en a qui estiment que cette Bul- *Gloss. in*
 le est supposée ou obreptice, pour moi *prooem*
 je suis dans cette pensée, que bien que *Reg. can*
 cette Bulle soit véritable, & qu'elle ait *ceil. ne-*
 été acordée par le Pape Sixte, qu'elle *visa in*
 ne doit point valoir ni avoir aucune *syl. nupt*
 force, puisqu'elle a été impétrée depuis *Rebuff*
 l'établissement de ce Collège, auquel *in tract.*
 cas tout ce qui est acordé par les Ponti- *ut bene-*
 fes n'est pas tant estimé avoir été impé- *ficia &c*
 tré d'eux, qu'arraché par force & par *n. 9. &*
 violence, mais revenons à nôtre sujet. *10.*

Que l'exemple tiré de Jojada & de la
 Reine Athalia ne s'applique point à cet-
 te dispute, il paroît de ce que toute la
 question roule seulement sur ce point,
 savoir si le Pape a une si grande autorité
 sur les Princes Séculiers légitimement
 établis, que pour des certaines causes il
 les puisse faire descendre de leur Trô-
 ne, les priver du droit de régner, & à
 leur place en oindre & en établir d'au-
 tres. Or l'exemple d'Athalia est d'une fem-
 me qui ne possédoit point le Roiaume
 par aucun droit légitime, mais par une
 tyrannie cruelle, par le crime, la violen-
 ce, & le meurtre de toute la famille
 Royale: ce qui faisoit que sans les ordres
 du Pontife, elle pouvoit être justement
 tuée par toutes sortes de particuliers:
 mais parce qu'il y avoit bien du danger
 & qu'il sembloit fort difficile d'entre-

prendre quelque chose de semblable contre une Princesse qui avoit l'honneur d'être la Mère du Roi légitime, on avoit besoin pour cela du conseil, & de l'assistance du Pontife, ou du moins de quelque autre; qui de la même manière put par le poids de son autorité, & par la réputation de sa Sainteté, convoquer & exciter le peuple & les Soldats.

Or que tout cela ait été fait, non pas tant par les commandemens, que par les persuasions de Jojada, il paroît de ces paroles de l'Ecriture, *le Pontife Jojada envoya, dit elle, & prenant les Capitaines & les soldats il les fit entrer dans le Temple, & fit une alliance, avec eux.* Etc'est ce que les Interprètes ont remarqué sur cet endroit. Or les termes de commander ou d'ordonner ont acoustumé de se dire de celui qui tient le premier rang dans un parti ou dans une Société. Il n'y a donc rien dans cet exemple qui ait le moindre rapport, la moindre ressemblance avec la proposition que les adversaires veulent prouver. Car la proposition est que les Princes légitimes, c'est à dire, ceux qui occupent les Royaumes & les Principautés, par le droit d'élection ou de succession, peuvent être pour de certaines causes déposés par le Souverain Pontife. Or que sert pour prouver une semblable proposition, l'exemple
d'une

d'une Princesse, qui ne jouïssoit du Roiaume que par une tyrannie cruelle, & par le meurtre de toute la famille Roiale. Pense-t'on qu'il n'y ait aucune difference à faire entre les véritables Maîtres & les voleurs, entre les possesseurs légitimes, & les usurpateurs. Or il ne m'importe pas qu'il y ait outre la tyrannie de cette Princesse, une autre raison qui ait obligé le peuple à la tuer. Il suffit qu'elle occupât le trône sans droit & par violence, pour faire que de sa part, il n'y avoit aucun obstacle, aucun empêchement de droit qui pût détourner les particuliers de la détrôner & de lui ôter la vie. Ce qui ne peut pas être dit d'un Roi légitime, quelque impie qu'il soit, par le droit de son trône & de son Empire, garanti de toutes sortes d'injures & de supplices. Comme nous avons montré ailleurs par l'autorité des saints Pères: venons au troisième exemple.

CHAPITRE. XXXIX.

LE 3. exemple, dit ce Cardinal, est celui de St. Ambroise, qui étant Evêque de la ville de Milan, & en cette qualité, Pasteur & Père spirituel de l'Empereur Theodose qu'il y tenoit ordinairement le siège de son Empire, excommunia ce grand Prince pour avoir fait passer au fil de l'épée les habitans de Thessalonique

366 De la Puissance du Pape

& lui ordonna en suite, de faire une loi qui
 défendit d'exécuter à l'avenir aucun ju-
 gement emportant peine de mort ou de
 confiscation de biens, qu'un mois après
 la publication qu'en seroit faite, afin que
 s'il avoit été rendu avec précipitation
 dans quelque mouvement de colère, il
 pût être revoqué dans cet intervalle de
 tems. Or, continue-t'il, St. Ambroise
 n'a pû excommunier Theodose pour ce
 massacre, si ce n'est qu'il ait pris connois-
 sance de cette affaire & qu'il l'ait jugée,
 quoi que criminelle & dépendante du
 Tribunal extérieur, & il n'a pû connoître
 de cette affaire & la juger, si ce n'est que
 dans ce même Tribunal extérieur il ait
 été juge, légitime del' Empereur; d'ailleurs
 ajoûte-t'il, forcer l'Empereur à faire une
 loi politique, & lui en prescrire la forme,
 n'est ce pas une preuve certaine & évi-
 dente qu'un Evêque peut quelquefois
 mettre en usage la puissance temporelle,
 mêmes sur ceux qui ont reçu la puissance
 sur les autres, après quoi il conclut, que
 si un Evêque a ce pouvoir, le Prince des
 Evêques le doit avoir avec incompara-
 blement plus de raison.

Je répons à tout ce discours, que cet
 exemple est absolument étranger au fait
 dont il est question, n'y paroissant au-
 cune marque, n'aucunes traces de la puis-
 sance temporelle de l'Evêque sur l'Em-
 pereur. On ne voit pas même comment
 elle

elle en peut être tirée par un simple raisonnement de vrai-semblances: tout ce qu'on en peut conclurre ne regardant que la puissance spirituelle de l'Evêque, de laquelle nous confessons de cœur & de bouche que le Souverain Pontife jouit à l'égard de tous les Chrétiens. St. Ambroise a excommunié Theodose à cause du peché horrible qu'il avoit commis en faisant périr tant d'hommes. Or cela n'appartient il pas à la juridiction spirituelle de l'Eglise, de laquelle juridiction S. Ambroise étoit revêtu en qualité d'Evêque: mais, dit-on, ce Prelat n'a pû excommunier ce Prince, qu'après avoir pris connoissance de cette affaire, & l'avoir jugée, quoi que criminelle & dépendante du Tribunal extérieur. Je répons à cela qu'il l'auroit pû de fait (comme font quelques Ecclésiastiques mal-avisés, auxquels j'ai quelquefois ouï prononcer une sentence d'excommunication, sans avoir pris connoissance de l'affaire:) mais qu'il ne l'auroit pû de droit, autrement il auroit été un méchant juge, si sans aucune connoissance de cause, il avoit infligé quelques peines au coupable. Mais je veux qu'il ait pris connoissance de l'affaire, qu'il ait jugé l'Empereur digne de punition, & qu'en suite il l'ait excommunié, que peut on en conclure légitimement, *il n'a pû, dit-on, connoître de*

cette affaire & la juger, sans être le juge légitime de l'Empereur mêmes dans le Tribunal extérieur, je répons que nous sommes pris, si nous ne nous apercevons pas du Sophisme qu'il y a dans ces paroles. *Dans le Tribunal extérieur.* Je dis donc qu'il y a deux sortes de Tribunal, savoir le Tribunal politique ou civil, & le Tribunal Ecclésiastique ou spirituel. Tous les Tribunaux politiques sont externes : Mais pour ce qui est du Tribunal Ecclésiastique, il est de deux sortes; car l'un est externe & l'autre intérieur. Le Tribunal Ecclésiastique externe est celui, par devant lequel les causes qui appartiennent à la connoissance de l'Eglise sont traitées & jugées, en sorte que si elles sont criminelles, il punit ceux qui sont coupables par l'excommunication, l'interdiction, la suspension, la déposition & les autres peines, selon qu'il a été prescrit par les Canons. Or de tels crimes souvent le juge temporel, & le juge spirituel ou d'Eglise connoissent dans le Tribunal externe, mais chacun dans le sien, & pour infliger diverses peines. Par exemple le juge politique connoit du crime d'adultère, pour in-

Lquam- fliger la peine de mort à ceux qui ont si
vis 30. Cindignement profané la sainteté de leur
ad l. jul. mariage; le Juge Ecclésiastique qui a
de adult soin des âmes, en prend aussi connois-
 sance, mais c'est pour faire connoître
 son

son peché au criminel & le punir par des punitions spirituelles, s'il persévère dans son peché. Mais le Tribunal intérieur de l'Eglise, qu'on appelle aussi le Tribunal de l'ame, de la penitence & de la conscience, est celui dans lequel le Prêtre connoit & juge des pechés qui lui sont revelez par le criminel qui se confesse, & lui impose une penitence, selon qu'il le trouve à propos suivant la nature du peché: car on a reçu aujourd'hui l'usage que toutes les penitences sont arbitraires, en sorte que non seulement l'Evêque, mais aussi tous les Confesseurs ont le droit de les moderer & de les adoucir dans le Tribunal de la conscience. Si donc le Cardinal Bellarmin entend par le Tribunal extérieur dont il parle, ce Tribunal Ecclesiastique qui n'inflige que des peines spirituelles, nous lui accorderons tout ce qu'il dit. Car il est certain que St. Ambroise étoit le légitime juge de Theodose dans ce Tribunal là, & ce Prelat le fait bien voir, aiant excommunié ce Prince. Mais cela étant posé & acordé, on n'en peut rien tirer pour fonder & établir la puissance temporelle de l'Evêque ou du Pape, par ce que la sentence de même que la peine étoient spirituelles; que si Bellarmin entend par le Tribunal extérieur dont il parle, le Tribunal politique, il n'est rien de plus faux que ce qu'il avance. Car com-

*Can. de
his. dist.
50. gl. in
can.
mensur.
ad verb
sacerdo-
ti ad epa-
nit dist.
1.*

370 De la Puissance du Pape

me la puissance Ecclésiastique, & la Politique qui ont été établies de Dieu, sont distinctes, leurs Tribunaux, & leurs jugemens sont aussi distincts, *le mesme I. Christ qui est le Mediateur de Dieu & des hommes,*

Can.

*cum ad
verum.*

96. dist.

a separées deux puissances par des fonctions particulieres. Certainement Bellarmin fait un grand outrage à Saint Ambroise, s'il s'imagine qu'après avoir reçu l'Episcopat, il a connu & jugé des affaires criminelles dans ce Tribunal Politique. Ce Prélat n'étoit donc pas le Juge légitime de Théodose dans ce Tribunal extérieur Politique, ce qui suffit pour prouver qu'il n'a pu juger, ni châtier l'Empereur par une peine temporelle, mais on dira, que S. Ambroise a connu du crime de Théodose & qu'il l'a jugé, à quoi je répons qu'il est vrai qu'il l'a jugé, mais non comme juge politique & temporel, non suivant la fin qu'un juge séculier se propose quand il prend connoissance d'un crime. Aristote dit

lib. i. c. 7

Ethic.

que plusieurs personnes peuvent prendre connoissance d'un même sujet, mais par divers moiens, & pour des fins différentes, la connoissance d'un angle droit est recherchée & par le Géomètre & par l'ouvrier, mais l'un la recherche pour la contemplation, & l'autre pour la pratique. Ainsi le Juge Laïque & le Juge Ecclésiastique connoissent du même crime, mais l'un prend cette con-
noissance

noissance pour punir le criminel par la mort, l'exil, l'argent ou quelque autre peine temporelle, & l'autre pour lui imposer une peine spirituelle, & une pénitence suivant la nature & la grandeur du péché. Mais, dit-on, Saint Ambroise a obligé l'Empereur de faire une loi politique, donc il s'est servi de la puissance temporelle sur ce Prince : ce raisonnement est sans force : s'il l'a contraint à publier cette loi, par quelle puissance, & par la crainte de quoi l'y a-t'il contraint ? c'est ce qu'un abrégé de l'histoire de ce Prince fera voir. Théodose étoit engagé par le jugement de Saint Ambroise dans les liens d'une juste excommunication, l'Empereur s'en veut tirer, Saint Ambroise lui déclare qu'il l'y retiendra toujours, jusques à ce qu'il remarque en lui quelques marques & quelque fruit de sa pénitence : quelle pénitence, lui dit-il, vois-je que vous ayés faite après un péché si grand ? de quels remèdes vous êtes vous servi pour guérir une blessure si horrible ? l'Empereur lui répond c'est à vous qui êtes mon Evêque d'adoucir ma playe, & d'appliquer un remède à mon mal, c'est à dire, que c'est à vous d'imposer une pénitence au pécheur, & à moi de me servir des remèdes que vous me donnerés, c'est à dire, d'observer exactement la pénitence que

vous voudrés m'imposer. Ce que Saint Ambroise ayant entendu, il imposa à l'Empereur pour pénitence & pour satisfaction, de faire la loi, dont nous parlons, laquelle ayant été publiée (ce qui fut fait incontinent par Théodose,) Saint Ambroise brisa les liens de son excommunication, & rétablit ce grand Prince à la communion de l'Eglise.

Ce Prélat n'a point donc en cette rencontre exercé aucune fonction de puissance temporelle sur l'Empereur, mais tout ce qu'il à fait, ç'a été par la force & le pouvoir de la juridiction spirituelle. L'Empereur même n'a point obéi à Saint Ambroise par la crainte d'aucune peine temporelle; car s'il n'avoit pas voulu obéir, mais que comme les méchans Princes ont acoutumé de faire, il se fut moqué, & de l'excommunication & de l'absolution, Saint Ambroise n'auroit eu plus rien à faire. Mais parce que ce Religieux Prince craignit pour son ame, que demeurant long-tems dans les chaines spirituelles, elle ne devint à tous les momens plus souillée, il obéit aux ordres de son Evêque, & pour obtenir l'avantage de son absolution, il exécuta suivant les avis de ce Prélat, une fonction temporelle, & fit une chose qui lui parut être avantageuse à l'Etat. D'où vient que l'Auteur de cette histoire a
dit

Cap.

*cum non
ab homi
ne, de*

dit ces belles paroles. Le Prelat & l'Empereur sont également célèbres par leurs vertus. J'admire la liberté héroïque de l'un, & l'obeissance soumise de l'autre, l'ardeur du zèle du premier, & la pureté de la foi du second.

Saint Ambroise a donc obligé Théodoze de la même manière que nos Confesseurs contraignent tous les jours les Pénitens à qui souvent ils refusent le pardon, & l'absolution de leurs péchés, s'ils ne promettent sérieusement d'accomplir les charges, ou les Pénitences qu'ils leur imposent, quoi-qu'ils n'ayent aucune juridiction temporelle sur eux. Il l'a obligé & contraint de la même manière que nous contrainçons nos voisins ou nos Concitoyens, lorsque nous refusons de leur donner ou de faire ce qu'ils désirent, s'ils ne font auparavant ce que nous souhaitons qu'ils fassent, ou pour nous, ou pour nos amis, Enfin c'est une chose commune & vulgaire, que de dire qu'une personne est contrainte de faire une chose par raison, par amour, par colère ou par les mouvemens de quelque autre semblable passion, sans que cela puisse emporter aucune juridiction temporelle ou spirituelle.

Les choses étant de la sorte, il faut remarquer dans cet exemple que la puissance Ecclesiastique contraint fort

souvent à faire des choses temporelles par la crainte des peines spirituelles, comme Saint Ambroise contraignit l'Empereur Théodose. Et au contraire que la puissance civile oblige souvent de faire des choses spirituelles par la crainte des peines temporelles, comme lorsqu'un Prince contraint les hérétiques ou les Schismatiques de retourner dans la communion de l'Eglise, par la crainte des peines corporelles ou pécuniaires. Et cependant la puissance spirituelle ne peut pas imposer, si ce n'est par accident, des peines temporelles, de même que la puissance temporelle ne peut infliger que par accident, des punitions spirituelles.

Le quatrième exemple que le Cardinal Bellarmin employe, est de Gregoire premier à l'égard du privilège qu'il accorda au Monastère de Saint Médard, lequel privilège est contenu sur la fin de ses Epîtres, où il est dit. *Que si quelque Roi, Prelat, Inge, ou quelque autre personne vient à violer les ordonnances, il sera privé de son Etat, dans quelque dignité & dans quelque élévation qu'il soit.*

Si Saint Gregoire étoit encore parmi les vivans, & qu'il vît interpreter ses paroles en un sens qui marque qu'il pouvoit priver les Rois de leur honneur, & de leur rang, il s'écrieroit sans doute, que cette interprétation est calomnieuse,

nieuse, & qu'il n'a jamais pensé à une pareille extravagance, & en effet ce qu'il a écrit ailleurs combat entièrement cette exposition: Ces paroles sont donc, non pas d'une personne qui commande, mais d'une personne qui prie, ce sont des paroles d'un Pontife qui avertit, & qui conjure toutes sortes de personnes de ne violer point le privilège qu'il accorde, & qui leur déclare que s'ils le violent, Dieu dans sa vengeance, les privera de leurs dignités, lesquelles paroles d'avertissement, & d'imprécation sont à présent toujours ajoutées à la fin des Bulles, & des Décrets des Pontifes, *qu'il ne soit*, y disent ils, *permis à qui que ce soit de casser le présent acte, ou d'y contrevenir temerairement, que si quelqu'un vient à tomber dans un pareil attentat, qu'il encoure, ou ce qui est la même chose, qu'il sache qu'il encourra la vengeance de Dieu, & des bienheureux Apôtres Saint Pierre & Saint Paul.*

CHAPITRE XL.

DE tout ce qui a été dit cy-dessus, le Lecteur pourra voir très-facilement la vérité de ce que j'ai avancé, savoir qu'on ne peut trouver dans l'Ecriture, ni dans les livres des Saints Pères, aucunes traces, ni aucuns exemples de la puissance temporelle des Pontifes.

D'où je tire cette conséquence, que ceux là font tres-mal, qu'ils commettent mêmes un tres-grand péché, d'appuier un sentiment tres-faux sur des argumens, & des exemples si étrangers & si éloignés : par ce moien ils trompent les ignorans, & ils font moqués des personnes Doctes. J'ai déjà montré avec évidence, qu'il n'y a rien dans ces premiers exemples pour prouver l'opinion de nos adversaires : pour ce qui est de ceux qui restent, je ne m'en mets pas trop en peine: Car encore que quelques uns conviennent à la pensée des adversaires, & qu'ils prouvent que dans les derniers siècles de l'Eglise, les Papes se sont quelquesfois servi d'une puissance temporelle, néanmoins, comme ces exemples ne contiennent que des faits particuliers de quelques Papes, que tout le monde convient avoir été hommes, & avoir pû faillir dans ce qu'ils ont fait, de même que les autres hommes : de sorte qu'à cet égard, on peut fort bien appliquer cette commune manière de parler, que nous avons ci-dessus alléguée de Soto, *que l'action d'un Pape ne fait pas un article de foi.* Ainsi à l'égard des actions des Papes par lesquelles ils ont taché de mettre en usage la puissance temporelle, il reste toujours à examiner la question de droit, savoir si ce qu'ils ont fait

faite est légitime & valable, ou s'il ne l'est pas, & nous ne devons pas être touchés de ce que les Historiens qui ont écrit les actions de ces Pontifes, bien loin d'y trouver quelque chose à censurer, les ont approuvées & louées: car je trouve qu'ils ont été engagés à cela par plusieurs raisons. La première est que tous les Ecrivains de ce tems-là étoient Moines ou du moins Clercs, prenant un grand soin d'élever la dignité Pontificale. De sorte qu'ils se donnoient bien garde de blâmer ce que faisoient les Pontifes, ou d'accuser leurs actions d'injustice. En second lieu la persuasion que l'on avoit en ce tems-là de l'extrême Sainteté des Papes étoit si grande, que le vulgaire s'imaginoit que ce qu'ils faisoient procedoit en quelque manière de Dieu. D'où vient que Gerson disoit, *que le peuple croyoit que le Pape fut un Dieu, qui a toute sorte de puissance dans le Ciel, & sur la terre.* J'ai vu moi-même en Ecosse, il y a 50. années, le Royaume subsistant encore dans la pureté de la Religion & de la foi, que le nom du Pape de Rome, (car c'est ainsi qu'on apelloit en Ecosse le Pontife Souverain) étoit en une si grande vénération parmi le peuple, que toutes ses actions, & ses paroles étoient estimées comme des actions divines, & des oracles célestes. La dernière raison

étoit la crainte qu'avoient ceux qui auroient pû écrire contre les Papes ou censurer leurs actions, de se voir soumis & eux & leurs livres aux foudres & aux malédictions du Vatican, laquelle crainte est encore en ce tems-cy, un frein qui tient en captivité les mains & la langue de plusieurs personnes. Ce qui pourra être facilement crû de ceux qui auront sçû, que Sixte V. poussa si loin son indignation & son arrogance, qu'il fit dessein, comme je l'ai déjà dit, de supprimer & d'étoufer les belles disputes du Cardinal Bellarmin, parce qu'il n'avoit pas assés flatté l'ambition de ce Pontife, quoi qu'il lui ait attribué beaucoup de choses au delà de ce qu'il devoit. A quoi il faut ajouter que le principal devoir d'un historien consiste seulement à narrer les choses, & non à en faire aucun jugement, d'où vient que plusieurs personnes, qui avoient plus de memoire que de jugement, se sont appliqués à écrire des histoires, & que contents de narrer les choses d'une manière nuë & simple, ils ont laissé aux Lecteurs la liberté de juger de leur justice & de leur validité.

Ainsi, quoi que nous sachions les faits historiques par les écrits de ceux qui en ont fait part au public, on ne doit pas néanmoins fonder la justice de ces faits sur les loüanges que les Historiens en ont

ont publiées , mais seulement sur l'autorité de l'Ecriture ou sur la tradition des Apôtres , ou sur les Anciens Canons de l'Eglise , ou enfin sur la droite raison. De sorte que les choses reviennent toujours à ce point , qui est d'examiner avec soin, si les actions qu'on attribue à une personne sont justes , parce qu'on ne s'atache pas tant à ce qu'un Historien a loué ou blâmé , qu'à ce qu'il devoit louer ou blamer avec raison.

*L. sed li-
cet 12 D.
de off.
presid.*

Je ne me mets donc pas fort en peine des exemples dont il s'agit presentemēt, puisqu'ils ne sont pas de l'Ecriture, qu'ils n'y sont point recommandés, & qu'ils ne sont approuvés en aucun de ces endroits que j'ai touchés. En éfet il seroit extrêmement dangereux de proposer des exemples à imiter , qui ne seroient pas examinés à ce poids & à cette règle , parce qu'en s'aprochant de plus-prés de l'antiquité, ils se trouvent accompagnés de plus d'injustice que de bonté : C'est pourquoi un Empereur a dit qu'il ne falloit point déterminer son jugement sur les exemples, mais sur les loix , & que dans toutes sortes d'affaires on ne doit point imiter ce que les plus habiles Magistrats ont fait , mais qu'il faut toujours chercher la vérité , & s'appuyer sur la loi. Tout ce que je viens de dire m'oblige à ne m'arrêter pas long-tems

*I. nemo
judex
13. C. de
sent. &
interl.*

sur l'examen des exemples que le Cardinal Bellarmin a proposés. Je m'attachai seulement à ce qui pourroit surprendre le Lecteur par quelque vraisemblance ; voyons donc quels sont ces exemples.

Le cinquième exemple, dit Bellarmin, est celui de Grégoire 2 qui après avoir excommunié l'Empereur Léon , grand ennemi des Images , lui défendit de lever aucuns tributs en Italie , & ainsi il le punit par la privation d'une partie de son Empire.

Je suis persuadé que cet exemple n'est pas véritable, quoi-que je convienne, qu'il y a quelques Historiens qui le proposent ainsi : ce qui m'oblige d'entrer dans ce sentiment, est en premier lieu l'érudition extraordinaire de ce Pape, en second lieu la pureté de ses mœurs dont il relevoit ses connoissances , en troisième lieu le témoignage que Platine a rapporté sur ce sujet : Car entre plusieurs actions célèbres de ce Pontife , il dit *qu'il s'oposa aux Italiens qui vouloient se revolter contre l'Empereur, & en élire un autre à sa place ,* voici les paroles de cet Historien. *Alors l'Empereur Leon III. ne pouvant pas s'emporter ouvertement contre le Pontife , il publia un édit par lequel il étoit ordonné à tous ceux qui relevoient de l'Empire, d'arracher & de mettre hors des Temples*

ples, les statuës & les Images des Saints, des Martyrs & des Anges, afin, comme il le disoit, de détruire l'idolatrie, sous peine d'être déclaré ennemi de l'Etat. Or Grégoire non seulement n'obéit pas à un ordre si impie, mais encore il exhorta tous les Catholiques, de ne tomber pas dans une telle profanation par la crainte de cet Edit. Par laquelle exhortation il s'en falut peu que les peuples d'Italie ne fussent portés à se choisir un autre Empereur. Mais Gregoire l'empêcha par son autorité. Après quoi il ajoûte, que ce Pape, qui étoit un tres-saint homme, écrivit plusieurs fois à l'Empereur pour l'exhorter de rejeter l'erreur de plusieurs impies & d'embrasser la véritable Religion, & le pria de cesser de détruire les Images des Saints par la memoire & la représentation desquels les hommes pouvoient être portés à l'imitation de leurs vertus.

Pour moi j'ajoûte plus de foi sur ce sujet à cet Auteur qu'à tous les autres Historiens, mêmes aus plus anciens, par ce que ce fut par l'ordre de Sixte 4. qu'il écrivit l'histoire des Papes, laquelle mêmes il écrivit dans la ville de Rome, où par le secours de plusieurs monumens servant à l'histoire, il pouvoit s'informer de la verité de ce qui s'étoit fait & dans la ville & dans l'Italie. Desquelles aides

les autres Auteurs étans privez selon toutes les aparences, n'ont publié pour vrai & pour infallible, que des choses incertaines, & des bruits semés parmi le vulgaire, qui dit fort souvent qu'une chose a été faite, lors qu'il souhайте qu'elle l'ait été. Si Platine avoit passé sous silence la première partie de cette histoire, on peut dire qu'il auroit confirmé cōme par une espèce de cōsentement tacite, l'opinion de ces Historiens qui ont parlé de Gregoire en des termes diferens. Mais puis qu'il n'ignoroit pas, étant aussi versé dans l'histoire qu'il l'étoit, que ces Auteurs avoient ainsi parlé dans leurs livres, & ayant malgré cette connoissance, combattu leur sentiment par une contradiction formelle, il est vraisemblable qu'en faisant l'histoire des choses que ce Pape a faites, il a eu de plus assurez & de plus certains témoignages des veritez qu'il a publiées. C'est pourquoi il est plus naturel & plus conforme à la verité de suivre en ce point le sentiment de Platine, & de dire plutôt qu'il y a une erreur dans Zonare, puis que l'expérience nous a fait assez voir que ceux qui sur le raport d'autrui, font des recits des paroles ou des actions des Nations étrangères se trompent ordinairement, que de souiller la vie d'un Pape dont l'innocence a été en édification à l'Eglise, en lui attribuant une injustice extraordinaire & un

& un esprit de révolte contre son Prince. Car encore qu'il soit vrai, qu'il ait pû en vertu de sa puissance spirituelle, excommunier l'Empereur avec justice, neantmoins il est tres-certain, qu'il n'a pû sans trahir les verités de la loi de Dieu & les Doctrines de l'Evangile, empêcher que les peuples qui étoient soumis à Leon, lui païassent les tribus, tandis qu'il occuperoit le trône; Or tout le monde demeure d'accord que cet Empereur, quelque impie qu'il ait été, est demeuré Empereur jusqu'à sa mort, & qu'il n'a été dépouillé de l'Empire, ni par ses peuples ni par aucun Pape: D'où en passant je remarque que les Centuriateurs de Magdebourg ont publié une imposture, quand ils ont dit que ce Pape qui a éclaté dans l'Eglise par sa doctrine & par l'innocence de ses mœurs a trahi sa patrie avec lâcheté. Jedis aussi qu'il y a une égale fausseté en ce que le Cardinal Bellarmin avance, que ce Pape a puni cet Empereur, grand ennemi des images, par la privation d'une partie de son Empire. En effet nous apprenons de l'histoire de Platine, que ce saint Pontife n'a rien entrepris, ni contre l'Etat, ni contre son Prince. Jetons à présent les yeux sur le 6. exemple de Bellarmin.

CHAPITRE XLI.

C'est l'exemple de Zacarie, dit ce Cardinal, qui étant prié par les plus grâds Seigneurs de France, deposa Childeric qui en étoit Roi, & commanda qu'on mit à sa place Pepin qui fut Père de Charlemagne.

Avant que d'examiner cet exemple il est nécessaire de développer cette histoire, & de la donner entière composée & du fait de Zacharie & du jugement qu'il rendit, & de toutes les circonstances qui servent à éclaircir ces faits, afin que ceux qui jetteront les yeux sur cet ouvrage, voient avec plus de facilité, combien cet exemple est foible pour apuier le sentiment de nos adversaires.

Premièrement il faut remarquer qu'en cette histoire, Childeric & les autres Rois de la race de Mériouée étoient absolument déchus du droit de régner, & qu'ils ne s'étoient conservé que le seul & vain nom de Rois. Car & les richesses & l'autorité du gouvernement résidoient toutes en la personne des Préfets du Palais, qui étoient apelez Maires, desquels tout l'Etat étoit dépendant. Et ces Maires étoient tellement au dessus des Rois & les dominoient avec tant d'empire, que le Roi outre ce vain nom de Roi, & quelques revenus precaires pour sa subsistance, que le Maire lui donnoit, comme il trouvoit à propos, ne possédoit rien en propre qu'une metairie de peu de rapport,

en laquelle il avoit un petit nombre de domestiques qui lui portoient de ce lieu les choses nécessaires pour son usage, & lui rendoient quelques services. C'est ce qu'a écrit Eginhart en la vie de Charlemagne.

Si donc quelqu'un veut examiner cette histoire de plus-près il trouvera qu'il y avoit alors deux Rois en France, l'un qui, *comme le Roi des Echecs, n'avoit* Lib. 4. C. 1. *que le nom de Roi, sans aucune puissance, 62.* comme parle Aimon. Et l'autre que l'on apelloit Maire ou préfet du Palais en la personne duquel résidoit toute la puissance & toute la Majesté du Roiaume. Celui-ci à l'égard du nom étoit en quelque manière sous le Roi, mais à l'égard de l'autorité & de la puissance il étoit au dessus : de sorte que pour rendre son autorité plus pleine & plus parfaite, il ne lui manquoit que le nom de Roi, que le peuple même lui donnoit le plus souvent, pour marquer la Souveraineté de l'Empire qu'il exerçoit. C'est pourquoi Aimon parlant de Charles Marsel qui fut Père de Pepin, lequel triompha de cette grande armée de Sarasins qui d'Espagne, vint se déborder en France, dit ces paroles. *Le Roi Charles après avoir subjugué cette grande armée d'ennemis, sous les étendars de Jesus-Christ que tout le monde reconnut pour le Chef des troupes Chrétiennes & pour l'Auteur*

386 De la Puissance du Pape

de la victoire , il s'en retournera en son pais en l' Ile de France , le siège de son Roiaume. Remarqués en ces p̄aroles comme cet Auteur apelle Roi, le Maire du Palais , à cause de l'autorité Roiale dont il étoit revêtu.

Après cela il faut remarquer dans cette histoire que les plus grands Seigneurs de France ennuiés de cette longue saineantise de leurs Rois , jettèrent tous d'un acord leurs yeux sur Pepin, fils de Charles, lequel étoit tres-savant dans l'art de la guerre & de la paix, ce qui lui donna un si grand droit au Trône qu'il affecta ouvertement de prendre le titre de Roi, & afin qu'il put l'obtenir sans ofenser & scandaliser le peuple , il resolut d'engager le Pape dans son parti , & de demander son consentement, dans la juste pensée où il étoit, que le Pape venant à donner son consentement, tout le peuple y donneroit agréablement les mains, par le respect & la soumission qu'il avoit pour ce saint Siège.

En 3. lieu il faut savoir , que le Pape Zacarie fut consulté en general sur la cause des deux Rois qui étoient alors en France, *pour savoir lequel des deux devoit être apelé Roi , ou celui qui n'en avoit que le nom, sans en avoir la puissance, ou celui qui par son adresse & par sa force gouverne toutes les affaires publiques ; Et que le Pape ainsi generalement*
consulté

consulté répondit aussi généralement, que celui en qui residoit la puissance souveraine meritoit plus justement le nom de Roi, laquelle réponse obligea tous les grans Seigneurs de France d'élire Pépin pour leur Roi. Cependant il ne faut pas douter que le Pape n'eut été averti de l'hipotése ou de la question particulière, savoir si Childeric qui n'avoit que le vain & faux nom de Roi devoit être privé du Roiaume, & si Pepin devoit être élevé à sa place sur le Trône. Mais je suis dans ce sentiment que le Pape fit une réponse générale qui ne désignoit personne en particulier, & qui laissoit aux personnes de qualité une liberté entière d'en inferer la resolutiō qu'ils souhaitoient: de sorte qu'on ne peut pas dire que le Pape déposa le Roi Childeric, il ne fit que dōner son consentement à ceux qui le vouloient déposer. Et comme on regardoit principalement ce cōsentement, c'est ce qui a obligé la plus part des Historiens de dire précisément que Zacharie déposa le Roy Childeric.

Enfin il faut sérieusement considérer que le Pape après avoir prêté audience aux Ambassadeurs de Pepin, au sujet du changement du Roi, & de la déposition de Childeric, estimoit cette affaire si extraordinaire & si difficile, qu'au commencement il n'osoit pas entreprendre de connoître d'une chose de

cette importance, quoi qu'il eut déjà appris, que l'extrême faiblesse des Mérovingiens, apporteroit de grans préjudices à la Religion & à l'Eglise, & il fut dans cette retenue jusques à ce qu'il eut sçu avec certitude, que tous les François de qualité étoient du parti de Pepin, qu'ils le souhaitoient pour leur Roi, & que d'ailleurs Childeric étoit le dernier des Mérovingiens, n'ayant point d'Enfant, & étant d'ailleurs si stupide que la perte de son Royaume ne lui causeroit aucune véritable douleur, & qu'il n'y auroit personne en France qui le plaignit. Toutes ces considérations étant jointes à l'attachement & à l'affection que le Pape avoit pour Pepin en considération de ce que lui & Charles Martel son Père avoient fait d'avantageux pour l'Eglise & pour le Saint Siège, obligèrent Zacharie de donner son consentement aux François qui souhaitoient de changer de Roi.

Quoi que les Historiens nous aient parlé de cette affaire en ces termes, il nous reste néanmoins un grand sujet de douter, si ce qui a été fait est juste. Je sai bien que le Cardinal Bellarmin se confiant sur la Justice de l'action de Zacharie, affirme hardiment en quelque

*Lib. 2. de
Rom.
Pontif.
c. 17.*

autre endroit de ses écrits, qu'aucune personne de bon sens ne peut contester que cette action ne soit légitime, mais
il ne

il ne propose aucune raison pour empêcher les personnes sages & spirituelles d'assurer que cette action n'est point régulière, il ne propose aucun argument valable pour obliger des personnes de bons sens, de se persuader que le Pape ait donné avec Justice son consentement aux François pour déposer Childeric, parce qu'il n'est permis en aucune conjoncture de faire du mal, en vue de quelque bien, quelque grand qu'il soit. Or priver de la Couronne un Roi légitime qui n'a que Dieu au dessus de soi, & à qui seul il doit rendre raison de sa conduite, ou consentir que ses propres sujets lui ravissent son Royaume, est sans doute un très grand mal, comme nous l'avons prouvé cy-devant. Car pour ce qui est des deux argumens dont le Cardinal Bellarmin se sert pour établir la justice de cette déposition, ils sont si incertains & si légers, que je m'étonne qu'un si célèbre Théologien les ait voulu mettre au jour. Le premier est tiré du succès heureux que l'action du Pape a eu. L'événement dit Bellarmin ne montre-t'il pas les grans avantages de ce changement. Raisonnement ridicule! comme s'il falloit juger de la Justice d'une action par le bonheur qu'il a suivie; c'est une pensée si grossière & si puérile qu'elle ne devoit tomber, ni sous la plume, ni me-

me dans l'esprit d'un si grand Docteur. Je souhaite, dit un Poëte de l'Antiquité, que ceux qui ne jugent des actions que par les événemens, ne voient jamais réussir leurs entreprises. En éfet le chan-

Carent. gement du Royaume qui des Carolo-
succes- vingiens fut transferé à la race de Capet,
sib. opto ne se fit il pas par une extrême injustice,
quisquis Hugues Capet, dit un célèbre Historien,
ab even élevé par la grandeur de son courage, &
tu facta par l'abondance de ses richesses voiant
notanda que personne n'avoit la force de résister à
putes. ses efforts, prit la Couronne par la violence,

& par les armes, après s'être rendu maître du véritable Successeur du Trône, & l'avoir fait emprisonner, D'où vient que cet Ecrivain ne fait pas difficulté de l'appeller un usurpateur, & pourtant *Gaguin* chacun demeure d'acord que ce changement, extrêmement heureux à la France, n'est arrivé que par un secret jugement de Dieu, afin que Pepin qui ravit injustement la Couronne aux Mérovingiens, reçut un pareil outrage en la personne de ses descendans. De sorte que les Carolovingiens n'ont guères long tems occupé le Trône, si on compare la durée de leur règne avec la durée du règne des Capévingiens, lequel a déjà été fort long & lequel, si mes vœux sont exaucés, ne verra jamais de fin.

Le 2. argument de Bellarmin est tiré de la sainteté de Boniface qui par le

com-

commandement de Zacharie , donna les Saints Huiles à Pepin , & le couronna , ajoutés , dit ce Cardinal célèbre , que celui qui pour obéir au Pape , oignit Pepin pour être Roi , & lui mit la Couronne sur la tête , fut un tres-grand Saint , savoir Boniface , qui après avoir été quelque tems Evêque , finit glorieusement sa vie par le Martyre , & qui n'auroit jamais été capable de commettre une injustice , ou de tomber dans quelque crime public. Mais ce raisonnement est léger , il n'a ni solidité , ni force. Car Boniface ne faisoit dans cette rencontre qu'exécuter les mandemens du Pontife. De sorte qu'en faisant exactement ce qui lui étoit ordonné de la part de son Supérieur , il n'a point blessé sa Sainteté , il étoit même obligé en conscience d'exécuter les mandemens du Pontife , quoi qu'il eut été persuadé de leur injustice , & ainsi , quoi que l'iniquité du commandement eut rendu Zacharie criminel , la subordination , & la nécessité d'obéir , auroit soutenu l'innocence de Boniface. Ce Saint Evêque a donc bien pû , sans blesser sa conscience , exécuter les ordres injustes de Zacharie. Mais Zacharie a été un bon Pontife , cela se peut , & nous ne voulons pas le nier. Mais David a été un bon Roi & un grand Saint. Théodose a été un bon Empereur. Marcellin & Libérius ont été de bons Pontifes , &

Can. quid culpatur, 23. q. 1. can. miles 23 q. 5.

pourtant il n'est aucun de ces grans hommes qui n'ait commis quelque action digne de censure & de répréhension. Pourquoi est ce donc que Zacarie n'auroit pas pû se laisser emporter à l'ardeur de son amitié, & comme il étoit homme de même que ceux dont nous venons de parler, commettre une action un peu injuste : Il est connu de chacun que Zacarie avoit alors un tres grand besoin du secours & de l'apui de Pepin, pour repousser les injures & d'Astulphe & des Lombards. Et cet intérêt n'étoit il pas une machine assez forte & assez puissante pour obliger ce Pontife à n'observer pas avec tant de délicatesse & de scrupule, les loix sévères de la Justice. *L'Amour, la haine & l'intérêt propre, dit un Canon, aveuglent souvent un Juge, & font qu'il ne peut pas découvrir la verité.*

*Cap.
pastorali §. quin
verò. de
off. jud.
de leg*

Mais afin que personne ne puisse plus disputer sur ce sujet, j'accorde à nos aveugles tout ce qu'ils souhaitent, je leur accorde que le fait dont il s'agit, a été accompagné de toute la justice possible, que peut on en inferer légitimement pour établir la puissance temporelle que les Papes s'attribuent sur les Princes. En effet tout l'avantage qu'ils peuvent tirer est, qu'à l'exemple de Zacarie, le Pape fasse aujourd'hui ce que Zacarie fit alors, savoir qu'il donne son consentement

tement à un peuple qui souhaitera d'ôter la Couronne & le Roiaume à son Prince pour de pareils sujets, c'est à dire si ce Roi est tel qu'il n'ait que le nom de Roi, s'il est sans la puissance & l'autorité Roiale, s'il est sans enfans, s'il est assez lâche & stupide pour être déposé sans aucun danger de répandre le sang de ses sujets, en un mot, si personne ne regrette son malheur ou ne soutient ses intérêts. La raison de cela est que les argumens qui sont tirés des exemples n'ont aucune force, si les espèces & les circonstances ne sont semblables. Comment donc est-ce que cet exemple de Zacarie peut servir à appuyer cette vaste autorité des Pontifes, de laquelle les Papes suivans se sont armés, & par la force de laquelle ils se sont vantés & mêmes ont fait effort de dépouiller quelquefois de leurs Etats, les Princes les plus puissans & les plus redoutables, non pas à la prière de leurs sujets, mais de leur propre mouvement, & encore par les guerres, les meurtres, les schismes, & les plus grandes calamités de l'Eglise. Où est la personne judicieuse qui se puisse persuader que l'exemple de Zacarie autorise une puissance si injuste & si cruelle. Mais nous-nous sommes assés arrêtés sur ce sujet.

L'Autheur eût passé
plus avant, si la mort ne
l'eût arrêté.

SANCT.

SANCTISSIMO

PATRI AC DOMINO,

*Clementi VIII. Pontifici
Maximo.*

GUIL. BARCLAIUS S.P.

SI à Petro in hunc diem tuæ Sanctitati similes Episcopos Roma vidisset, (Summe Christianorum Pater & Præsul) non fuisset hoc tēpore isti questioni locus. Moderatio & nomine tuo digna æquabilitas, aut nō aperuisset aditum huic rei, aut graviori præjudicio firmasset. Questionem de temporali tuæ sedis in Reges & Principes potestate hīc excussi, quæ tantis motibus tantoq; sanguine agitata, non sæpius Principes quàm Ecclesiam afflixit; Tuoque nomini dicavi, ne aut defugisse authoritatem tuam viderer, aut Regum potius quam Ecclesiæ rem gessisse. Quod si id non ad gustum omnium, cogitent velim, nulla medicamina sine amaritudine salubritatem infundere. Argumentum fortasse invidiosum, scrupulosis hominibus, aut inimicis
meam

meam mentem sensumq; torquentibus : quod
tamen, Sanctissime Pater, tum veritatis studio
suscepi, tum quod hanc potestatem semper
censui omnium fluctuum fontem esse, quibus
hodie hæresis tuum navigium laceffit. Iulius
II. Pontifex, repentinis inimiciis mutatus,
non modo in Ludovicum XII. Gallie Regem
detinuit, sed & Iohanni Navaræ Regi, quod
in auxilijs Galli fuisset, imperium abrogavit.
Et quidem Ludovici fortuna hoc Pontificium
fulmen à Galliâ submovit. Sed Navarrenus,
cùm à latere Hispanum haberet, Pyrenæis
autem excluderetur à Gallia Romana ira &
Iberica ambitioni impar fuit. Spoliatus majori
parte regni recessi in Galliam, ubi amplas cli-
entelas, & gentiles habebat. Supervenit
incendium quod Lutherus conflagavit, & Ioan-
nis Navarreni hæredes proprio odio incitati
facile ad partes abscesserunt quæ in sedem Ro-
manam coibant. Horum igitur Optimatum stu-
diis hæresis primum per Galliam dispersa est,
quæ per ipsas flammæ, mox per bella in hunc
diem duravit. Henricum autem VII. Angliæ
Regem quis dubitat ejusdem potestatis odio
non tam à religione quàm à Pontifice secessisse?

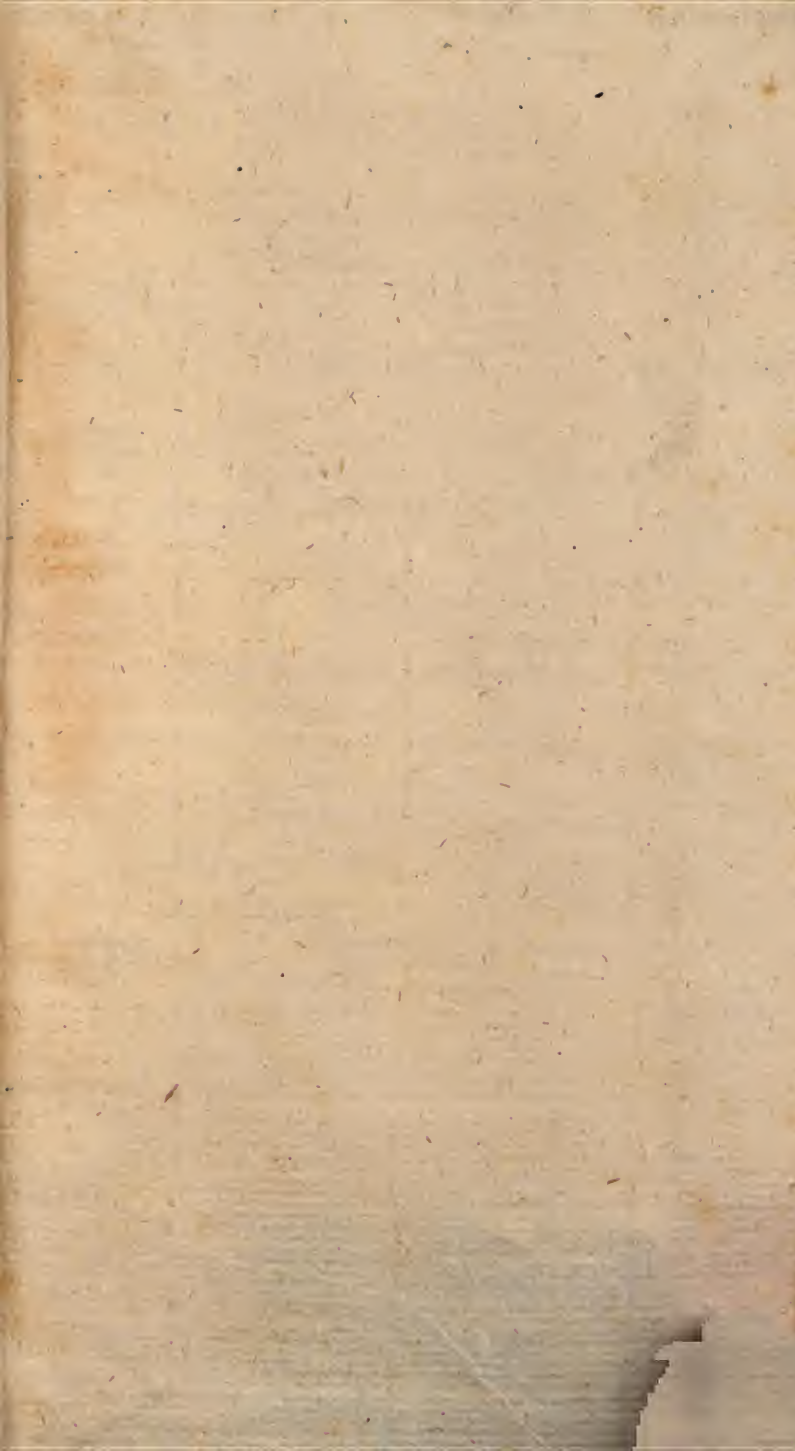
Clemens

Clemens VII. se Henricum Regni jare privare
edixerat? & ille non injusta fortasse, sed caca
& intemperanti iracundia exarsit. Angliam
occasione Schismatis hæreticis patefecit, qui
mox sub Edwardo VI. validi à vita sacra
sustulerunt. Scotia autem viciniâ & com-
munionem Angliæ tentata, cum sub Iacobo V.
restitisset, tandem sub Mariæ initiis imbuta, &
mox insinuante se veneno corrupta est. Ita
quicquid hæreticorum in Gallia Britanniaq;
hodie est. Id est illorum unicum robur, hoc
temporalis potestatis miserabili calore, tan-
quam pestilenti ovo conceptum & educatum.
Vide, Pater Sanctissime, quàm non expediat
Ecclesiæ istud imperium vindicare, quod ve-
luti Seiani equus proprios dominos pervertit.
Hoc igitur opus, non Principum, sed religionis
& veritatis studio aggressus sum, tibi que summo
pastori, sincero & supplici animo obtuli, cujus est
de lepra & lepra iudicare. Si quid erit in
his scriptis quod probum aut utile putabis, ego
sanè tanti testis suavissimâ memoriâ meam
senectutem oblectabo. Sin probato fortasse
studio meo, tamen improbabis sententiam,
erit

erit apud posteros moderationis tuæ signum quoddam innoxia libertas disputandi sub te nemini fraudi fuerit. Sit hoc moderationis tuæ, at nunquam pertinaciæ meæ signum: quicquid enim hujus negotij est, tuo examini relinquo, ut hoc libello non tam quid sentiam exprompsisse, quàm à tua Sanctitate quid sentire debeam, videar quæsisse. Vale.

F I N.







С XII. 6. С 40

